QUARANTIÈME ANNÉE – Nº 11966 – MARDI 19 JUILLET 1983



Fondateur : Hubert Beuve-Méry — Directeur : André Laurens

3,80 F

Algérie, 3 DA ; Maroc, 3,50 dir. ; Tunisie, 300 m. ; Allemagne, 1,60 DM ; Autriche, 15 sch. ; Belgique, 26 fr. ; Canada, 1,10 $; Côte-d'Ivoire, 340 F CFA ; Danemark, 6,50 Kr. ; Espagne, 100 pes. ; E.-U., 95 c. ; G.-B., 50 p. ; Grèce, 85 dr. ; Irlande, 80 p. ; Italie, 1 200 L. ; Liban, 350 P. ; Libye, 0,350 DL ; Luxembourg, 27 f. ; Norvège, 8,00 kr. ; Pays-Bas, 1,75 fl. ; Portugal, 80 esc. ; Sénégal, 340 F CFA ; Suède, 7,75 kr. ; Suisse, 1,40 f. ; Yougoslavie, 130 nd.

Tarif des abonnements page 4

5, RUE DES ITALIENS
75427 PARIS CEDEX 09
Télex MONDPAR 650572 F
C.C.P. 4207 - 23 PARIS
Tél. : 246-72-23

AVANT LA GRÈVE DU 21 JUILLET

Importants débrayages chez Talbot à Poissy

LIRE PAGE 27

La « mauvaise » réélection de M. Strauss

Beaucoup de dirigeants politiques du monde libre souhaiteraient recueillir, lors d'une élection, 77 % des voix. Ce *résultat, obtenu par* M. Franz Josef Strauss devant le congrès de son parti, l'Union chrétienne-sociale bavaroise (C.S.U.), le samedi 16 juillet, constitue pourtant un relatif échec. L'an dernier, en effet, le « taureau de Bavière » avait été reconduit par près de 97 % des mandats à la présidence de sa formation, qu'il exerce sans discontinuer depuis vingt-deux ans.

Nul ne s'y est trompé, et le congrès de Munich a pris fin précipitamment, dans l'amertume et la confusion. M. Strauss lui-même a quitté la salle, bientôt suivi de bon nombre de ses fidèles, cependant que le président de séance, M. Franz Heubl, en prononçait la clôture prématurée. Dépité, le *ministre-président de Bavière* ne s'est livré à aucune de ces déclarations triomphales et fracassantes qu'il affectionne, et qui étaient devenues, après chaque congrès, une sorte de rite pour ce « tribun de la plèbe » énergique, expert dans l'art de faire vibrer les foules.

Que s'est-il passé pour qu'en un an on en soit arrivé là ? La situation est pourtant favorable, en apparence, à la C.S.U. puisque, à Bonn, la droite est revenue au pouvoir. Sans doute la direction du gouvernement échoit-elle au partenaire chrétien-démocrate, la C.D.U. de M. Kohl ; mais la formation de M. Strauss détient dans le cabinet plusieurs postes-clés, dont le portefeuille de l'intérieur. En fait, le revers subi par le président de la C.S.U. devant ses propres amis tient à la fois à une cause immédiate et à une autre plus lointaine.

Une cause immédiate : nombre de militants de la C.S.U., et donc de délégués au congrès de Munich, ont assez mal pris que M. Strauss se soit récemment flatté d'avoir favorisé la conclusion d'un accord entre *Bonn et Berlin-Est*, attribuant à la R.D.A. un crédit de 1 milliard de marks sans contrepartie, alors même que les relations inter-allemandes venaient de traverser une nouvelle phase de tension. Sans doute le ministre-président bavarois *a-t-il* ensuite justifié l'appui qu'il avait apporté à la demande est-allemande par la nécessité d'améliorer le sort de la population de *la R.D.A.*, ces «frères séparés» enfermés par le rideau de fer. Mais M. Strauss a été, dans cette affaire, victime de son image et des réflexes qu'elle inspire à ses partisans. Ces derniers pratiquent en effet un «droitisme» au premier degré qui s'accommode mal de la subtilité des analyses diplomatiques de leur chef, que son anticommunisme de granit n'empêche nullement de rechercher – et de pratiquer – le dialogue avec l'Est.

Une cause plus profonde, aussi : quoique «co-vainqueur» des élections du 6 mars, la C.S.U. paraît éprouver certaines difficultés à trouver sa vraie place dans la coalition, même si elle a marqué quelques points contre ses partenaires-*ennemis libéraux. C'est* à plus forte raison vrai à propos de M. Strauss lui-même, que le chancelier Kohl a admirablement réussi à «piéger» tout en faisant en sorte qu'il ne participe pas au gouvernement. Y compris dans l'affaire du prêt à la R.D.A., où il n'est pas exclu que M. Kohl ait fait un cadeau empoisonné à M. Strauss en le laissant tirer à lui cette compromettante couverture...

«Ceux qui sont contre Strauss sont contre moi», est allé jusqu'à s'exclamer le chancelier à la tribune du congrès chrétien-social dont il était l'invité d'honneur. Ce doit être ce que l'on appelle de l'humour rhénan.

L'isthme centraméricain entre paix et guerre

Quatre ans après la victoire des sandinistes à Managua les tensions sont fortes dans la région. Quatre chefs d'État lancent un appel à l'apaisement

Le Nicaragua s'apprête à vivre dans la fièvre – cela peut-il s'appeler « fêter » ? – le quatrième anniversaire de la victoire des révolutionnaires sandinistes sur les troupes du dictateur Anastasio Somoza. Les cérémonies officielles auront lieu, symboliquement, à Leon, et non dans la capitale *Managua* : Leon située plus au nord, *c'est-à-dire* plus près de la frontière la plus menacée, celle qui est commune avec le Honduras ; Leon, haut lieu de la résistance au « somozisme », première *ville « libérée », en 1979, par les* « muchachos ». Notre envoyé spécial, Marcel Nierdergang, qui y a séjourné récemment, décrit, ci-dessous, un pays sur le pied de guerre, mais étonnamment confiant. Le degré de mobilisation du pays est, en effet, exceptionnel, et les « comandantes » sandinistes ne semblent pas craindre les défections.

Le danger est, pour eux, à l'extérieur : au Honduras, qui non seule*ment abrite les groupes contre*-révolutionnaires d'anciens fidèles de Somoza et d'indiens Miskitos, mais dont les troupes ont également été massés à la frontière ; et aussi au Costa-Rica, au sud, où s'activent des « déçus du sandinisme », sous la direction de M. Eden Pastora, le prestigieux « commandant zéro », et de M. Alfonse Robelo, ancien membre de la junte de gouvernement créée après la victoire du 19 juillet 1979.

Cependant, la guerre civile continue silencieusement au Salvador. L'archevêché de la capitale a indiqué, le dimanche 17 juillet, que plus de deux mille cinq cents civils ont été tués, ou ont disparu, dans le pays *depuis le 1er janvier. Le nombre total* des victimes, depuis trois ans et demi que s'éternise la situation, avoisine les trente-cinq mille.

Pour tenter de faire baisser les tensions dans la région, quatre chefs *d'Etat de pays bordant la mer des* Caraïbes, le Mexicain M. de la Madrid, le Vénézuelien M. Herrera Campins, le Colombien M. Betencur, et le Panaméen M. de la Espriela se sont réunis, cette dernière fin de *semaine, à Cancun (Mexique).* Leur « déclaration » final suggère quelques mesures concrètes, par-delà les bonnes intentions : contrôle de la circulation des armes, création de zones démilitarisées, patrouilles communes aux frontières. Mais tout cela, et aussi la suggestion d'un retrait des « conseillers » étrangers – américains au Honduras, cubains au Nicaragua – comporte une importante faiblesse : sa mise en œuvre suppose une volonté politique de paix, qui est précisément ce qui semble manquer le plus dans la région.

Se sentant menacé, le Nicaragua s'est suraumé, et continue de recevoir des moyens de défense, et d'attaque, des pays d'Europe de l'Est. Les Etats-Unis, de leur côté, inclinent également pour la manière forte – au moins pour ce qui est de l'administration : un projet de rapport au Conseil de sécurité rédigé par le Pentagone, le département d'Etat et la C.I.A suggère, nous indique notre correspondant intérimaire à Washington, une augmentation de 40 % des dépenses militaires américaines en Amérique centrale.

L'opinion publique américaine, en revanche, ainsi que le Congrès qui la représente, sont beaucoup moins désireux d'en découdre. Sans doute est-ce pour tenir compte de ce facteur, et éventuellement pour le contourner, que le président Reagan envisage, aussi, la création d'une commission nationale de personnalités, dont la mission serait de faire des « propositions à long terme » sur l'Amérique centrale (*le Monde daté 17-18 juillet). La rumeur courait* avec insistance dans la capitale des États-Unis, ce lundi 18 juillet, que M. Henry Kissinger pourrait en être le président.

Il ne serait pas trop de toute l'agi*lité d'esprit de l'ancien secrétaire* d'État américain pour débrouiller un écheveau aussi embrouillé.

JEAN-PIERRE CLERC.

Quarante Arméniens interpellés à Paris

Un groupe de soutien logistique s'était constitué quelques semaines avant l'attentat d'Orly

Après l'attentat de l'aéroport d'Orly commis vendredi 15 juillet et revendiqué par l'ASALA, (Armée secrète arménienne pour la libération de l'Arménie), les policiers de la brigade criminelle chargés de l'enquête ont procédé, ce lundi 18 juillet dans la matinée, à une quarantaine d'interpellations dans les milieux arméniens de la capitale. Selon des informations sûres, des armes et des explosifs « *en nombre significatif* » ont été trouvés au domicile de certains Arméniens d'origine étrangère, notamment syrienne.

Les auteurs de l'attentat d'Orly ne se trouvent vraisemblablement pas parmi les personnes interpellées et placées en garde à vue. Mais les policiers estiment que les armes et les explosifs découverts indiquent qu'un groupe de soutien logistique aux terroristes de l'ASALA avait été constitué ces derniers mois à Paris.

Certains rapports de police, notamment de la D.S.T. (Direction et surveillance du territoire) et des renseignements généraux laissaient entendre que, malgré les affirmations officielles de refus de la violence, « *légalistes* » et clandestins avaient encore des relations. Ces informations n'avaient jamais pu être établies avec certitude mais, à deux reprises au moins, des indices avaient laissé penser que les terroristes de l'ASALA venus de Beyrouth ou d'Athènes pour commettre des attentats avaient pu bénéficier de certaines complicités à Paris.

(Lire la suite page 9.)

UN ENTRETIEN AVEC M. MICHEL CRÉPEAU

« L'intérêt du pays exige que le centre gauche retrouve vite une réelle expression politique »

LIRE PAGE 8

Le Nicaragua assiégé

I. – *Managua : un peuple en armes*

De notre envoyé spécial
MARCEL NIEDERGANG

Il y a quatre ans, le 19 juillet 1979, les révolutionnaires sandinistes entraient victorieusement dans Managua, où les troupes somozistes avaient fait la loi durant plus de quatre décennies. L'euphorie de la victoire a rapidement fait place à l'austérité de la reconstruction ; la bienveillance *internationale* a *désormais* cédé la place à une situation d'état de siège, où le Honduras est aux avant-postes. Pour les Etats-Unis, la révolution nicaraguayenne fait aujourd'hui figure d'ennemi public numéro un. Les troupes de choc antisandinistes sont, à la fois, d'anciens somozistes mal repentis et d'anciens révolutionnaires ou sympathisants *qui ne pardonnent pas aux* « comandantes » marxistes leur trahison de l'esprit pluraliste du combat initial.

Managua. – Quatre ans après la chute de Somoza et le triomphe des sandinistes, le Nicaragua est de nouveau en guerre. Le pays ressemble à une citadelle assiégée de tous côtés par des forces disparates, désunies, mais qui peuvent compter sur le soutien politique et militaire des Etats-Unis.

Les accrochages, les embuscades meurtrières, les incidents frontaliers de plus en plus nombreux, cachent l'essentiel. Le Nicaragua sandiniste est engagé dans une lutte à mort pour sa survie. Les opposants, qui comprennent d'anciens somozistes mais aussi des démocrates sincères, n'ont pas l'intention de relâcher leur pression politique et militaire. Ils veulent, avec l'accord et l'appui de *Washington, obtenir la chute du* régime sandiniste. C'est l'objectif maximaliste. Certains d'entre eux se contenteraient d'une négociation avec Managua afin de revenir, si possible, à la case départ, au 19 juillet 1979, et de repartir « du bon pied » vers une réelle démocratie pluraliste et un authentique non-alignement. Ceux-là savent qu'ils sont minoritaires au sein des différents groupes d'opposition, et que, surtout, les sandinistes sont moins que jamais disposés aux concessions.

Les dirigeants de Managua se sont installés avec une étonnante sérénité dans cette guerre, qui n'est pas encore totale mais qui détruit lentement une économie déjà fragile. A les observer, à les écouter, on discerne de la préoccupation, mais pas de véritable inquiétude. Contre toute logique, la direction collégiale, et secrète, fonctionne. En apparence, la solidarité entre les neuf commandants qui détiennent la réalité du pouvoir se maintient. Mais ce sont les « militaires » qui sont manifestement au premier rang : ceux qui peuvent réellement justifier de longues années de lutte armée, militante et clandestine contre le somozisme, qui ont été longuement détenus, comme Daniel Ortega, ou sauvagement torturés, comme Tomas Borge.

(Lire la suite page 4.)

Où sont les « désaccords » entre MM. Marchais et Andropov ?

La querelle en trompe-l'œil entre Moscou et le P.C.F. pourrait servir à masquer le rapprochement intervenu sur la force nucléaire française

par MICHEL TATU

Si l'on comprend bien, M. Marchais se serait battu avec courage, mais pas toujours avec succès, lors de son récent séjour à Moscou, pour défendre sa ligne « indépendante » en matière de sécurité et de désarmement, face à M. Andropov et à la bureaucratie soviétique.

Ce n'est pas ce que dit directement le secrétaire général du P.C. français, mais c'est ce qu'il laisse dire sans protester, et parfois même en y contribuant : par exemple lorsqu'il rapporte que sa discussion avec M. Andropov a été « *vive* » ou lorsque *l'Humanité* attire l'attention la première, et par deux fois, sur les manipulations de l'information soviétique à propos de sa visite.

Toujours si l'on comprend bien les divers démentis et mises au point, le litige porterait principalement sur la phrase *suivante de la déclaration* P.C.F.-P.C.U.S. omise du texte publié dans la presse de Moscou : « *Il faut s'engager sur la voie d'une réduction équilibrée des armements, en tenant compte de l'ensemble de ceux qui existent de part et d'autre, à l'Est comme à l'Ouest* ». Et c'est en effet cette même « audace » que M. Marchais avait tenu à réintroduire dans les propos déformés qui lui avaient été prêtés, au cours de sa visite, par l'agence Tass.

(Lire la suite page 8.)

« C'est le choix des personnes qui guide d'abord nos actions » *nous déclare le ministre de la culture*

M. Jack Lang estime que pour changer « de l'intérieur » *les maisons de la culture il faut placer à leur tête des personnalités fortes*

M. Jack Lang, ministre de la culture, est venu le 17 juillet au Festival d'Avignon. Il a remis la Légion d'honneur à M. Jean Savron, ingénieur des lumières chez Jean Vilar. Puis il a assisté à la représentation des *Céphéides* par le Centre dramatique des Alpes, dans la cour d'honneur. Et il a rencontré le maire d'Avignon.

Interrogé sur les maisons de la culture et leurs difficultés présentes, le ministre nous a déclaré : « Halte à ce syndrome obsessionnel. Dans les rets de cette vieille querelle post soixante-huitarde, partenaires et adversaires de ces institutions, pour une fois coalisés, veulent nous emprisonner. A entendre les clameurs, on pourrait croire que les maisons de la culture enserrent l'ensemble du territoire en un maillage dense. En vérité, ces mal-aimées sont quatorze. Elles existent surtout comme des représentations fantasmatiques qui ont réussi depuis un quart de siècle à envahir le débat sur la culture et à cacher les activités qui débordent leur espace réel.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

(Lire la suite page 15.)

Le Monde

idées

Faut-il brader le nucléaire civil ?

Par LOUIS LEPRINCE-RINGUET (*)

Les futurologues, il en faut sans doute, mais on ne doit jamais prendre leurs prévisions trop au tragique, sans les accompagner d'un sourire sceptique. Je me souviendrai longtemps d'un petit livre sérieux, issu du Commissariat général au Plan et sorti en 1972. Il s'intitulait *Plans et prospectives, horizon 1985*. La brochette de personnalités, dont les noms apparaissaient au dos de la couverture, inspirait confiance. J'ai relu, après la guerre du Kippour, c'est-à-dire à peine plus d'un an après sa parution, le chapitre intitulé : « Quelles sont les causes qui pourraient ralentir la croissance exponentielle ? » Elles étaient au nombre de trois : l'influence des groupes socio-professionnels, tels que les petits commerçants ; la possibilité pour les Etats-Unis de se replier sur eux-mêmes et la croissance des « services » non productifs. Tout cela fort bien analysé, avec le langage distingué des bons économistes. Du pétrole, de son approvisionnement, de son prix, pas un mot ! Dommage de voir tant d'intelligence et d'imprévoyance réunies !

Or, depuis le milieu du mois de mai, on a fait grand bruit autour d'un rapport du groupe Long Terme énergie, destiné à la préparation du IXe Plan. Renseignements pris, il ne s'agissait pas du rapport final, mais d'un texte (ou pré-rapport ?) reflétant l'opinion d'une partie seulement des membres de ce groupe. Le document définitif est remis au gouvernement depuis quelques jours.

Vers une pléthore d'énergie à la fin du siècle ?

La conclusion peut surprendre : nous aurions, en France, autour de 1990 et jusqu'à la fin du siècle, pléthore d'énergie. Notre production serait très supérieure à nos besoins, surtout en ce qui concerne l'électricité. Selon l'hypothèse faite sur la croissance, qui est supposée rester nulle ou très faible, divers « scénarios » (mot sacré des planificateurs) sont envisagés, les plus favorables réduisant l'engagement de nouvelles centrales à environ une par an, contre trois au cours des deux années passées, et après une période de démarrage rapide. J'avoue n'être nullement un spécialiste des prévisions, mais les vives discussions actuelles suscitent chez moi les réactions suivantes :

1) Tout d'abord, il me semble impossible de définir ce qui se passera à la fin de ce siècle : que seront la situation économique de notre pays, l'évolution correspondante du monde, la croissance en l'an 2000, la géopolitique de notre planète ? Nous pouvons seulement prévoir que de grands bouleversements se produiront, mais dans quel sens ? Les références citées plus haut incitent à une prudence extrême. Tous les « scénarios » analysés avec détails seront peut-être balayés par des phénomènes imprévisibles aujourd'hui.

2) En second lieu, nous devons tout faire pour *dépendre le moins possible*, dans le domaine de la production d'énergie, des sources extérieures. Le Proche-Orient peut fort bien s'embraser, le prix de l'or noir grimper de façon inacceptable et, finalement, les robinets de pétrole se fermer. Comme la plupart des produits étrangers se paient en dollars, il faut éviter au maximum d'avoir à en débourser une grande quantité : le déficit de notre commerce extérieur est un handicap considérable ; on le répète à juste titre chaque jour.

3) Les énergies que nous pouvons produire chez nous sont de plusieurs sortes : le nucléaire, naturellement, mais aussi l'hydraulique, le charbon et les énergies dites nouvelles (géothermie, solaire, énergies marémotrice et éolienne). Pour ces dernières, on sait qu'elles peuvent et doivent être développées. C'est ce qui se fait. Si l'énergie marémotrice semble limitée à l'usine de la Rance (le grand projet du Mont-Saint-Michel sera peut-être repris un jour), l'énergie solaire fait l'objet de recherches et de réalisations, en particulier pour l'eau chaude domestique, pour les maisons solaires et aussi pour la biomasse.

La géothermie se développe dans certaines régions – le Bassin parisien notamment – pour le chauffage des immeubles neufs ; l'énergie éolienne peut être un appoint local. Mais, dans leur ensemble, toutes ces productions resteront marginales, et l'on ne doit rien attendre des grandes centrales solaires, dont Thémis est le prototype.

4) En revanche, l'énergie nucléaire est un atout puissant pour la France. Nous avons bien travaillé dans ce domaine, tant au C.E.A. qu'à l'E.D.F. et dans les industries de fabrication. Depuis la création du Commissariat à l'énergie atomique par le général de Gaulle, peu après la libération, les études et les réalisations se sont poursuivies avec le plus grand sérieux, le souci de la sécurité, l'apport de nos meilleurs scientifiques et techniciens. Nous n'avons *pas voulu aller trop vite, et le résultat* est extrêmement favorable. La France apparaît dans le monde comme l'un des premiers pays à avoir maîtrisé le nucléaire civil. Sa réputation est grande à l'étranger : il y a bien peu d'industries où notre maîtrise apparaisse aussi nettement. Surtout, ne bradons pas l'outil de production, pour une fois qu'il nous apporte prestige et vitalité, pour une fois que, dans le domaine de la technique avancée, nous ne sommes pas à la traîne.

Or, si on stoppe la production pour la reprendre après, c'est une énorme perte de substance, un potentiel qui s'effondre, des sommes considérables qui seront définitivement perdues. Même si l'on doit réduire la production des centrales nucléaires, il faut effectuer cette réduction avec la plus extrême prudence, et surtout conserver une continuité de production.

Développer l'usage de l'électricité dans les industries

Il est bien certain que le nucléaire fournit surtout de l'électricité et que l'uranium ne peut se brûler comme du charbon pour donner directement de la chaleur. Aussi les arguments anti-électricité faisant intervenir le rendement thermodynamique de la production du courant ne sont pas valables pour le nucléaire, alors qu'ils le sont pour le charbon et le fuel.

5) Si donc on poursuit, même à un rythme réduit, la construction des centrales nucléaires, on disposera d'une quantité accrue de puissance électrique. S'il est évident qu'il vaut mieux en avoir trop que pas assez, il faut aussi se rendre compte que, d'une part, on peut en vendre aux pays voisins – d'autant plus facilement que le coût de l'électricité nucléaire est très inférieur à celui des autres sources (charbon et surtout fuel) – et, d'autre part, on *peut certainement développer* l'usage de l'électricité dans les industries. Il est même possible d'introduire en France des industries à forte consommation d'énergie : de toute façon, quand on achète des produits qui ont exigé beaucoup d'énergie, on la paie automatiquement. Et puis, il ne faut pas oublier que nous pouvons exporter des centrales : nous le faisons déjà, et de nouveaux marchés peuvent et doivent être prospectés.

6) Le charbon et le gaz ? Pour le charbon, nous sommes en mauvaise posture sur le plan national : notre charbon devient plus rare et plus cher, beaucoup plus que celui que nous importons. Mais ce dernier exige la sortie de devises (pour l'achat de mines à l'étranger, par exemple) et des investissements considérables pour le transport. Quant au charbon français, qui n'interviendra de toute façon qu'en faible proportion dans le bilan énergétique, son maintien est surtout une question sociale. Pour le gaz, des contrats importants ont été signés (U.R.S.S., Algérie...), c'est déjà un poids pour notre économie. Peut-être a-t-on été trop loin ?

En conclusion, devant l'incertitude des prévisions économiques possibles, le caractère insoutenable des lourdes sorties de devises, l'aspect marginal des énergies nouvelles, le coût très élevé du charbon national, les possibilités considérables d'une électricité bon marché dans notre pays où le prix de l'heure de travail (incluant les garanties sociales, l'absentéisme...) est très élevé, et compte tenu de l'avance technologique de la France dans le domaine du nucléaire, il serait absurde de réduire à l'excès le potentiel de cette forme d'énergie, malgré l'investissement très important exigé par la construction des centrales.

Une dernière remarque : les économies d'énergie doivent être naturellement poursuivies là où les investissements ne sont pas trop lourds.

(*) De l'Académie française.

TÉMOIGNAGE

« Nous ne sommes pas des privilégiés »

Ce texte a été provoqué par l'interview de M. François de Closets sur les carrières universitaires (le Monde du 2 juillet).

Mon expérience de professeur de l'enseignement secondaire d'abord, du supérieur ensuite, dément de manière catégorique la théorie de nos privilèges.

Les gens de ma génération qui arrivaient, dans les années 60, sur le marché du travail avec une double licence (allemand, français), un diplôme d'études supérieures, pouvaient faire de belles carrières dans le privé, bien rémunérées. Alors que moi-même, en début de carrière, je gagnais moins qu'une femme de ménage. J'habitais une chambre de bonne au 51, boulevard Murat, et la femme de ménage de ma logeuse percevait environ 50 000 F (plus un treizième mois), c'est-à-dire le même salaire que moi, *mais* elle était logée, nourrie, blanchie. Que de fois j'ai dû montrer mon bulletin de salaire, car personne ne le croyait et surtout pas la femme de ménage elle-même ! Il est inutile de dire que je passais pour une « *imbécile* », une « *idiote* » aux yeux de ceux qui, aujourd'hui, envient ma sécurité et mon temps libre » ! Les camarades qui étaient allés dans le privé non seulement gagnaient du double au triple, mais avançaient relativement vite dans les échelles supérieures ; à la trentaine, ils possédaient appartement, voiture, voire maison secondaire. Pour moi, l'achat d'un studio au septième étage d'une H.L.M. des années 30 fut une entreprise financière souvent cruelle, malgré deux séjours à l'étranger.

Assistante du supérieur, je gagnais moins qu'un enseignant du secondaire (avancement systématique à l'ancienneté, plus de prime de professeur principal, etc. ; sait-on qu'une heure complémentaire d'assistant est moins rémunérée que celle d'un enseignant du secondaire ?). Quant au temps libre dont je disposais dans le secondaire, il fondit ! Aujourd'hui encore, après quatorze ans d'enseignement, je ne cesse de courir après le temps. Et je ne suis pas une universitaire dévorée d'ambition. Fidèle à moi-même, je ne fais que ce que je désire faire, je publie à *mon* rythme, et malgré cela je ne parviens pas à participer aux séminaires qui m'intéressent, à lire tous les livres utiles, à me recycler comme je le voudrais...Je n'ai pas encore réussi à inclure un stage d'information dans mon emploi du temps...

Je peux me permettre d'affirmer : 1) que le temps libre dont je disposais dans le secondaire a toujours été un *luxe* que je m'offrais, un luxe chèrement payé ; 2) que, dans le supérieur, on ne peut pas parler de « temps libre » mais de « libre organisation du temps » (ce qui n'est pas la même chose, bien qu'on puisse aussi, dans notre société, la considérer comme un luxe). Organisation qui permet toutes les auto-exploitations, auxquelles échappent difficilement l'enseignant (du supérieur ou du secondaire). A ces auto-exploitations temporelles, il faut ajouter les auto-exploitations financières, achat de nos outils de travail (Invariablement, un ouvrier me demande : « *On vous les paie, ces livres ?* »), – participation à des colloques, le plus souvent à nos frais, car seuls quelques « grands » noms sont invités, etc. Ajoutons enfin que nos heures de travail sont toujours, par la force des choses, des heures effectives. A chacun son luxe, mais, de grâce, n'en faites pas un privilège !

Quant à l'efficacité, comment la mesurer dans un métier où on apprend, parfois et par hasard quelques années plus tard, que pour tel(le) étudiant(e) votre cours a été un moment important de son évolution ?

FÉLIE PASTORELLO,
maître-assistante de littérature comparée (Reims).

LETTRES AU Monde

Une publicité scandaleuse

J'ai suivi avec intérêt l'action courageuse de Mme Roudy pour tenter d'assainir certains aspects de la publicité en France.

Cela étant, depuis quelques jours une publicité indécente et scandaleuse à l'égard de nos enfants concernant un film porno, est affichée sans pudeur sur tous les autobus de la R.A.T.P.

Ce genre d'exhibition est ignoble et je ne peux admettre que cette masturbation féminine sous nos yeux ait échappé aux pouvoirs publics.

Le ministre des transports, sans être pour cela un refoulé, aurait pu épargner à nos enfants et à tous les étrangers qui visitent actuellement Paris une telle propagande féminine.

Je veux croire que les associations s'intéressant à la propreté de l'environnement demanderont que l'on répare ce genre d'outrage.

CAMILLE ROBERT
(Boulogne-Billancourt).

Service de nuit

J'ai l'honneur, après avoir lu dans votre numéro du 25 juin, page 12, l'article « Citroën et son service de nuit », de porter à votre connaissance le fait suivant :

Le 8 juin, mon mari a conduit au garage Citroën route de Trans à Draguignan notre voiture BX (2 000 kilomètres) accidentée la veille sur une petite route du Var.

La réparation commencée ne peut être terminée parce qu'il manque un certain joint n° 97500366 commandé à l'usine dès le 9 juin, demandé à nouveau par télex le 20, et qui n'arrive pas ! Au garage (qui nous a indiqué dates et numéro de pièce), on nous dit : « *La maison n'envoie rien et ne répond même pas nos appels.* »

Est-il possible qu'en France une voiture Citroën neuve ne puisse être dépannée en trois semaines, à un moment où il n'y a ni grèves ni congés ?

Mme LAPEYRE
(31810 Venerque).

Nuisances canines

Je tiens à vous manifester ma surprise et mon indignation, causées par le papier de Bruno Frappat « Bruit », paru dans votre journal daté du 9 juillet.

Pour tenir de tels propos il faut qu'il ne connaisse rien à la question des nuisances causées par les chiens, en particulier dans les banlieues des villes. Fait-il partie de ces gens qui n'ont que des droits, sans aucun devoir, ce qui est le cas de beaucoup de propriétaires de chiens ?

Le problème du bruit n'est pas à traiter à la légère, à preuve supplémentaire ce qui vient de se passer dans la banlieue.

N'en déplaise à votre rédacteur, je fais partie de ces gens qui considèrent que les chiens causent assez de nuisances pour justifier une taxe – qui a d'ailleurs existé il y a une trentaine d'années. De même que devraient être surtaxés les produits en boîte, mais c'est une autre affaire, cette taxation n'étant pas du goût des « agroalimentaires » qui les fabriquent.

Pour ma part, je trouve insupportable de savoir que nous nourrissons sept millions de chiens – en grande partie avec ces produits de luxe, – alors que de par le monde d'autres millions – mais des gens... – crèvent de faim.

Je tiens à préciser, en terminant, que je n'ai rien contre les chiens, en ayant eu deux moi-même pendant plus de vingt ans, mais contre une grande partie de leurs propriétaires.

HENRI RENNESSON
(Le Chesnay).

Excision et torture

En note à son compte rendu de deux livres sur l'excision (paru dans la page « Idées » du *Monde* du 8 juillet), Claire Brisset écrit : « *L'auteur prend en outre un certain nombre de libertés avec les citations, notamment lorsqu'elle se réfère au* Monde. *Ainsi, il n'a jamais été utilisé sur ce sujet, dans ces colonnes, contrairement à la citation – entre guillemets – qu'en fait S. Auffret, le terme de « tortures »...*

Prévenons les rectifications. Le mot *torture* a bien été utilisé, et, pour ce qui nous concerne, pas moins de sept fois : « *sur ce sujet, dans ces colonnes* ». Plus précisément encore : à cette même place. Dans deux « Vues et Revues » (8 juillet 1980 et 15 mai 1982). Et aussi dans un article du « Monde des livres » (26 mars 1982). Ils se référaient à *l'Enterrée vive* de Renée Saurel, le livre, selon nous, le plus complet et le plus concret, à la fois objectif et vivement sensible sur la sujet (1).

Une de ces utilisations revient à Renée Saurel, les six autres à nous-même. Elles expriment, justement, un fait : « *En dehors de l'attentat lui-même, les conditions où il est commis en font une torture caractérisée, avec les séquelles les plus graves* », l'une d'elles étant simplement la mort.

C'est aussi à un fait – nouveau, celui-là – que se rapporte le dernier emploi du mot : « *L'UNESCO a fait plus de progrès* (que l'ONU) *en adoptant une résolution (partiellement étouffée par la presse française, note Renée Saurel) assimilant, mais comme à regret, ces mutilations à la torture.* »

Cette fois, fût-ce à regret, le mot se trouve officialisé avec la chose. La pudeur verbale n'interdit donc plus à personne de l'employer à bon droit. Mais il n'y a jamais eu aucune raison de s'en défendre ou de reculer devant lui. Il ne fait qu'exprimer une réalité objective. En l'occurrence, la référence aux cultures les plus respectables – toutes nos sociétés, plus ou moins, sont infectées de racisme sexuel – ne change rien à cette réalité physique et psychique de l'acte.

En revanche, nous n'avons jamais, quant à nous, employé le mot « supplice », qui implique l'intention délibérée d'infliger une souffrance sans autre objet que cette souffrance même. Mais un autre mot, associé à notre première utilisation du mot « torture », a figuré dans ces colonnes : « *génocide* ». Certains le trouveront excessif. Il est de Simone de Beauvoir. Par là, elle entendait signifier la mise à mort sexuelle – qui entraîne trop souvent la mort tout court – de soixante-quatorze millions (chiffre concernant la seule Année de l'enfance) d'êtres féminins, pour la plupart des enfants.

YVES FLORENNE.

(1) Slatkine, 7, quai Malaquais, 75006 Paris.



LU

« L'ÉNERGIE DE L'ESPOIR » DE LENOR MADRUGA

La mort vaincue

Elle avait trente-deux ans. Elle en a aujourd'hui quarante. Elle est belle, le regard vif et joyeux. Le jour de son trente-deuxième anniversaire, elle découvre avec étonnement une masse inhabituelle à l'articulation de sa jambe gauche. « *C'est que je me suis coupée au pied,* pense-t-elle, *un ganglion est peut-être atteint. Ou bien, je me suis cognée, l'autre soir, en dansant.* »

C'était un cancer. Fidèles à leurs traditions, les médecins américains le lui disent. Ils lui disent aussi qu'il faut l'amputer de la jambe gauche et d'une partie de la hanche.

Lenor est mannequin. Elle est mariée à un riche exploitant agricole californien, elle a deux petites filles. « *J'étais comblée,* écrit-elle. *J'étais jeune, séduisante, en bonne santé, et j'avais devant moi une vie pleine de promesses.* »

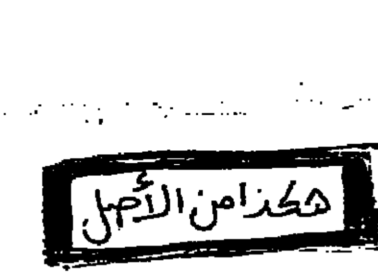
Comment elle a accepté l'idée de l'amputation – « *Pourquoi moi ?* » – Lenor Madruga le décrit page après page dans un livre simple tirant, sans prétention aucune, les leçons d'une crise existentielle majeure. Il a fallu, pour parvenir à un nouvel équilibre, traverser les souffrances singulières que rencontrent les amputés : « *Lorsque je me suis réveillée, je n'ai pas senti physiquement l'absence de ma jambe. Intellectuellement, je le savais, mais mes terminaisons nerveuses ne le savaient pas encore. J'avais une horrible sensation de brûlure, comme si on versait dessus de l'huile bouillante. Le pied, la cheville, le genou, la cuisse qui n'existaient plus* » déclenchaient des douleurs « *très réelles et très précises* – celles que provoquent les « *membres fantômes* » – que seule pouvait apaiser la morphine.

La morphine dont, rapidement, elle ne peut plus se passer. Jusqu'au jour où elle décide de reprendre sa vie en main, choisit – selon le titre de l'un de ses chapitres – d'« *acheter une jambe* », autrement dit de se faire adapter une prothèse acceptable.

Grâce à cette prothèse, grâce à une débordante énergie, Lenor, réconciliée avec cette nouvelle image d'elle-même, recommence à marcher, à nager, multiplie les activités, et entreprend d'animer une émission de radio, puis de télévision, dans laquelle elle tente d'aider ceux qui traversent une crise vitale à la surmonter sans sombrer. Certes, conclut-elle, depuis cette opération, « *je ne fais jamais un pas sans que ce soit douloureux ou que mon déplacement soit calculé. Mais je sais maintenant de très près,* dit-elle, *ce qu'est la fréquentation de la mort. C'est stimulant...* »

CLAIRE BRISSET.

★ *L'Énergie de l'espoir*, par Lenor Madruga. Traduit de l'anglais par Sabine Bossan. Presses de la Cité.



Le Monde

étranger

AMÉRIQUES

RÉUNIS A CANCUN (MEXIQUE)

Quatre chefs d'Etat latino-américains s'adressent à MM. Reagan et Castro

De notre correspondant

Cancun. – Préoccupés par l'aggravation des tensions dans la région centre-américaine, les présidents des quatre pays du groupe dit « de Contadora », Mexique, Colombie, Panama et Venezuela, se sont réunis les 16 et 17 juillet, à Cancun, station balnéaire de la côte atlantique du Mexique, à la pointe de la péninsule du Yucatan. *Leurs entretiens se sont* achevés par la signature solennelle d'une *« déclaration sur la paix en Amérique centrale »*, qui sera soumise non seulement aux cinq chefs d'Etat d'Amérique centrale (Guatemala, Salvador, Honduras, Nicaragua, Costa-Rica), mais aussi à MM. Ronald Reagan et Fidel Castro.

Il ne s'agit, selon les propos du président mexicain, M. Miguel de La Madrid, qui avait pris l'initiative de cette rencontre, que de *« suggestions »* pouvant enclencher un *« processus de négociations efficace »*. La *« déclaration de Cancun »*, signée également par MM. Belisario Betencur (Colombie), Ricardo de La Espriela (Panama) et Luis Herrera Campins (Venezuela), se veut un peu plus concrète que les résolutions adoptées ces six derniers mois par les ministres des affaires étrangères de ces quatre pays depuis leur première réunion, le 9 janvier, dans l'île panaméenne de Contadora (1). Les quatre présidents ont, en particulier, souhaité que les Etats de la région s'accordent sur un contrôle de la course aux armements et sur la circulation et le trafic des armes. Ils souhaitent également le renvoi des conseillers militaires étrangers, ainsi que la création de zones démilitarisées.

Les quatre chefs d'Etat ont proposé une sorte de « mode d'emploi » de la détente en dix points. Il est notamment demandé aux cinq pays d'Amérique centrale de s'engager à *« geler l'arsenal offensif existant, et même d'en négocier la réduction »*. Ils devraient également s'engager à proscrire les installations militaires d'autres pays sur leur territoire, et envisager une surveillance commune des frontières, ou le recours à une surveillance internationale par des observateurs choisis conjointement par les deux parties. Des commissions mixtes devraient être créées *pour régler les éventuels différends* frontaliers. Il est enfin suggéré aux Etats centre-américains de s'abstenir de toute déclaration agressive, et de mettre en place des *« mécanismes de communication directe »*.

Mais la paix, si on la veut durable, doit aussi s'accompagner *« d'un grand effort pour consolider les institutions démocratiques et garantir le respect des droits de l'homme »*, cette évolution étant, à son tour, *« étroitement liée aux progrès du développement économique et de la justice sociale »*, estiment les quatre chefs d'Etat.

Les quatre présidents ont, lors de déclarations à la presse, insisté sur le fait que les conflits locaux d'Amérique centrale pouvaient très rapidement dégénérer en conflits régionaux, et même au-delà. Ils ont lancé un appel aux pays industrialisés, leur demandant d'accorder des crédits pour le développement, de mettre au point des programmes de coopération et d'ouvrir leurs marchés aux produits centre-américains.

Pour la première fois, les pays du groupe de Contadora ont ressenti la nécessité d'une rencontre au plus haut niveau. La gravité de la situation dans la région l'imposait. La « déclaration de Cancun » s'est efforcée d'aller au concret. La référence aux États *« ayant des intérêts dans la région ou des liens avec elle »*, tout comme la communication, corrélative, des textes adoptés le 17 juillet aux présidents Reagan et Castro sont de bon aloi.

La question reste posée, cependant, de savoir si les principaux intéressés *sont susceptibles* de rentrer dans la mécanique qui leur est proposée. A titre d'exemple, le Honduras s'oppose à la surveillance commune de sa frontière avec le Nicaragua. Ce dernier pays, pour sa part, a toujours manifesté la plus vive réserve quant à la présence d'observateurs internationaux.

Les limites de l'exercice auquel se sont livrés à Cancun MM. de La *Madrid, Betancur, Herrera* Campins et de La Espriela ne sont-elles pas, précisément, de supposer résolu le problème que l'on voudrait résoudre : l'existence, au niveau politique, d'une volonté de paix dans la région ?

FRANCIS PISANI.

(1) Les ministres des affaires étrangères du groupe de Contadora se sont réunis six fois depuis le 9 janvier.

Plusieurs administrations américaines suggèrent un accroissement massif de l'aide militaire à l'Amérique centrale

Correspondance

Washington. – Selon une étude préparée pour le Conseil national de sécurité par des représentants de la Maison Blanche, du département d'État, du ministère de la défense et de la C.I.A., le gouvernement américain devrait envisager, l'an prochain, d'accroître de 40 % son assistance militaire aux pays de l'Amérique centrale. Des extraits de ce document classé *« secret »* viennent d'être publiés dans le *New-York Times*, qui indique avoir reçu ce rapport d'un membre de l'administration inquiet que la politique actuelle ne mène à une intervention militaire accrue en Amérique centrale.

La Maison Blanche a précisé qu'il s'agit là d'un simple document de travail, contenant diverses options destinées à servir de base à une discussion plus étendue ; elle souligne qu'aucune décision n'a été prise.

On peut se demander si le gouvernement n'a pu favoriser cette fuite à quelques jours de votes importants du Congrès sur l'accroissement de l'aide militaire au Salvador et sur la réduction envisagée des crédits destinés aux contre-révolutionnaires du Nicaragua : le document, en effet, met le législateur face à ses responsabilités.

« La situation en Amérique centrale arrive à un point critique », dit le rapport. *Mais les objectifs des États-Unis peuvent encore être atteints sans employer directement les troupes américaines à condition qu'une action appropriée et efficace soit menée. »* Bien entendu, le document souligne que les restrictions actuellement envisagées au Capitole *« paralyseraient la politique américaine »*.

« La stratégie vigoureuse » recommandée dans le rapport implique un accroissement de l'aide militaire au Costa-Rica de 100 %, au Guatemala de 80 % et au Salvador et au Honduras de 30 %. En outre, du matériel militaire américain devrait être entreposé au Honduras, en cas de crise. Les installations aériennes et navales du Honduras seraient améliorées. Enfin, le rapport recommande l'application du programme de la C.I.A. visant à permettre aux troupes salvadoriennes d'opérer en territoire hondurien pour y attaquer les guérilleros qui s'y réfugient. De même, il recommande la poursuite des activités *« secrètes »* contre le gouvernement du Nicaragua et une action diplomatique visant à l'isoler. Une plus grande publicité devrait être faite autour du soutien donné par Washington aux initiatives visant à promouvoir une solution régionale des conflits ; enfin, sans craindre la contradiction sur ce point, le rapport recommande une démarche plus active pour rallier le Mexique aux positions américaines *(voir l'article de notre correspondant Francis Pisani)*.

En fait, ce document reconnaît implicitement que les intentions personnelles et les déclarations alarmistes du président Reagan n'ont réussi à mobiliser ni le Congrès ni l'opinion. *« L'assistance économique et militaire a été insuffisante*, estiment les diplomates du département d'État et les militaires du Pentagone (...). *Au mieux, le succès de nos actions, c'est d'avoir poussé le processus démocratique évité l'effondrement des économies... »*.

Le texte recommande que soit définie une stratégie à long terme susceptible d'obtenir l'appui des deux partis au Congrès. A cette fin, le département d'État voudrait améliorer la « performance » politique et militaire du Salvador par un nouveau *« contrat »* qui définirait clairement *« ce que les Salvadoriens doivent faire et ce que nous sommes prêts à faire »*.

Après avoir évoqué l'accroissement de la présence militaire des Cubains au Nicaragua, le document estime que les États-Unis ont tout à fait les moyens d'empêcher que les pays de l'Amérique centrale ne tombent sous la domination communiste avec, pour conséquence, un affaiblissement des structures politiques du Mexique. Mais *« la politique américaine fait face à une substantielle opposition à l'intérieur et à l'étranger (...). Un effort supplémentaire aurait à surmonter une opposition encore plus grande »*.

Peut-être l'intérêt majeur de cette étude est-il de mettre en évidence la mentalité « quitte ou double » des chefs militaires. Le Pentagone estime, en effet, qu'il vaudrait mieux se retirer complètement d'Amérique centrale plutôt que de risquer d'aller à l'échec en protégeant les intérêts américains par des demi-mesures. Si le Congrès n'apporte pas le soutien qui lui est demandé, les armées affirment qu'il faudrait réviser l'ensemble de la politique américaine dans la région et envisager là un désengagement partiel. Les militaires concluent qu'un *« nouvel échec de la politique étrangère américaine affecterait le prestige des États-Unis à l'étranger et pourrait conduire à un isolationnisme accru »*.

HENRI PIERRE.

UN PROGRAMME DE COOPÉRATION ÉNERGÉTIQUE EXEMPLAIRE

L'accord de San-José est reconduit pour un an

De notre correspondant

Cancun. – Le Venezuela et le Mexique ont renouvelé le dimanche *17 juillet, pour un an, le programme de coopération énergétique connu* sous le nom d'accord de San José. Signé pour la première fois le 3 août 1980 dans la capitale du Costa-Rica, ce pacte prévoit la fourniture d'un maximum de 160 000 barils de pétrole par jour dans des conditions privilégiées à dix pays de l'Amérique centrale et des Caraïbes : Barbades, Costa-Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Jamaïque, Nicaragua, Panama, République dominicaine et Haïti (à partir de cette année, Belize fait aussi partie des bénéficiaires.

Le nouveau texte signé par les présidents Miguel de la Madrid *(Mexique) et Luis Herrera* Campins (Venezuela) prévoit le maintien de la garantie de fourniture de pétrole, à concurrence de 80 000 barils par jour, par chacun des deux pays (1). Les facilités financières accordées sont cependant modifiées du fait que le Mexique et le Venezuela *« traversent une crise économique particulièrement difficile »*. Ainsi les crédits accordés *ne porteront plus à partir du 3 août* prochain que sur 20 % (au lieu de 30 %) des factures pétrolières de chaque pays. Le délai de paiement est maintenu à cinq ans mais le taux d'intérêt passe de 4 % à 8 %. Dans le cas où les avantages financiers sont utilisés en faveur de programmes de développement économique, le délai de remboursement prévu est de vingt ans et le taux d'intérêt de 6 % (au lieu de 2 % précédemment).

Ce programme s'est toujours voulu à la fois un modèle de coopération entre pays du Sud et un exemple de non-discrimination politique que devraient suivre les pays soucieux d'aider l'Amérique centrale et les Caraïbes. Le texte signé le 17 juillet reconnaît que les pays bénéficiaires *« ont été affectés encore plus sévèrement par la crise économique internationale »* que les deux pays producteurs. Il souligne en outre que *« les conflits régionaux trouvent leur origine surtout dans les conditions de retard du développement économique et social des peuples »*.

Les difficultés économiques du Mexique et du Venezuela avaient fait craindre voici quelques mois que l'accord ne soit pas reconduit. On avait même prêté au ministre vénézuélien de l'énergie des propos allant dans ce sens. De leur côté certains journaux de droite mexicains avaient reproché au gouvernement d'accorder trop de facilités au Nicaragua, alors que la gauche lui reprochait de venir en aide aux gouvernements du Guatemala et du Salvador.

Le renouvellement pour une quatrième année de cet accord prend une importance symbolique supplémentaire du fait qu'il a lieu dans le cadre de la réunion au sommet des quatre présidents du groupe de Contadora (Mexique, Venezuela, Colombie et Panama). Le message est clair : si l'objectif immédiat est d'empêcher l'éclatement d'un conflit régional, la paix ne saurait être durable tant que ne seront pas pris en considération les problèmes économiques et sociaux. Il est remarquable que des puissances intermédiaires ne se contentent pas de déclarations politiques, mais prêchent par l'exemple dans le domaine économique, sans en appeler d'abord aux plus riches. – F. P.

(1) Pour des raisons techniques, le Mexique ne livre pas de pétrole aux Barbades et devrait à l'inverse se charger dans l'avenir de la totalité des livraisons au Belize.

PROCHE-ORIENT

Liban

NOUVEAUX BOMBARDEMENTS A BEYROUTH-EST

Beyrouth. – De violents bombardements ont frappé, samedi soir 16 juillet, dans la capitale libanaise, les banlieues sud-est et le secteur chrétien, notamment le quartier d'Al-Charour, proche du palais présidentiel de Baabda. Selon la radio phalangiste, des obus ont même atteint le port de Jounieh situé en pleine zone chrétienne à une quinzaine de kilomètres au nord de Beyrouth.

D'autre part, de nouveaux affrontements ont opposé milices chrétiennes et druze dans les montagnes du Chouf, au sud-est de Beyrouth. Les duels d'artillerie se sont poursuivis dimanche, interrompus seulement par deux brefs cessez-le-feu dont le second a duré à peine une heure et demie dans l'après-midi. La radio phalangiste a imputé ces nombreux troubles aux milices prosyriennes qu'elle a accusées de vouloir influencer le cours des entretiens que doit avoir cette semaine à Washington le président de la République libanaise, M. Amine Gemayel, avec les dirigeants américains.

De nombreux incidents ont opposé enfin les forces israéliennes dans le sud du pays à des manifestants chiites, dont l'un a été tué près de Tyr, tandis que sept soldats israéliens étaient blessés et deux libanais tués à la suite d'une embuscade tendue à une patrouille israélienne dans le village d'Aïn-Anoub, à une quinzaine de kilomètres de la frontière syrienne. – *(A.F.P., Reuter.)*

Israël

Le gouvernement de M. Begin se montre indifférent aux nouvelles ouvertures attribuées au roi Hussein

De notre correspondant

Jérusalem. – Le roi Hussein vient-il de transmettre à M. Begin un message laissant entendre que la Jordanie serait prête à envisager des négociations avec Israël ? A Amman, le ministre de l'information, M. Adnan Abou Audeh, a catégoriquement démenti dimanche 17 juillet les informations divulguées le matin même à Jérusalem, en affirmant qu'elles étaient *« sans aucun fondement »*. Pour sa part, le porte-parole du premier ministre israélien a fait savoir que M. Begin n'avait pas reçu de message *« personnel »* du souverain hachémite. Mais ce second démenti continue à donner lieu à diverses spéculations, car il est apparu fort douteux à la plupart des commentateurs de la presse israélienne, et surtout aux dirigeants du parti travailliste. Ces derniers déclarent qu'une fois de plus le gouvernement de M. Begin fait la « sourde oreille » aux signes de bonne volonté qui peuvent provenir de Jordanie, afin de poursuivre la colonisation de la Cisjordanie.

A l'origine de cette affaire, des indications fournies par deux Américains de passage à Jérusalem, après un séjour à Amman, M. Hubert Humphrey III, fils de l'ancien vice-président américain, et M. Marc Siegel, qui fut l'un des conseillers du président Carter pour les relations de la Maison-Blanche avec la communauté juive américaine. Reçus la semaine dernière par le roi Hussein, ils ont déclaré avoir *« rapporté »* à M. Begin les propos du souverain *hachémite. Celui-ci aurait manifesté*, selon eux, son souci de rechercher rapidement une solution au conflit israélo-arabe, et plus particulièrement au problème palestinien, et souligné que la Jordanie avait, pour sa part, un rôle important à jouer. Le roi Hussein aurait précisé qu'il fallait maintenant tenir compte d'un *« changement de circonstances »*, ce qui serait une allusion à l'affaiblissement de l'O.L.P. après son éviction de Beyrouth et aux dissensions actuelles au sein du Fath.

Il n'en fallait pas plus pour que la majorité des observateurs israéliens estiment que le roi Hussein est désormais disposé à faire cavalier seul en s'engageant, lui aussi, dans le processus de paix, après l'échec en avril dernier de ses conversations avec M. Yasser Arafat sur la base du *« plan Reagan »*. Cependant, ces mêmes observateurs ont dû reconnaître que si « message » il y a eu, celui-ci n'a été que verbal et demeure plutôt vague. Certains font, d'autre part, remarquer que pour faire savoir au gouvernement israélien ses intentions le roi Hussein aurait pu choisir d'autres voies, peut-être *« plus discrètes »*, en tout cas d'autres personnalités, plus importantes *que les deux « émissaires »* américains. En réalité, c'est l'attitude manifestement indifférente du gouvernement de M. Begin qui a provoqué les vives réactions de la presse israélienne et du parti travailliste.

Ce dernier, *partisan, comme l'ad*ministration américaine, d'une solution au problème palestinien qui privilégierait le rôle de la Jordanie, n'a pas admis que M. Begin montre de nouveau son hostilité au « plan Reagan » et à toute négociation qui risquerait de mettre un frein à la politique d'implantation dans les territoires occupés. Le porte-parole de M. Begin a en effet affirmé que *les propos rapportés par les deux* Américains n'étaient que des *« impressions générales »* et qu'il n'y avait dans le rapport fait par MM. Humphrey et Siegel *« rien de nouveau »*.

La rencontre Shamir - Houphouët-Boigny

Autre sujet de spéculation à Jérusalem : le bref et mystérieux voyage qui, à la fin de la semaine dernière, a conduit quelque part en Europe, le ministre des affaires étrangères, M. Itzhak Shamir. Le gouvernement entend garder le secret et M. Shamir a même refusé de tenir informés ses collègues lors du conseil des ministres de dimanche. Cependant, l'ensemble de la presse israélienne a annoncé que le ministre des affaires étrangères avait rencontré des représentants de plusieurs pays africains avec lesquels Israël maintient des rapports discrets malgré la rupture des relations diplomatiques (outre l'Afrique du Sud, seuls le Malawi, le Lesotho et le Swaziland ont conservé une ambassade en Israël, l'an dernier le Zaïre a décidé d'y rouvrir la sienne). Plusieurs journaux ont indiqué que l'un des interlocuteurs de M. Shamir pouvait être le président de la Côte-d'Ivoire, *M. Houphouët-Boigny*.

Devant ces révélations, de source proche du gouvernement, on a préféré donner l'impression de minimiser l'importance de ce voyage en laissant entendre que ces rencontres n'avaient pour but que de *« maintenir le contact »*, comme cela s'est fait dans le passé, à intervalles plus ou moins réguliers, qu'il n'a été question que de *« rapports bilatéraux »* et que ces conversations n'avaient aucun rapport avec la situation au Tchad (Israël fournit une assistance militaire au Zaïre, qui lui-même vient d'apporter son aide au gouvernement tchadien).

FRANCIS CORNU.

A TRAVERS LE MONDE

République sud-africaine

- CINQ JEUNES NOIRS ONT ÉTÉ CONDAMNÉS mercredi 13 juillet à Kimberley (province du Cap) à des peines de 10 à 13 ans de prison pour *« activités terroristes »*, en raison de leur participation à des manifestations d'écoliers émaillées d'incidents, en 1980. Sello Mothlhabakwe (21 *ans) a été condamné* à 13 ans de prison Eugène Mokgoase (22 ans) à 12 années, Joer Kers (21 ans) à 11 ans, Nelco Hlatswayo (22 ans), ainsi que Ben Fani (23 ans), chacun à 10 ans. Les cinq jeunes gens habitant le ghetto noir de Galeshewe, construit en lisière de la ville du diamant – Kimberley – ont effectué près de deux ans et demi de détention préventive non incluse dans leurs peines. Tous les cinq ont décidé de faire appel. En outre un policier blanc a été suspendu *à la suite de la mort d'un* noir de 23 ans, tué par une balle au cours d'une garde à vue au commissariat central de Soweto.

U.R.S.S.

- M. BORIS ARISTOV, qui était ambassadeur d'U.R.S.S. en Pologne, depuis 1978, a été nommé vice-ministre soviétique des affaires étrangères, a annoncé dimanche 17 juillet la *Pravda*. Avant d'entrer dans la carrière diplomatique, il avait exercé pendant sept ans les fonctions de premier secrétaire du parti pour la ville de Leningrad. Député du soviet suprême, M. Aristov est membre du comité central du P.C.U.S. depuis 1971. Le département des affaires étrangères, dirigé par M. Andrei Gromyko depuis vingt-six ans, compte deux premiers vice-ministres et huit vice-ministres. – *(A.F.P.)*
- LES DEUX DERNIERS MEMBRES DE L'ÉGLISE PENTECOTISTE, qui avaient trouvé refuge pendant près de cinq ans à l'ambassade des États-Unis à Moscou, ont été autorisés à quitter l'U.R.S.S., a indiqué, samedi 16 juillet, le département d'État américain. Mme Chmykhalov et son fils, ainsi que cinq autres pentecôtistes soviétiques, qui souhaitaient quitter l'U.R.S.S., s'étaient réfugiés à l'ambassade des États-Unis à Moscou le 27 juin 1978. Ils n'avaient quitté la représentation américaine qu'au printemps dernier, lorsque les autorités soviétiques leur avaient donné l'assurance qu'ils seraient autorisés à émigrer. Les cinq autres membres du groupe, *la famille Vashchenko, avaient* émigré en Israël en juin.

AMÉRIQUES

Le Nicaragua assiégé

(Suite de la première page.)

La longue marche du sandinisme contre le régime des Somoza a duré vingt ans. A l'heure du plus grand péril, ce qui reste de la « vieille garde » retrouve naturellement toute son autorité. « *Les éventuelles spéculations sur les dissensions entre les trois familles originelles du sandinisme (prolétariens, partisans de la guerre prolongée et « tercérites ») n'ont de toute façon plus aucun sens*, affirme un diplomate latino-américain. *Le retour de la guerre a balayé toutes les nuances.* »

Il y a presque de la satisfaction dans le comportement des dirigeants sandinistes de premier plan : celle de devoir affronter de nouveau une situation difficile mais qu'ils connaissent parfaitement. Pourtant, cette fois, dans le combat armé, ils sont de l'autre côté de la barricade. La phase finale de l'offensive contre Somoza s'est déroulée dans les villes, avec la participation des masses populaires et de larges secteurs de la petite et moyenne bourgeoisie. Ils doivent se battre aujourd'hui contre une guérilla contre-révolutionnaire qui s'efforce de faire tache d'huile dans les campagnes, et d'abord celles du nord, où la fidélité inconditionnelle des paysans au régime n'est pas acquise, malgré (ou à cause) de la réforme agraire. « *Nous distribuons des terres et des fusils*, dit l'un des membres de la junte de gouvernement. *Tant que les fusils sont tournés vers le Honduras, tout va bien. Mais s'ils se retournent...* ».

Les miliciens sandinistes sont scandalisés par la tactique des groupes de la « *Contra* » (1), qui montent des embuscades, frappent et se retirent rapidement. Ils oublient que leurs « aînés » — mais *de si peu — faisaient de même* lorsqu'ils attaquaient les colonnes de la garde nationale de Somoza. L'armée populaire sandiniste, elle, se comporte déjà comme une troupe régulière. Elle contrôle les routes, les axes, les localités. Elle répugne, sauf à poursuivre une bande de « *Contras* » venant de réaliser un coup de main, à s'engager profondément dans les espaces libres.

« Toutes les armes au peuple »

« *Toutes les armes au peuple* » : c'est le slogan choisi pour marquer le quatrième anniversaire du 19 juillet. Il s'étale sur les murs, sur les panneaux publicitaires et, la nuit, brille dans une capitale moite, silencieuse, et chichement éclairée. Le trafic est réduit à son minimum : l'essence est sévèrement rationnée. Dans les longues avenues désertes et restaurées du centre comme dans les rues des immenses quartiers populaires, il règne une ambiance sinistre de black-out. Propre et sévère, résignée et passive, Managua s'attend au pire.

Vu de l'extérieur, le régime paraît condamné. Comment le David nicaraguayen pourrait-il résister longtemps à la pression du Goliath américain ? Car c'est bien lui le véritable adversaire. A l'intérieur de la citadelle, le point de vue est bien différent. Car les armes affluent renforçant la sérénité de dirigeants à qui il ne déplaît pas trop non plus d'être de nouveau au premier plan de l'actualité et de défier publiquement la première puissance mondiale.

Les armes affluent et les responsables du régime ne font rien, bien au contraire, pour en dissimuler l'importance et la variété. Et les sourires éloquents de l'ambassadeur soviétique montrent que le gouvernement de Managua peut aujourd'hui et demain compter sur toute l'aide militaire nécessaire.

Les premiers chars soviétiques T-54 ont été envoyés en juin vers le nord ; des convois de camions transportant des hélicoptères soviétiques MI 18 traversent Managua en plein jour. Fusils, mitraillettes, fusils mitrailleurs, mitrailleuses, artillerie légère et moyenne, mortiers, lance-roquettes, bazookas, munitions : tout arrive par les ports de Corinto, sur la côte pacifique, et de Bluefields, sur l'Atlantique. Quand le trafic est trop dense, toute communication est coupée avec les ports de débarquement. De la capitale, d'autres convois de camions est-allemands I.F.A. montent vers le front chargés de troupes.

L'entraînement quotidien

« *Ils déraperaient sur des crachats !* disent les miliciens, *mais la quantité supplée la qualité.* » En quelques semaines, le climat a radicalement changé dans la capitale. Jusqu'alors la guerre paraissait lointaine, un peu irréelle. Les combats autour du saillant de Jalapa, à la mi-juin, et la montée de la tension à la frontière du Honduras ont secoué la torpeur de Managua. Les soldats morts au combat ont été, sur les places torrides, entourés du désespoir des familles et des honneurs officiels. Les cérémonies ont été très nombreuses en juin.

Deux fois par semaine, un chahut de camions, de fusils et de clameurs traverse Managua comme un torrent d'allégresse guerrière. Acclamés, fêtés, les miliciens volontaires des brigades reviennent après six mois de campagne, ivres de joie et d'orgueil.

Dans les faubourgs de Managua et sur les places, aux allures de terrains vagues derrière les collines où se trouvait le bunker de Somoza, l'entraînement au tir est quotidien. Les petits miliciens de quinze ans qui gardent, la nuit, l'immeuble des télécommunications prennent des airs farouches. Et des filles brunes, souriantes, superbes dans leur uniforme vert olive, participent aux exercices militaires. Tout un peuple est armé.

En mai, l'armée populaire sandiniste (régulière) était évaluée à vingt-cinq mille hommes bien entraînés. Il fallait ajouter les troupes spéciales du ministère de l'intérieur, unités d'élite, des bataillons d'infanterie de réserve, les gardes-frontière et les milices locales équipées de fusils V-2 à baïonnettes et d'AK-47. En tout, selon les experts occidentaux, près de quatre-vingt mille hommes. La marine est modeste (quatorze patrouilleurs côtiers, dont quatre de type Dabur) et l'aviation n'est pas — pas encore — en état d'affronter celle du Honduras, la meilleure d'Amérique centrale.

La montée des périls bouleverse les données. C'est une véritable mobilisation populaire qui est en cours. Près de dix mille fonctionnaires ont été envoyés dans les bataillons de réserve, et cinq mille autres dans les milices. Etudiants, ouvriers et paysans sont sollicités. Mais c'est, bien évidemment, au détriment de l'administration et de la production, alors que la crise économique s'aggrave et que le rationnement se généralise.

Le manque de devises et de crédits est aggravé par les pressions américaines : Washington vient de mettre son véto à un crédit de plus de 2 millions de dollars approuvé par la Banque interaméricaine de développement. Le Nicaragua vit aujourd'hui une économie de dénuement et de guerre. Le riz, les haricots, base de la nourriture populaire, mais aussi l'huile, le savon sont rationnés. Les œufs et la viande sont rares, les fruits et les légumes hors de prix.

Les restrictions

Les comités de défense sandinistes (C.D.S.), un par bloc, à la cubaine, sont chargés de distribuer les cartes de rationnement et de veiller aux répartitions de produits : un système bureaucratique dont on imagine les implications. Le marché noir est encore freiné par les menaces, sévères, de répression. On compte, déjà, officiellement, plus de cent mille « vigies révolutionnaires » qui ne sont pas toutes nécessairement membres des C.D.S. ; la délation est encouragée par les dirigeants à l'encontre des « contre-révolutionnaires » et des « mauvais patriotes ».

Les Nicaraguayens ont un sens aigu de l'humour et de la critique. Mais ils sont plus silencieux depuis la « découverte » d'un complot de la C.I.A. visant à assassiner, selon les autorités, le ministre des affaires étrangères, le Père d'Escoto, et les mises en garde répétées aux membres, encore présents, de l'opposition. Ceux-ci sont sommés, d'une part, de ne « *pas faire le jeu de l'impérialisme américain* » et invités, d'autre part, à se « *préparer* » pour les élections qui « *devraient* » avoir lieu en 1985, « *si la situation militaire le permet* » !

Le peuple est naturellement le plus durement frappé par les restrictions et le rationnement alors que les diplomates fréquentent des « *magasins spéciaux* », à la cubaine, et que les familles riches continuent d'aller faire leur marché à Miami.

Mille témoignages montrent que « *le poing ne s'est pas encore complètement refermé* », comme le dit M. Alfonso Robelo, ancien membre de la junte, réfugié à San-José de Costa-Rica, et leader de l'ARDE (2). Mais la radicalisation, depuis la proclamation de l'état d'urgence en 1982, a été rapide.

Officiellement, les dirigeants s'accrochent avec obstination à leurs trois principes de base : pluralisme, non-alignement, économie mixte. Certes, le secteur privé, bien que réduit, n'a pas disparu. Le COSEP, le C.N.P.F. local, a toujours pignon sur rue, bien que ses porte-parole soient plus timides. Le quotidien *la Prensa*, soumis à une censure rigoureuse et tâtillonne, continue à donner la vedette aux nouvelles internationales déplaisantes pour le régime. Mais c'est un jeu épuisant et son tirage baisse. On dénombre une demi-douzaine de petits partis politiques sans moyens d'expression, sans audience et sans véritables leaders.

Mgr Obando, archevêque de Managua, fulmine en chaire et en privé contre les « *curés populaires* ». Sa messe du dimanche est suivie par des milliers de fidèles qui voient en lui le véritable porte-parole d'une opposition réduite à la discrétion, sinon au silence, par le renforcement progressif des « pouvoirs » sandinistes et par le climat de guerre. L'armée et le parti, l'armée au service du parti sandiniste : tels sont, aujourd'hui, les deux piliers classiques, d'un régime qui a, selon une formule employée par les observateurs neutres, « *réalisé sa symbiose avec Cuba* ». A tous les niveaux : partis politiques, syndicats, enseignement. « *Peu importe*, disent ces mêmes observateurs, *le nombre et la nationalité des différents conseillers étrangers. Peu importe que les Allemands de l'Est s'occupent des télécommunications, les Bulgares du plan de développement, les Soviétiques de la sécurité. Qu'il y ait des Palestiniens et des Libyens dont on ne sait trop ce qu'ils font. Il y a aussi deux cent cinquante Nord-Américains au service des sandinistes. Peu importe le nombre de conseillers civils et militaires cubains et que l'ambassadeur de La Havane à Managua soit une éminence grise. L'important est que les leaders sandinistes ont annoncé la couleur : ils sont léninistes.* »

Ce n'est pas le même monde que dépeignent *la Prensa* d'une part, *Barricada* et *Nuevo Diario*, journaux officiels, d'autre part. *La Prensa* parle du pape, et c'est le portrait de Jean-Paul II que l'on trouve dans les demeures, pauvres ou aisées, de ceux qui attendent « autre chose ». Les organes du régime, eux, répercutent les consignes sandinistes : militarisation et vigilance. Sur les murs de Managua, c'est dit d'une manière explicite : « *Les comités de défense sandinistes sont les yeux et les oreilles de la révolution...* ». En caractères d'affiche...

MARCEL NIEDERGANG.

Prochain article :

TEGUCIGALPA : VERS LA GUERRE, A CONTRE-CŒUR.

(1) « Contra » : contre-révolution.

(2) ARDE : Alliance révolutionnaire démocratique.

Le Monde
Service des Abonnements
5, rue des Italiens
75427 PARIS CEDEX 09
C.C.P. Paris 4207-23

ABONNEMENTS

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	341 F	554 F	767 F	980 F
TOUS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	601 F	1 074 F	1 547 F	2 020 F
ÉTRANGER (par messageries) I. — BELGIQUE-LUXEMBOURG PAYS-BAS	381 F	634 F	887 F	1 140 F
II. — SUISSE, TUNISIE	454 F	779 F	1 105 F	1 430 F

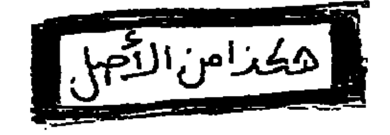
Par voie aérienne
Tarif sur demande.

Les abonnés qui paient par chèque postal (trois volets) voudront bien joindre ce chèque à leur demande.

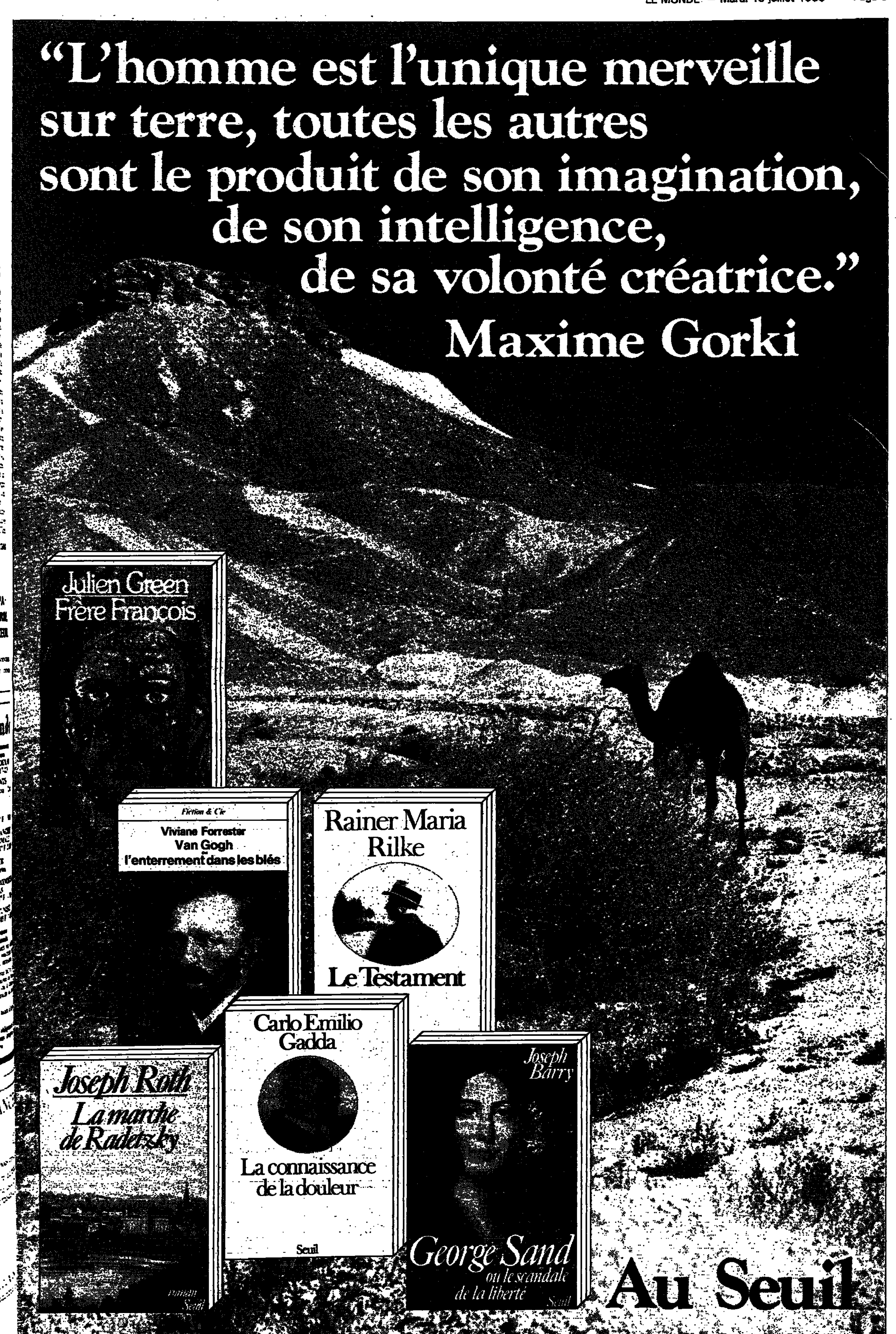
Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) ; nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ.

Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de rédiger tous les noms propres en capitales d'imprimerie.



هكذا من الأصل



AFRIQUE

Tchad

EN RÉPONSE A L'APPEL DE L'O.U.A.

N'Djamena subordonne tout cessez-le-feu à la fin de l'« agression libyenne »

De notre envoyé spécial

N'Djamena. – La salle du congrès, dans l'immeuble qu'occupait le parti unique au temps du président Tombalbaye et qui abrite aujourd'hui le ministère des affaires étrangères, est loin d'être comble. Un officiel annonce : *« Militants et militantes, habitants de N'Djamena, représentants de la presse nationale et internationale, nous allons vous apporter la preuve de l'engagement libyen. »* La *« preuve »* s'avance sous les traits d'un jeune Noir de dix-neuf ans, plutôt frêle, et qui préférerait visiblement être ailleurs.

Menottes aux poignets, vêtu d'un boubou crasseux, il explique en arabe qu'il s'appelle Massoud Bagadi, qu'il est caporal dans l'armée du colonel Kadhafi et originaire d'Al-Fugige, à 130 kilomètres au sud de Sebha, en Libye. Il a été fait prisonnier il y a une semaine, à Kalaït, dans le nord-est du pays, au début de la contre-offensive victorieuse de l'armée tchadienne contre les rebelles de l'ancien président Goukouni Oueddeï.

Une consœur libanaise traduit au fur et à mesure, à l'intention des journalistes présents, les réponses du prisonnier. L'assistance applaudit à quelques reprises, mais l'atmosphère n'est pas celle d'un procès public. L'auditoire est attentif, mais nullement haineux.

Le caporal raconte qu'il a reçu pendant quinze jours une formation de technicien des transmissions. Le service militaire est de cinq ans en Libye, indique-t-il, et il en était à sa troisième année. Il était payé 130 dinars par mois (environ 1 600 F) quand il était stationné en Libye, mais il n'a rien reçu depuis qu'il se bat au Tchad. Il a participé à la prise de la palmeraie de Faya-Largeau, le 25 juin dernier.

Lors de l'attaque des forces gouvernementales contre Kalaït, un carrefour de pistes situé tout près d'Oum-Chalouba, à 325 kilomètres au sud-est de Faya-Largeau, il a essayé de s'enfuir avec quelques camarades tchadiens, soldats de M. Goukouni Oueddeï, mais leur véhicule s'est ensablé. Il a été « battu » par ceux qui l'ont capturé, mais, depuis, il affirme qu'il n'a pas été maltraité et qu'il est correctement nourri.

Propositions pour une « réconciliation nationale »

Le prisonnier énumère les armes introduites au Tchad par la Libye, notamment des canons de 106, des chars et des kalachnikov. Il y aurait également dans le pays, selon lui, mille cinq cents soldats libyens et trois mille « mercenaires » de la Légion islamique, originaires du Nigéria, du Niger, de l'Algérie et du Cameroun. Ces derniers chiffres paraissent nettement excessifs. Ils sont très supérieurs en tout cas aux estimations faites de sources occidentales. Les Libyens semblent, en effet, ne fournir que l'encadrement et la logistique, ce qui implique des effectifs limités.

La « présentation » au public du prisonnier libyen a coïncidé avec la réponse du gouvernement de N'Djamena à l'appel en faveur d'un cessez-le-feu lancé samedi 16 juillet, à Addis-Abeba, par le bureau de l'Organisation de l'unité africaine. L'O.U.A. demande en outre *« à tous les Etats africains et non africains de s'abstenir de toute ingérence directe ou indirecte »* au Tchad et invite les différentes tendances tchadiennes à *« œuvrer pour la réconciliation nationale »*. Le bureau autorise enfin le lieutenant-colonel Menguistu, président en exercice de l'Organisation, à convoquer le comité permanent sur le Tchad (Bénin, Cameroun, Congo, Guinée, Libye, Niger, Nigéria, République Centrafricaine, Soudan, Togo et Ethiopie), créé les 5 et 6 juin dernier lors du dix-neuvième sommet de l'O.U.A.

Ces propositions n'ont rien d'attirant pour N'Djamena, à l'exception peut-être du paragraphe sur la « non-ingérence » qui vise autant la Libye que la France. Officiellement, on feint pourtant de s'en réjouir, tout en indiquant qu'on préférerait voir « réactiver » le comité *ad hoc* sur le différend frontalier entre la Libye et le Tchad.

En fait, le gouvernement tchadien, en posant comme condition préalable la cessation de l'« agression libyenne » et la « réactivation » de ce comité qui ne s'occupe que du problème frontalier et non des affaires intérieures, rejette poliment le cessez-le-feu. Mais, en privé, les officiels sont sévères avec l'O.U.A. Cesser le feu au moment où leurs forces ont le vent en poupe n'est pas leur préoccupation majeure...

Le mot « réconciliation » leur paraît en outre un piège dans la mesure où il semble impliquer un retour aux négociations entre tendances tchadiennes, qui, jusqu'ici, ont toujours abouti à des accords boiteux rapidement violés par toutes les parties en présence. N'Djamena est visiblement prête à discuter avec la Libye mais pas avec le GUNT de M. Goukouni Oueddeï en tant que tel.

Quelle sera l'attitude de Paris après l'appel de l'O.U.A. ? On indique de bonne source que la France a toujours soutenu les résolutions de l'Organisation de l'unité africaine et qu'il n'est pas question de se livrer à un quelconque *« chantage aux livraisons militaires »* sur le gouvernement de N'Djamena pour l'inciter à s'y plier. Les accords d'assistance militaire de 1976 continueront donc à être entièrement appliqués.

Plusieurs dirigeants tués au « front »

Sur le terrain, la situation a été très calme pendant tout le week-end. Le président Hissène Habré est toujours avec ses troupes, mais on ignore s'il va pousser son avantage et tenter de reprendre Faya-Largeau, principale base de M. Goukouni Oueddeï, comme certains le lui conseillent. *« Quand une armée n'a pas le moral, les effectifs et son armement ne comptent pas. A Faya-Largeau, ils sont beaucoup plus abattus qu'on ne le croit. Attaquer le plus tôt serait le mieux »*, explique un membre du conseil de commandement des Forces armées du Nord (C.C.-FAN), le noyau dur des forces de M. Hissène Habré.

En attendant, on a appris, dimanche, que les combats de ces derniers jours, peut-être plus violents qu'on ne l'avait laissé entendre, notamment à Oum-Chalouba, ont provoqué la mort de plusieurs hauts dirigeants militaires tels que MM. Djiddi Ali, commandant de la police militaire, Egraye Cherffedine, conseiller à l'état-major général, et Gueïle Wardougou, commandant de la garde présidentielle.

DOMINIQUE DHOMBRES.

En cas de malheur...

De notre envoyé spécial

Riguill (Nord-Cameroun). – De la grande route où circulent les lourds camions des Nations unies chargés d'aide alimentaire, on ne risque pas d'apercevoir quoi que ce soit. Pourquoi, d'ailleurs, s'intéresser à ce chemin à peine entretenu, bordé de buissons épineux et qui part à angle droit.

La ville frontière de Kousseri, qui fait face à N'Djamena, sur la rive camerounaise du fleuve Chari, est à 6 kilomètres. Au bout du chemin de terre, devant le portail d'une propriété privée entourée de murs, louée à un commerçant camerounais, un parachutiste français, torse cambré, armé du fusil d'assaut de la Manufacture d'armes de Saint-Etienne (Famas), monte très réglementairement la garde.

Derrière cette enceinte qui les protège des regards, cent soixante-cinq parachutistes sont stationnés depuis le 10 juillet en territoire camerounais pour procéder en cas de besoin à l'évacuation des ressortissants français et étrangers de N'Djamena. Un pont flottant démontable et des canots pneumatiques sont entreposés ici. Ils seraient déployés sur le Chari si les rebelles s'approchaient dangereusement de la capitale tchadienne. Celà explique la présence d'un peloton d'une vingtaine d'hommes du 17e régiment du génie parachutiste aux côtés de la 4e compagnie du 8e régiment parachutiste de l'infanterie de marine.

Tous ces hommes viennent en fait de Bouar et de Bangui en République Centrafricaine où leurs unités séjournent par roulement. Un Transall les a déposés sur l'aérodrome de Maroua au Cameroun d'où ils ont gagné par la route avec leurs propres véhicules leur discret cantonnement de Riguill.

A leurs cheveux courts, leur façon de marcher et leurs pectoraux, on sait immédiatement à qui on a affaire. Pour l'heure, et malgré la chaleur de l'après-midi, certains disputent en short une partie de volley-ball. D'autres somnolent dans des hamacs. Leur installation es sommaire : deux constructions en dur pour les officiers et sous-officiers, de simples « guitounes » de toile cirée noire de fabrication locale tendues à une corde et disposées le long du mur d'enceinte pour les hommes.

D. Dh.

Somalie

● LA SOMALIE a annoncé, dimanche 17 juillet, que ses troupes avaient repoussé une attaque le long de sa frontière avec l'Ethiopie. Selon Radio-Mogadiscio, les forces éthiopiennes responsables de cette attaque ont été *« héroïquement repoussées »* et ont dû évacuer en totalité les secteurs dont elles s'étaient emparées. *« Les envahisseurs ont subi de lourdes pertes, et la situation est désormais redevenue normale »*, a précisé la radio. La veille, le ministère somalien de la défense avait annoncé que les *« envahisseurs »* avaient pénétré de 5 kilomètres en territoire somalien. – *(Reuter.)*

DIPLOMATIE

LA QUERELLE DES EUROMISSILES

M. Genscher invite Moscou à accepter le compromis de « la promenade dans les bois »

« Je pense que l'U.R.S.S. a tout intérêt à se demander si elle ne ferait pas mieux d'accepter le résultat obtenu par les deux négociateurs (aux pourparlers de Genève sur les armements nucléaires à portée intermédiaire) *en juillet 1982 lors de la promenade dans les bois »*, a dit M. Genscher, ministre ouest-allemand des affaires étrangères, dans un entretien accordé dimanche 17 juillet à la radio allemande Deutsche Welle et cité par l'A.F.P.

« Ce compromis, a-t-il ajouté, *respecte à la fois les intérêts de sécurité des Soviétiques et l'intérêt légitime de l'Occident de ne pas comptabiliser les forces françaises et britanniques dans les négociations de Genève. »*

Rappelons que ce compromis de *« la promenade dans les bois »*, mis au point en marge des négociations officielles entre MM. Nitze et Kvitsinski, chefs des délégations américaine et soviétique, prévoyait la réduction de l'arsenal soviétique de SS-20 dirigé contre l'Europe (260 lanceurs actuellement) à 75, pour un total de 225 charges nucléaires.

En contre-partie, les Etats-Unis auraient renoncé aux 108 missiles Pershing-2 prévus pour la R.A.F. et n'auraient installé que 75 batteries de 4 missiles de croisière chacun, soit au total 300 charges. L'arsenal de SS-20 déployé en Asie aurait été gelé à 90 lanceurs, et un plafond de 150 aurait été fixé de part et d'autre pour les bombardiers à moyen rayon d'action.

Ce compromis avait été accueilli avec réserve à Washington, qui avait néanmoins autorisé M. Nitze à poursuivre les conversations exploratoires à ce sujet. En revanche, Moscou avait formellement rejeté, à la fin septembre 1982, cette proposition qui n'a fait l'objet depuis lors d'aucune discussion.

Toutefois, selon l'hebdomadaire ouest-allemand *der Spiegel*, M. Egon Bahr, l'expert du parti social-démocrate ouest-allemand actuellement en visite en U.R.S.S., aurait constaté un vif intérêt des Soviétiques pour cette solution. Ce renouveau d'intérêt avait déjà été rapporté par M. Downey, parlementaire démocrate américain, à l'issue d'un entretien à Moscou avec le maréchal Akromeev, premier adjoint du chef d'état-major des forces armées soviétiques, *(le Monde* daté des 10-11 juillet).

Du côté occidental, seul l'ancien chancelier Schmidt avait demandé jusqu'à présent un retour au compromis Nitze-Kvitsinski, le jugeant *« totalement acceptable »*. M. Kohl ne s'est pas encore prononcé à ce sujet, et la déclaration de M. Genscher est la première dans ce sens d'un membre du gouvernement actuel à Bonn. Parlant également dimanche à la radio allemande Deutschlandfunk, M. Woener, ministre ouest-allemand de la défense, s'est borné à dire que le refus par Moscou de ce projet de compromis restait pour lui une *« énigme »*.

On s'attend en tout cas à Paris comme à Bonn à ce que l'affaire des euromissiles soit au centre des entretiens que M. Mitterrand aura mardi dans les Vosges avec M. Kohl au cours d'un sommet « informel ». Le président français et le chancelier ouest-allemand ont déjà eu à ce sujet un entretien téléphonique d'une heure, lundi dernier 11 juillet, peu après le retour de M. Kohl de Moscou.

Satisfaction après l'accord de Madrid

L'accord intervenu à Madrid entre les trente-cinq participants à la conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, accord qui reste soumis à la levée des objections avancées par Malte à propos de la sécurité en Méditerranée *(le Monde* daté 17-18 juillet), a été accueilli avec satisfaction dans les capitales concernées. A Washington, M. Reagan y a vu un espoir que les États-Unis parviendront à *« une relation plus stable et constructive avec l'Union soviétique »*.

Toutefois, a ajouté le président américain dans une déclaration écrite publiée samedi 16 juillet : *« Nous avons accepté ce document final, comme nous l'avions fait à Helsinki en 1975, sans illusions sur la nature de l'Union soviétique ou du système qu'elle cherche à imposer sur la plus grande partie de l'Europe. (...) Nous devons nous assurer que les bonnes paroles seront transformées en bonnes actions »*, et cela demeurera *« l'un de nos objectifs primordiaux »*, conclut M. Reagan.

EUROPE

Irlande du Nord

HUITIÈME NUIT D'ÉMEUTES A LONDONDERRY

Depuis une semaine, la violence est quotidienne en Irlande du Nord, particulièrement à Londonderry, la seconde ville du pays. Trois policiers, dont une femme, ont été blessés par balles dans une embuscade, dans la nuit du dimanche 17 juillet, aux confins du quartier catholique de Bogside. Peu avant cet incident, un groupe de jeunes manifestants avait attaqué la police à coups de pierres et de cocktails Molotov, dans ce même quartier où résident de nombreux partisans de l'IRA.

C'était la huitième nuit consécutive de violence à Londonderry. Au cours de la nuit précédente, de violents affrontements avaient opposé une centaine de manifestants masqués et armés de cocktails Molotov aux forces de police. Celles-ci ont utilisé des balles en caoutchouc pour disperser les émeutiers qui avaient incendié des bâtiments et endommagé des véhicules de la police. Il n'y a eu aucun blessé.

La police avait désarmorcé quelques heures plus tôt, dans le comté de Londonderry, une bombe de 180 kilos placée sous un pont, similaire à celle qui avait tué quatre soldats la semaine dernière dans la province. – *(A.F.P., A.P.)*

Danemark

TANDIS QUE LES SONDAGES SONT TRÈS FAVORABLES AUX CONSERVATEURS

Un débat parlementaire sur les collectivités locales pourrait provoquer la dissolution du Folketing

De notre correspondante

Copenhague. – Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter (conservateur), a demandé au président du Folketing de convoquer l'Assemblée en session extraordinaire. Les membres de la Chambre unique sont appelés à se prononcer sur une seule question : la réduction de 1,5 milliard de couronnes (environ 1,2 milliard de francs) des subventions accordées par les caisses de l'Etat aux départements et aux communes en 1984. Le premier ministre a indiqué que, s'il n'obtenait pas le soutien désiré, il procéderait à des élections générales anticipées.

Ainsi prend fin une attente qui tenait en haleine, depuis le début de juin, les parlementaires et le Danemark tout entier. En principe, la Chambre unique aurait déjà dû voter la réduction de ces subventions. Mais quand, le 3 juin, M. Schlüter avait constaté qu'il lui était impossible d'obtenir la majorité escomptée, il avait brusquement décidé d'ajourner ce scrutin, se réservant d'annoncer plus tard ce qu'il entendait faire.

L'existence de son gouvernement, en l'occurrence, dépendra de trois voix : celles de deux irréductibles du Parti du progrès – qui luttent contre le gaspillage des deniers publics et trouvent ces compressions insuffisantes – et celle d'un des deux représentants du Groënland, qui se dit prêt à renverser le cabinet en place si ce dernier ne renonce pas à réduire de 85 millions de couronnes (79 millions de francs) les subventions annuelles dont bénéficie la grande île arctique.

Depuis quelques semaines, les sondages ne cessent d'indiquer une très forte progression des intentions de vote en faveur des conservateurs (d'après les pronostics, ceux-ci devraient au moins doubler le nombre de leurs sièges). Mais le parti du premier ministre semble surtout gagner du terrain au détriment de ses trois partenaires de la coalition (les libéraux, le Centre démocrate et les chrétiens populaires), si bien que la situation actuelle n'en serait sans doute guère modifiée.

Les dernières élections générales anticipées au Danemark remontent au 8 décembre 1981. Depuis son accession au pouvoir, le gouvernement Schlüter a été mis un nombre impressionnant de fois en minorité, notamment sur l'OTAN et la C.E.E. Mais le premier ministre n'avait jamais considéré, jusqu'à présent, que de telles défaites, même cuisantes, dussent le contraindre à se retirer.

CAMILLE OLSEN.

Grèce

L'ACCORD SUR LES BASES AMÉRICAINES VIVEMENT CONTESTÉ PAR LA PRESSE COMMUNISTE

Athènes *(A.F.P.)*. – L'accord gréco-américain sur l'avenir des bases américaines de Grèce paraphé à Athènes (*le Monde* daté 17-18 juillet) et présenté par le gouvernement socialiste grec comme une victoire de l'indépendance nationale risque d'avoir des conséquences négatives sur le plan intérieur et de provoquer le désarroi au sein d'une large frange de l'électorat grec.

Le porte-parole du gouvernement, M. Maroudas, a déclaré le 16 juillet que les bases américaines de Grèce devront être démantelées dans un délai maximum de dix-sept mois après le 31 décembre 1988, qui marque la fin de l'accord gréco-américain.

Cette mise au point répond à une partie de la presse grecque, notamment communiste, qui reprochait à l'accord *« le maintien et non le départ des bases »*. Elle répond également aux propos d'un haut fonctionnaire du département d'Etat qui a déclaré que, à l'issue de la période de cinq ans couverte par l'accord, les deux parties pourront décider *« soit de prolonger l'accord, soit d'en renégocier les termes, soit d'y mettre fin »*.

« La procédure de retrait des bases commence à partir du 1er janvier 1989 avec un délai maximum de dix-sept mois », a rappelé M. Maroudas. *« Le préavis de cinq mois* (pour le retrait) *contenu dans l'accord ne contient et ne prévoit aucune possibilité de renouvellement, de prolongation ou de renégociation de l'accord »*, a-t-il ajouté.

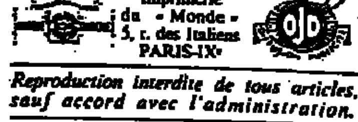
● *M. Charles Hernu*, ministre de la défense, en visite privée en Grèce, s'est entretenu avec M. Andréas Papandréou, premier ministre et ministre de la défense nationale, et avec le secrétaire d'État à la défense, M. Zakolikos.

Au cours de ces entretiens, ont été examinés les sujets d'intérêt commun aux deux pays, particulièrement l'accord franco-hellénique de coopération militaire, et des questions plus générales concernant la Méditerranée. M. Papandréou a présenté à M. Hernu l'accord gréco-américain sur les bases.

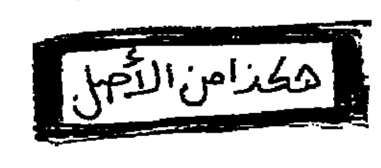
Edité par la S.A.R.L. *le Monde*

Gérant :
André Laurens, directeur de la publication

Anciens directeurs :
Hubert Beuve-Méry (1944-1969)
Jacques Fauvet (1969-1982)



Commission paritaire des journaux et publications, no 57 437.
ISSN : 0395 - 2037.



هكذا من الأصل

ASIE

M. Mitterrand se rendra en visite officielle en Indonésie en 1984

M. Régis Debray, chargé de mission auprès du président Mitterrand, a effectué, la semaine dernière, une visite de contacts et d'information à Tokyo, pour expliquer aux responsables nippons la politique française dans le Pacifique, nous câble notre correspondant Roland-Pierre Paringaux.

Au cours de sa visite, M. Debray s'est entretenu avec le ministre des affaires étrangères, M. Shintaro Abe, et avec des membres du cabinet du premier ministre, M. Nakasone. M. Debray s'était rendu en juin dans plusieurs pays du Pacifique sud et avait assisté, au cours de la première semaine de juillet, au quatrième colloque franco-indonésien.

De notre envoyé spécial

Djakarta. — Organisé par le Centre d'études stratégiques et internationales (C.S.I.S.) de Djakarta, le colloque franco-indonésien a réuni des officiels, universitaires, représentants des milieux d'affaires et journalistes. Bien qu'éloignées et se connaissant mal, l'Indonésie et la France ont considérablement développé leurs relations au cours des dix dernières années, les échanges ayant été multipliés par vingt-deux, tandis que Total devenait le deuxième producteur de pétrole du pays ; l'Indonésie est le principal partenaire financier de la France hors de la zone franc, le nombre de ses boursiers en France doit passer, en 1983, de deux cent un à cinq cents. Mais les investissements français demeurent trop faibles, le secteur privé ne suivant pas assez, se sont plaints les Indonésiens, les efforts publics.

Ces efforts doivent être développés, selon M. Debray, qui a profité de la circonstance pour confirmer que le président Mitterrand se rendra l'an prochain en visite officielle à Djakarta. M. Debray a souhaité que les relations bilatérales, trop techniques, prennent une dimension plus personnelle et culturelle ; d'autant que les chercheurs français sur l'Indonésie sont parmi les plus respectés, et que de nombreuses convergences politiques sont apparues entre Français et Indonésiens.

En ce qui concerne l'Indochine, par exemple, les deux pays, ont estimé les participants, se signalent par leur volonté commune de maintenir le dialogue avec le Vietnam, de trouver une solution à une crise dont profitent les grandes puissances. Position délicate pour l'Indonésie, prise entre sa solidarité avec ses partenaires de l'ASEAN et son désir d'une solution rapide, consciente de son rôle de pays le plus peuplé de la région et apparemment déçue du manque de volonté de dialogue de Hanoï. Plusieurs membres de la partie française, tout en reconnaissant n'avoir guère d'illusions à l'égard du Vietnam, ont confirmé que Paris était prêt, si la demande était faite, à offrir ses bons offices et à participer à un système de garanties internationales.

Les débats ont permis de voir que la méfiance des officiels indonésiens persistait à l'encontre de la Chine, danger plus proche que celui de l'U.R.S.S., même si diplomates et militaires divergent quelque peu sur les méthodes à employer, laissant en cela le dernier mot au président Suharto. Plus intéressante aura été la nouvelle méfiance des participants indonésiens à l'égard du Japon et de l'administration Reagan, *« un éléphant dans un magasin de porcelaine »*, avec laquelle les problèmes de communication sont devenus aigus. Les Indonésiens ne veulent pas voir l'Asie du Sud-Est devenir un champ clos de la lutte Est-Ouest. Position qu'ont partagée les Français, qualifiés par un Indonésien de plus non-alignés dans le monde occidental.

Il n'est pas non plus question, pour Djakarta, d'accepter une remilitarisation du Japon, de coopérer militairement avec lui, de le voir participer à la défense des détroits d'Asie du Sud-Est. Ce serait totalement injustifié, a affirmé un participant qui a qualifié de *« néo-gaulliste »* la politique de M. Nakasone. Encombrant militairement, le Japon ne l'est pas moins économiquement pour des Indonésiens, qui souhaitent toujours, mais apparemment sans trop d'illusions, recentrer des relations déséquilibrées par un resserrement de leurs liens avec l'Europe. Le rôle de celle-ci, et en particulier de la C.E.E., demeure insuffisant, et les Indonésiens se sont plaints de son protectionnisme.

Cette conférence, la première depuis sept ans, devrait être suivie avant deux ans d'une nouvelle réunion en France. Elle aura permis une reprise de contacts qui devra néanmoins, pour être fructueuse, déboucher sur des relations économiques, culturelles accrues, et ne pas se limiter au niveau officiel.

PATRICE DE BEER.



Inde

EN ANDHRA PRADESH

Six cent mille fonctionnaires se sont mis en grève

De notre correspondant

New-Delhi. — Six mois après un spectaculaire succès électoral, le gouvernement régional de l'Andhra Pradesh affronte sa première crise politique sérieuse. Quelque six cent mille employés gouvernementaux ont en effet commencé une grève illimitée qui paralyse l'administration de cet Etat du centre de l'Inde.

En janvier, une formation régionaliste, le Telugu Desal, conduite par une ancienne vedette de cinéma, M. Rama Rao, avait créé la surprise en infligeant une cuisante défaite au congrès de Mme Gandhi dans un Etat qui avait la réputation d'être un de ses bastions traditionnels. Elu à la tête du gouvernement local, M. Rama Rao s'était engagé à mener une politique *« propre »* et à *« lutter contre la pauvreté et les injustices sociales »* tout en préservant la *« dignité du peuple telugu »*. Aujourd'hui, les fonctionnaires invitent M. Rama Rao à se *« préoccuper un peu plus de la dignité des salariés et de la pauvreté dont sont victimes les travailleurs du service public »*.

Les grévistes demandent notamment le respect de l'accord signé avec l'ancien gouvernement congressiste prévoyant l'abaissement de l'âge de la retraite et un *« droit de regard »* sur toute décision concernant le fonctionnement du service public. Par ailleurs, ils contestent une nouvelle législation qui tend à limiter le droit de grève dans les secteurs dits *« essentiels »*. Dès le début, le mouvement s'est politisé. Le parti de Mme Gandhi ne cache pas sa satisfaction de voir ainsi embarrassé celui qui, ces derniers mois, n'a cessé d'appeler l'opposition nationale à s'unir contre le gouvernement de New-Delhi. En prévision d'affrontements qui risqueraient ainsi de prendre une allure violente, un vaste déploiement des forces de l'ordre a donné à la capitale régionale, Hyderabad, l'aspect d'une ville assiégée.

(Intérim.)

(Publicité)

André Courrèges Pour la Haute-Couture?

Naître à Pau et se sentir attiré par le dessin; faire des études d'ingénieur des Ponts et Chaussées et profiter de ses loisirs pour inventer chaussures et costumes d'homme pour un tailleur tout en jouant à la pelote basque et au rugby; se lancer à Paris en 1945, à 25 ans, et choisir Balenciaga comme point de chute, par goût de la rigueur et de la noblesse, pour apprendre auprès de lui pendant 10 ans la coupe, la technique et l'importance des essayages: voilà qui explique déjà l'essentiel de ce qui va devenir le style d'André Courrèges.

Commencer avec 2 ouvrières en 1961 pour ouvrir sa propre maison de couture et se retrouver avec 54 personnes dès 1965, imposer le blanc pur, les pantalons pour la ville et pour le soir, le court, les chaussettes, les talons plats et conquérir la rue, en atteignant un succès international, produire des «Prototypes» de Haute-Couture tout en inventant un système de Prêt-à-Porter de grande série baptisé «Couture Future» voilà la première étape du Style Courrèges qui révolutionna la mode tout entière.

Étendre son implantation à 252 points de vente dans le monde entier et dans 5 boutiques exclusives rien qu'à Paris, atteindre un chiffre d'affaires de plus de 250 millions, dont 50% à l'exportation; lancer accessoires, parfums, montres, articles de sport (planche à voile, voitures), salle de bains, tout en ajoutant à ses départements existants «Courrèges Homme», «Hyperbole» pour les jeunes et tout un éventail de vêtements pour le Sport à travers plusieurs lignes spécifiques, créer les tenues officielles pour les Jeux Olympiques de Münich et recevoir en 1981 la Médaille d'or du Design International pour sa maquette d'une Cité lumière: voilà la 2e étape en forme de boucle, qui concrétise la conquête de tout un environnement et d'un espace totalement Courrèges.

Avoir envie de repartir de son point de départ, et de revenir au problème du vêtement féminin en 1983, pour offrir à la femme la magie d'une nouvelle Haute-Couture, partir vers la recherche d'une féminité plus poétique et plus mystérieuse, de se lancer dans l'invention de nouvelles robes qui aideront les femmes à vivre plus heureuses, les leur présenter malgré les difficultés de l'heure, dans un lieu entièrement recréé et encore secret, au lieu de se recroqueviller sur son acquis voilà la 3e étape qui, l'automne prochain, nous fera découvrir un nouveau Courrèges.

UN ENTRETIEN AVEC M. MICHEL CRÉPEAU

« L'intérêt du pays exige que le centre gauche retrouve aussi vite que possible une réelle expression politique »

Ministre du commerce et de l'artisanat après avoir occupé, dans les deux premiers gouvernements de M. Pierre Mauroy, les fonctions de ministre de l'environnement, M. Michel Crépeau, maire de La Rochelle, ancien président du Mouvement des radicaux de gauche, estime, dans l'entretien qu'il nous a accordé, que depuis l'élection de M. François Mitterrand à la présidence de la République *« beaucoup de sillons féconds ont été tracés qui porteront leurs fruits dans la durée ».* Il souligne aussi que *« l'intérêt du pays exige que le centre gauche retrouve aussi vite que possible une réelle expression politique ».*

« Première expression politique de la gauche en France, il y a un siècle, le radicalisme est aujourd'hui divisé, et ses deux courants apparaissent marginalisés par rapport à leurs alliés respectifs. Partenaires gouvernementaux depuis 1981, les radicaux de gauche n'auraient-ils pas quelque raison de venir grossir les rangs des déçus du socialisme ?

— Nous sommes d'abord des radicaux. Je ne vois donc pas pourquoi nous serions des déçus du socialisme.

» En revanche, nous sommes des partenaires loyaux, des alliés fidèles, de la majorité présidentielle. Notre problème n'est pas tellement de savoir ce que nous avons été, mais de savoir ce que nous pouvons faire d'utile pour la gauche.

» Autrement dit : serons-nous assez présents pour renforcer — ou élargir — la majorité présidentielle au moment des élections législatives de 1986 ?

» Il n'est pas interdit de prévoir que le parti socialiste, tout en restant le plus fort parti de gauche, n'aura plus la majorité absolue à lui seul. Il devra alors pouvoir compter sur des alliés.

» D'ailleurs, qu'adviendra-t-il de la participation communiste dans les cinq ans à venir ? Nul ne le sait. Pas même, sans doute, les communistes...

» Et la participation communiste sera-t-elle longtemps supportable pour le parti socialiste s'il est condamné à en être l'otage ?

» Tout cela fait que l'intérêt de ce pays exige que le centre gauche retrouve aussi vite que possible une réelle expression politique. C'est là que se trouve le « commun consensus » des Français.

» Et où trouver ce centre gauche jusqu'alors introuvable si ce n'est, sous une forme ou sous une autre, autour du radicalisme ?

» Le fait que nous soyons trop peu nombreux à penser cela, depuis des années et des années, n'implique pas que nous ayons tort.

» Je reste même persuadé du contraire et de la nécessité qu'il y a de prendre des initiatives sérieuses en ce sens dès la rentrée.

— La politique de rigueur, pour justifiée qu'elle vous semble, est-elle une parenthèse qui, comme le dit M. Mauroy, devrait se refermer fin 1984 ? Et pourquoi ?

— Comment ne pas approuver le premier ministre lorsqu'il souhaite que le plan de rigueur soit une parenthèse que l'on puisse fermer en 1984 ? Mais une parenthèse n'est pas nécessairement un point final. A l'évidence, la crise sera longue, même si le remède peut devenir moins brutal.

» Les Français sont parfaitement capables de comprendre que nous sommes engagés dans un long processus de transformation en profondeur des sociétés industrielles, avec rupture de tous les équilibres anciens. Quel que soit le gouvernement, on ne traverse pas de telles périodes sans d'énormes difficultés.

» Face à une telle situation, il est très important d'expliquer de faire comprendre, de dire la vérité.

» Et la vérité est qu'il n'y a pas de potion magique, sauf peut-être que la potion de droite serait plus amère pour la majorité des Français que la potion de gauche.

» En fait, la crise, c'est comme les maladies de foie. Pour guerrir, il faut un régime sévère et sans alcool.

» Or notre vieil alcool national, ce n'est pas le cognac, c'est l'inflation !

» Aucun doute là-dessus : il sera plus dur de faire passer son taux de 8 à 5 que de le faire passer de 11 à 8 — et plus dur encore de le maintenir à 5.

» De la même manière, chacun doit savoir que, pour sauver des usines, il faudra désormais supprimer des emplois. Le mot savant de « restructuration » ne veut pas dire autre chose.

» Alors, si nous ne voulons pas être des naufragés du chômage, il faudra créer d'autres emplois, ailleurs et autrement. Et pour cela : épargner, mobiliser l'épargne, travailler mieux, et souvent plus.

Lucidité, oui ; défaitisme, non !

— L'effort demandé aux Français vous semble-t-il équitablement réparti ? Ne pensez-vous pas que les Français comprendraient mieux la nécessité de l'effort demandé s'il n'était pas présenté comme une fin en soi ?

— Bien entendu, tout effort plus sévère exige une justice plus grande. C'est dans ce sens-là que nous allons. Et qu'il faut continuer d'aller. De ce point de vue, c'est aussi une chance que la gauche soit au pouvoir.

» Mais vous avez raison : ne confondons pas austérité et mortification. Notre problème n'est pas de faire maigrir les plus maigres pour permettre aux plus gros de garder l'embonpoint. Il n'est pas non plus de faire pénitence.

» Il est avant tout de faire du muscle. Et de stimuler la matière grise. Tout cela passe par le moral des troupes. La lucidité : oui. Le défaitisme : non.

» D'autres générations ont connu, d'autres pays connaissent encore, des épreuves autrement douloureuses.

» Face à la crise actuelle, il ne faut pas tout attendre du gouvernement. Aucun gouvernement ne peut tout faire. Surtout pas faire plaisir à tout le monde, dans un pays qui adore la contestation. Et qui semble toujours croire qu'on fait tomber les bastilles en brandissant des pancartes.

— Le refus du protectionnisme vous semble-t-il être un choix irréversible? Toute tentation de repli hexagonal, qui pourrait renaître de l'insuccès du plan Delors, par exemple, vous semble-t-elle écartée?

— A l'abri de frontières artificielles on ne peut fabriquer que des cuillers en bois. Pas des avions, pas de l'informatique, pas de l'électronique, pas de la chimie fine. Il n'y a pas de marché national suffisant pour cela.

» Pour la France, le choix du protectionnisme aurait été et serait le choix du déclin. Félicitons-nous que la gauche ait su résister à cette tentation-là. Je ne comprends pas que des hommes de progrès soutiennent aujourd'hui les thèses de Colbert.

» Mais l'ouverture des frontières a sa logique qui est celle de l'effort. De l'effort, pour fabriquer et, plus encore, pour vendre.

» Or il y a deux handicaps pour la France. Le premier est que depuis dix ans elle a désinvesti, ou en tout cas insuffisamment investi : trop dans l'énergie, pas assez dans la matière grise. De ce point de vue, la droite n'a aucune leçon à nous donner. Nous nous efforçons de rattraper les retards qu'elle a accumulés.

» Le second est que nos grandes entreprises sont presque toujours dirigées par des ingénieurs et pas par des vendeurs. Quand nous avions des colonies ça marchait. Maintenant ça ne suffit plus. Il faut donc réapprendre à vendre français, en France et à l'étranger.

Nous légiférons trop en uniforme

— En vingt-cinq mois, la France a-t-elle « changé » dans la bonne direction?

— Oui. Beaucoup de choses ont changé dans la bonne direction. Même si on ne l'explique pas toujours assez. Beaucoup de sillons féconds ont été tracés, qui porteront leurs fruits dans la durée.

» Mais, à mon sens, il y aura encore bien des choses à changer d'ici la fin du septennat : la technostructure qui n'a renoncé à aucune de ses habitudes, les préjugés sociaux liés au recrutement des élites, la torpeur des banquiers, les procédures paralysantes, beaucoup de prétendus droits acquis dont il est clair qu'ils ne sont en fait que des privilèges déguisés. Et puis, nous légiférons trop en uniforme : qu'y a-t-il de commun entre une entreprise artisanale et la régie Renault ?

» C'est une révolution culturelle qui reste à faire. Admettons que l'héritage soit particulièrement lourd en ces domaines. Et que la décentralisation ne fasse que commencer. J'espère qu'on la poussera plus loin : dans l'État, dans les entreprises, dans l'enseignement. Plus que jamais, la France a besoin d'air.

— La campagne pour les élections européennes commence. Elle peut être un test pour le gouvernement. Et pour le M.R.G. comment envisagez-vous ce scrutin?

— C'est à l'évidence à la dimension de l'Europe qu'il aurait fallu concevoir une politique nous permettant de résister davantage à l'Amérique, à l'U.R.S.S. et au Japon.

» Mais, si je ne suis pas un déçu du socialisme, j'avoue être un déçu de l'Europe. Et je ne suis pas seul dans ma génération à considérer avec tristesse que la fusée a fait long feu...

» Enfin! Espérons que, comme Ariane, elle finira bien par s'envoler et que la France l'y aidera.

» Si les radicaux de gauche peuvent contribuer à faire comprendre cela, ils tenteront bien sûr de l'exprimer au moment des élections européennes. Seuls ou avec d'autres? On ne le sait pas encore. Mais, de toute façon, il faudra bien que nous soyons présents dans ce débat puisque notre volonté est d'exister. »

Propos recueillis par
ANNE CHAUSSEBOURG.

Où sont les « désaccords » entre M. Marchais et M. Andropov ?

(Suite de la première page.)

Pourtant, quelqu'un se moque du public dans cette affaire. Depuis que les dirigeants soviétiques font des propositions de désarmement, ils n'ont jamais parlé d'autre chose que des armements existants, à l'Est comme à l'Ouest, et l'on ne voit vraiment pas en quoi la phrase incriminée pourrait bien les gêner aujourd'hui. Sans remonter trop haut dans le passé, et en enrestant au contraire aux dernières prises de position de Moscou dans la controverse actuelle sur les euromissiles, on relève que la déclaration commune des sept pays membres du pacte de Varsovie, publiée par la *Pravda* du 29 juin au lendemain du sommet de Moscou, appelle à *« une juste réduction des armements nucléaires à moyenne portée existant actuellement en Europe, dans le strict respect par les deux parties du principe de l'égalité et de la sécurité égale ».* Quelques jours plus tôt, le 27 juin, la *Pravda* avait réaffirmé dans un commentaire le désir soviétique d' *« abaisser le niveau des armements des deux côtés ».* Et ceux qui jugeraient que la mention d'une réduction « à l'Est » n'était pas encore assez soulignée pourront se reporter à la préface rédigée par M. Andropov pour un recueil de ses discours publié en R.F.A., texte reproduit en première page de la *Pravda* du 26 juin. *« Quand nous parlons de désarmement,* indiquait le secrétaire général du P.C. soviétique, *nous avons toujours en vue une réduction des armements, le désarmement à l'Est comme à l'Ouest. »*

Armements futurs et armements existants

Il n'y a donc aucune « audace » ou « succès » de la part du P.C. français à faire figurer cette phrase dans un communiqué publié avec Moscou, et M. Zagladine, porte-parole du comité central soviétique, avait parfaitement raison d'affirmer que cette question du désarmement à l'Est comme à l'Ouest *« ne fait pas problème pour nous ».* En revanche, on se permettra d'être sceptique sur son explication selon laquelle l'omission de cette phrase dans la version russe du texte résultait d'une *« erreur ».* La presse soviétique ne se trompe pour ainsi dire jamais dans la reproduction des communiqués officiels, et cet « incident », venant après l'annulation de la dépêche Tass sur les propos de M. Marchais, ne pouvait être fortuit.

Une autre hypothèse, beaucoup plus vraisemblable, est celle du « désaccord factice » destiné à donner le change et à mieux faire passer ce que la démarche de M. Marchais à Moscou avait d'exorbitant, tant dans la forme que sur le fond. Dans la forme, il était déjà curieux de voir le chef d'un parti associé au pouvoir à Paris rencontrer M. Andropov — pour la seconde fois en huit mois — pour lui faire part d'une position différente de celle de l'Élysée sur une négociation touchant à la sécurité de la France. Le geste a d'ailleurs valu la sèche mise au point que l'on sait de la part de M. Mitterrand. Sur le fond, l'essentiel de ce que demandaient les Soviétiques a été concédé ce printemps, lorsque le P.C. français s'est déclaré favorable à la prise en compte (ou *« en considération »*, c'est tout comme) de la force française de dissuasion dans les négociations de Genève.

Une fois ce geste accompli, le fait de batailler sur des virgules à propos des réductions d'armements existants, « à l'Est comme à l'Ouest », n'a plus d'importance. Pour M. Mitterrand comme pour les gouvernements alliés, les forces françaises ne sauraient être assimilées au SS-20, et l'introduction de ces fusées soviétiques à partir de 1977 a modifié l'équilibre en Europe, obligeant l'OTAN à installer des missiles américains à l'ouest du continent à partir de la fin de cette année. La négociation de Genève doit donc mettre en parallèle non pas les armements *« existants, à l'Est comme à l'Ouest »*, mais les armements *futurs* de l'Ouest contre les armements *existants* de l'Est. C'est là toute la différence, et elle est infiniment plus importante entre l'Élysée et M. Marchais que les fausses différences dont celui-ci fait état avec Moscou.

Il est vrai qu'un autre désaccord est apparu entre les deux P.C. sur la proposition du P.C.F. d'élargir à tous les pays européens la négociation de Genève. Là encore, ce désaccord est signalé par M. Marchais, ce dernier ayant tenu à faire savoir à son retour de Moscou que, selon la délégation soviétique, *« l'élargissement de la discussion à Genève ne constituerait pas un facteur de nature à résoudre les problèmes ».* Les Soviétiques ont été plus discrets, puisqu'ils se sont bornés à faire savoir, dans la déclaration commune, qu'ils avaient *« manifesté leur intérêt pour les considérations exprimées par le P.C.F. ».* On se permettra de penser que si la diplomatie soviétique n'est apparemment pas « mûre » aujourd'hui pour demander officiellement l'entrée des Européens dans l'enceinte de Genève, elle ne peut objecter sérieusement à de telles demandes, surtout en provenance d'un parti politique français : C'est là en effet un bon moyen d'augmenter les pressions pour la prise en compte de l'arsenal de Paris par les négociateurs. En bonne logique d'ailleurs, le fait que cette proposition de M. Marchais n'ait pas été censurée par la presse soviétique, à la différence de l'autre, devrait être considéré, *mutatis mutandis,* comme l'indice que Moscou n'y est pas *a priori* défavorable...

La « dissuasion » censurée

Signalons enfin une autre mutation sémantique qui, elle, n'a donné lieu à aucune rectification de *l'Humanité,* mais a peut être quelque signification : partout où le texte français de la déclaration commune Marchais-Andropov parle de *« force de dissuasion française »,* le texte russe transcrit : *« les forces nucléaires françaises »* ou *« l'arsenal nucléaire français ».* On sait que le mot de *« dissuasion »* est plutôt mal vu à Moscou, en particulier lorsqu'il s'agit de l'arsenal nucléaire des autres puissances, puisqu'il implique l'existence d'une menace à laquelle ces puissances devraient parer de la part de l'U.R.S.S. et qu'une telle menace est, par définition, impensable. D'où cette nuance par rapport à M. Marchais, qui s'en tient encore au langage français par la dissuasion. Aurait-on enfin trouvé un « vrai » désaccord ?

L'« ERREUR MATÉRIELLE » RÉPARÉE

Moscou *(A.F.P).* — Le parti communiste de l'U.R.S.S. a tenté samedi 16 juillet de réparer l'*« erreur matérielle »* liée à la publication de la déclaration commune issue de la rencontre Andropov-Marchais.

L'hebdomadaire *Temps nouveaux* a en effet sorti une nouvelle édition de son numéro daté du 15 juillet, dans laquelle ce texte est repris intégralement, y compris le passage concernant la *« réduction équilibrée à l'Est et à l'Ouest » des forces en Europe.*

Le tirage de cette nouvelle édition de *« Temps nouveaux »* semble toutefois limité : seuls quelques correspondants communistes étrangers l'ont reçue, et elle était introuvable samedi matin dans les kiosques de Moscou, où seule la première édition — dans laquelle le communiqué commun ne figure pas — était en vente. Interrogée par l'A.F.P., la rédaction de *Temps nouveaux* a indiqué samedi que la dernière édition de l'hebdomadaire serait disponible à partir de ce lundi.

UNE ÉLECTION MUNICIPALE

BAS-RHIN : Schirmeck (1er tour).

Inscr., 1 523 ; vot., 814 ; suffr. expr., 769. — MM. Casner, ss étiq., 467 voix, *ÉLU ;* Felder, ss étiq., 302.

[Cette élection complémentaire pour un siège faisait suite au décès du maire. Le fils de celui-ci l'a emporté dès le premier tour avec 60,72 % des suffrages exprimés.]



La souscription pour le monument à la mémoire de Pierre Mendès France est ouverte

La souscription nationale pour l'érection, à Paris, d'un monument à la mémoire de Pierre Mendès France, mort le 18 octobre 1982, a été ouverte par décret, signé du président de la République et publié au *Journal Officiel* du 17 juillet.

Cette souscription est organisée par un comité d'honneur, placé sous le patronage de M. François Mitterrand et composé, notamment, du premier ministre, du président de l'Assemblée nationale, des ministres de l'économie, des finances et du budget, de l'intérieur, des relations extérieures, de la défense, du ministre délégué à la culture, du président du Conseil constitutionnel, du grand chancelier de la Légion d'honneur, du député de la troisième circonscription de l'Eure, dont Pierre-Mendès France avait été l'élu et de plusieurs personnalités parmi lesquelles les prix Nobel Alfred Kastler et François Jacob et MM. Michel Jobert et Francis Perrin.

Une « commission exécutive », présidée par le premier ministre, comprend outre plusieurs ministres, MM. Hubert Beuve-Méry, ancien directeur du *Monde,* Charles Gombault, ancien directeur de France-Soir, l'éditeur Claude Gallimard, les ambassadeurs Stéphane Hessel, Pierre Maillard et Jean-Marie Soutou, ainsi que MM. Pierre Joxe, Simon Nora, directeur de l'E.N.A., et Mme Françoise Séligmann, vice-présidente de la Ligue des droits de l'homme.

Outre les versements privés, ceux de l'Etat, des DOM-TOM, des départements et des communes pourront être recueillis. Le monument sera érigé, dans la capitale, sur un emplacement choisi en accord avec le maire de Paris, précise le décret.

M. PINTON : le pouvoir abîme la Corse.

« Nous sommes venus en Corse pour ressouder l'opposition nationale, car le pouvoir actuel abîme la Corse comme il abîme la France », a déclaré, le 16 juillet, à Bastia, M. Michel Pinton. Le secrétaire général de l'U.D.F. effectuait une visite de quarante-huit heures dans l'île en compagnie de M. François Léotard, secrétaire général du parti républicain.

Devant les élus U.D.F. de Haute-Corse, M. Pinton a affirmé : *« Il existe en France une certaine lassitude et beaucoup d'irritation, mais nous ne ferons rien pour aller contre la légalité républicaine et nous attendrons l'échéance normale pour faire triompher notre point de vue. »*

M. Léotard a souligné, lui, que *« la venue en Corse du commissaire Broussard relève d'une volonté, de la part du gouvernement, de faire régner l'ordre ». « Je n'irai jamais contre le gouvernement en ce qui concerne le maintien de l'ordre public »,* a-t-il ajouté.

● *M. Jacques Fauvet,* ancien directeur du *Monde,* est nommé président du jury du concours externe d'entrée à l'École nationale d'administration de 1983, par arrêté du secrétaire d'État auprès du premier ministre, chargé de la fonction publique et des réformes administratives, publié au *Journal officiel* du 17 juillet.

● *M. Georges Lemoine,* secrétaire d'État aux DOM-TOM, a quitté Paris, dimanche 17 juillet, pour un séjour d'une semaine aux Antilles où il se rend pour la première fois en visite depuis son entrée en fonctions. Il séjournera successivement en Martinique et en Guadeloupe.

Le Monde

société

Ne m'appelez plus Cerise

Pauvres parents qui viennent de perdre la guérilla judiciaire qui les opposait depuis cinq ans à la justice ! Leur fille Cerise n'a pas le droit de s'appeler *Cerise. Ainsi* en a décidé la cour d'appel de Bourges, donnant raison à l'officier d'état civil qui, à la naissance de la fillette, s'était offusqué de l'attribution d'un tel prénom.

C'est vrai : une loi du 11 germinal an XI, toujours en vigueur, n'admet en principe pour seuls prénoms que les *« noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus dans l'histoire ancienne »*. Amandine peut se recommander de saint Amand et Clémentine de saint Clément, mais Cerise ? On ne connaît pas hélas de sainte Cerise. La jurisprudence a, depuis l'époque lointaine de la Révolution, précisé les contours de la loi, en exigeant que le prénom ne soit pas *« ridicule »* et donc contraire *« à l'intérêt de l'enfant »*. Cerise ne répondait pas à cette légitime préoccupation.

Comment fixer une frontière entre ce qui est ridicule et ce qui ne l'est pas, alors que chacun peut se prénommer Isidor ou Fulbert avec la bénédiction des officiers de l'état civil ? On a même répertorié un saint Golinduche et un saint Zingue.

La jurisprudence paraît pour le moins flottante. Un prénom comme celui de Bergamote, considéré comme non « ridicule », a été autorisé par une décision du tribunal de Paris rendue en 1975. De la bergamote à la cerise il n'y avait qu'un pas, que la cour de Bourges n'a pas voulu franchir.

Aujourd'hui Cerise a cinq ans. Lui faudra-t-il ce temps pour s'habituer à ne plus répondre à son prénom ?

FAITS ET JUGEMENTS

Huit faux-monnayeurs écroués à Marseille

Les sept faux-monnayeurs arrêtés en flagrant délit d'impression de fausses coupures de 100 francs à l'effigie de Delacroix, vendredi 15 juillet, dans une imprimerie de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), l'imprimerie Publi-Offset, ont été écroués à la prison des Beaumettes, samedi 16 juillet. Il s'agit du propriétaire de l'imprimerie, Michel Roux, quarante-trois ans, de son épouse Christiane, vingt-cinq ans, du commanditaire Guillaume Badalassi, quarante-huit ans, de François Vico, quarante-six ans, Jean-Pierre Gauleret, quarante et un ans, Gérard Da Costa, quarante-trois ans, et Francesco Sire, quarante-neuf ans. Un huitième suspect, arrêté, samedi, dans la matinée, a été également écroué. Tous ont été inculpés de *« contrefaçon de billets de banque, de complicité et d'association de malfaiteurs »*.

Les policiers de la brigade financière du S.P.R.J. de Marseille, en collaboration avec des membres de l'Office central de répression de la fausse monnaie, avaient pris en filature les faux-monnayeurs depuis plusieurs jours et constaté que l'un d'entre eux avait acheté à Marseille des encres de différentes couleurs et du papier de qualité Sibelio, habituellement utilisé par les faussaires.

Au moment de l'intervention policière, les faux-monnayeurs étaient en train de fabriquer des billets. Un lot important de coupures de 100 francs avait déjà été imprimé. Les enquêteurs ont saisi le matériel de fabrication, du papier et des plaques gravées. Aucun billet n'avait été mis en circulation. C'est depuis 1972 la septième imprimerie clandestine découverte par la police dans la région marseillaise.

● *M. Joseph Pinard*, député (P.S.) du Doubs, n'a pas été diffamé par le Syndicat indépendant de la police nationale. Ainsi vient d'en décider la cour de Besançon, confirmant un jugement rendu le 30 mars (*le Monde* du 2 avril 1983). Une polémique avait opposé à l'automne 1982 la majorité et l'opposition à propos de l'importance des services d'ordre chargés d'assurer la protection des ministres en déplacement.

A cette occasion, M. Pinard avait confondu le S.I.P.N. avec un autre syndicat d'extrême droite, la Fédération professionnelle et indépendante de la police.

Géraldine retrouvée morte

Géraldine Piecko, six ans, disparue depuis mercredi 13 juillet du domicile de ses parents à Bobigny (Seine-Saint-Denis), a été retrouvée, morte, dans un fossé de Seine-et-Marne, au bord de la départementale 96, entre Tournan-en-Brie et Châtres.

La fillette jouait avec des camarades au bas de son immeuble quand, mercredi en fin de matinée, ses parents se sont aperçus de son absence et ont alerté la police.

Son corps, dénudé, ne portant aucune trace apparente de blessure, a été découvert par un motocycliste dans la soirée de samedi 16 juillet. D'après les premières constatations, la mort pourrait remonter à jeudi *soir. Une autopsie a été ordonnée* par le parquet de Bobigny pour déterminer les circonstances de ce décès.

L'opposition veut faire réglementer les écoutes téléphoniques

L'opposition veut faire réglementer les écoutes téléphoniques. Une proposition de loi dont M. Gilbert Gantier, député (U.D.F.) de Paris, est le premier signataire, vient d'être déposée à l'Assemblée nationale. Parmi les autres signataires figurent MM. Alain Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine), Hyacinthe Santoni (R.P.R., Bouches-du-Rhône), mais aucun ancien ministre de l'intérieur. Dans l'exposé des motifs, ces députés rappellent que les écoutes téléphoniques qui se pratiquent actuellement ont une base légale et jurisprudentielle discutable. Leur proposition vise à légaliser cette pratique en y ajoutant des garanties. Elle s'inspire pour une large part du rapport rédigé voici un an à la demande de M. Mauroy par M. Robert Schmelck, premier président de la Cour de cassation, et auquel le gouvernement n'a pas pour l'instant donné suite (*le Monde* du 1er octobre 1982 et daté 17-18 avril 1983).

● *L'hôpital Bel-Air de Thionville* (Moselle) a été reconnu par le tribunal de Strasbourg (Bas-Rhin) responsable du décès d'une jeune femme âgée de trente et un ans, mère de quatre enfants, Mme Marie Muller, qui venait de subir une interruption volontaire de grossesse (I.V.G.).

Saisi d'une demande d'indemnité par M. Muller, le tribunal a conclu à une *« faute de service et à une faute médicale lourde »* de la part de l'hôpital et l'a condamné à verser 382 000 francs, à la famille de la victime.

LES SUITES DE L'ATTENTAT D'ORLY

Quarante arméniens interpellés à Paris

(Suite de la première page.)

Cela avait notamment été le cas, à croire certains policiers, lors de la prise d'otages du consulat de Turquie, le 24 septembre 1981, par un commando de quatre hommes. Si Abraham Tomassian, l'auteur récemment condamné, de l'attaque des bureaux de la Turkish Airlines, le 22 janvier dernier n'avait rencontré personne après son débarquement de Beyrouth, un complice arrivé à Paris par un autre vol aurait pu, *selon certaines informations*, assurer la logistique de l'opération avec le concours de quelques Arméniens d'origine proche-orientale résidant en France.

L'interpellation massive déclenchée dans les milieux arméniens va permettre aux policiers de combler leur retard d'informations sur l'évolution de plus en plus incompréhensible de l'ASALA. Les enquêteurs espèrent notamment mettre en lumière l'émergence d'une fraction dure de la mouvance arménienne dans l'hexagone. Une même rivalité opposerait dans les milieux légaux les modérés et les ultras, phénomène déjà constaté à Beyrouth et, surtout, depuis l'évacuation de l'O.L.P. de la capitale libanaise. Parmi les clandestins, des Arméniens d'origine syrienne et irakienne avaient provoqué depuis l'été une escalade de la violence et imposé aux plus politiques du mouvement des actions désespérées dans les pays occidentaux. Les policiers français sont convaincus qu'à Paris également cette fraction dure l'a emporté et qu'un groupe directement terroriste s'était, au fil des mois, reconstitué dans la capitale.

Dans un sac de voyage

Quarante-huit heures après l'attentat de l'aéroport d'Orly-Sud qui a *fait six morts et trente-et-un blessés* dont certains sont dans un état *« critique »* ou *« très critique »*, *les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris continuent à mener leurs investigations.*

Alors que l'aéroport d'orly est actuellement gardé par de nombreux C.R.S. et que l'embarquement à destination de la Turquie est étroitement surveillé, les enquêteurs recherchaient encore, lundi 18 juillet dans la matinée, des indices à l'endroit de l'explosion. Il est à peu près certain que celle-ci a été provoquée par la mise à feu d'une charge de la taillmle d'un transistor reliée à trois bouteilles de gaz et placée dans un sac de voyages de couleur noire auquel on avait accroché un appareil photographique.

Contrairement à ce qu'on a pu affirmer, les policiers ne sont pas convaincus qu'il s'agit de Semtex, un explosif d'origine tchécoslovaque habituellement employé par l'ASALA (armée secrète arménienne de libération de l'Arménie). Il faudra (ttendre l'expertise du laboratoire des explosifs de la préfecture de police pour établir avec certitude la nature de la charge et du système de mise à feu.

Selon certaines informations non confirmées, un terroriste aurait pu se trouver sur les lieux jusqu'au moment de l'explosion qu'il aurait alors commander à distance au moyen d'un émetteur à ondes courtes. En effet, à cause d'un retard qui s'est produit au moment de l'enregistrement des bagages, on peut exclure qu'un système de minuterie ait été raccordé à la bombe pour l'amorceer à une heure précise. Comme les enquêteurs estiment d'autre part que l'engin ne pouvait pas échapper au contrôle des appareils électroniques et qu'il n'était sans doute pas destiné à exploser dans l'avion, la présence d'un terroriste sur les lieux est probable pour mettre à feu l'engin là où le drame a eu lieu devant les comptoirs de la Turkish Airlines.

Depuis quarante-huit heures, les policiers interrogent sans relâche de nombreux témoins afin d'établir un portrait-robot du terroriste. Les personnes décédées ayant toutes été identifiées, il est désormais certain que l'auteur de l'attentat ne fait partie du nombre des victimes comme on l'a d'abord supposé. Il n'y a non plus aucun doute sur l'authenticité de la revendication. L'ASALA a pour habitude de revendiquer ses attentats par un coup de téléphone au bureau de l'agence France-Presse d'Athènes et de la doubler par un message téléphonique à l'A.F.P. de Paris. C'est de cette façon qu'a été revendiqué l'attentat de vendredi.

D'autre part, l'ASALA au cours de ces dernières semaines avait lancé plusieurs avertissements, elle avait notamment incité les touristes à ne pas se rendre en Turquie « cible militaire des commandos suicide ». Samedi, l'ASALA menaçait également de frapper dans les pays qui détiennent en prison des Arméniens. C'est le cas de la France où cinq Arméniens sont actuellement incarcérés.

TRENTE ET UNE VICTIMES SONT ENCORE HOSPITALISÉES

Trente et un blessés restaient hospitalisés, lundi matin, dans divers établissements de Paris et de banlieue après l'attentat perpétré à Orly le 15 juillet et qui a provoqué la mort de six personnes. Les trois morts de nationalité française sont MM. Jean-Claude Blanchard, Benjamin Kirchner et un jeune garçon, François Luc. Figurent également au nombre des tués deux Turcs, MM. Halit Ilmaz et Memis Hossein, ainsi qu'un Américain, M. Gregory Schultz.

Parmi les trente et un blessés, dix-huit sont encore à l'hôpital militaire Percy, à Clamart : l'état de cinq d'entre eux est considéré comme critique ou très critique. Les autres blessés ont été répartis dans divers hôpitaux de la région parisienne : à Créteil, Villeneuve-Saint-Georges, Saint-Antoine, Bicêtre et Cochin. Sur ces trente et un blessés, sept sont de nationalité française, l'un est algérien, un autre est suédois. Les autres blessés sont turcs.

MESURES DE SÉCURITÉ EXCEPTIONNELLES POUR TURKISH AIRLINES

Les opérations de la compagnie turque à Orly-Sud feront désormais l'objet de précautions particulières.

L'enregistrement des passagers n'aura plus lieu au rez-de-chaussée de la partie centrale de l'aérogare, mais en « zone 4 », habituellement réservée aux vols charters, c'est-à-dire dans les sous-sols de l'aile droite du bâtiment, du côté de la tour de contrôle, où les accès se font par un escalier intérieur et un escalier extérieur à l'aérogare.

Ne pourront approcher de la banque d'enregistrement que les personnes pouvant présenter un billet d'avion et une pièce d'identité.

Enfin, la fouille des bagages sera renforcée : elle s'appliquera toujours aux bagages à main, mais aussi aux bagages de soute.

La condamnation des organisations arméniennes

La quasi-totalité des organisations arméniennes en France condamnent l'attentat à l'aéroport d'Orly, revendiqué par l'ASALA (Armée secrète pour la libération de l'Arménie).

Ainsi, l'Organisation pour la réunification et l'indépendance de l'Arménie déclare que : *« Il est inacceptable pour la conscience de l'humanité de nier la réalité d'un problème arménien dans ses dimensions humaines, juridiques et territoriales, nous affirmons néanmoins que l'on ne peut faire avancer la cause arménienne vers sa juste résolution en faisant couler le sang de victimes innocentes »*.

Dans la région marseillaise, où la communauté arménienne, la plus importante de France, compte quelque quatre-vingt mille membres, les réactions ont été très vives.

Le bureau régional de l'Union culturelle française des Arméniens en France (U.C.F.A.F.) *« condamne avec véhémence l'attentat »*, tout comme le fait le comité régional du parti Daschnagsoutioun qui, par l'intermédiaire de son porte-parole, M. Jean Cumédian, déclare que *« seules les actions dirigées contre la représentativité de l'Etat turc peuvent être légitimées... Nous soutenons les attaques contre les ambassadeurs, consuls ou représentants officiels menées par les commandos justiciers... Nous condamnons énergiquement toute forme d'action dirigée contre des innocents et des civils qu'ils soient turcs ou autres »*.

De son côté, le bureau régional de la Jeunesse arménienne de France réaffirme son attachement à une solution finale pacifique.

M. Ara Toranian, responsable du Mouvement national arménien, a expliqué au *Journal du Dimanche* qu'à son avis l'ASALA, acculée à une *« stratégie de désespoir »*, frapperait encore.

Considéré jusqu'à il y a un an comme proche de l'ASALA, le M.N.A. a rompu l'été dernier avec l'Armée secrète, car, justement, il désapprouvait les attentats aveugles qu'elle organise.

M. Toranian a déclaré en substance qu'il était urgent *« d'en finir avec cette stratégie du cynisme et de trouver des solutions politiques au problème arménien »*, les attentats ne pouvant autrement que se reproduire.

● LE PARTI SOCIALISTE *« condamne la violence d'où qu'elle vienne comme possibilité de règlement à quelque problème politique que ce soit »*, a déclaré M. Marcel Debarge, secrétaire national du P.S. *« Il s'associe aux paroles du premier ministre et condamne ce lâche attentat. Il demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour en arrêter les auteurs afin que ceux-ci soient punis. Le parti socialiste s'incline devant les victimes et ne participera pas à la polémique irresponsable voulue par certains. »*

LA POSITION FRANÇAISE SUR LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN

La France regrette le refus du gouvernement turc de reconnaître la réalité du génocide arménien de 1915, mais considère que la Turquie actuelle ne saurait en être tenue pour responsable, a indiqué en substance, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, dans la réponse à une question écrite de M. Alain Mayoud, député U.D.F. du Rhône, publiée le 11 juillet au *Journal officiel*.

« Le refus du gouvernement turc de reconnaître la qualification de génocide aux déportations et aux massacres infligés à la communauté arménienne de l'Empire ottoman, a noté M. Cheysson, *a été à plusieurs reprises regretté (...) par le ministre des relations extérieures et le ministre de l'intérieur. La position du gouvernement turc sur ce point, comme sur l'idée d'éventuelles réparations, a toujours été et demeure intransigeante. »*

« Le ministre des relations extérieures, a ajouté M. Cheysson, *tient toutefois à souligner de nouveau (...) que la Turquie actuelle ne saurait être considérée comme responsable des agissements du gouvernement de l'Empire ottoman contre la communauté arménienne. »*

SOCIÉTÉ

LA SITUATION EN CORSE

Évasions, inculpations, tentative d'attentat

Quatre détenus de la maison d'arrêt Sainte-Claire, à Bastia, ont réussi, samedi 16 juillet dans l'après-midi, une évasion des plus faciles : Daniel et Jacques Casenova, âgés respectivement de trente ans et de vingt-neuf ans, Christian Leandri, âgé de vingt-huit ans et Constant Guegini, âgé de vingt-quatre ans, étaient en possession d'un passe leur permettant d'ouvrir la porte de leur cellule, celle du palier et, enfin, celle d'une lingerie. Au moyen d'une lime, ils ont scié les barreaux d'une fenêtre et ont quitté la prison, à l'heure de la plus forte chaleur, en se laissant glisser le long d'une corde de nylon.

Dans les ruelles du vieux quartier de la citadelle, ils ont profité, pour s'enfuir, de la présence d'une voiture garée à proximité, qu'un fleuriste venait de décorer pour un mariage. C'est dans cet équipage qu'ils ont pu s'éloigner sans être inquiétés.

Cette évasion a fait grand bruit en Corse et notamment parmi les policiers qui avaient prévenu, depuis quinze jours, les autorités pénitentiaires d'un éventuel projet d'évasion. Les enquêteurs de l'affaire Orsoni avaient, en effet, appris d'un inculpé que les amis des détenus s'apprêtaient à les faire libérer. Pour brouiller les pistes, l'opération devait même être revendiquée au nom de l'ex-F.L.N.C. Leandri et les frères Casanova avaient été arrêtés, le 28 mars, après une attaque à main armée, à Calvi, qui s'était achevée par une prise d'otages, dans une villa du bord de mer (*le Monde* du 30 mars 1981).

De son côté, le parquet d'Ajaccio a fait appel de la décision, prise vendredi 15 juillet par le magistrat instructeur, de remettre en liberté les sept responsables de la C.C.N. (Consulte des comités nationalistes), qui avaient été inculpés de « *propagation de fausses nouvelles* » dans l'affaire Orsoni et, pour certains d'entre eux, de « *reconstitution de ligue dissoute* ». Interpellés, mercredi 13 juillet, ils n'ont été retenus que quarante-huit heures (*le Monde* du 17 juillet 1981).

Deux autres personnes ont été écrouées en début de week-end, et une troisième interpellée, dans le cadre de l'enquête sur la disparition, le 17 juin, de Guy Orsoni. Marcel Carlino et sa sœur, Agnès, l'épouse d'Henri Rossi, l'un des deux personnages de Porto-Vecchio actuellement en fuite, ont été inculpés, samedi, de « *complicité de séquestration de personnes* ». Selon les policiers, Carlino pourrait avoir utilisé, sous un nom d'emprunt, la Citroën Visa de couleur rouge que la bande de malfaiteurs avait louée pour suivre les membres de la famille Orsoni.

Les policiers, qui ont interrogé le frère et la sœur, à Lyon où ils s'étaient enfuis, attendent cependant davantage de l'audition de Philippe-Emile Vincenti, un berger, âgé de soixante-trois ans, qui, selon certaines informations, pourrait connaître le mobile de la disparition de Guy Orsoni. Il aurait été, en effet, en relation avec Roger Orsoni, l'oncle de Guy, et aurait fréquenté, à Avignon, où il a été interpellé en fin de semaine, des malfaiteurs rivaux des « caïds » de Porto-Vecchio. Philippe-Emile Vincenti avait purgé jusqu'en 1982 une longue peine de réclusion pour avoir tué, en 1972, avec la complicité de son fils Alain, deux frères de Pila-Canale (Corse-du-Sud), Jacques et José Santoni, qui lui disputaient le cœur d'une vacancière.

Enfin, une charge explosive de 7 kilogrammes a été trouvée et désamorcée, samedi vers 23 heures, dans le garage du parc automobile de la gendarmerie de Bastia. Cette tentative d'attentat n'a pas été revendiquée.

MÉDECINE

LE BILAN D'UNE SEMAINE DE PRÉVENTION SUR L'ALCOOLISME EN BRETAGNE

Boire bien et peu

De notre envoyée spéciale

Brest. – L'alcoolisme est à la fois une pathologie individuelle et un phénomène socioculturel. C'est à partir de cette constatation qu'a été organisée une semaine d'animation sur l'alcoolisme à Rennes du 24 au 29 mai, à laquelle plusieurs milliers de personnes ont participé. Le bilan de cette expérience vient d'être publié.

L'expérience, menée par l'association Alcool, Bretagne, Santé (1) consistait à refuser d'aborder le phénomène de l'alcoolisme du point de vue strictement médical ou « moralisateur ». Durant une semaine, les expositions de photos et de dessins, des débats, des films, des pièces de théâtre se sont succédé (pour illustrer cette approche différente). Par exemple, on a pu retracer au moyen des archives municipales de Rennes l'histoire de l'alcoolisme régional : « *De l'ivresse à l'ivrognerie ou la naissance de l'alcoolisme en Bretagne.* »

Ainsi, plus de sept mille personnes et quarante-huit associations ont participé à ces manifestations qui ont eu lieu dans des écoles, des maisons de jeunes, des auberges de jeunesse, maisons de la culture, centres du troisième âge, locaux municipaux, foyers de jeunes travailleurs.

Cette semaine d'animation avait obtenu le soutien de M. Jacques Lang, ministre de la culture qui écrivait récemment : « *Il s'agit moins d'inspirer à nos concitoyens une sorte de répulsion à l'égard de la boisson alcoolique que de leur apprendre à boire modérément, dans la tradition française, de faire de l'acte de boire éventuellement un acte social et non un acte de solitude.* »

Aussi des dégustations de vin, de cidre, de bière, de jus de fruit et même d'eaux avaient-elles été organisées. « *La prévention n'est pas l'interdiction de boire. Apprendre à consommer modérément des vins et des boissons de bonne qualité, connaître la composition de ce qui est versé dans son verre, sont un élément de prévention* », souligne le docteur Caro, organisateur de cette semaine.

Toutefois cette expérience bretonne qui a permis de sortir la prévention de l'alcoolisme des sentiers battus et de toucher un public nouveau n'a pas fait l'unanimité. Si des dizaines d'associations ont participé à cette semaine, certains mouvements de buveurs guéris ont refusé d'y prendre part, car on y apprenait moins « *à ne plus boire* » qu'à boire « *bien et peu* ». L'association Alcool, Bretagne, Santé, qui a jusqu'à présent bénéficié des aides financières du ministère de la santé, aura-t-elle les moyens de continuer la réflexion collective engagée en Bretagne ? Les organisateurs de la semaine d'animation pour qui « *une pièce de théâtre sur l'alcoolisme vaut dix mille réunions casse-pieds* » l'espèrent.

M.-Ch. ROBERT.

(1) Alcool, Bretagne, Santé, 12, square de Provence, 35000 Rennes. Tél. : (99) 54-15-60.

PSYCHIATRIE DANS L'ESSONNE

Un dispensaire part en fumée

Un dispensaire qui, le 4 juin, part en fumée pour une raison inconnue, des fonctionnaires des services extérieurs qui ne se déplacent pas sur les lieux du sinistre et, enfin, un chef de service qui se rend en Italie, malgré cet incendie, pour étudier la psychiatrie alternative : voilà déjà pour l'équipe du huitième secteur de psychiatrie de l'Essonne quelques raisons d'être troublée. Il en est d'autres : la rigueur n'est pas, sur le terrain, un vain mot, et le financement d'expériences originales comme celle conduite à Corbeil n'est plus sans problèmes. Si les crédits affectés à la psychiatrie dans l'Essonne progressaient encore en 1980 de plus de 28 %, ils augmentaient seulement de 9,72 % l'année dernière.

Les Mozards, ce dispensaire juché sur un terrain vague face à la ZUP de Montconseil, ont leurs titres de gloire. C'est le docteur Bonnafé, un des pères de la sectorisation en psychiatrie, qui en fut le fondateur il y a dix ans. L'équipe de Corbeil, qui fut à la pointe du combat contre les structures asilaires, travailla dès le départ sans lit d'hospitalisation. Les héritiers du docteur Bonnafé obtinrent qu'aucun service de psychiatrie ne soit prévu à leur intention dans le futur hôpital général de Corbeil. Un centre de crise fut créé récemment dans un modeste pavillon pour *une prise en charge rapide* des cas les plus aigus. Les hospitalisations, naturellement, demeurent ; les équipes de l'hôpital psychiatrique d'Étampes, structure de rattachement, grincent des dents quelquefois, mais il n'empêche : les taux d'hospitalisation dans ce secteur ont considérablement chuté.

L'expérience fut menée à bien dans le local aujourd'hui détruit par l'incendie, qui avait été construit en mauvais préfabriqué. Le précaire avait duré. Un premier sinistre avait déjà ravagé partiellement le dispensaire. Les vols s'étaient multipliés. Mais c'est sans succès que l'équipe avait tenté d'acheter une maison plus spacieuse. « *Trop cher* », avait déclaré la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.). « *Pas de psychiatrie de château* », avait estimé le directeur de l'hôpital.

Après l'incendie, l'achat de la maison trouvée par l'équipe elle-même ne peut, aux yeux des *cinquante soignants, être différé : il* y va après tout des soins aux soixante patients qui consultent chaque jour. A cette logique médicale s'oppose la logique administrative de la D.D.A.S.S., qui se hâte lentement pour trouver les financements nécessaires, les indemnités des assurances ne couvrant pas la totalité de l'opération. « *Je ne peux pas,* explique la directrice de la D.D.A.S.S., Mme Elizabeth Aubourg, *donner le feu vert à des dépenses qui mettent les élus devant le fait accompli.* »

La décentralisation, qui diminue considérablement la prise en charge par l'État des dépenses de psychiatrie, auparavant assurée à 87 %, justifie en partie les scrupules des services extérieurs. Une certaine irritation des fonctionnaires face aux psychiatres de Corbeil explique le reste : « *Ils vivent dans leur passé historique et ils ne sont pas les seuls à être novateurs* », affirme la directrice de la D.D.A.S.S.

Si l'équipe de Corbeil négocie aujourd'hui pied à pied, sa mobilisation est restée singulièrement sage : « *On a cru que la gauche roulait pour nous,* explique un infirmier. *On a abandonné toute idée de rapport de force.* » Point d'action d'éclat donc, comme cette occupation des locaux administratifs qui avait marqué, en 1979, le licenciement d'un vacataire. Point davantage de fête de soutien à Corbeil puisque, signe des temps, il s'est trouvé une majorité de cette équipe novatrice pour refuser ce surcroît de travail.

NICOLAS BEAU.

ÉDUCATION

Admissions aux grandes Écoles

(par ordre alphabétique)

● **École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) :**

Mmes et MM. Claire Acard (131e) ; Jean-Luc Allaveña (31e) ; Isabelle Allemand (18e) ; Marie-Christine Allier (215e) ; David Amsélèm (70e) ; Rachel Amsellem (46e) ; Murielle André (122e) ; Fabienne Andriès (154e) ; Claire Arnod (94e) ; Dominique Auffret (59e) ; Anne Barbier (117e) ; Marie-Laure Barut (148e) ; Jean-Pierre Baude (38e) ; Stéphane Baverez (71e) ; Laurence Beauvais (190e) ; Corinne Beauvois (112e) ; Catherine Bègue (168e) ; Sylvie Béguin (50e) ; Sandrine Berteloot (208e) ; Sylvie Berthon (198e) ; Philippe Bertram (146e) ; Pierre Beurton (197e) ; Laurence Bihr (5e) ; Marie-Odile Bisch (159e) ; Dominique Blouet (199e) ; Jacques Bolelli (216e) ; Alexandra Boleslawski (104e) ; Patrice Bonnafoux (162e) ; Éric Bourdin (222e) ; Cécile Bourland (10e) ; Anne-Sophie Boutan ; Patricia Boyer (30e) ; Sophie Bruneau (72e) ; Frédéric Brunet (198e) ; Corinne Buffet (44e) ; Éric Busnel (168e) ; Hélène Canton (138e) ; Florence Cariou (124e) ; Monique Carle (224e) ; Laurent Casseau (217e) ; Catherine Caussade (83e) ; Philippe Cerf (40e) ; Alain Chapot (150e) ; Éric Charbay (35e) ; Claude Chevalier (203e) ; Véronique Chikly (230e) ; Laurence Clément (182e) ; Nicolas Coins (118e) ; Serge Conetti (15e) ; Françoise Communier (19e) ; Christophe Cotten (109e) ; Christophe Czajka (173e) ; Cristophe Darmangeat (128e) ; Bertrand David (84e) ; Pierre David (206e) ; Bertrand Delafargue (68e) ; Laurent Delmas (183e) ; Florence Deloche de Noyelle (152e) ; Laurent Depond (200e) ; Géraldine Deries (99e) ; Isabelle Dingreville (95e) ; Emmanuel Dion (27e) ; Denis-Pierre Disse (179e) ; Marie-Claude Domecq (121e) ; Jérôme Dovillers (192e) ; Caroline Drevon (143e) ; Olivier Drion (80e) ; Frédéric Drouet de la Thibaude (77e) ; Anne Dubief (209e) ; François Dubost (41e) ; Hervé Dubost-Martin (92e) ; Catherine Ducarré (178e) ; Hervé Dugois (16e) ; Sylvie Dumas (69e) ; Anne Dupuy (25e) ; Jean-Marie Dura (160e) ; Olivier Durand (194e) ; Jean-Philippe Durieux (193e) ; Catherine Duvand (72e) ; Isabelle Ehrlich (42e) ; Pierre Elmaleh (107e) ; Cécile Estivalet (60e) ; Érick-Antoine Euvrard (96e) ; Alain Fairise (52e) ; Jean-Éric Ferrary (120e) ; Catherine Flamand (177e) ; Pascale Floquet (203e) ; Jean-François Fournon (43e) ; Carole Fousse (87e) ; Bertrand Frobly (20e) ; Laurent Fuchs (78e) ; Laurent Funel (144e) ; André Gadol (75e) ; Benoît Gambert (86e) ; Laura Gasperoni (100e) ; Didier Genoud (157e) ; Fabrice Genter (164e) ; Sylvie Genton (39e) ; Martine Giffon (213e) ; Dominique Gilormini (22e) ; Hervé Gloaguen (194e) ; Yvan Gril (115e) ; Patrick Guedel (88e) ; Laurence Guenancia (150e) ; Jean-Pierre Guérin (207e) ; Philippe Guettat (26e) ; Valérie Gueulle (186e) ; Pascal Guillot (55e) ; Thierry Hanot (175e) ; Frédéric Hapiak (45e) ; Sophie Hastir (3e) ; Hervé Hatt (53e) ; François-Régis Helou (76e) ; Jean Henaff (61e) ; Emmanuel Henrion (188e) ; Isabelle Herbert (127e) ; Isabelle Heuzé (135e) ; Rebecca Hirschy (137e) ; Michèle Iraldo (125e) ; Hervé Jaillard (21e) ; Sabine Jaubert (49e) ; Sylvie Joachimsmann (4e) ; Laurent Joulin (91e) ; Joëlle Koch (203e) ; Serge Kouydumjian (53e) ; Lène Kristoffersen (23e) ; Marie La Poix de Freminville (89e) ; Vincent Labbé (57e) ; François Laforest (149e) ; Didier Lallemant (171e) ; Jean-Marc Laouchez (106e) ; Michel Larivière (17e) ; Agnès Laurandel (180e) ; Alain Le Berre (24e) ; Marc Le Guern (13e) ; Eric Léger (51e) ; Laurence Legoupil (11e) ; Valérie Liegaut (229e) ; Bénédicte Ligneau (101e) ; Gilles Lunzenfichter (28e) ; Jean-Baptiste Magnen (113e) ; Thierry Magrangeas (80e) ; Guillaume Marchat (103e) ; Serge Marichez (181e) ; Olivier Marque (191e) ; Petr Mavridis (6e) ; Jean-Nicolas Meo (214e) ; Pierre Merviel (57e) ; Jean-Bernard Meurisse (37e) ; François Michaud (47e) ; Thierry Michel (184e) ; Monica Michelin (138e) ; Patrice Mignot (174e) ; Odile Minne (157e) ; Olivier Mombert (85e) ; Sabine Montet (176e) ; Philippe Novat (155e) ; Isabelle Nugues (102e) ; Marie-Cécile Ott (129e) ; Clara Parisot (14e) ; Diane Pascual (119e) ; Frédéric Petitbon (201e) ; Eric Philippot (62e) ; Claude Piana (161e) ; Catherine Pichon (202e) ; Jean-François Pirus (222e) ; Anne de Pomereu d'Aligré (132e) ; Anne Ponsard (140e) ; Jacques Ponty (130e) ; Odile Portafaix (82e) ; Simon Poulenc (147e) ; Dominique Poupot (167e) ; Lise Rabelle (36e) ; Serge Ramin (134e) ; Véronique Raoul (33e) ; Olivier Regipa (220e) ; Philippe Reigne (93e) ; Catherine Rekkouche (2e) ; Pierre Renon (156e) ; Michel Resseguier (166e) ; Véronique Retat (90e) ; Agnès Reymond (196e) ; Diane Reynald (172e) ; Thierry Rigogne (56e) ; Jean-Michel Ritoux (105e) ; Romaine Romanet (216e) ; Sana Ronda (227e) ; Michel Roseau (63e) ; Marie Rottner (170e) ; François Rousseau (212e) ; François Roussel (210e) ; Denis Rousset (8e) ; Vincent Rousset-Rouvière (114e) ; Catherine Roux (141e) ; Jean-Marc de Royere (79e) ; Dominique Ruin (110e) ; Hervé Sahores (65e) ; Isabelle Sapet (226e) ; Christel Sauvonnet (93e) ; Jurgen Scharfenstein (97e) ; Michel Schuller (185e) ; Marc Seiler (64e) ; Gérard Signoret (12e) ; Laurent Sillano (187e) ; Jean-Luc Solal (141e) ; René-Pierre Staraselski (136e) ; Pascal Sultana (228e) ; Albert Szulman (126e) ; Aline Szusterman (110e) ; Jean-François Tapprest (163e) ; Alain Tchibozo (7e) ; Sylvain Tessier (225e) ; Stéphane Thiroloix (66e) ; Clémence Thirouard (29e) ; Jean-Michel Tiberi (116e) ; Valérie Urban (1re) ; Erve Uzan (32e) ; François Valette (9e) ; Pierre van der Elst (165e) ; Gilles Vandenbroeck (152e) ; Michel Vasseur (145e) ; Charles Vellutini (74e) ; Philippe Violet (108e) ; Cécile Di Vittorio (220e) ; Véronique Volle (218e) ; Richard von Plauen (58e) ; Mireille Wagner (34e) ; Denis Wallerich (211e) ; Fabrice Weber (48e) ; Marie-Christine Yvon (123e).

(par ordre de mérite)

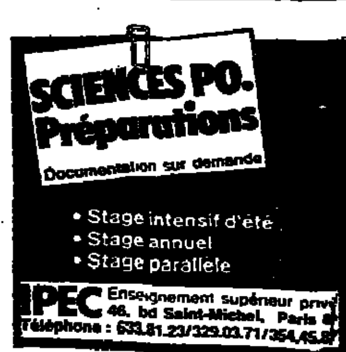
● **Ecole supérieure de jeunes filles, boulevard Jourdan :**

Lettres : Mmes Marianne Berthery ; Pascale Hummel ; Karen Haddad ; Jeanne Verdun ; Hélène Cazes ; Catherine Mayeur (5e ex.) ; Claire Brunet ; Monique Labrune ; Violaine Anger ; Catherine Cusset ; Marie-Hélène Weiss ; Ariane Ferry ; Anna Gibson (à titre étranger, 12e bis) ; Agnès Lafourcade (12e ex.) ; Christine Ferlampin ; Geneviève Gueydan (14e ex.) ; Béatrice Han (14e ex.) ; Catherine Pradeilles ; Anne-Christine Kuri ; Catherine Saliou ; Elisabeth Antoine ; Véronique Millot ; Anne-Sophie Letac ; Lucie Marignac (22e ex.) ; Marie-Claude Treglia ; Marie-Hélène Peyrat (24e ex.) ; Ariadna De Oliveira Gomes ; Marie-Pierre Noël (26e ex.) ; Véronique Gely (26e ex.) ; Véronique Granchet ; Laurence Maille (29e ex.) ; Catherine Costentin (29e ex.) ; Sarah Michels ; Catherine Lmone (32e ex.) ; Marie-Claire Bichard ; Valerie Picard (34e ex.) ; Patricia Torrente ; Lyane Dayde ; Sylvie Meriaux ; Sylvie Humbert (38e ex.) ; Kathy Imhoff (38e ex.) ; Anne-Marie Callet (38e ex.) ; Christine Lebeau (38e ex.) ; Catherine Treilhou ; Frédérique Ildefonse (43e ex.) ; Anne Villaceque ; Marion Martin ; Sylvie Jougan (46e ex.).

Admissions aux agrégations

● **Mécanique :**

Mmes et MM. Christian Anglade (32e) ; Jean-Jacques Baron (35e) ; Serge Berteloot (40e) ; Daniel Buathier (41e) ; Alain Breuil (23e) ; Paul Cantier (31e) ; Pierre Carpentier (33e) ; Pierre Cauvin (39e) ; Philippe Chaussoy (18e) ; Luc Chevalier (17e) ; Jean-Yves Cognard (2e) ; Jean-François Colas (20e) ; Jean-Michel Dance (37e) ; Denis Florent (13e) ; Jacques Frantz (7e) ; Gilles Fuxa (3e) ; Jean-Michel Garel (4e) ; Philippe Georget (43e) ; Philippe Guibert (44e) ; Joël Hamann (22e) ; Josette Henot (21e) ; Robert Jaillot (9e) ; Philippe Kauffmann (16e) ; Patrick Labache (12e) ; Jacques Lamora (24e) ; Patrick Laurens (34e) ; Guislain Leroy (36e) ; Jean Marc Lhivert (8e) ; Claude Lossec (28e) ; Agnès Magne (38e) ; Didier Mailliet (14e) ; Serge Martinez (42e) ; Dominique Mertz (1er) ; Alain Milliet (29e) ; Jean-Jacques Moiroud (19e) ; Guy Prudhomme (6e) ; Jean-François Rigal (27e) ; Joël Roudier (11e) ; Jean-Luc Roux (10e) ; Jean-Paul Sarrazin (5e) ; Michel Thuilliez (26e) ; Thierry Toulon (25e) ; Yves Traquelet (30e) ; Dominique Villet (15e).



CORRESPONDANCE

L'action internationale de certains rhumatologues en faveur de leurs collègues soviétiques « refusnicks »

Après le Xe Congrès européen de rhumatologie, qui vient d'avoir lieu à Moscou, nous avons reçu de quatre professeurs français et belge qui s'y sont rendus le témoignage suivant.

« Fallait-il, se demandent-ils, envisager un boycottage qu'aurait justifié la situation en Afghanistan et en Pologne ? » « Pour notre part, écrivent-ils, nous avons décidé, comme cela avait été fait pour d'autres réunions, d'organiser à Moscou pour les « refusnicks » (1) une séance parallèle du congrès au domicile de l'un d'eux. Cette séance de travail et d'information s'est effectivement tenue le 30 juin, avec I. Irlin, M. Tarshis, I. Uspensky, D. Shraer, M. Freidlin. Tous les cinq ont perdu immédiatement leurs postes universitaires, leur affiliation académique, leurs possibilités de recherche dès qu'ils ont demandé, voici quatre ans, un visa leur permettant de quitter l'U.R.S.S. pour Israël, seule destination officiellement reconnue pour ceux qui demandent un tel visa.

» Depuis, avec des centaines d'autres universitaires, ils végètent sans emploi officiel, et l'on sait ce que cela représente en U.R.S.S. ! Ils sont en butte aux tracasseries bureaucratiques et policières, leur courrier est intercepté, leurs enfants sont écartés de l'Université, leurs collègues et leurs élèves les évitent en public. Les spécialités de ces chercheurs de haut niveau concernent des domaines biologiques très éloignés de tout problème de sécurité, prétexte habituellement invoqué, par exemple pour Sakharov, pour justifier les refus de visa. Il faut que, par milliers, des protestations obtiennent des autorités soviétiques le respect des accords d'Helsinki qu'elles ont signés et la libre sortie d'U.R.S.S. des « refusnicks ». »

Professeurs L. SIMON (Montpellier),
J. MENKES (Paris),
M.-F. KAHN (Paris),
I. CHOCHRAD (Bruxelles).

(1) Les « refusnicks » sont les juifs d'U.R.S.S. désireux d'émigrer en Israël et auxquels les autorités soviétiques refusent le visa de sortie. (N.D.L.R.)

SCIENCES

● *Le premier astronaute britannique* pourrait être envoyé dans l'espace à la fin de 1985 par l'agence spatiale américaine (NASA), a annoncé le ministère de la défense, à Londres, le 14 juillet. Ce premier vol d'un Britannique, payant, pourrait avoir lieu, lors de l'éventuelle mise en orbite du satellite britannique *Skynet 4* par la navette spatiale américaine. – (*Reuter*).

RELIGION

TÉMOIGNAGE

Mgr Guy Riobé : l'audace de vivre autrement

Cinq ans après la mort de Mgr Guy Riobé, dont le corps fut retrouvé le 20 juillet 1978 au large de Port-Camargue (Gard), le Père Louis Rétif, qui préside l'Association des amis du père Riobé (50, rue Pascal, 49000 Angers), évoque la pensée et l'action de cet évêque – il dirigea le diocèse d'Orléans – admiré et controversé.

Guy Riobé s'est affirmé comme un homme d'Église engagé, au nom de l'Évangile, là où l'homme est menacé dans sa liberté et sa dignité : qu'il s'agisse des menaces de la course aux armements, des oppressions ou des inégalités flagrantes au plan social et international, ou face aux interpellations qui se font jour dans l'Église post-conciliaire. Certaines interventions du Père Riobé ont défrayé l'actualité et suscité grand intérêt.

L'ascendant qu'il exerçait, au-delà de tout clivage d'opinion et de croyance, en fit le catalyseur d'un courant de pensée, d'un style d'Église, d'un dialogue élargi aux moins croyants. L'un de ces « *hommes d'aube tournés vers l'avenir* », aux avant-postes d'une nouvelle manière de vivre, d'une nouveauté d'Église. De ceux qu'on consulte encore après leur mort pour discerner, à la lumière de leurs paroles et de leurs gestes d'hier, les prémices de ce qui advient.

Mais le secret de sa vie tient à un compagnonnage constant avec Jésus-Christ. La prière scandait sa vie, comme une grande respiration de l'Esprit en lui. Je l'affirme en témoin privilégié.

Pour ceux que sa voix dérangeait, la cause est entendue : Guy Riobé est désormais d'une autre époque. Est-ce si évident ? Il suffit de quelques événements d'actualité pour reconnaître les connivences et les prémonitions de ce pionnier à l'égard des problèmes de notre temps. A l'heure des pourparlers de Genève, serait-il insensible et muet devant les sursauts pacifistes d'une opinion internationale à la recherche d'un désarmement effectif des « grands » ? Avec quelle satisfaction eût-il particulièrement apprécié le « défi » des évêques américains qui ont pris ouvertement parti contre la course aux armements et le système de dissuasion nucléaire, au nom de leur collégialité et au titre de leurs responsabilités au service du peuple chrétien.

C'est l'honneur de l'Église de France aujourd'hui qu'un évêque, solitaire il est vrai et incompris, ait, le premier, osé parler « haut et clair » au nom de l'Église. L'évêque avait au plus haut point la hantise des droits de l'homme.

Sa sollicitude allait de préférence à tous ceux dont l'Église est loin, au monde de l'incroyance et des jeunes, aux marginaux de tout bord, ceux que la société – ou l'Église – marginalise.

Mais ce qui restera sans doute le trait dominant de cette figure de proue, c'est la liberté évangélique dont il a fait preuve contre vents et marées. A tous, il inspire encore aujourd'hui l'audace de vivre autrement.

LOUIS RÉTIF.

● *Mgr Edouard Gagnon* vient d'être nommé par le pape Jean-Paul II président du conseil pontifical pour la famille, en remplacement de Mgr James Knox, décédé. Le pape a en même temps promu Mgr Gagnon au rang d'archevêque titulaire de Jiustiniana-Prima (Yougoslavie).

FAITS DIVERS

● *Vingt disparus dans un accident d'hélicoptère en Grande-Bretagne.* – Un hélicoptère Sikorski S-61 de la compagnie British Airway Helicopters effectuant la liaison avec les îles Scilly avec vingt-six personnes à son bord s'est abîmé en mer, samedi 16 juillet, au large de la Cornouaille. Vingt occupants de l'appareil étaient encore portés disparus dimanche soir. – (*A.F.P.*).

● *Un soldat tué au cours d'une marche de nuit.* – Un appelé du contingent, Patrice Meyer, a été tué par une automobile dans la nuit du 17 au 18 juillet au cours d'une marche de nuit du 7e Bataillon de chasseurs alpins, à proximité du fort d'Aiton (Savoie). Un autre soldat du contingent, Pascal Pitte, a été fauché par la même automobile et grièvement blessé.



Le Monde

ECONOMIE

Composants électroniques : la guerre des « puces », bataille de géants

Pourquoi les Japonais partent gagnants

FAMEUSE depuis l'entrée en lice des Japonais face aux Américains il y a moins de dix ans, la guerre des mémoires du type RAM (Random Access Memory, ou mémoire à accès aléatoire) entre dans une nouvelle phase, celle du 256 K RAM. Dans cet affrontement de géants insulaires et continentaux, l'arme développée peut à première vue apparaître dérisoire : une pastille de silicium à peine plus grande qu'un ongle. Mais cette « puce » électronique, pour minuscule qu'elle soit, n'en est pas moins dotée de plus de 256 000 *« cellules nerveuses »* capables de mémoriser quatre fois plus d'informations que la mémoire actuellement la plus demandée, la 64 K RAM, qui a fait le succès des Japonais.

Quatre fois plus, cela représente un gain considérable dans l'accélération de *la révolution électronique*, dans la mise au point de nouvelles générations d'ordinateurs surdoués, dans la miniaturisation des équipements industriels et grand public.

Quotidiennement, ces temps-ci, la presse japonaise donne avec des accents triomphalistes un avant-goût du succès national qui ne paraît, à *ses yeux, faire aucun doute*. Nombre de commentateurs et d'industriels américains partagent d'ailleurs amèrement cette impression.

Chez les plus grands fabricants japonais de circuits intégrés, Hitachi, NEC, Fujitsu et Toshiba, on fait déjà circuler des exemplaires de 256 K chez les clients ; on s'affaire *dans les usines et dans les circuits* commerciaux à préparer la production de masse. En face, de l'autre côté du Pacifique, Motorola, Mostek (United Technologies Co), Texas Instruments, Western Electric et I.B.M. en font autant, avec semble-t-il un peu plus de retard et un peu moins de moyens.

Une défaite cuisante

La bataille, pour un marché qui devrait rester limité pendant quelques années du fait de la popularité du 64 K RAM mais qui pourrait atteindre les 2 milliards de dollars vers la fin de la décennie, se limite pour le moment à ces super-grands ou à peu près. Les Etats-Unis et le Japon dominent déjà très largement le monde des semi-conducteurs : les premiers détiennent 65 % des parts du marché mondial, les seconds, avec 30 %, ne cessent de progresser et de rogner la suprématie américaine, dans un marché en expansion. Déjà très concentré, leur dispositif intégré de recherche et développement, d'investissements de production et de marketing ne cesse de se renforcer.

Entre les deux, l'Europe de l'Ouest, avec quelque 3 % du marché, est marginalisée. L'issue de l'affrontement, l'enjeu de la victoire, sont considérables. Non seulement pour la prospérité *des fabricants* ou pour l'avenir des industries du futur, mais aussi pour l'indépendance nationale.

Dans le domaine des mémoires RAM, le succès japonais est sans doute plus impressionnant et plus fondamental que dans d'autres domaines. Il est aussi, du fait de la *nature du produit*, moins ostensible pour le grand public : une « puce » se remarque moins qu'une automobile *« made in Japan »*.

Le tournant, dans ce secteur du semi-conducteur, date de 1973-1975. A cette époque, l'industrie américaine des composants électroniques, souveraine, fut frappée par *la récession consécutive au premier* choc pétrolier et dut fortement ralentir ses dépenses d'investissement.

En 1978, dans un marché revenu en pleine effervescence, elle était incapable de faire seule face à la demande. Les grandes compagnies japonaises qui travaillaient d'arrache-pied sous la houlette de leur ministère de tutelle à combler leur retard, et qui appartiennent pour la plupart à d'énormes conglomérats dont la surface financière et la diversité industrielle permettent d'étaler les crises mieux qu'ailleurs, ont saisi l'aubaine. La demande était là, l'offre nippone s'est engouffrée massivement dans la brèche.

Fin 1979, soit en un temps record, les constructeurs japonais avaient capturé 42 % du marché de ce qui était à l'époque le *nec plus ultra* de la mémoire : la 16 K RAM (plus de 16 000 cellules de mémorisation). Ils montaient en même temps au créneau de l'ordinateur. Deux années plus tard ils récidivaient avec le 64 K RAM. A coups de recherche et développement doublés tous les cinq ans, de production de masse, de qualité des produits, de guerre des prix et d'agressivité commerciale, ils infligeaient une défaite cuisante aux Etat-Unis, *capturant* en moins de deux ans 70 % de leur marché. Dans le même temps, le prix des mémoires tombait de 20 à 5 dollars pièce. Partant des mêmes principes et appliquant la même stratégie, ils pensent être aujourd'hui les mieux placés pour continuer sur leur lancée massive et triomphale avec le 256 K.

Certes, il ne s'agit ici que d'un type particulier de produit dans la panoplie des circuits intégrés. Les Américains ont conservé leur suprématie dans les microprocesseurs, l'autre produit-clé des circuits intégrés, et, dans l'ensemble, la pénétration nippone du marché américain ne dépasse pas 12 %. Mais si les Japonais concentrent l'essentiel de leurs efforts sur ce type de mémoire, c'est qu'elle est la plus populaire, la plus intéressante en volume de production et, finalement, la plus payante.

Comment dans cette nouvelle manche, et au vu des précédentes, ne pas jouer les Japonais gagnants ? Leur capacité d'investissement et, partant, de production laisse rêveur par les temps qui courent. Les neuf grands nippons du semi-conducteur annoncent pour l'exercice budgétaire 1983 (jusqu'en mars 84) des investissements de production équivalant à 1,36 milliard de dollars, contre 1,1 pour les huit plus grands fabricants américains. Cela représente, côté japonais, un accroissement de près de 30 % par rapport à 1982. Dans certains cas on double, on triple même (chez Matsushita) la mise. C'est que les prévisions de vente sont, cette année, plutôt optimistes : plus 20 % pour un marché estimé à 6 milliards de dollars. La concurrence est à couteaux tirés sur *le plan intérieur comme à l'extérieur.*

Le problème pour les Américains semble d'abord être celui des liquidités. Or, dans ce secteur de pointe où l'avantage s'émousse assez vite, il faut rénover les équipements tous les trois ou quatre ans. L'installation d'une unité de production coûtait, *en 1973, de 15 à 20 millions de dollars*. Dix ans plus tard il faut en débourser trois fois plus pour la même unité. Alors que l'argent est plus cher aux Etats-Unis qu'au Japon, que le yen reste faible et que la guerre des prix réduit partout les bénéfices, les Japonais partent décidément gagnants. C'est qu'ils peuvent se permettre de... perdre de l'argent pendant pas mal de temps, ce qui n'est pas le cas de la plupart de leurs concurrents.

Là est bien l'élément capital – c'est le cas de le dire – de leur succès. La position des grands groupes nippons est que, lorsque l'on se trouve au stade de la pénétration du marché, il ne faut pas s'attendre à faire de profits. On fait d'abord des sacrifices dans la promotion et la guerre des prix, pour conquérir les parts de marché qui rapporteront éventuellement de l'or. Stratégie simplissime pour ceux qui ont des reins financiers à toute épreuve et qui peuvent utiliser, au sein d'un même groupe et avec la bénédiction des actionnaires, les gains d'un secteur pour compenser les pertes provisoires d'un autre. Mais cette stratégie fait, évidemment, des victimes des deux côtés.

La loi du plus fort

Face à la mise en pratique, à leurs dépens, d'une loi – celle du plus fort – qu'ils ont longtemps et souverainement imposée, les Américains semblent divisés entre ceux qui, pensant que la bataille est perdue d'avance sur le terrain des RAM, se concentrent sur d'autres types de circuits intégrés, ceux qui font front, et enfin ceux qui cherchent à composer, partant du principe bien connu : *« Si vous ne pouvez pas les battre, faites alliance avec eux. »* De toute façon, la bataille s'engage sur fond de tensions politico-commerciales et de récriminations chaque jour plus vives de la part des Américains. En résumé, leur argumentation (usée à force d'être resservie au fil des défaites industrielles) consiste à dire que les Japonais ne sont pas *« fair play »* ; en d'autres termes, qu'ils « truquent » le jeu en prenant des libertés dirigistes avec la philosophie libérale *« à l'américaine »*.

Le coupable est identifié, c'est la *« politique industrielle »* ou, plus précisément, le choix des priorités et des « cibles » fait en commun par les pouvoirs publics et quelques grands groupes triés sur le volet, et les moyens mis conjointement en œuvre pour les atteindre – généralement de façon massive et en tir groupé. Cependant, à ce jeu qui ne date pas d'hier, les Japonais sont loin d'être les seuls joueurs. Par exemple, la France et le Canada n'en font pas moins, même s'ils ont moins de succès.

De plus, les Japonais prouvent *tous les jours, chiffres en main*, que l'aide publique au secteur privé est globalement inférieure chez eux à ce qui se fait chez leurs partenaires industrialisés, Etats-Unis compris. On peut ergoter longtemps : le fond du problème est ailleurs. Il est moins dans la doctrine que dans l'organisation. Il tient certes à toutes sortes de différences de conception, de gestion et de comportements socio-professionnels ; tout ce qui fait le « modèle japonais » – truffé d'ailleurs d'emprunts occidentaux. Il tient surtout, comme déjà mentionné, au fait que les divisions de l'électronique japonaise, contrairement à leurs concurrents américains, certes puissants mais étroitement *spécialisés, appartiennent* à des empires financiers, industriels et commerciaux tentaculaires. Par exemple, NEC (Nippon Electric Co), l'un des tout premiers, est un poulain de l'écurie Sumitomo. Et ces groupes, lorsqu'ils « montent au créneau », le font massivement ; concurrence effrénée et nature du marché japonais obligent.

En fait, les Japonais battent les Américains à leur propre jeu parce qu'ils sont aujourd'hui mieux armés qu'eux pour produire, sinon pour créer. Et même s'ils font, dans l'immédiat, preuve de quelque retenue pour des raisons toutes politiques, il serait étonnant que la bataille du 256 K RAM ne vienne pas une fois de plus confirmer tôt ou tard cette évidence et ces différences.

ROLAND-PIERRE PARINGAUX.

Un jeu pas tout à fait égal

LA fièvre qui s'était emparée du titre de la Générale des eaux depuis quelques semaines est retombée. Les actionnaires privés qui ont cherché à faire contrepoids à la mainmise de Saint-Gobain détiennent désormais près de 15 % alors que l'entreprise publique disposerait d'au moins 20 %. La bagarre n'en est pas pour autant terminée. Tout dépendra en fait de la destination des 13 % actuellement détenus conjointement par la Compagnie générale d'électricité, le C.C.F. et M. Akkram Ojjeh. Voilà pourquoi milieux industriels et boursiers continuent de suivre attentivement cette tentative *de prise de contrôle.*

Dans une autre conception des nationalisations – où l'on aurait privilégié les notions de secteurs stratégiques et de service public, – il n'aurait pas été choquant que la Compagnie générale des eaux devienne publique. N'eût-il pas été plus logique de voir l'Etat se préoccuper de la distribution de l'eau, voire des pompes funèbres, plutôt que de la fabrication de réfrigérateurs ou de panneaux d'isolation ? La Générale des eaux figura d'ailleurs longtemps au rang des nationalisables avant d'être laissée à son sort privé pour ne pas trop mécontenter les maires, largement maîtres du prix de l'eau.

On ne saurait s'indigner de ce qu'une entreprise publique, Saint-Gobain – éloignée de l'in*formatique par la volonté des* pouvoirs publics, agisse comme une firme privée dans la recherche d'un nouvel axe de diversification : il y a des complémentarités industrielles évidentes entre les deux groupes, même s'il faut se méfier de ne pas créer ainsi un quasi-monopole des conduites d'eau.

Mais force est de constater que le jeu n'est plus tout à fait égal du fait que Saint-Gobain n'est justement plus une entreprise privée. Le parallélisme des *formes n'est pas possible.* Si la firme verrière peut chercher à prendre le contrôle de la Générale des eaux, celle-ci ne peut – comme on l'a vu dans quelques grandes O.P.A. – contre-attaquer en cherchant à s'approprier une partie du capital de son adversaire.

Plus grave, on a le sentiment dans cette affaire qu'il s'est créé une espèce de club « public » qui a facilité le jeu de Saint-Gobain. Et si les actions que détient la Compagnie générale d'électricité ne changent pas de mains, il y a fort *à parier que l'entreprise de* M. Fauroux bénéficiera d'une neutralité bienveillante qui rendra le contrôle de la Générale des eaux possible avec 20 % seulement de son capital. Voilà bien une distorsion de la concurrence entre secteur public et secteur privé.

Naguère, le président de la République avait promis un retour dans le privé des participations industrielles détenues par les banques nationalisées. La bagarre pour la Générale des eaux montre en tout cas qu'une déontologie des relations entre les deux secteurs est nécessaire.

BRUNO DETHOMAS.

Les cours des matières premières : pénible reprise

LA forte reprise des cours des matières premières, essentiellement industrielles, en ce début d'année, avec des hausses de 15 à 30 %, anticipait la reprise *mondiale des économies*. Au seuil de l'été, elle n'a certes pas fait long feu, mais son rythme s'est nettement ralenti. Sans doute a-t-on assisté à des brusques remontées succédant à des effondrements non moins spectaculaires, comme ceux de l'aluminium ou du caoutchouc. Mais dans ces deux cas, les situations étaient particulières et les marchés assez bien tenus par les producteurs. Pour d'autres matières premières, notamment les métaux non ferreux traditionnels (cuivre, zinc, plomb), les progressions ont été beaucoup moins fortes en raison de la stagnation ou même de la régression persistante des consommations.

C'est que la reprise des économies est encore globalement fragile. Aux États-Unis, elle est vigoureuse, mais ailleurs les perspectives sont beaucoup moins riantes, comme vient de l'exprimer l'O.C.D.E. Surtout, l'accumulation des stocks énormes pèse lourdement sur les marchés et risque dans l'immédiat de compromettre le redressement des cours, dont le niveau est pourtant tombé très bas pour le plus grand préjudice de pays *monoproducteurs comme le Zaïre*, la Zambie ou le Chili.

En outre, la persistance de taux d'intérêt élevés décourage d'avance les achats spéculatifs ou d'anticipation trop lourds à porter. Dans ces conditions, pour les métaux industriels, la reprise risque d'être lente et difficile.

La France, grande perdante

Pour les produits agricoles, en revanche, les aléas climatologiques jouent un rôle traditionnellement important comme viennent encore de l'attester les mouvements accusés, auxquels leurs cours ont récemment été soumis. L'excès d'humidité et le temps exécrable du mois de mai ont compromis les récoltes européennes de sucre. Dans le cas du coton, ce n'est pas l'excès d'eau mais la sécheresse qui a affecté la récolte du Texas. Dans celui du cacao, ce sont les feux de brousse qui ont gravement endommagé les plantations africaines. Il ne manquait plus que le gel des caféiers brésiliens ; mais cette année, l'hiver austral s'est montré clément.

Pour tous les produits enfin, les variations des parités de change ont modifié profondément les données. Ainsi, pour ceux cotés en livres sterling sur le marché de Londres, la baisse de la monnaie britannique a entraîné une hausse quasiment équivalente des cotations, tandis que pour les produits cotés en dollars l'ascension de la monnaie américaine a limité les écarts de cours. Ces considérations expliquent que l'indice Reuter, s'appliquant à des produits facturés en livres sterling, ait progressé de 16 % contre 3 % seulement pour l'indice Moody's, dont les composantes relèvent de la zone dollar.

Dans toute cette affaire, une grande perdante, la France, qui a cumulé les inconvénients de la revalorisation intrinsèque des matières premières qu'elle importe, de la hausse du dollar et de la dévaluation du franc de mars dernier. Résultat : le coût des importations françaises de matières premières industrielles exprimé en francs a été majoré de près de 30 % depuis le début de l'année, ce qui ne facilite certes pas la lutte contre l'inflation.

Tombés en 1982 à leur plus bas niveau depuis cinquante ans en valeur réelle, les cours du cuivre se sont revalorisés d'environ 20 %. Outre la reprise économique aux États-*Unis et la perspective d'une* augmentation de 2,8 % de la consommation en 1983, l'agitation dans les mines chiliennes et péruviennes a quelque peu dopé le marché : on estime, par exemple, que les conflits sociaux ont entraîné une perte de production de plus de dix mille tonnes de métal pour le Chili. Sont entrés également en ligne de compte les achats chinois sur le métal rouge (plus de deux cent mille tonnes). Ajoutons enfin que, au seuil de l'été, on enregistrait une amorce de dégonflement sur les stocks du marché de Londres très élevés et cela pour la première fois en neuf mois. Il n'en reste pas moins, que, outre l'existence de ces stocks, de nombreuses unités d'extraction et de raffinage restent encore fermées, ce qui, en théorie, constitue un obstacle à une forte remontée des cours, les unités pouvant être remises en service dès qu'une amélioration du marché se dessine. De toute façon, le cuivre, comme le plomb, ne sont *plus considérés* comme des métaux d'avenir, du fait de leur abondance dans le monde et d'une quasi-stagnation, voire d'une régression, de leurs usages.

Zinc en hausse plomb en baisse

Parmi les autres métaux non ferreux (gris), le zinc a lentement amélioré ses positions grâce à un accroissement des besoins en regard de stocks tombés en dessous de la normale, avec, en perspective, un accord en Europe pour mieux adapter la production à la consommation.

Ce n'est pas le cas du plomb, dont la consommation mondiale a fléchi de 10 % en 1982 et dont le prix, en chute de 50 % depuis 1979, a encore diminué de 10 % depuis le début 1983, sans qu'aucun redressement ne se profile à l'horizon, même pour les batteries d'automobile (50 % de son marché).

Quant à l'étain, les efforts des producteurs pour contrôler le marché, illustrés par le regroupement de la Thaïlande, de la Malaisie, de l'Indonésie au sein d'une association des pays producteurs d'étain (70 % des livraisons), ainsi que les achats du Conseil international de l'étain qui gère un stock régulateur, ont poussé les cours très haut, jusqu'à plus de 9 000 livres sterling la tonne, poussée suivie d'une accalmie.

Près de 60 % de hausse sur l'aluminium depuis le début de l'année ! Certains pourraient voir dans cette progression *spectaculaire* l'amorce d'un « boom ». Il n'en est rien, car le marché de ce métal sort d'une crise sans précédent, par suite de l'écroulement de la demande, avec une chute des cours calculée en dollars de 50 % et des stocks anormalement élevés. Comme ailleurs, la reprise est venue des Etats-Unis, où la capacité de production utilisée tombée à 56 % en janvier dernier et remontée à 60 % en juillet, a cause notamment du fait qu'un grand producteur américain a remis en marche ses cuves d'électrolyse et a porté l'utilisation de son potentiel à près de 90 %. Là encore, d'importants achats chinois ont été enregistrés. Là encore, également, les stocks qui étaient au plus haut depuis deux ans ont diminué d'un million de tonnes.

Mais, en dépit de tous ces signes encourageants, force est de constater que la remontée récente des cours n'a pas encore compensé leur chute antérieure ni l'augmentation des coûts de fabrication, à commencer par le prix de l'énergie électrique employée pour faire fonctionner les cuves d'électrolyse de l'alumine.

Une flambée des cours s'est produite au premier semestre 1983 sur les cours du sucre internationaux qui, à un moment, ont presque doublé par rapport à ceux du début de l'*année, retrouvant leurs niveaux* d'il y a deux ans, avant de reculer un peu.

FRANÇOIS RENARD.

(Lire la suite page 12.)

LES VARIATIONS DES COURS DES MATIÈRES PREMIÈRES DU 1er JANVIER 1983 AU 10 JUILLET 1983 (sur le marché de Londres)

	%
Aluminium	+ 59
Cuivre	+ 19
Etain	+ 17
Zinc	+ 14
Plomb	– 7
Caoutchouc	+ 60
Coton	+ 25
Sucre	+ 54
Cacao	+ 35
Café	– 10
INDICES INTERNATIONAUX	
Moody's	+ 3,3
Reuter	+ 16

SUR LES MARCHÉS DU PROCHE-ORIENT

Un condottiere turc taille des croupières aux firmes occidentales

LA remarquable percée, lors de ces dernières années, des firmes turques spécialisées en travaux publics sur le marché islamique n'est pas passée inaperçue : le montant des contrats enlevés par des entreprises turques a dépassé, début 1983, quelque 16 milliards de dollars ; il a décuplé en cinq ans.

Enka Holding, dont la part sur les chantiers du Croissant fertile a été de 1,4 milliard de dollars en 1982, aura atteint fin 1983 2 milliards de dollars ; c'est un des principaux artisans du « miracle turc » au-delà des frontières nationales. M. Sarik Tara, cinquante-trois ans, le « patron » de l'Enka, visage rond et jovial, front légèrement dégarni, nous reçoit dans son somptueux appartement sur la colline de Bebek, d'où l'on voit le Bosphore dans toute sa splendeur. M. Tara, qui figura au deuxième rang parmi les contribuables turcs pour l'exercice 1982, avec quelque 217 millions de livres turques (7,6 millions de francs français), n'a cependant rien perdu de sa modestie et se souvient de son passé difficile.

Descendant d'une famille turque de la noblesse terrienne de Skoplje (Yougoslavie) établie depuis l'empire ottoman, il se rappelle que son père, avocat de profession, dut rentrer en Turquie durant la deuxième guerre mondiale après avoir été dépossédé de tous les biens familiaux. C'est l'hiver 1942 à Istanbul, et Sarik Tara a douze ans. *« Nous, les quatre enfants, frères et sœurs, nous allions faire pendant de longues années nos devoirs d'école dans l'unique pièce chauffée de la maison »*, nous dit-il.

Etudiant de l'université technique d'Istanbul, le jeune garçon travaille pendant les vacances. Tour à tour interprète pour des touristes, garçon de restaurant et élève-ingénieur employé dans des chantiers perdus en Anatolie, Sarik Tara empochera son diplôme d'ingénieur en 1954 et trouvera facilement un poste de chef de chantier important à Istanbul. Il en a l'expérience, à quoi il ajoute des idées.

Son meilleur ami de l'université, Sadi Gulcelik, devenu entre-temps son beau-frère, et lui-même décident de fonder leur propre entreprise. Enka Construction, créée en 1957, enlève quelques modestes projets comme des petits ponts et des embarcadères. Évidemment cela n'est pas le Pérou mais contribue à donner une solide réputation de « bons finisseurs ». Les principes-clés auxquels les fondateurs demeureront toujours fidèles sont : *« Être prêts à toute concurrence avec une meilleure technologie, et rester dynamiques, optimistes. »*

En 1967, les deux associés pensent qu'il ne faut plus mettre tous leurs œufs dans le même panier. Ils commencent à diversifier leurs activités, surtout pour se mettre à l'abri de commandes variant avec la conjoncture générale. C'est ainsi que leur entreprise, devenue une société anonyme (Enka Construction et Industrie), investit dans une usine de farine, puis se met à fabriquer des tuyaux en plastique. Il y aura aussi une autre usine de production d'acier forgé. Tous ces investissements s'avèrent rentables. Mais les activités de construction ne sont pas pour autant négligées. De gros ouvrages continuent de porter la marque d'Enka.

Les premiers contacts avec les firmes de construction européennes s'établirent en 1970 : associée avec la société allemande Wayss and Freytag, ENKA construit des viaducs et des routes périphériques menant au pont sur le Bosphore (lequel est réalisé par une firme britannique). M. Tara note : *« Ainsi avons-nous pu nous initier aux méthodes de travail et à la haute technologie allemandes. »* Les activités du groupe se multiplient. Il décide, en 1972, de se réorganiser et d'être chapeauté par une société holding. C'est le grand tournant.

« Un job de jeunes »

La récession, qui bat son plein en Europe occidentale, à la suite notamment de la crise pétrolière, sera riche d'enseignements pour les entrepreneurs turcs : *« Nous avons constaté que les firmes européennes opérant en dehors de leur pays ont mieux résisté au marasme »*, indique M. Tara. *« C'est pourquoi nous nous sommes intéressés aussitôt à l'aventure libyenne. »* A ce propos, il a des idées bien précises : *« La balance des paiements doit être améliorée non pas en restreignant les importations mais plutôt en augmentant les exportations. »* Enka devient sous-traitant d'une firme allemande dans la construction d'une usine de ciment. Il s'agit d'une petite affaire de 2 millions de DM. Mais d'autres viendront s'y ajouter, notamment le contrat pour l'édification de la nouvelle ville de Ras-la-Nuf (coût : 350 millions de dollars).

Depuis, Enka a réussi à voler de ses propres ailes. Dans ses chantiers de Libye, d'Irak, d'Arabie Saoudite et de Jordanie, ce sont maintenant des firmes japonaises, allemandes ou anglaises qui travaillent en tant qu'associé ou sous-traitant. Enka se porte même candidat pour la construction d'une centrale thermique en Malaisie.

Le développement d'Enka s'est fait selon une progression géométrique. Les quelque quarante-trois sociétés du groupe sont intégrées. Des sociétés d'ingénierie, de production, de construction et de montage aux sociétés d'exportation et de transport, la gamme est étendue. Enka représente aussi en Turquie des sociétés japonaises de machines de travaux publics.

Le groupe emploie à présent 21 000 personnes dont 9 500 travaillant hors de la Turquie. *« D'ici vingt ans, nos effectifs atteindront 25 000 personnes dont la moitié seront employées à l'étranger »*, déclare M. Tara. Le chiffre d'affaires du groupe pourrait s'élever à 2 milliards, dit-il, pour l'exercice actuel, ce qui représenterait notamment 450 millions de dollars de rentrées de devises et 60 millions de dollars de bénéfices nets.

« Pourquoi sommes-nous plus compétitifs que les firmes occidentales ? » M. Tara répond : *« Ce n'est sûrement pas à cause de la main-d'œuvre turque relativement moins chère. D'abord, il ne faut pas oublier que le coût de la main-d'œuvre ne constitue que 20 % des charges. De plus, les ouvriers turcs sont payés plus cher, par exemple, que les Yéménites, les Pakistanais ou les Soudanais. Nous sommes compétitifs non pas parce que nous sommes musulmans, mais parce que nous savons économiser, en employant des techniques plus avancées, sur le coût de l'ouvrage commandé. »* M. Tara estime que les firmes européennes ont, *« leurs traditions »*. *Pour cette raison*, dit-il, *« elles sont moins enclines à adopter de nouvelles techniques. Nous, les Turcs, sommes vierges en ce domaine. »*

Selon lui, les firmes européennes ont également tendance à ne s'approvisionner que dans leur propre pays. *« Or nous achetons du matériel là où il est le plus avantageux, en Turquie ou ailleurs, peu importe »*, ajoute-t-il, tout en précisant que Enka bénéficie d'un autre « atout » : le dynamisme de ses cadres. *« Tenez ! le P.-D.G. de notre société de marketing n'a que vingt-neuf ans. Or nous exporterons cette année des produits turcs d'une valeur de 300 millions de dollars contre 180 millions en 1982 : exporter c'est un job de jeunes. »*

Le « défi turc » au Proche-Orient, pense M. Tara, découle surtout du fait que aussi bien sur le plan du personnel et du management que sur celui des techniques mises en œuvre, les firmes turques sont très en avance. C'est ainsi qu'Enka peut réaliser sans aucune difficulté une centrale thermique ou une installation de dessalage à côté d'un hôpital, d'une route, d'un aérodrome ou d'une ville-champignon en plein désert. A titre d'exemple, la ville nouvelle de Medina, en Arabie Saoudite (contrat de 400 millions de dollars) édifiée par Enka, qui s'occupe également des moindres détails, y compris des fleurs dans les jardins et du supermarché pour les futurs habitants.

La diversification concerne également les entreprises industrielles d'Enka. Le groupe est capable d'offrir des services de bureaux d'études, d'ingénierie, de projets de construction, de montage, de mise en marche et d'entretien. De même, l'administration de ces réalisations est assurée pendant plusieurs années, tandis que le personnel local bénéficie d'une formation. Grâce à son dynamisme, Enka a pu enlever des contrats d'une valeur de 1,4 milliard de dollars en quelques années.

Le commerce après les yatagans

Les gains ont été, en majeure partie, réinvestis dans les entreprises industrielles du groupe en Turquie, qui assume, entre autres, la construction de la centrale thermique de Yatagan, près de Mugla, où sont montées des turbines polonaises. Enka continue d'autre part de multiplier ses contrats à l'étranger. La holding est représentée à Hambourg, Wiesbaden, Belgrade, Le Caire, Mossoul, Ryad, Qatar, Dubai, Tripoli, Singapour, Tokyo, New-York. Le groupe est sur le point de conclure un accord avec Macy's et Sears pour vendre des textiles turcs aux Américains ; le premier contrat, modeste, représente 250 millions de dollars. *« Pour pouvoir vendre, il faut être présent sur place. Les acheteurs ne viennent que rarement à vos pieds »*, dit M. Tara. *« Nous avons également foi dans l'informatique »*, poursuit-il.

Enka, en effet, est fière de posséder son propre terminal à Ryad, auquel sont reliés tous les chantiers du groupe. Ainsi, les gestionnaires sont en mesure, grâce à l'ordinateur, de mieux évaluer leurs stocks, leur personnel et leurs opérations financières. *« Il faut travailler au niveau optimum : le matériel doit être en temps voulu sur le chantier, ni avant ni après. L'acheminement importe autant que le travail »*, fait-il remarquer.

Dans un des chantiers d'Enka, en Arabie Saoudite, un ouvrier turc a griffonné sur un morceau de béton : *« Tous mes gains sont acquis à la force de mes bras. Mon Dieu aide-moi. »*

M. Tara et son associé, M. Gulcelik, mort dans un accident d'avion en 1980 en Arabie Saoudite, furent les « cerveaux » de cette entreprise. Ils ont prouvé que les Turcs peuvent, s'ils le veulent, conquérir les terres lointaines, non pas à la force des yatagans des janissaires mais grâce au commerce, à l'industrie et aux services.

ARTUN UNSAL.

Matières premières : pénible reprise

(Suite de la page 11.)

A l'origine de cette flambée, on trouve le mauvais temps, essentiellement l'excès d'humidité qui a sévi au printemps 1983 sur l'Europe tant de l'Est que de l'Ouest, ainsi qu'en Asie. Partout, les récoltes ont été inférieures aux prévisions. En Europe, le fonds d'intervention et de régularisation du marché du sucre envisage une baisse de 32 % de la production française et de 22 % de celle de la Communauté économique européenne : les experts prévoient la plus mauvaise récolte de betteraves à sucre depuis plusieurs années pour le continent. Quant à la production mondiale, selon le courtier londonien Gill and Duffus, elle sera pour 1983-1984, inférieure à la consommation.

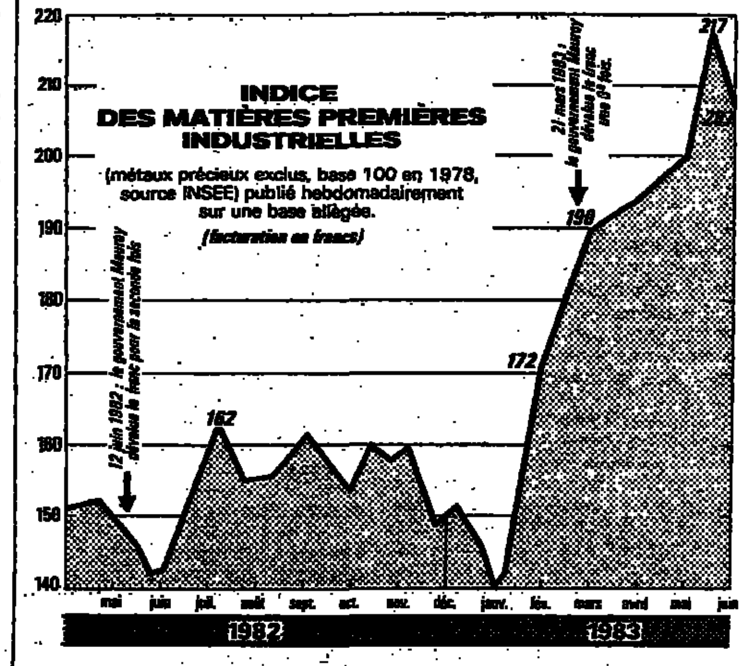
Des rumeurs d'abord, des certitudes ensuite ; la récolte du Ghana, un des grands producteurs mondiaux de fèves de cacao, le premier certaines années, serait compromise par l'extension des feux de brousse affectant également la Côte-d'Ivoire. Celle du Brésil ne s'annonce pas très abondante. Du coup, la spéculation s'est déchaînée, et les cours du cacao ont bondi de près de 40 %, au plus haut depuis quatre ans.

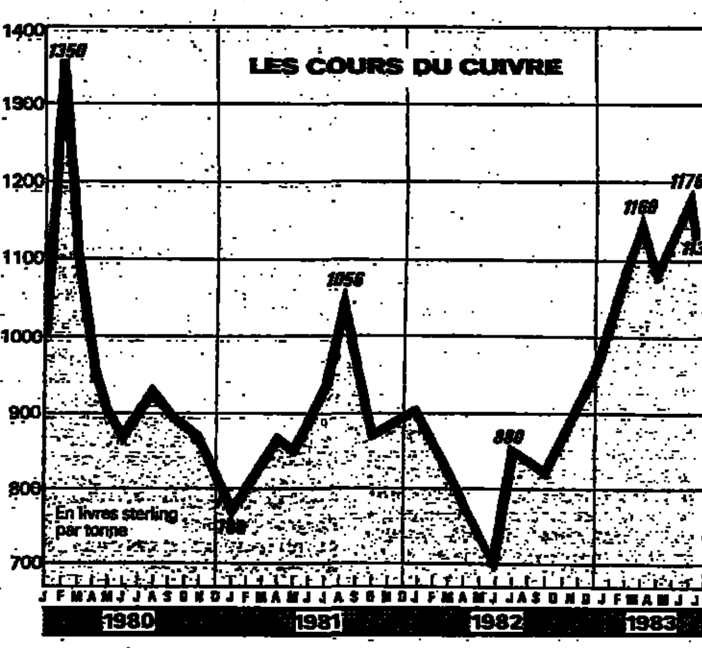
Le café en revanche, se trouve tout à fait surabondant, surtout après l'éloignement des risques de gel des caféiers au Brésil pendant l'hiver austral (juin-juillet).

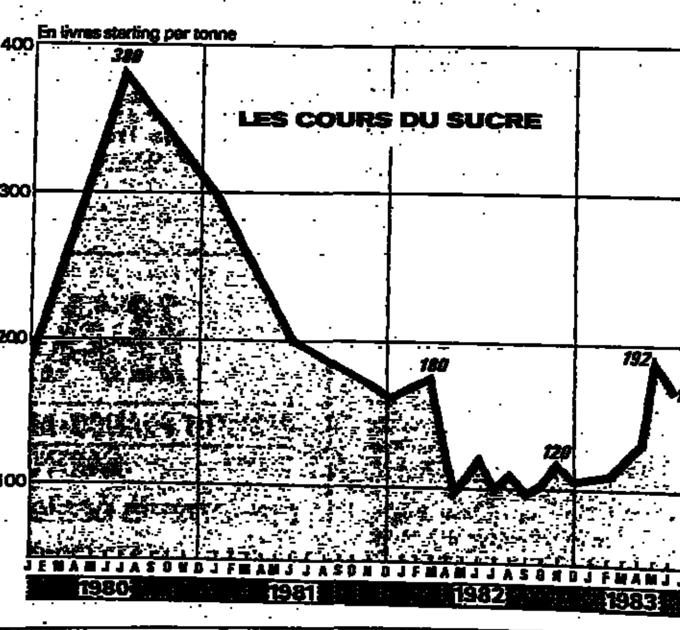
A Liverpool, les cours sont au plus haut depuis vingt-six mois, suivant la hausse enregistrée sur le marché de New-York. La raison : la sécheresse persistante qui sévit au Texas, État gros producteur où près de trois cent mille hectares de plantations pourraient être grillés.

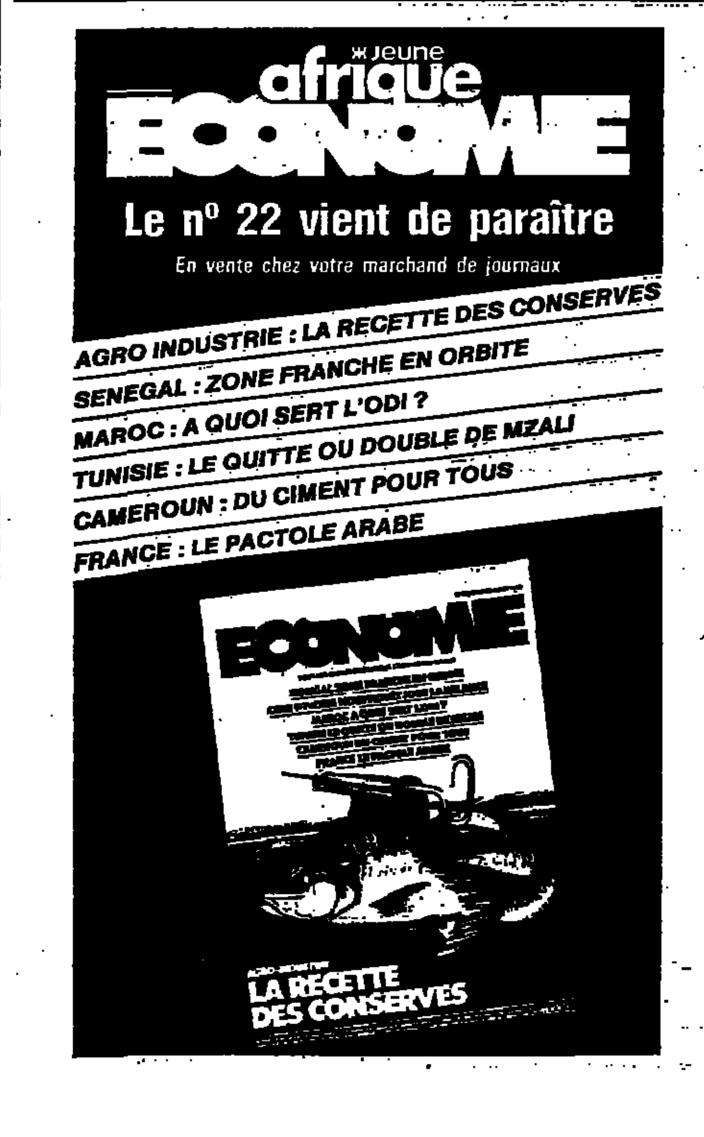
Les cours de la gomme naturelle, en hausse de 20 % au milieu de février dernier, ont finalement bondi de 60 % cinq mois plus tard. Outre la reprise de l'automobile aux Etats-Unis qui stimule la demande de pneumatiques, la perspective de voir l'administration américaine des stocks stratégiques (la G.S.A.) reprendre ses achats a dopé le marché. Ajoutons que, là encore, les achats chinois ont été nourris.

FRANÇOIS RENARD.











Renault-Le Mans : une meilleure expression des salariés est aussi source de gains de productivité

SUR le plan social, l'usine Renault du Mans a toujours eu quelques longueurs d'avance sur les autres usines du groupe. Il fallait bien qu'en matière d'expression des travailleurs Le Mans montre la voie. Et c'est le cas. Du moins M. Alain Verdet, directeur des usines mécaniques du groupe Renault, l'affirme-t-il haut et fort, lui qui fut pendant cinq ans le directeur de l'usine du Mans. *« Les lois Auroux nous ont permis de concrétiser une démarche amorcée depuis longtemps. Mais il est vrai aussi que sans Auroux nous ne serions pas allés aussi loin aussi rapidement »*, reconnaît M. Girault, directeur adjoint de l'usine du Mans.

Sans les graves conflits des années 70 non plus. C'est notamment en tirant les leçons de la fameuse *« grève de l'enthousiasme »* de 1975 que la direction du Mans a décidé de mettre l'accent sur trois aspects sociaux : la formation, l'information et l'organisation. L'information a pris une dimension assez étonnante, non seulement avec une diffusion de deux bulletins hebdomadaires mais surtout avec la projection sur quinze récepteurs dispersés à travers l'usine d'un magazine vidéo dont les sujets sont, de plus en plus, choisis par les ouvriers eux-mêmes. Les efforts en matière de formation (*« préparer les gens à l'écoute et à la réponse »*) et d'organisation du travail (restructuration et enrichissement des tâches) ne pouvaient déboucher que sur la création en 1982 de ces groupes d'expression sanctionnés par l'accord d'entreprise signé en février 1983 et dont la doctrine se résume par la formule : *« plus, mieux, avec »*.

Un accord dont le contenu a rassuré tout le monde. La direction d'abord, qui ne souhaitait guère voir ces groupes devenir un tremplin pour la politisation de la vie de l'entreprise. *« On est loin de cette volonté de soviétisation des entreprises dont certaines sphères patronales accusaient la loi Auroux »*, admet M. Girault. Rassurés aussi les syndicats, qui ont trouvé à travers cet accord, révisable chaque année, un moyen de contrôle et d'intervention qu'ils ne possédaient pas lors de la mise en place du groupe. La C.G.T. y trouve même un autre avantage. Parce que *« les compétences de ces groupes sont limitées, certaines questions commencent à remonter vers nos délégués. C'est bon ! »*, remarque Jean-Pierre Boustouller, secrétaire du syndicat C.G.T. Renault du Mans.

Même ceux qui n'ont pas signé l'accord de février 1983, comme F.O. ou la C.G.C., ne trouvent aucune critique à lui faire... sauf les critiques confédérales. *« Ici, c'est satisfaisant parce qu'on a su mettre des garde-fous. Les lois Auroux ne sont donc pas aussi pernicieuses qu'ailleurs »*, souligne le délégué F.O.

Face aux refrains sur les arguments selon lesquels maîtrise et encadrement seraient les victimes désignées des lois Auroux, les cadres qui pratiquent ces groupes d'expression s'inscrivent en faux. *« Non, je n'ai pas senti comme une perte de pouvoir, mais comme un enrichissement du dialogue »*, tel est le jugement que l'on peut entendre, y compris chez un syndiqué C.G.C. *« Il serait temps que la maîtrise repense son rôle en termes d'animation et non plus en termes de pouvoir »*, peste M. Daniel Guénivet, délégué C.F.D.T., *68, ça remonte quand même à quinze ans...* »

Résultat au Mans : sur les neuf mille salariés de l'usine, on compte aujourd'hui quelque deux cents groupes d'expression, essentiellement des groupes homogènes, nés dans les ateliers, qui rassemblent neuf cent cinquante personnes. Leur crédit de six à neuf heures par mois a été consacré à faire quelque neuf cent cinquante propositions au cours de deux cent soixante réunions recensées. Et quatre cent trente-six ont été retenues, comme celle de cet ouvrier des fonderies proposant d'abandonner l'alcool à brûler habituellement utilisé pour enduire un certain type de pièce et lui préférer un produit à l'eau, moins dangereux, moins onéreux, plus rapide (plus de transport vers le four électrique, etc.). Une petite partie des 15 000 litres et des 40 000 francs économisés annuellement ira au personnel. Ce qui entraîne une polémique entre direction et syndicats. *« Moitié-moitié »*, proposait la C.F.D.T. *« Il ne faut pas parler que des gains mais aussi des dépenses suscitées par certaines propositions retenues »*, souligne M. Pruilh, directeur de l'usine du Mans. *« Il faut tenir compte des gains de productivité »*, rétorquent les syndicats. *« De toute façon l'usine et la marque en bénéficient. Donc nous tous »*, ponctue la direction.

Sans doute, puisque 80 % des propositions recensées portent sur des problèmes techniques, des conditions de travail et d'organisation. Les groupes d'expression à l'usine du Mans ne vont peut-être pas assez loin — mais les réflexes se mettent peu à peu en place, — touchent de plus en plus de personnel... et de problèmes. Ce qui est sûr, même si c'est difficilement quantifiable, c'est que la qualité des relations et du dialogue, là où les groupes se sont mis en place, semble satisfaire tous les partenaires. *« Avant, j'allais au boulot. Avec le contremaître, c'était bonjour-bonsoir. Aujourd'hui on se cause »*, témoigne, ravi, l'ouvrier auteur de la trouvaille sur l'alcool.

Le Mans en avance sur les autres usines du groupe ? M. Daniel Guénivet, le délégué C.F.D.T. affirme voir dans les lois Auroux la copie conforme du modèle Renault du Mans. M. Alain Verdet, le directeur des usines mécaniques, parle de cinq années d'avance, *« mais l'expérience du Mans doit permettre aux autres de faire le même chemin en deux ou trois ans »*.

ALAIN MACHEFER.

Peugeot-Mulhouse : plus personne ne s'oppose à la robotique, malgré les menaces sur l'emploi

La production du centre Peugeot de Mulhouse, créé en 1962, d'où sortent, en ce moment, les nouvelles 205, est fortement automatisée. P.S.A., après Renault, s'est lancé massivement dans la robotique. L'évolution est irréversible, la réduction des emplois inéluctable. Le 21 juillet, le comité d'entreprise des usines automobiles Peugeot-Talbot prendra connaissance du plan de réduction massive des emplois. A Mulhouse, les mutations du processus de production s'accompagnent de plans de formation et de reconversion pour le personnel (14 000 salariés dont 11 400 ouvriers).

« *SIX robots, cinquante-huit points de soudure, 12,6 millions de francs. Quatre robots, quatre-vingt-quatre points de soudure, 2,9 millions de francs. Un calculateur 75 000 F l'heure.* » Le tableau affiché près des machines dans l'immense atelier de tôlerie est, paraît-il, destiné aux visiteurs, mais aussi aux ouvriers. Il faut être conscient de l'investissement coûteux pour mieux en prendre soin. L'ingénieur, un cadre supérieur, qui travaille à l'usine de Mulhouse depuis ses débuts, tisse au fil des allées l'histoire de ces robots, sa propre aventure. Toute l'astuce consiste à concevoir, à dessiner les éléments d'une voiture de façon à introduire le robot *ad hoc* qui les fabriquera.

D'un automatisme à l'autre... la démarche est progressive qui conduit, aujourd'hui, la tôlerie à disposer de quarante robots à souder et de deux à coller. Dans la large travée, des pinces géantes soudent, au rythme du tapis roulant présentant les pièces. Leurs gestes sont d'une surprenante souplesse. Marquant la mesure comme un métronome, résonne le bruit métallique de la pièce qui arrive à destination. Nulle autre rumeur : rares sont les ouvriers en tôlerie. Trois, parfois quatre personnes se tiennent près de l'ordinateur de contrôle, où s'allument des milliers de points lumineux.

Près de certains robots se tient un agent de fabrication (ex-O.S.) : la production, là, n'est pas encore entièrement automatisée. Mais déjà, *« c'est le robot qui commande à l'homme*, dit un de ces O.S., à l'occasion d'une rencontre avec des membres de l'Association des journalistes de l'information sociale (A.J.I.S.), *on n'est plus maître de rien, ne ne peut plus évaluer la charge de travail et la cadence »*. A quelques centaines de mètres de là, voici l'ancienne forge, toujours en fonction. C'est l'antre du feu. Dans l'épaisse fumée et le bruit infernal, s'agitent les *« fondeurs »* luisants de sueur. Quelques mètres encore et c'est l'entrée de la deuxième fonderie aux automatismes hypermodernes. Le contraste est frappant : de l'espace et pas de fumée, plus de machines et moins d'hommes. Toute une évolution...

« L'industrie automobile ne sera plus jamais génératrice d'emplois comme elle le fut de 1945 à 1974. » M. Perrier, directeur du centre de Mulhouse, n'est pas un homme à avoir peur des mots. *« On ne remplacera pas les départs naturels. La diminution des emplois sera de 3 à 5 % par an »* (1), poursuit-il. Cela, en raison de *« l'injection à dose massive d'automatismes »*.

Mulhouse, cœur du *« défi robotique »* de P.S.A., en vit aussi les difficultés. *« Rien n'est prévu pour la formation des O.S. aux automatismes »*, accusent les délégués C.G.T. et C.F.D.T. de l'usine, qui ont donc refusé le plan de formation 1983. *« Les agents de fabrication sont pourtant les premiers touchés par les réductions d'emploi »*, ajoutent-ils.

Mais alors, continuera-t-on à demander l'impossible — à savoir le maintien des effectifs et la garantie pour tous les O.S. d'être formés puis affectés aux automatismes ? La question reste sans réponse. Mais nul ne s'oppose désormais à la robotique.

DANIELLE ROUARD.

(1) A titre de comparaison, les nouvelles technologies devraient entraîner une réduction de 12 % des emplois chez Renault de 1981 à 1990 (*le Monde* du 14 février 1981).

CARNET

Naissances

— M. et Mme Jacques J. CAMUS sont heureux de faire part de la naissance de

Alexandre,

le 12 juillet 1983, chez Didier et Anne-Marie CAMUS.
6, rue de Commaille, 75007 Paris.
« La Crémaillère »,
19 *bis*, boulevard Carnot,
92340 Bourg-la-Reine.

— Gilbert DUBOIS et Sophie, née Caillard, ont la joie d'annoncer à leurs amis l'heureuse naissance de

Louise et Clémence,

le 9 juillet 1983 à Paris.
13, rue Alphonse-Daudet,
75014 Paris.

— Marc ZARKA et Mme, née Liza Boublil, ainsi que Benjamin, sont heureux d'annoncer la naissance de

Sivan,

le 4 juillet 1983.
Jérusalem.

Mariages

— On nous prie d'annoncer le prochain mariage de

Mlle Geneviève BEZIAT,
fille de Mme Serge-Paul Beziat, avec
M. Xavier BASSET,
fils du général et de Mme Jacques Basset.
Montpellier. Paris.

Décès

— Mme Gagneraud, son épouse,
Ses enfants, son neveu et sa nièce, ses petits-enfants, sa belle-mère, ses beaux-enfants,
Ses collaborateurs en activité et en retraite,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de

M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
docteur en pharmacie,
entrepreneur de travaux publics,
président-directeur général
des entreprises Gagneraud Père et Fils,
administrateur-directeur général
de l'entreprise Marc,
chairman of the board
de la Mannkraft Corporation,
président-directeur général
des Rapides Côte-d'Azur,
administrateur-directeur général
des Rapides de Lorraine,
gérant de la société S.D.C.P.T.,
gérant de la société SICAP,
vice-président honoraire
du Syndicat professionnel
et de la Fédération nationale
des travaux publics,
vice-président d'honneur
de la Fédération nationale
des transports routiers.

Les obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité familiale.
Une messe sera célébrée ultérieurement à sa mémoire.
Cet avis tient lieu de faire-part.

— Le conseil d'administration
Et le personnel des entreprises Gagneraud Père et Fils,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur président-directeur général,

M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
vice-président honoraire
du Syndicat professionnel
et de la Fédération nationale
des travaux publics.

— Le conseil d'administration
Et le personnel de l'entreprise Marc,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur administrateur-directeur général,

M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
vice-président honoraire
du Syndicat professionnel
et de la Fédération nationale
des travaux publics.

— Le conseil d'administration
Et le personnel de la société Rapides Côte-d'Azur,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur président-directeur général,

M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
vice-président d'honneur
de la Fédération nationale
des transports routiers.

— Le conseil d'administration
Et le personnel de la société Rapides de Lorraine,
ont la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de leur administrateur-directeur général,

M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance,
vice-président d'honneur
de la Fédération nationale
des transports routiers.

— Le personnel de la société SICAP a la douleur de faire part du décès, survenu le 11 juillet 1983, à l'âge de soixante-huit ans, de son gérant,

M. Francis GAGNERAUD,
grand officier de la Légion d'honneur,
grand officier
de l'ordre national du Mérite,
croix de guerre avec palmes,
médaille de la Résistance,
médaille des internés et déportés
de la Résistance,
médaille du combattant volontaire
de la Résistance.

— Mme Pierre Privat,
Mlle Claude Privat,
M. et Mme Yves Suaudeau
et leurs enfants,
M. et Mme Jean-Michel Richard
et leurs enfants,
M. et Mme Jean Privat et leur fils,
Mme Marcel Didier, née Privat,
et ses enfants,
Mme Jacques Autrand,
Et les familles Baillaud, Ernst,
Parents et alliés,
ont la douleur d'annoncer le décès de

M. Pierre PRIVAT,
libraire-éditeur,

à l'âge de soixante ans, le 17 juillet 1983.
La cérémonie religieuse aura lieu à Toulouse, mercredi 20 juillet, à 13 h 30, en l'église Saint-Jérôme.
Cet avis tient lieu de faire-part.
14, rue des Arts, 31000 Toulouse.

— Mme Claude Réveillaud, née Nast,
ses enfants et petits-enfants,
Mme Pierre et Janine Réveillaud,
M. et Mme Suzanne Kriz,
M. et Mme Yvan Soulié,
Sa famille et ses amis,
ont la douleur de faire part du décès accidentel du

docteur Claude RÉVEILLAUD,
officier de l'ordre
de l'Empire britannique,
médecin de la Croix-Rouge,
médecin de l'ambassade
de Grande-Bretagne,
ancien médecin-chef libéral F.T.P.,

survenu, à Paris, le 11 juillet 1983.
Un culte sera célébré par le pasteur Fath, le jeudi 21 juillet, à 10 h 30, en l'église réformée de l'Oratoire du Louvre, 4, rue de l'Oratoire, 75001 Paris.
57, rue Michel-Ange,
75016 Paris.

— Lucie et Patrick Olivier,
ont la douleur de faire part du décès de leur fille

VANESSA,

survenu le 9 juillet 1983.
Les obsèques ont eu lieu dans l'intimité au cimetière de Montmartre.

Remerciements

— Dans l'impossibilité de répondre à toutes les marques de sympathie et d'amitié qui leur ont été témoignées, l'épouse, les enfants et la famille de

Raymond BARRILLON,

prient ceux qui se sont associés à leur grande douleur par leurs lettres, leurs envois de fleurs et leur présence chaleureuse, de trouver ici l'expression de leur profonde reconnaissance et de leurs remerciements émus.

Anniversaires

— Le 19 juillet 1973 disparaissait

M. Ladislas FISCHER.

Une pensée est demandée à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 10 juillet 1982,
Lucie, Claire GERMAIN,
née Eylert,
nous a été enlevée.
Que ceux qui l'ont connue et aimée lui accordent une pensée en ce premier anniversaire.

— Le 18 juillet 1953,

Bernard RÉVIL

décédait, à Tunis, à l'âge de trente-six ans.

Sa famille rappelle son souvenir à ceux qui l'ont connu et aimé.

— Le 18 juillet 1980 décédait le
poète Gilbert TROLLIET,
écrivain, journaliste,
Son œuvre demeure vivante et appréciée.
Sa veuve, Nicole Trolliet.

PRESSE

Dans une lettre au premier ministre

«Pas de soutien sélectif à la presse» écrit Mme Brigitte Gros

La commission des affaires culturelles du Sénat vient de confier à Mme Brigitte Gros, sénateur (gauche dém.) des Yvelines, maire de Meulan, une mission d'information sur la presse. Celle-ci, déjà rapporteur des crédits de la presse écrite au palais du Luxembourg, est préoccupée par le projet prêté au gouvernement de modifier le régime actuel de l'article 39 *bis* du code général des impôts, qui exempte d'impôts les entreprises de presse pour une partie de leurs bénéfices, à condition de les investir dans les cinq ans dans des travaux de modernisation.

Mme Brigitte Gros, dans une lettre adressée au premier ministre, le 18 juillet, observe à cet égard :

« Quels que soient les effets très positifs que cette disposition a eu sur la modernisation des équipements de presse, elle souffre un inconvénient capital, puisqu'elle conditionne le soutien de l'Etat à la réalisation de bénéfices. C'est dire que la puissance publique n'aide pas sur ce point les entreprises qui sont réellement en difficulté. Vous êtes trop attaché au pluralisme de l'information — indispensable à une démocratie authentique — pour que j'aie besoin d'insister sur la nécessité de subvenir aux besoins légitimes des organes de presse en difficulté.

» Si mes informations sont exactes, il serait question d'étendre la portée de l'article 39 bis *aux entreprises qui ne font pas de bénéfices et qui ne disposent pas de ressources publicitaires.*

» Le principe d'une telle extension ne peut que recevoir l'approbation du Sénat, très vigilant, comme vous le savez, en matière de libertés publiques. Cependant, il ne faudrait pas que la réforme de l'article 39 bis *soit entachée d'un défaut majeur, ce qui serait le cas si le nouveau soutien était sélectif. Il est évident que le choix par l'Etat des entreprises bénéficiaires du nouveau soutien, serait immédiatement suspecté d'arbitraire ou de favoritisme politique, si l'aide devenait sélective.*

» Il est essentiel au débat démocratique — vous le penserez sûrement avec moi — que les critères de choix ne soient pas récusables. L'admission au soutien élargi doit être le même pour tous. Il doit être automatique. »

sports

AUTOMOBILISME

Alain Prost vainqueur à Silverstone où dominent les turbos

Le pilote français d'une voiture française devrait gagner cette année le championnat du monde de formule I : Alain Prost et sa Renault-Elf semblent pour le moins en avoir les meilleures chances après le Grand Prix de Grande-Bretagne disputé samedi 16 juillet sur le cicuit de Silvertone devant plus de cent mille spectateurs.

Après ses victoires aux Grands Prix de France et de Belgique, Prost a franchi la ligne en vainqueur pour la troisième fois cette saison. Une course parfaite. Le pilote de Renault a pris le commandement au vingtième tour et ne l'a plus quitté jusqu'à l'arrivée, hormis le temps d'effectuer un ravitaillement entre les trente-sixième et quarante et unième tours, concédés à Nelson Piquet.

La Ferrari de René Arnoux, qui avait pulvérisé le record du tour lors de la dernière séance d'essais, ne fut pas en mesure d'inquiéter Prost, qui avait réalisé pour sa part les meilleurs « chronos » lors des premiers essais. En course, les pneumatiques Michelin de la Renault s'avérèrent supérieurs à ceux des Ferrari, dont les difficultés d'adhérence s'accrurent au fil des tours.

Ce résultat et les conditions dans lesquelles il a été acquis laissent penser que la fin de saison devrait être favorable au leader du championnat du monde. Les deux grands prix qui devaient avoir lieu aux États-Unis ayant été annulés, il reste au programme six courses dont le profil convient parfaitement aux monoplaces à moteur suralimenté, alors que les « atmosphériques » avaient dominé la première partie du championnat sur les circuits urbains.

« Nous avons eu samedi un aperçu de ce que devrait être le reste de la saison. Pour nous, les prochains mois risquent de devenir pénibles, très pénibles », a déclaré avec amertume le Français Jacques Laffite, dont la Williams s'est retrouvée reléguée à deux tours du vainqueur. Le patron de cette écurie dotera d'ailleurs ses F 1 d'un moteur turbo la saison prochaine : une indiscrétion pendant les séances d'essais a permis de savoir que Frank Williams commencera l'exploitation d'un moteur Honda turbo dans les prochaines semaines.

Reste à savoir si Prost, qui compte désormais 6 points d'avance au classement général, aura plus de chance qu'il y a deux ans, où 7 points lui avaient finalement manqué pour prendre le titre mondial du Finlandais Kéké Rosberg. Les Brabham-B.M.W. et les Ferrari, qui ont fait l'objet de nouveaux développements aérodynamiques, n'ont pas dit leur dernier mot. De surcroît, les Lotus-Renault peuvent bien jouer les trouble-fête. Un mois après l'arrivée dans cette écurie de l'ingénieur français Gérard Ducarouge, qui avait porté le chapeau des déboires d'Alfa-Romeo, la voiture conduite par Nigel Mansell a pris la quatrième place, alors que la « 94 T » apparaissait pour la première fois en course. Toutefois, Prost est optimiste : *« Il ne faut jurer de rien. Il reste six courses. et il peut se passer beaucoup de choses. Cependant, vaincre à Silverstone, où, en 1981, j'avais perdu le titre, me semble un petit signe du destin. 1983 devrait être mon année de réussite. »*

TOUR DE FRANCE CYCLISTE

La chute victorieuse de Michel Laurent

Il y a maintenant six jours que Pascal Simon, blessé, lutte pour défendre son maillot jaune, mais la marge de sécurité dont il disposait à la sortie des Pyrénées diminue progressivement. En difficulté dans la montée du Puy-de-Dôme, pénalisé de dix secondes pour avoir été poussé par ses équipiers, le leader du Tour ne possédait plus que 30 secondes d'avance sur Laurent Fignon dimanche 17 juillet, à l'issue de la seizième étape Issoire-Saint-Étienne, remportée sur le tapis vert par le Français Michel Laurent.

De notre envoyé spécial

Saint-Étienne. – Les commissaires du Tour de France viennent de prendre une décision invraisemblable, probablement unique dans l'histoire du cyclisme, en accordant la victoire à un coureur qui avait franchi la ligne d'arrivée en septième position, à la suite d'une chute.

Certes, Michel Laurent – c'est de lui qu'il s'agit – se trouvait en tête lorsqu'il tomba. Echappé avec le Hollandais Lubberding, qui provoqua cet accident après avoir effectué un dangereux écart au cours du sprint, il donnait en effet l'impression de pouvoir gagner. La sanction infligée au coureur néerlandais responsable d'une irrégularité flagrante paraît justifiée, mais son déclassement aurait dû faire de Jean-Luc Vandenbroucke, initialement deuxième, le véritable vainqueur du jour, un concurrent pénalisé pour ce genre d'infraction étant toujours rétrogradé au profit de son suivant immédiat.

Or, le jury des commissaires s'est inspiré d'un article en vertu duquel un coureur distancé du peloton durant le dernier kilomètre à la suite d'une chute est crédité du même temps que ce peloton. Mais comment pouvait-on accorder la victoire à un coureur qui avait coupé la ligne d'arrivée en septième position. Projeté à terre à 50 mètres de la banderole, Michel Laurent avait été dépassé par cinq adversaires partis en contre-attaque, dont Vandenbroucke. Aurait-il obtenu le gain de l'étape s'il avait été dépassé par tout le peloton ?

Fâcheux précédent : le coureur accidenté au cours du dernier kilomètre pourra désormais se considérer comme un vainqueur moral et se poser en victime s'il n'obtient pas satisfaction. Quels arguments pourra-t-on lui opposer ?

L'offensive espagnole

L'incident de Saint-Étienne est d'autant plus regrettable que Michel Laurent, animateur d'une longue échappée dans les vallonnements du Forez, méritait la victoire plus que quiconque. Détail remarquable : il avait déjà été le meilleur Français la veille sur les pentes du Puy-de-Dôme escaladé contre la montre un exercice impitoyable qui coûta 4 minutes à Pascal Simon, toujours admirable de courage, et qui ruina les espérances de Jean-René Bernaudeau, tandis que le jeune Laurent Fignon confirmait ses qualités de routier complet.

Avec ses 15 kilomètres représentant une élévation de 10 %, le Puy-de-Dôme a également désigné les hommes forts du Tour de France. A son nom sont attachés les exploits de Coppi, de Bahamontès ou de Zoetemelk et le souvenir du fameux duel Anquetil-Poulidor en 1964.

Cette fois, l'escalade du vieux volcan a mis en évidence la renaissance du cyclisme espagnol. Arroyo et Delgado, *suivis de près* par l'amateur colombien Jimenez, se sont octroyé les deux premières places, exprimant du même coup leur condition dans une course qui demeure très ouverte.

Pascal Simon, lui, lutte toujours. Mais on craint qu'il ne soit au bout du rouleau.

JACQUES AUGENDRE.

Le jour de gloire de la D 104

De notre envoyé spécial

D'ordinaire, c'est un lieu de solitudes ondulées. Même en juillet la route départementale 104, trente kilomètres à tout casser entre Husson-en-Forez et Saint-Maurice-en-Gourgois, dans ce sud du département de la Loire qui touche à la Haute-Loire et au Puy-de-Dôme, reste un chemin de paix. Et voilà qu'en ce dimanche 17 juillet c'était le chemin du Tour de France : une première. Bien sûr, on avait beau être du coin, on n'allait pas s'imaginer que tout allait se jouer dans ces petites montées ou ces moyennes descentes sous le nez de quelques hameaux vidés depuis belle lurette par le fameux exode rural de l'après-guerre.

C'est égal ! il convenait d'être là. Dès le matin, dans le vent chaud qui soufflait du sud, on comprit qu'ils seraient là tout ceux qui précisément avaient quitté les maigres cultures pour des bords jugés plus fertiles du côté de Saint-Etienne ou de sa banlieue. Elles sont de toute nature les foules du Tour. Celle-là, sans doute en raison de ses origines rurales, se montra singulièrement respecteuse du pays, de son pays. Pour sûr, c'était la fête. Ce n'était pas une raison pour tout se permettre. On voulait assurément « les voir » sans pour cela se vautrer dans les cultures non encore levées sur ces hauteurs de 800 à 900 mètres ; même pour occuper le pré fauché, on prenait bien soin d'en rechercher le propriétaire pour solliciter la permission d'y planter son parasol.

Le souvenir de Roger Rivière

Au hameau des Veyroux, Pétrus Maisonneuve, parce qu'il possède quelques-uns de ces emplacements privilégiés légèrement dominateurs et dont la vue permet de bien embrasser l'horizon comme il convient pour pareil jour, ne savait plus où donner de la tête. Bon prince, il aidait ceux-ci à franchir les barbelés, indiquait à d'autres le frêne sous lequel ils seraient à l'ombre. Et Louis et Adrienne Difleux, le frère et la sœur, deux anciens restés eux aussi fidèles à leur simple maison, n'en revenaient pas de cette multitude assemblée sur leur route devenue méconnaissable.

Il restait à attendre. Attendre le Tour, c'est, dans un autre genre, un exercice qui vaut bien celui de le suivre. Évidemment, cette année, il n'y avait point ici ce « régional de l'étape » vers lequel battent tous les cœurs. Depuis Roger Rivière, la Loire est sur ce chapitre un peu orpheline. Il faudrait être assurément un patriarche pour songer encore à Benoit Faure, le petit bonhomme des années 30 qui se permettait de lâcher dans les cols des Pélissier ou des Leducq. On l'avait surnommé en son temps « la Souris », ce qui était une façon de le désigner à la fois comme un grimpeur de poche et comme un petit malin. Il fit les beaux jours du Forez cycliste.

En ces temps-là, le peloton n'était point précédé de vendeurs de casquettes et de colporteurs en tout genre. Ceux-là, D 104 ou pas, font leur boulot. Une route est une route. Seule importe la foule qui en occupe les bords. La publicité fait ainsi son office, et là, en plein air, c'est tellement mieux qu'à la télé. Le grand cirque passe ainsi. Les hors-d'œuvre sont servis. C'est le temps maintenant de regarder du côté des Orres. C'est là-bas qu'apparaîtront les premiers. Echappée ? Peloton groupé ? Là, sur place, on n'en sait fichtrement rien. Pas une information sur la température de la course. Au fond, seuls les mordus se rongent les sangs. *Quid*, de Simon qui en moins d'une semaine s'est fait un nom d'éclopé national pour avoir culbuté dans un fossé ? *Qui* de ses suivants : le blond Fignon ou l'Irlandais Kelly, *qui* encore des Colombiens égarés dans ce pays où les bois de pins sont bleus au crépuscule ?

La D 104, dont les ponts et chaussées ont, au fil des ans, fait un ruban beige et soyeux, frémit d'un bout à l'autre. Deux hommes en tête nez dans le guidon. On ne sait pas encore qu'à Saint-Etienne le plus grand en jaune, rouge et noir, ce Hollandais, va faire à l'autre, le Français bien de chez nous, un numéro de western à sa façon. On les applaudit donc d'égale manière.

Derrière les autres, tous les autres ou presque. Simon ? Oui il en est : *« Vous l'avez bien vu, c'est celui qui est en jaune ! »*.

Eh bien, non. Tout le monde ne l'a pas vu. Etait-on d'ailleurs venu pour cela ? On attend encore parce que le Tour ne saurait être passé tant que n'est pas passée sa fameuse voiture-balai.

15 h 45, tout est dit, tout est fini. Ces gens qui ont mis cinq heures à s'installer lèvent le camp en un quart d'heure. La D 104 redevenue elle-même encadre ses bois de pins qu'en novembre une tempête a massacrés et dans lesquels continuent encore de besogner les bûcherons.

J.-M. THEOLLEYRE.

FOOTBALL

Pas de « pro » aux Jeux de Los Angeles

Après plusieurs mois de tractations, le Comité international olympique (C.I.O.) a obtenu que la Fédération internationale de football (FIFA) renonce à qualifier des joueurs professionnels pour la phase finale des Jeux de Los Angeles en 1984.

Estimant que la distinction entre amateurs et professionnels était artificielle, notamment lorsqu'on mettait en présence des équipes des pays de l'Est et de l'Ouest, la FIFA avait estimé que les athlètes n'ayant pas participé à une Coupe du monde pouvaient être « éligibles » aux Jeux olympiques. L'opposition des pays de l'Est a amené le C.I.O. à demander à la FIFA de faire marche arrière, du moins pour les Jeux de 1984. Ainsi, les joueurs composant les seize équipes qui s'affronteront du 24 juillet au 11 août 1984 à Los Angeles non seulement ne pourront avoir participé aux compétitions préliminaires et finales d'une Coupe du monde, mais encore ne pourront avoir tiré des revenus de la pratique du football.

Décision apparemment discutable puisque, pour ce qui concerne les équipes des pays occidentaux, les formations qui ont disputé les qualifications ne pourront pas s'aligner dans le tournoi final. Toutefois, le C.I.O. n'a pas définitivement écarté cette solution qui reviendrait à mettre sur pied d'égalité les faux amateurs de l'Est et les vrais « pros » de l'Ouest. Des négociations en cours devraient permettre aux Fédérations sportives internationales de définir elle-même les critères de participation aux Jeux olympiques.

Les résultats

Athlétisme

RECORD DE FRANCE DU JAVELOT FÉMININ

Nadine Schoellkopf, d'Obernai, a amélioré, pour la cinquième fois consécutive, le record de France féminin du lancer du javelot en réalisant un jet de 57,74 m (+ 0,28 m) le 16 juillet à Saint-Ouen-l'Aumône (Val-d'Oise) lors de la rencontre France-Belgique espoirs.

CHAMPIONNATS DE FRANCE DES ÉPREUVES COMBINÉES

Détentrice du record national de l'heptathlon (5 911 pts), Florence Picaut a dépassé pour la première fois la barre des 6 000 pts à l'occasion des championnats de France des épreuves combinées, les 16 et 17 juillet à Lons-le-Saunier. Toutefois sa performance (6 102 pts) ne pourra être homologuée en raison d'un défaut du chronométrage électrique au 100 mètres haies. Chez les hommes, le titre du décathlon est revenu au Bordelais Claverie avec 7 744 pts.

Automobilisme

GRAND PRIX DE GRANDE-BRETAGNE

1. Prost (Fr./Renault-Elf), les 316,14 km en 1 h 24 min. 39 sec. 780 ; 2. Piquet (Bré./Brabham-B.M.W.), à 19 sec. 161 ; 3. Tambay (Fr./Ferrari), à 26 sec. 246 ; 4. Mansell (G.-B./Lotus-Renault), à 38 sec. 952 ; 5. Arnoux (Fr./Ferrari), à 58 sec. 874, etc.

● Classement du championnat du monde

1. Prost (Fr.), 39 pts ; 2. Piquet (Bré.), 33 pts ; 3. Tambay (Fr.), 31 pts ; 4. Rosberg (Fin.), 25 pts ; 5. Arnoux (Fr.), 19 pts ; 6. Watson (Irl.), 16 pts ; 7. Cheever (E.-U.), 14 pts ; 8. Lauda (Aut.), 11 pts ; 9. Laffite (Fr.), 10 pts

Tennis

COUPE DE GALÉA

L'équipe de France des moins de vingt et un an, composée de Courteau, Forget, Février et Piacentile, s'est qualifiée à Royan pour la phase finale de la Coupe de Galéa qui aura lieu à Vichy du 19 au 24 juillet avec les équipes d'Espagne, de Tchécoslovaquie et de Yougoslavie. Les Français ont notamment battu (4-1) pour se qualifier l'équipe d'Australie, tenante du trophée.

GOLF

A l'Américain Watson Le British Open de Birkdaele

Troisième levée du grand chelem golfique après le Masters et l'Open des États-Unis, le British Open, dont la cent douzième édition s'est disputée au Royal Birkdaele de Southport (nord-ouest de l'Angleterre), est un événement sportif d'une portée considérable outre-Manche. Quelque 160 000 personnes ont suivi du 14 au 17 juillet les évolutions des meilleurs joueurs du monde quatre-vingt-quatorze, auxquels s'étaient adjoints les soixante survivants de qualifications disputées par plus de mille candidats.

Ceux qui ont triomphé sur ces landes qui virent les bergers inventer le jeu royal sont l'objet d'une vénération particulière. Vainqueur en 1961, le Sud-Africain Arnold Palmer est repassé pendant cet open devant une plaque de grès scellée aux abords du 16e trou où il avait frappé il y a vingt-deux ans un coup d'une audace et d'une puissance stupéfiantes qui avait assuré son triomphe. C'est dire que l'ardeur de la compétition et la qualité du spectacle sont toujours exceptionnelles.

On l'a vérifié cette année encore. L'Open débuta par un coup rarissime : au 17e trou – un par cinq de 480 mètres, l'Américain Bill Rogers réussit un « albatros », c'est-à-dire trois coups en dessous du par, mettant la petite balle dans le trou après un drive et un long fer. Cela permit à Rogers de ramener une carte de 67 remarquable sur ce par 71, mais insuffisante néanmoins pour devancer son compatriote Graig Stadler, qui établit un nouveau record du parcours avec 64 coups.

Le deuxième jour, une furieuse course-poursuite s'engagea entre Stadler et ses compatriotes Trevino, vainqueur en 1971, et Watson, quatre fois vainqueur en Grande-Bretagne, qui tournèrent respectivement en 66 et 68 tandis que le Britannique Faldo, récent vainqueur de l'Open de France, faisait vibrer d'espoir ses compatriotes en signant une deuxième carte de 68 qui le mettait en quatrième position à 2 coups. Les choses allaient plus mal en revanche pour l'Espagnol Ballesteros, vainqueur du dernier Masters, qui doublait une carte de 71, et pour l'Américain Nicklaus, qui, avec 143 coups, évitait de peu le couperet éliminatoire des 146.

Le week-end vit Watson – étrangement considéré comme un perdant dans son pays natal – prendre l'Open à bras-le-corps tandis que ses rivaux commencèrent à manifester une humeur plus fantasque. Il était au commandement au soir du troisième tour, avec une carte de 70 – et ne lâcha pas, dimanche, en dépit du vent et de March, qui signa à son tour une carte record à 64.

A neuf sous le par, l'Américain de trente-trois ans entrait avec ce premier succès sur les *fairways* anglais, les précédents succès ayant été acquis en Ecosse, dans le club des quintuples vainqueurs du British Open, salué aussitôt, comme il se devait, par l'Australien Peter Thompson, dernier joueur vivant à avoir réalisé cette performance. Il totalisa un coup de moins qu'Irvin et Bean (276) qui étaient depuis la veille sur ses talons, grâce à un birdie exceptionnel au 11e trou avec un fer 4, avantage qu'il préserva ensuite joliment sur le dernier trou avec un fer 2 : *« Le plus beau coup de ma carrière »*, dit Watson.

Cette journée infernale, qui consomma l'effritement de Stadler (12e) et de Faldo (8e), vit en revanche le vieux Mexicain Trevino (5e) et le jeune Espagnol Ballesteros (6e) revenir à grands coups de drive sur le champion pour composer finalement un des palmarès les plus prestigieux de l'histoire de l'Open. Bref, Watson avait bien gagné les 460 000 francs attribués au vainqueur et bien confirmé son rang de meilleur joueur mondial actuel, qui devrait lui valoir quelque 7,5 millions de francs de retombées financières au cours de l'année.

Le Monde

société

Ne m'appelez plus Cerise

Pauvres parents qui viennent de perdre la guérilla judiciaire qui les opposait depuis cinq ans à la justice ! Leur fille Cerise n'a pas le droit de s'appeler Cerise. Ainsi en a décidé la cour d'appel de Bourges, donnant raison à l'officier d'état civil qui, à la naissance de la fillette, s'était offusqué de l'attribution d'un tel prénom.

C'est vrai : une loi du 11 germinal an XI, toujours en vigueur, n'admet en principe pour seuls prénoms que les *« noms en usage dans les différents calendriers et ceux des personnages connus dans l'histoire ancienne »*. Amandine peut se recommander de saint Amand et Clémentine de saint Clément, mais Cerise ? On ne connaît pas hélas de sainte Cerise. La jurisprudence a, depuis l'époque lointaine de la Révolution, précisé les contours de la loi, en exigeant que le prénom ne soit pas *« ridicule »* et donc contraire *« à l'intérêt de l'enfant »*. Cerise ne répondait pas à cette légitime préoccupation.

Comment fixer une frontière entre ce qui est ridicule et ce qui ne l'est pas, alors que chacun peut se prénommer Isidor ou Fulbert avec la bénédiction des officiers de l'état civil ? On a même répertorié un saint Golinduche et un saint Zingue.

La jurisprudence paraît pour le moins flottante. Un prénom comme celui de Bergamote, considéré comme non *« ridicule »*, a été autorisé par une décision du tribunal de Paris rendue en 1975. De la bergamote à la cerise il n'y avait qu'un pas, que la cour de Bourges n'a pas voulu franchir.

Aujourd'hui Cerise a cinq ans. Lui faudra-t-il ce temps pour s'habituer à ne plus répondre à son prénom ?

FAITS ET JUGEMENTS

Huit faux-monnayeurs écroués à Marseille

Les sept faux-monnayeurs arrêtés en flagrant délit d'impression de fausses coupures de 100 francs à l'effigie de Delacroix, vendredi 15 juillet, dans une imprimerie de Salon-de-Provence (Bouches-du-Rhône), l'imprimerie Publi-Offset, ont été écroués à la prison des Beaumettes, samedi 16 juillet. Il s'agit du propriétaire de l'imprimerie, Michel Roux, quarante-trois ans, de son épouse Christiane, vingt-cinq ans, du commanditaire Guillaume Badalassi, quarante-huit ans, de François Vico, quarante-six ans, Jean-Pierre Gauleret, quarante et un ans, Gérard Da Costa, quarante-trois ans, et Francesco Sire, quarante-neuf ans. Un huitième suspect, arrêté, samedi, dans la matinée, a été également écroué. Tous ont été inculpés de *« contrefaçon de billets de banque, de complicité et d'association de malfaiteurs »*.

Les policiers de la brigade financière du S.P.R.J. de Marseille, en collaboration avec des membres de l'Office central de répression de la fausse monnaie, avaient pris en filature les faux-monnayeurs depuis plusieurs jours et constaté que l'un d'entre eux avait acheté à Marseille des encres de différentes couleurs et du papier de qualité Sibelio, habituellement utilisé par les faussaires.

Au moment de l'intervention policière, les faux-monnayeurs étaient en train de fabriquer des billets. Un lot important de coupures de 100 francs avait déjà été imprimé. Les enquêteurs ont saisi le matériel de fabrication, du papier et des plaques gravées. Aucun billet n'avait été mis en circulation. C'est depuis 1972 la septième imprimerie clandestine découverte par la police dans la région marseillaise.

• *M. Joseph Pinard*, député (P.S.) du Doubs, n'a pas été diffamé par le Syndicat indépendant de la police nationale. Ainsi vient d'en décider la cour de Besançon, confirmant un jugement rendu le 30 mars (*le Monde* du 2 avril 1983). Une polémique avait opposé à l'automne 1982 la majorité et l'opposition à propos de l'importance des services d'ordre chargés d'assurer la protection des ministres en déplacement.

A cette occasion, M. Pinard avait confondu le S.I.P.N. avec un autre syndicat d'extrême droite, la Fédération professionnelle et indépendante de la police.

Géraldine retrouvée morte

Géraldine Piecko, six ans, disparue depuis mercredi 13 juillet du domicile de ses parents à Bobigny (Seine-Saint-Denis), a été retrouvée, morte, dans un fossé de Seine-et-Marne, au bord de la départementale 96, entre Tournan-en-Brie et Châtres.

La fillette jouait avec des camarades au bas de son immeuble quand, mercredi en fin de matinée, ses parents se sont aperçus de son absence et ont alerté la police.

Son corps, dénudé, ne portant aucune trace apparente de blessure, a été découvert par un motocycliste dans la soirée de samedi 16 juillet. D'après les premières constatations, la mort pourrait remonter à jeudi soir. Une autopsie a été ordonnée par le parquet de Bobigny pour déterminer les circonstances de ce décès.

L'opposition veut faire réglementer les écoutes téléphoniques

L'opposition veut faire réglementer les écoutes téléphoniques. Une proposition de loi dont M. Gilbert Gantier, député (U.D.F.) de Paris, est le premier signataire, vient d'être déposée à l'Assemblée nationale. Parmi les autres signataires figurent MM. Alain Madelin (U.D.F., Ille-et-Vilaine); Hyacinthe Santoni (R.P.R., Bouches-du-Rhône), mais aucun ancien ministre de l'intérieur. Dans l'exposé des motifs, ces députés rappellent que les écoutes téléphoniques qui se pratiquent actuellement ont une base légale et jurisprudentielle discutable. Leur proposition vise à légaliser cette pratique, en y ajoutant des garanties. Elle s'inspire pour une large part du rapport rédigé voici un an à la demande de M. Mauroy par M. Robert Schmelck, premier président de la Cour de cassation, et auquel le gouvernement n'a pas pour l'instant donné suite (*le Monde* du 1er octobre 1982 et daté 17-18 avril 1983).

• *L'hôpital Bel-Air de Thionville* (Moselle) a été reconnu par le tribunal de Strasbourg (Bas-Rhin) responsable du décès d'une jeune femme âgée de trente et un ans, mère de quatre enfants, Mme Marie Muller, qui venait de subir une interruption volontaire de grossesse (I.V.G.).

Saisi d'une demande d'indemnité par M. Muller, le tribunal a conclu à une *« faute de service et à une faute médicale lourde »* de la part de l'hôpital et l'a condamné à verser 382 000 francs, à la famille de la victime.

LES SUITES DE L'ATTENTAT D'ORLY

Quarante arméniens interpellés à Paris

(Suite de la première page.)

Cela avait notamment été le cas, à croire certains policiers, lors de la prise d'otages du consulat de Turquie, le 24 septembre 1981, par un commando de quatre hommes. Si Abraham Tomassian, l'auteur récemment condamné, de l'attaque des bureaux de la Turkish Airlines, le 22 janvier dernier n'avait rencontré personne après son débarquement de Beyrouth, un complice arrivé à Paris par un autre vol aurait pu, selon certaines informations, assurer la logistique de l'opération avec le concours de quelques Arméniens d'origine proche-orientale résidant en France.

L'interpellation massive déclenchée dans les milieux arméniens va permettre aux policiers de combler leur retard d'informations sur l'évolution de plus en plus incompréhensible de l'ASALA. Les enquêteurs espèrent notamment mettre en lumière l'émergence d'une fraction dure de la mouvance arménienne dans l'hexagone. Une même rivalité opposerait dans les milieux légaux les modérés et les ultras, phénomène déjà constaté à Beyrouth et, surtout, depuis l'évacuation de l'O.L.P. de la capitale libanaise. Parmi les clandestins, des Arméniens d'origine syrienne et irakienne avaient provoqué depuis l'été une escalade de la violence et imposé aux plus politiques du mouvement des actions désespérées dans les pays occidentaux. Les policiers français sont convaincus qu'à Paris également cette fraction dure l'a emporté et qu'un groupe directement terroriste s'était, au fil des mois, reconstitué dans la capitale.

Dans un sac de voyage

Quarante-huit heures après l'attentat de l'aéroport d'Orly-Sud qui a fait six morts et trente-et-un blessés dont certains sont dans un état *« critique »* ou *« très critique »*, *les policiers de la brigade criminelle de la préfecture de police de Paris continuent à mener leurs investigations.*

Alors que l'aéroport d'orly est actuellement gardé par de nombreux C.R.S. et que l'embarquement à destination de la Turquie est étroitement surveillé, les enquêteurs recherchaient encore, lundi 18 juillet dans la matinée, des indices à l'endroit de l'explosion. Il est à peu près certain que celle-ci a été provoquée par la mise à feu d'une charge de la taillmle d'un transistor reliée à trois bouteilles de gaz et placée dans un sac de voyages de couleur noire auquel on avait accroché un appareil photographique.

Contrairement à ce qu'on a pu affirmer, les policiers ne sont pas convaincus qu'il s'agit de Semtex, un explosif d'origine tchécoslovaque habituellement employé par l'ASALA (armée secrète arménienne de libération de l'Arménie). Il faudra [ttendre l'expertise du laboratoire des explosifs de la préfecture de police pour établir avec certitude la nature de la charge et du système de mise à feu.

Selon certaines informations non confirmées, un terroriste aurait pu se trouver sur les lieux jusqu'au moment de l'explosion qu'il aurait alors commander à distance au moyen d'un émetteur à ondes courtes. En effet, à cause d'un retard qui s'est produit au moment de l'enregistrement des bagages, on peut exclure qu'un système de minuterie ait été raccordé à la bombe pour l'amorceer à une heure précise. Comme les enquêteurs estiment d'autre part que l'engin ne pouvait pas échapper au contrôle des appareils électroniques et qu'il n'était sans doute pas destiné à exploser dans l'avion, la présence d'un terroriste sur les lieux est probable pour mettre à feu l'engin là où le drame a eu lieu devant les comptoirs de la Turkish Airlines.

Depuis quarante-huit heures, les policiers interrogent sans relâche de nombreux témoins afin d'établir un portrait-robot du terroriste. Les personnes décédées ayant toutes été identifiées, il est désormais certain que l'auteur de l'attentat ne fait partie du nombre des victimes comme on l'a d'abord supposé. Il n'y a non plus aucun doute sur l'authenticité de la revendication. L'ASALA a pour habitude de revendiquer ses attentats par un coup de téléphone au bureau de l'agence France-Presse d'Athènes et de la doubler par un message téléphonique à l'A.F.P. de Paris. C'est de cette façon qu'a été revendiqué l'attentat de vendredi.

D'autre part, l'ASALA au cours de ces dernières semaines avait lancé plusieurs avertissements, elle avait notamment incité les touristes à ne pas se rendre en Turquie « cible militaire des commandos suicide ». Samedi, l'ASALA menaçait également de frapper dans les pays qui détiennent en prison des Arméniens. C'est le cas de la France où cinq Arméniens sont actuellement incarcérés.

MESURES DE SÉCURITÉ EXCEPTIONNELLES POUR TURKISH AIRLINES

Les opérations de la compagnie turque à Orly-Sud feront désormais l'objet de précautions particulières.

L'enregistrement des passagers n'aura plus lieu au rez-de-chaussée de la partie centrale de l'aérogare, mais en « zone 4 », habituellement réservée aux vols charters, c'est-à-dire dans les sous-sols de l'aile droite du bâtiment, du côté de la tour de contrôle, où les accès se font par un escalier intérieur et un escalier extérieur à l'aérogare.

Ne pourront approcher de la banque d'enregistrement que les personnes pouvant présenter un billet d'avion et une pièce d'identité.

Enfin, la fouille des bagages sera renforcée : elle s'appliquera toujours aux bagages à main, mais aussi aux bagages de soute.

TRENTE ET UNE VICTIMES SONT ENCORE HOSPITALISÉES

Trente et un blessés restaient hospitalisés, lundi matin, dans divers établissements de Paris et de banlieue après l'attentat perpétré à Orly le 15 juillet et qui a provoqué la mort de six personnes. Les trois morts de nationalité française sont MM. Jean-Claude Blanchard, Benjamin Kirchner et un jeune garçon, François Luc. Figurent également au nombre des tués deux Turcs, MM. Halit Ilmaz et Memis Hossein, ainsi qu'un Américain, M. Gregory Schultz.

Parmi les trente et un blessés, dix-huit sont encore à l'hôpital militaire Percy, à Clamart : l'état de cinq d'entre eux est considéré comme critique ou très critique. Les autres blessés ont été répartis dans divers hôpitaux de la région parisienne : à Créteil, Villeneuve-Saint-Georges, Saint-Antoine, Bicêtre et Cochin. Sur ces trente et un blessés, sept sont de nationalité française, l'un est algérien, un autre est suédois. Les autres blessés sont turcs.

La condamnation des organisations arméniennes

La quasi-totalité des organisations arméniennes en France condamnent l'attentat à l'aéroport d'Orly, revendiqué par l'ASALA (Armée secrète pour la libération de l'Arménie).

Ainsi, l'Organisation pour la réunification et l'indépendance de l'Arménie déclare que : *« Il est inacceptable pour la conscience de l'humanité de nier la réalité d'un problème arménien dans ses dimensions humaines, juridiques et territoriales, nous affirmons néanmoins que l'on ne peut faire avancer la cause arménienne vers sa juste résolution en faisant couler le sang de victimes innocentes »*.

Dans la région marseillaise, où la communauté arménienne, la plus importante de France, compte quelque quatre-vingt mille membres, les réactions ont été très vives.
Le bureau régional de l'Union culturelle française des Arméniens en France (U.C.F.A.F.) *« condamne avec véhémence l'attentat »*, tout comme le fait le comité régional du parti Daschnagsoutioun qui, par l'intermédiaire de son porte-parole, M. Jean Cumédian, déclare que *« seules les actions dirigées contre la représentativité de l'Etat turc peuvent être légitimées... Nous soutenons les attaques contre les ambassadeurs, consuls ou représentants officiels menées par les commandos justiciers... Nous condamnons énergiquement toute forme d'action dirigée contre des innocents et des civils qu'ils soient turcs ou autres »*.

De son côté, le bureau régional de la Jeunesse arménienne de France réaffirme son attachement à une solution finale pacifique.

M. Ara Toranian, responsable du Mouvement national arménien, a expliqué au *Journal du Dimanche* qu'à son avis l'ASALA, acculée à une *« stratégie de désespoir »*, frapperait encore.

Considéré jusqu'à il y a un an comme proche de l'ASALA, le M.N.A. a rompu l'été dernier avec l'Armée secrète, car, justement, il désapprouvait les attentats aveugles qu'elle organise.

M. Toranian a déclaré en substance qu'il était urgent *« d'en finir avec cette stratégie du cynisme et de trouver des solutions politiques au problème arménien »*, les attentats ne pouvant autrement que se reproduire.

• LE PARTI SOCIALISTE *« condamne la violence d'où qu'elle vienne comme possibilité de règlement à quelque problème politique que ce soit »*, a déclaré M. Marcel Debarge, secrétaire national du P.S. *« Il s'associe aux paroles du premier ministre et condamne ce lâche attentat. Il demande au gouvernement de tout mettre en œuvre pour en arrêter les auteurs afin que ceux-ci soient punis. Le parti socialiste s'incline devant les victimes et ne participera pas à la polémique irresponsable voulue par certains. »*

LA POSITION FRANÇAISE SUR LE GÉNOCIDE ARMÉNIEN

La France regrette le refus du gouvernement turc de reconnaître la réalité du génocide arménien de 1915, mais considère que la Turquie actuelle ne saurait en être tenue pour responsable, a indiqué en substance, M. Claude Cheysson, ministre des relations extérieures, dans la réponse à une question écrite de M. Alain Mayoud, député U.D.F. du Rhône, publiée le 11 juillet au *Journal officiel*.

« Le refus du gouvernement turc de reconnaître la qualification de génocide aux déportations et aux massacres infligés à la communauté arménienne de l'Empire ottoman, a noté M. Cheysson, *a été à plusieurs reprises regretté (...) par le ministre des relations extérieures et le ministre de l'intérieur. La position du gouvernement turc sur ce point, comme sur l'idée d'éventuelles réparations, a toujours été et demeure intransigeante. »*.

« Le ministre des relations extérieures, a ajouté M. Cheysson, *tient toutefois à souligner de nouveau (...) que la Turquie actuelle ne saurait être considérée comme responsable des agissements du gouvernement de l'Empire ottoman contre la communauté arménienne. »*

SOCIÉTÉ

LA SITUATION EN CORSE

[…], inculpations, tentative d'attentat

[…]tenus de la maison […]-Claire, à Bastia, ont […]di 16 juillet dans l'après-[…]ssion des plus faciles : […] Jacques Casanova, âgés […]ment de trente ans et de […], Christian Leandri, âgé […] ans et Constant Gue-[…] vingt-quatre ans, étaient […]ion d'un passe leur per-[…]ouvrir la porte de leur cel-[…] du palier et, enfin, celle […]rie. Au moyen d'une lime, […] les barreaux d'une fenêtre […]itté la prison, à l'heure de la […] chaleur, en se laissant glis-[…] d'une corde de nylon.

[…] les ruelles du vieux quartier […]itadelle, ils ont profité, pour […], de la présence d'une voiture […] à proximité, qu'un fleuriste […] de décorer pour un mariage. […] dans cet équipage qu'ils ont pu […]er sans être inquiétés.

[…] évasion a fait grand bruit en […] et notamment parmi les poli-[…] qui avaient prévenu, depuis […]ze jours, les autorités péniten-[…] d'un éventuel projet d'éva-[…]n. Les enquêteurs de l'affaire […] avaient, en effet, appris d'un […] que les amis des détenus […] à les faire libérer. Pour […] les pistes, l'opération devait *même être revendiquée au nom* de l'ex-F.L.N.C. Leandri et les frères […]nova avaient été arrêtés, le 28 mars, après une attaque à main armée, à Calvi, qui s'était achevée par une prise d'otages, dans une villa de bord de mer (*le Monde* du 30 mars 1981).

De son côté, le parquet d'Ajaccio a fait appel de la décision, prise vendredi 15 juillet par le magistrat instructeur, de remettre en liberté les sept responsables de la C.C.N. (Consulte des comités nationalistes), qui avaient été inculpés de *« propagation de fausses nouvelles »* dans l'affaire Orsoni et, pour certains d'entre eux, de *« reconstitution de ligue dissoute »*. Interpellés, mercredi 13 juillet, ils n'ont été retenus que quarante-huit heures (*le Monde* du 17 juillet 1981).

Deux autres personnes ont été écrouées en début de week-end, et une troisième interpellée, dans le cadre de l'enquête sur la disparition, le 17 juin, de Guy Orsoni. Marcel Carlino et sa sœur, Agnès, l'épouse d'Henri Rossi, l'un des deux personnages de Porto-Vecchio actuellement en fuite, ont été inculpés, samedi, de *« complicité de séquestration de personnes »*. Selon les policiers, Carlino pourrait avoir utilisé, sous un nom d'emprunt, la Citroën Visa de couleur rouge que la bande de malfaiteurs avait louée pour suivre les membres de la famille Orsoni.

Les policiers, qui ont interrogé le frère et la sœur, à Lyon où ils s'étaient enfuis, attendent cependant davantage de l'audition de Philippe-Emile Vincenti, un berger, âgé de soixante-trois ans, qui, selon certaines informations, pourrait connaître le mobile de la disparition de Guy Orsoni. Il aurait été, en effet, en relation avec Roger Orsoni, l'oncle de Guy, et aurait fréquenté, à Avignon, où il a été interpellé en fin de *semaine, des malfaiteurs rivaux des* « caïds » de Porto-Vecchio. Philippe-Emile Vincenti avait purgé jusqu'en 1982 une longue peine de réclusion pour avoir tué, en 1972, avec la complicité de son fils Alain, deux frères de Pila-Canale (Corse-du-Sud), Jacques et José Santoni, qui lui disputaient le cœur d'une vacancière.

Enfin, une charge explosive de 7 kilogrammes a été trouvée et désamorcée, samedi vers 23 heures, dans le garage du parc automobile de la gendarmerie de Bastia. Cette tentative d'attentat n'a pas été revendiquée.

MÉDECINE

LE BILAN D'UNE SEMAINE DE PRÉVENTION SUR L'ALCOOLISME EN BRETAGNE

Boire bien et peu

De notre envoyée spéciale

Brest. — L'alcoolisme est à la fois une pathologie individuelle et un phénomène socio-culturel. C'est à partir de cette constatation qu'a été organisée une semaine d'animation sur l'alcoolisme à Rennes du 24 au 29 mai, à laquelle plusieurs milliers de personnes ont participé. Le bilan de cette expérience vient d'être publié.

L'expérience, menée par l'association Alcool, Bretagne, Santé (1) consistait à refuser d'aborder le phénomène de l'alcoolisme du point de vue strictement médical ou « moralisateur ». Durant une semaine, les expositions de photos et de dessins, des débats, des films, des pièces de théâtre se sont succédé (pour illustrer cette approche différente). Par exemple, on a pu retracer au moyen des archives municipales de Rennes l'histoire de l'alcoolisme régional : *« De l'ivresse à l'ivrognerie ou la naissance de l'alcoolisme en Bretagne. »*

Ainsi, plus de sept mille personnes et quarante-huit associations ont participé à ces manifestations qui ont eu lieu dans des écoles, des maisons de jeunes, des auberges de jeunesse, maisons de la culture, centres du troisième âge, locaux municipaux, foyers de jeunes travailleurs.

Cette semaine d'animation avait obtenu le soutien de M. Jacques Lang, ministre de la culture qui écrivait récemment : *« Il s'agit moins d'inspirer à nos concitoyens une sorte de répulsion à l'égard de la boisson alcoolique que de leur apprendre à boire modérément, dans la tradition française, de faire de l'acte de boire éventuellement un acte social et non un acte de solitude. »*

Aussi des dégustations de vin, de cidre, de bière, de jus de fruit et même d'eaux avaient-elles été organisées. *« La prévention n'est pas l'interdiction de boire. Apprendre à consommer modérément des vins et des boissons de bonne qualité, connaître la composition de ce qui est versé dans son verre, sont un élément de prévention »*, souligne le docteur Caro, organisateur de cette semaine.

Toutefois cette expérience bretonne qui a permis de sortir la prévention de l'alcoolisme des sentiers battus et de toucher un public nouveau n'a pas fait l'unanimité. Si des dizaines d'associations ont participé à cette semaine, certains mouvements de buveurs guéris ont refusé d'y prendre part, car on y apprenait moins *« à ne plus boire »* qu'à boire *« bien et peu »*. L'association Alcool, Bretagne, Santé, qui a jusqu'à présent bénéficié des aides financières du ministère de la santé, aura-t-elle les moyens de continuer la réflexion collective engagée en Bretagne ? Les organisateurs de la semaine d'animation pour qui *« une pièce de théâtre sur l'alcoolisme vaut dix mille réunions casse-pieds »* l'espèrent.

M.-Ch. ROBERT.

(1) Alcool, Bretagne, Santé, 12, square de Provence, 35000 Rennes. Tél. : (99) 54-15-60.

PSYCHIATRIE DANS L'ESSONNE

Un dispensaire part en fumée

Un dispensaire qui, le 4 juin, part en fumée pour une raison inconnue, des fonctionnaires des services extérieurs qui ne se déplacent pas sur les lieux du sinistre et, enfin, un chef de service qui se rend en Italie, malgré cet incendie, pour étudier la psychiatrie alternative : voilà déjà pour l'équipe du huitième secteur de psychiatrie de l'Essonne quelques raisons d'être troublée. Il en est d'autres : la rigueur n'est pas, sur le terrain, un vain mot, et le financement d'expériences originales comme celle conduite à Corbeil n'est plus sans problèmes. Si les crédits affectés à la psychiatrie dans l'Essonne progressaient encore en 1980 de plus de 28 %, ils augmentaient seulement de 9,72 % l'année dernière.

Les Mozards, ce dispensaire juché sur un terrain vague face à la ZUP de Montconseil, ont leurs titres de gloire. C'est le docteur Bonnafé, un des pères de la sectorisation en psychiatrie, qui en fut le fondateur il y a dix ans. L'équipe de Corbeil, qui fut à la pointe du combat contre les structures asilaires, travailla dès le départ sans lit d'hospitalisation. Les héritiers du docteur Bonnafé obtinrent qu'aucun service de psychiatrie ne soit prévu à leur intention dans le futur hôpital général de Corbeil. Un centre de crise fut créé récemment dans un modeste pavillon pour une prise en charge rapide des cas les plus aigus. Les hospitalisations, naturellement, demeurent ; les équipes de l'hôpital psychiatrique d'Étampes, structure de rattachement, grincent des dents quelquefois, mais il n'empêche : les taux d'hospitalisation dans ce secteur ont considérablement chuté.

L'expérience fut menée à bien dans le local aujourd'hui détruit par l'incendie, qui avait été construit en mauvais préfabriqué. Le précaire avait duré. Un premier sinistre avait déjà ravagé partiellement le dispensaire. Les vols s'étaient multipliés. Mais c'est sans succès que l'équipe avait tenté d'acheter une maison plus spacieuse. *« Trop cher »*, avait déclaré la Direction départementale de l'action sanitaire et sociale (D.D.A.S.S.). *« Pas de psychiatrie de château »*, avait estimé le directeur de l'hôpital.

Après l'incendie, l'achat de la maison trouvée par l'équipe elle-même ne peut, aux yeux des cinquante soignants, être différé : il y va après tout des soins aux soixante patients qui consultent chaque jour. A cette logique médicale s'oppose la logique administrative de la D.D.A.S.S., qui se hâte lentement pour trouver les financements nécessaires, les indemnités des assurances ne couvrant pas la totalité de l'opération. *« Je ne peux pas*, explique la directrice de la D.D.A.S.S., Mme Élizabeth Aubourg, *donner le feu vert à des dépenses qui mettent les élus devant le fait accompli. »*

La décentralisation, qui diminue considérablement la prise en charge par l'État des dépenses de psychiatrie, auparavant assurée à 87 %, justifie en partie les scrupules des services extérieurs. Une certaine irritation des fonctionnaires face aux psychiatres de Corbeil explique le reste : *« Ils vivent dans leur passé historique et ils ne sont pas les seuls à être novateurs »*, affirme la directrice de la D.D.A.S.S.

Si l'équipe de Corbeil négocie aujourd'hui pied à pied, sa mobilisation est restée singulièrement sage : *« On a cru que la gauche roulait pour nous*, explique un infirmier. *On a abandonné toute idée de rapport de force. »* Point d'action d'éclat donc, comme cette occupation des locaux administratifs qui avait marqué, en 1979, le licenciement d'un vacataire. Point davantage de fête de soutien à Corbeil puisque, signe des temps, il s'est trouvé une majorité de cette équipe novatrice pour refuser ce surcroît de travail.

NICOLAS BEAU.

ÉDUCATION

Admissions aux grandes Écoles

(par ordre alphabétique)

● **École supérieure de commerce de Paris (E.S.C.P.) :**

Mme et MM. Claire Acard (131e) ; Jean-Luc Allavena (31e) ; Isabelle Allemand (18e) ; Marie-Christine Allier (215e) ; David Amselen (70e) ; Rachel Amsellem (46e) ; Murielle André (122e) ; Fabienne Andriès (154e) ; Claire Arnod (94e) ; Dominique Auffrèt (59e) ; Anne Barbier (117e) ; Marie-Laure Barut (148e) ; Jean-Pierre Baude (38e) ; Stéphane Baverez (71e) ; Laurence Beauvais (190e) ; Corinne Beauvois (112e) ; Catherine Bègue (168e) ; Sylvie Béguin (50e) ; Sandrine Berteloot (208e) ; Sylvie Berthon (198e) ; Philippe Bertram (146e) ; Pierre Beurton (197e) ; Laurence Bihr (5e) ; Marie-Odile Bisch (159e) ; Dominique Biouet (199e) ; Jacques Boielli (216e) ; Alexandra Boleslawski (104e) ; Patrice Bonnafoux (162e) ; Éric Bourdin (222e) ; Cécile Bourland (10e) ; Anne-Sophie Boutan ; Patricia Boyer (30e) ; Sophie Bruneau (72e) ; Frédéric Brunet (198e) ; Corinne Buffet (44e) ; Éric Busnel (168e) ; Hélène Canton (138e) ; Florence Carion (124e) ; Monique Carie (224e) ; Laurent Casseau (217e) ; Catherine Caussade (83e) ; Philippe Cerf (40e) ; Alain Chapot (150e) ; Éric Charnay (35e) ; Claude Chevalier (203e) ; Véronique Chikly (230e) ; Laurence Clément (182e) ; Nicolas Coins (118e) ; Serge Cometti (15e) ; Françoise Communier (19e) ; Christophe Cotten (109e) ; Christophe Czajka (173e) ; Cristophe Darmangeat (128e) ; Bertrand David (84e) ; Pierre David (206e) ; Bertrand Delafargue (68e) ; Laurent Delmas (183e) ; Florence Deloche de Noyelle (152e) ; Laurent Depond (200e) ; Géraldine Deries (99e) ; Isabelle Dingreville (95e) ; Emmanuel Dion (27e) ; Denis-Pierre Disse (179e) ; Marie-Claude Domecq (121e) ; Jérôme Dovillers (192e) ; Caroline Drevon (143e) ; Olivier Drion (80e) ; Frédéric Drouet de la Thibaude (77e) ; Anne Dubief (209e) ; François Dubost (41e) ; Hervé Dubost-Martin (92e) ; Catherine Ducarré (178e) ; Hervé Dugois (16e) ; Sylvie Dumas (69e) ; Anne Dupay (25e) ; Jean-Marie Dura (160e) ; Olivier Durand (194e) ; Jean-Philippe Durieux (193e) ; Catherine Duvand (72e) ; Isabelle Ehrlich (42e) ; Pierre Elmaleh (107e) ; Cécile Estivalet (60e) ; Érick-Antoine Euvrard (96e) ; Alain Fairise (52e) ; Jean-Éric Ferrary (120e) ; Catherine Flamand (177e) ; Pascale Floquet (203e) ; Jean-François Fournon (43e) ; Carole Fousse (87e) ; Bertrand Frohly (20e) ; Laurent Fuchs (78e) ; Laurent Funel (144e) ; André Gadol (75e) ; Benoît Gambert (86e) ; Laura Gasperoni (100e) ; Didier Genoud (157e) ; Fabrice Genter (164e) ; Sylvie Genton (39e) ; Martine Giffon (213e) ; Dominique Gilormini (22e) ; Hervé Gloaguen (194e) ; Yvan Gril (115e) ; Patrick Guedel (88e) ; Laurence Guenancia (150e) ; Jean-Pierre Guérin (207e) ; Philippe Guettat (26e) ; Valérie Gueulle (186e) ; Pascal Guillot (55e) ; Thierry Hanot (175e) ; Frédéric Hapiak (45e) ; Sophie Hastir (3e) ; Hervé Hatt (53e) ; François-Régis Helou (76e) ; Jean Henaff (61e) ; Emmanuel Henrion (188e) ; Isabelle Herbert (127e) ; Isabelle Heuzé (135e) ; Rebecca Hirschy (137e) ; Michèle Iraldo (125e) ; Hervé Jaillard (21e) ; Sabine Jaubert (49e) ; Sylvie Joachimsmann (4e) ; Laurent Joulin (91e) ; Joëlle Koch (203e) ; Serge Kouydumjian (53e) ; Lène Kristoffersen (23e) ; Marie La Poix de Freminville (89e) ; Vincent Labbé (57e) ; François Laforest (149e) ; Didier Lallemant (171e) ; Jean-Marc Laouchez (106e) ; Michel Larivière (17e) ; Agnès Laurandel (180e) ; Alain Le Berre (24e) ; Marc Le Guern (13e) ; Eric Léger (51e) ; Laurence Legoupil (11e) ; Valérie Liegaut (229e) ; Bénédicte Ligneau (101e) ; Gilles Lunzenfichter (28e) ; Jean-Baptiste Magnen (113e) ; Thierry Magrangeas (80e) ; Guillaume Marchat (103e) ; Serge Marichez (181e) ; Olivier Marque (191e) ; Petr Mavridis (6e) ; Jean-Nicolas Meo (214e) ; Pierre Merviel (57e) ; Jean-Bernard Meurisse (37e) ; François Michaud (47e) ; Thierry Michel (184e) ; Monica Michelin (138e) ; Patrice Mignot (174e) ; Odile Minne (157e) ; Olivier Mombert (85e) ; Sabine Montet (176e) ; Philippe Novat (155e) ; Isabelle Nugues (102e) ; Marie-Cécile Ott (129e) ; Clara Parisot (14e) ; Diane Pascual (119e) ; Frédéric Petitbon (201e) ; Éric Philippot (62e) ; Claude Piana (161e) ; Catherine Pichon (202e) ; Jean-François Pirus (222e) ; Anne de Pomereu d'Aligre (132e) ; Anne Ponsard (140e) ; Jacques Ponty (130e) ; Odile Portafaix (82e) ; Simon Poulenc (147e) ; Dominique Poupot (167e) ; Lise Rabelle (36e) ; Serge Ramin (134e) ; Véronique Raoul (33e) ; Olivier Regipa (220e) ; Philippe Reigne (93e) ; Catherine Rekkouche (2e) ; Pierre Renon (156e) ; Michel Ressoguier (166e) ; Véronique Retat (90e) ; Agnès Reymond (196e) ; Diane Reynald (172e) ; Thierry Rigogne (56e) ; Jean-Michel Ritoux (105e) ; Romaine Romanet (216e) ; Sana Ronda (227e) ; Michel Roseau (63e) ; Marie Rottner (170e) ; François Rousseau (212e) ; François Roussel (210e) ; Denis Rousset (8e) ; Vincent Rousset-Rouvière (114e) ; Catherine Roux (141e) ; Jean-Marc de Royere (79e) ; Dominique Ruin (110e) ; Hervé Sahores (65e) ; Isabelle Sapet (226e) ; Christel Sauvonnet (93e) ; Jurgen Scharfenstein (97e) ; Michel Schuller (185e) ; Marc Seiler (64e) ; Gérard Signoret (12e) ; Laurent Sillano (187e) ; Jean-Luc Solal (141e) ; René-Pierre Staraselski (136e) ; Pascal Sultana (228e) ; Albert Szulman (126e) ; Aline Szusterman (110e) ; Jean-François Tappresi (163e) ; Alain Tchibozo (7e) ; Sylvain Tessier (225e) ; Stéphane Thiroloix (66e) ; Clémence Thirouard (29e) ; Jean-Michel Tiberi (116e) ; Valérie Urban (1re) ; Ervo Uzan (32e) ; François Valette (9e) ; Pierre van der Elst (165e) ; Gilles Vandenbroeck (152e) ; Michel Vasseur (145e) ; Charles Vellutini (74e) ; Philippe Violet (108e) ; Cécile Di Vittorio (220e) ; Véronique Volle (218e) ; Richard von Plauen (58e) ; Mireille Wagner (34e) ; Denis Wallerich (211e) ; Fabrice Weber (48e) ; Marie-Christine Yvon (123e).

(par ordre de mérite)

● **École supérieure de jeunes filles, boulevard Jourdan :**

Lettres : Mmes Marianne Berthery ; Pascale Hummel ; Karen Haddad ; Jeanne Verdun ; Hélène Cazes ; Catherine Mayeur (5e ex.) ; Claire Brunet ; Monique Labrune ; Violaine Anger ; Catherine Cussel ; Marie-Hélène Weiss ; Ariane Ferry ; Anna Gibson (à titre étranger, 12e bis) ; Agnès Lafourcade (12e ex.) ; Christine Ferlampin ; Geneviève Gueydan (14e ex.) ; Béatrice Han (14e ex.) ; Catherine Pradeilles ; Anne-Christine Kuri ; Catherine Salliou ; Elisabeth Antoine ; Véronique Millot ; Anne-Sophie Letac ; Lucie Marignac (22e ex.) ; Marie-Claude Treglia ; Marie-Hélène Peyrat (24e ex.) ; Ariadna De Oliveira Gomes ; Marie-Pierre Noël (26e ex.) ; Véronique Gely (26e ex.) ; Véronique Granchet ; Laurence Maille (29e ex.) ; Catherine Costentin (29e ex.) ; Sarah Michels ; Catherine Lanone (32e ex.) ; Marie-Claire Bichard ; Valerie Picard (34e ex.) ; Patricia Torrente ; Lyane Dayde ; Sylvie Meriaux ; Sylvie Humbert (38e ex.) ; Kathy Imhoff (38e ex.) ; Anne-Marie Callet (38e ex.) ; Christine Lebeau (38e ex.) ; Catherine Treilhou ; Frédérique Ildefonse (43e ex.) ; Anne Villaceque ; Marion Martin ; Sylvie Jougan (46e ex.).

Admissions aux agrégations

● **Mécanique :**

Mmes et MM. Christian Anglade (32e) ; Jean-Jacques Baton (35e) ; Serge Berteloot (40e) ; Daniel Buathier (41e) ; Alain Breuil (23e) ; Paul Cantier (31e) ; Pierre Carpentier (33e) ; Pierre Cauvin (39e) ; Philippe Chaussoy (18e) ; Luc Chevalier (17e) ; Jean-Yves Cognard (2e) ; Jean-François Colas (20e) ; Jean-Michel Dance (37e) ; Denis Florent (13e) ; Jacques Frantz (7e) ; Gilles Fuxa (3e) ; Jean-Michel Garel (4e) ; Philippe Georget (43e) ; Philippe Guibert (44e) ; Joël Hamann (22e) ; Josette Henot (21e) ; Robert Jaillot (9e) ; Philippe Kauffmann (16e) ; Patrick Labache (12e) ; Jacques Lamora (24e) ; Patrick Laurent (34e) ; Guislain Leroy (36e) ; Jean Marc Lhivert (8e) ; Claude Lossec (28e) ; Agnès Magne (38e) ; Didier Mailliet (14e) ; Serge Martinez (42e) ; Dominique Mertz (1er) ; Alain Milliet (29e) ; Jean-Jacques Moiroud (19e) ; Guy Prudhomme (6e) ; Jean-François Rigal (27e) ; Joël Roudier (11e) ; Jean-Luc Roux (10e) ; Jean-Paul Sarrazin (5e) ; Michel Thuilliez (26e) ; Thierry Toulon (25e) ; Yves Traquelet (30e) ; Dominique Villet (15e).

CORRESPONDANCE

L'action internationale de certains rhumatologues en faveur de leurs collègues soviétiques « refusnicks »

Après le Xe Congrès européen de rhumatologie, qui vient d'avoir lieu à Moscou, nous avons reçu de quatre professeurs français et belge qui s'y sont rendus le témoignage suivant.

« Fallait-il, se demandent-ils, envisager un boycottage qu'aurait justifié la situation en Afghanistan et en Pologne ? » « Pour notre part, écrivent-ils, nous avons décidé, comme cela avait été fait pour d'autres réunions, d'organiser à Moscou pour les « refusnicks » (1) une séance parallèle du congrès au domicile de l'un d'eux. Cette séance de travail et d'information s'est effectivement tenue le 30 juin, avec I. Irlin, M. Tarshis, I. Uspensky, D. Shraer, M. Freidlin. Tous les cinq ont perdu immédiatement leurs postes universitaires, leur affiliation académique, leurs possibilités de recherche dès qu'ils ont demandé, voici quatre ans, un visa leur permettant de quitter l'U.R.S.S. pour Israël, seule destination officiellement reconnue pour ceux qui demandent un tel visa.

» Depuis, avec des centaines d'autres universitaires, ils végètent sans emploi officiel, et l'on sait ce que cela représente en U.R.S.S. ! Ils sont en butte aux tracasseries bureaucratiques et policières, leur courrier est intercepté, leurs enfants sont écartés de l'Université, leurs collègues et leurs élèves les évitent en public. Les spécialités de ces chercheurs de haut niveau concernent des domaines biologiques très éloignés de tout problème de sécurité, prétexte habituellement invoqué, par exemple pour Sakharov, pour justifier les refus de visa. Il faut que, par milliers, des protestations obtiennent des autorités soviétiques le respect des accords d'Helsinki qu'elles ont signés et la libre sortie d'U.R.S.S. des « refusnicks ». »

Professeurs L. SIMON (Montpellier), J. MENKES (Paris), M.-F. KAHN (Paris), I. CHOCHRAD (Bruxelles).

(1) Les « refusnicks » sont les juifs d'U.R.S.S. désireux d'émigrer en Israël *et auxquels les autorités soviétiques refusent le visa de sortie.* (N.D.L.R.)

SCIENCES

● *Le premier astronaute britannique* pourrait être envoyé dans l'espace à la fin de 1985 par l'agence spatiale américaine (NASA), a annoncé le ministère de la défense, à Londres, le 14 juillet. Ce premier vol d'un Britannique, payant, pourrait avoir lieu, lors de l'éventuelle mise en orbite du satellite britannique *Skynet 4* par la navette spatiale américaine. — *(Reuter)*.

RELIGION

TÉMOIGNAGE

Mgr Guy Riobé : l'audace de vivre autrement

Cinq ans après la mort de Mgr Guy Riobé, dont le corps fut retrouvé le 20 juillet 1978 au large de Port-Camargue (Gard), le Père Louis Rétif, qui préside l'Association des amis du père Riobé (50, rue Pascal, 49000 Angers), évoque la pensée et l'action de cet évêque — il dirigea le diocèse d'Orléans — admiré et controversé.

Guy Riobé s'est affirmé comme un homme d'Église engagé, au nom de l'Évangile, là où l'homme est menacé dans sa liberté et sa dignité : qu'il s'agisse des menaces de la course aux armements, des oppressions ou des inégalités flagrantes au plan social et international, ou face aux interpellations qui se font jour dans l'Église post-conciliaire. Certaines interventions du Père Riobé ont défrayé l'actualité et suscité grand intérêt.

L'ascendant qu'il exerçait, au-delà de tout clivage d'opinion et de croyance, en fit le catalyseur d'un courant de pensée, d'un style d'Église, d'un dialogue élargi aux moins croyants. L'un de ces *« hommes d'aube tournés vers l'avenir »*, aux avant-postes d'une nouvelle manière de vivre, d'une nouveauté d'Église. De ceux qu'on consulte encore après leur mort pour discerner, à la lumière de leurs paroles et de leurs gestes d'hier, les prémices de ce qui advient.

Mais le secret de sa vie tient à un compagnonnage constant avec Jésus-Christ. La prière scandait sa vie, comme une grande respiration de l'Esprit en lui. Je l'affirme en témoin privilégié.

Pour ceux que sa voix dérangeait, la cause est entendue : Guy Riobé est désormais d'une autre époque. Est-ce si évident ? Il suffit de quelques événements d'actualité pour reconnaître les connivences et les prémonitions de ce pionnier à l'égard des problèmes de notre temps. A l'heure des pourparlers de Genève, serait-il insensible et muet devant les sursauts pacifistes d'une opinion internationale à la recherche d'un désarmement effectif des « grands » ? Avec quelle satisfaction eût-il particulièrement apprécié le « défi » des évêques américains qui ont pris ouvertement parti contre la course aux armements et le système de dissuasion nucléaire, au nom de leur collégialité et au titre de leurs responsabilités au service du peuple chrétien.

C'est l'honneur de l'Église de France aujourd'hui qu'un évêque, solitaire il est vrai et incompris, ait, le premier, osé parler « haut et clair » au nom de l'Église. L'évêque avait au plus haut point la hantise des droits de l'homme.

Sa sollicitude allait de préférence à tous ceux dont l'Église est loin, au monde de l'incroyance et des jeunes, aux marginaux de tout bord, ceux que la société — ou l'Église — marginalise.

Mais ce qui restera sans doute le trait dominant de cette figure de proue, c'est la liberté évangélique dont il a fait preuve contre vents et marées. A tous, il inspire encore aujourd'hui l'audace de vivre autrement.

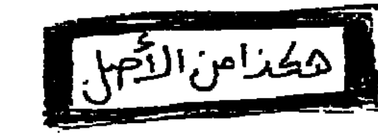
LOUIS RÉTIF.

● *Mgr Edouard Gagnon* vient d'être nommé par le pape Jean-Paul II président du conseil pontifical pour la famille, en remplacement de Mgr James Knox, décédé. Le pape a en même temps promu Mgr Gagnon au rang d'archevêque titulaire de Jiustiniana-Prima (Yougoslavie).

FAITS DIVERS

● *Vingt disparus dans un accident d'hélicoptère en Grande-Bretagne.* — Un hélicoptère Sikorski S-61 de la compagnie British Airway Helicopters effectuant la liaison avec les îles Scilly avec vingt-six personnes à son bord s'est abîmé en mer, samedi 16 juillet, au large de la Cornouaille. Vingt occupants de l'appareil étaient encore portés disparus dimanche soir. — *(A.F.P.)*

● *Un soldat tué au cours d'une marche de nuit.* — Un appelé du contingent, Patrice Meyer, a été tué par une automobile dans la nuit du 17 au 18 juillet au cours d'une marche de nuit du 7e Bataillon de chasseurs alpins, à proximité du fort d'Aiton (Savoie). Un autre soldat du contingent, Pascal Pitte, a été fauché par la même automobile et grièvement blessé.



Le Monde

culture

La route des festivals

NICE

La Grande Parade : dixième édition

Pour la dixième année consécutive, Nice se place sous le signe de sa Grande Parade, inventée par George Wein, l'homme du Newport Jazz Festival. Un instant, on a pu craindre que ce serait la dernière. Mais après un éternuement de mauvaise humeur, la Ville de Nice s'est ravisée. Momentanément suspendue (ce qui ne saurait constituer une véritable politique culturelle), la subvention sera finalement maintenue en 1984. A tout grand dessein son inspiration profonde : était-il si raisonnable de couper court à une manifestation aussi populaire que la Grande Parade, sans devenir soi-même très impopulaire ?

On continuera donc de grimper vers la pinède et les arènes gallo-romaines de Cimiez, et c'est tant mieux. Là-haut, sur trois podiums disposés au milieu des buvettes et des stands, défilent trois cents musiciens en dix jours. Rien n'apparaît de l'organisation ni de la surveillance. On vient en famille se promener, s'asseoir, danser, écouter, rêver, rire ou simplement se retrouver. La régie semble si souple et bien menée que de temps en temps George Wein (également pianiste et chanteur de talent) se produit avec l'un ou avec l'autre : Marshall Royal ou Doc Cheatham. Les organisateurs de festivals sont souvent musiciens : celui de Montreux, Claude Nobs, taquine gentiment l'harmonica.

Nice offre un mélange inédit de passion et de dilettantisme. De vieux amateurs chenus sifflotent à l'unisson, et parfois même à la tierce quand ils ont vraiment de la « feuille », les *standards* allégrement débités sur scène. A côté, une extase très voisine s'établit sans complexe : « *Je viens ici depuis dix ans,* dit Danielle en éclatant de rire, *et je ne me souviens d'aucun nom, ou presque...* » « *Pourtant,* ajoute sa sœur Isabelle, *nous sommes sûres d'une chose : d'avoir entendu les plus grands et d'y avoir pris du plaisir.* »

George Wein se réjouit de cette légèreté. Ici, le concert n'est ni un drame ni un événement. Simplement un but de promenade champêtre à la tombée du jour. Nice, cependant, ne lésine pas sur le programme. Les « Titans du ténor » rassemblent, ni plus ni moins, Buddy Tate, Budd Johnson, Arnett Cobb et cette curiosité historique qui aurait désarmé Darwin : Scott Hamilton. Il est Blanc, tout jeune, et son art, très proche de celui des maîtres, semble remplir une case qu'ils auraient laissée vide.

Comme aux plus belles années

Le lendemain, célébration pléthorique de la trompette avec Dizzy Gillespie, Freddie Hubbard et John Faddis. La compétition et l'âpre question des influences s'effectuent sous le regard rythmique du trio d'accompagnement composé de la pianiste Joanne Brackeen, Charlie Haden et Billy Hart. A quatre pas de là, le trompettiste vedette de l'heure, Wynton Marsalis, officie en complet vert pomme avec son frère Bradford, Herbie Hancock, Ron Carter et Tony Williams. Chaque groupe mériterait à lui seul un discours où pourraient se résumer de grands pans d'histoire. Mais à Nice, dont chaque *jam session* ferait l'affaire d'un de ces festivals de trois jours qui fleurissent partout, on se contente d'avoir une certitude approximative de cette histoire. Dizzy Gillespie, Paquito d'Rivera (le Cubain favori de New-York), James Moody, John Faddis, Clark Terry, Al Grey, Illinois Jacquet et Ray Bryant jouent ensemble, n'étonnent personne. La surprise est la règle. Les musiciens circulent dans les jardins, parfaitement visibles, parfaitement accessibles. La musique aussi.

Le héros de la fête est Lionel Hampton. Une statue, à peu près aussi resemblante que celle de Louis Armstrong, vient d'être érigée en son honneur. La plupart des musiciens ici offrent d'ailleurs une réconfortante image du troisième âge. Et Dizzy Gillespie (qu'on continue d'appeler de plus belle « Gillepsie ») joue avec aisance le rôle de maître de cérémonie. Il faut dire que cette atmosphère de kermesse convient parfaitement à des hommes dont la cérémonie du concert pourrait accuser l'âge. Fats Domino rayonne. Les quadragénaires s'enlacent en redécouvrant *Blueberry Hill,* et les tout jeunes constatent avec stupéfaction que la musique qu'ils aiment ne tombe pas de la dernière pluie et qu'elle vient du delta du Mississippi.

Autres temps, autres styles : l'orchestre de Woody Herman sonne presque comme aux plus belles années, avec un excellent travail d'arrangements et de sections. Tard dans la soirée enfin, subtilement accompagnés par Georges Arvanistas, Slam Stewart et Major Holley s'abandonnent à un art en voie de disparition, l'*entertainment* ou la musique pour rire. Bourdonnant de comiques solos troués d'éclats de rire, doublant l'archet des contrebasses d'une voix nasillarde, ils reconstituent quarante ou cinquante ans après les facéties du duo Slim et Slam (Slim Gaillard et Slam Stewart). Pour la joie, comme on dit, des petits et des grands. Rien qui sente vraiment la nouveauté tranchante : mais le jazz qu'on représente ici méritait sans doute la vaste reconnaissance que lui offre Nice.

FRANCIS MARMANDE.

AIX-EN-PROVENCE

« HIPPOLYTE ET ARICIE »

L'enchantement et l'émotion

En deux ans, Louis Erlo a vraiment fait d'Aix-en-Provence, selon son vœu, la ville de Rameau, sans renier pour autant Mozart dont la première en France de *Mithridate,* le 21 juillet, promet d'être un événement. Après une création éblouissante des *Boréades,* réalisée l'an passé par Jean-Louis Martinoty, *Hippolyte et Aricie* resplendit au Théâtre de la cour de l'archevêché, dans une mise en scène de Pier Luigi Pizzi sous la même houlette de John Eliot Gardiner.

L'ombre de la *Phèdre* de Racine, qui lui fut si souvent fatale (1), semble avoir été conjurée par une acceptation heureuse des règles de la « tragédie lyrique » selon Lulli et Rameau, qui veut que l'intrigue soit décorée de danses et de péripéties empruntées au merveilleux ; ainsi l'enchantement s'allie à l'émotion qui se cristallise dans les personnages de Phèdre, Hippolyte et Thésée, d'une stature exceptionnelle à Aix.

A la différence de Racine et de Mozart, les opéras de Rameau ne peuvent se passer d'une reconstitution, même fantaisiste ou mythique, du spectacle d'époque auquel ils sont intimement liés. Mais la transposition de Pizzi est beaucoup plus naturelle et moins guindée que dans ses *Indes galantes* du Châtelet, en particulier grâce à la chorégraphie de Catherine Turocy et à ses danseurs de la New York Baroque Company, dont les pas classiques n'excluent ni le charme, ni l'humour, ni la fraîcheur d'invention, accordés à l'inépuisable saveur et suavité de la musique.

Pizzi a par ailleurs davantage stylisé ses décors et costumes (qui, à Paris, renvoyaient aux fastes de l'opéra-ballet) pour respecter le cadre plus austère de la tragédie. Mais les visions n'en sont pas moins superbement baroques, avec ce magnifique portique aux formes renouvelées où, à chaque pilier, des esclaves noirs en cariatides descellent les colonnes de leur chapiteau d'or, comme d'immenses gardiens de la fatalité suspendue au-dessus des humains. Au centre, deux atlantes fléchissent sous le poids du pavois où se manifestent les dieux. Une statue de Diane et des arbres d'or adoucissent, dans les scènes idylliques, la rudesse de ce dispositif, renforcée au contraire, pour l'acte des Enfers, par des grilles où s'agrippent les chauves-souris des esprits souterrains.

Ce décor tire sa force symbolique de son unité avec l'ensemble du spectacle, car les esclaves noirs de la colonnade se retrouvent vivants sur la scène : ils forment le cortège sinistre de Phèdre, incarnant ses démons intimes, peuplent le monde infernal de Pluton, imagent avec un immense voile violet soulevé par le vent le monstre à trois têtes qui engloutit Hippolyte, la tempête et enfin la barque funèbre qui emporte l'héroïne morte en une ultime et admirable vision. Avec eux, le souffle de la tragédie ne cesse d'envelopper et de mouvementer l'action, en contrepoint des grandes stances vocales.

Mais dans ce spectacle, le dernier mot reste aux personnages, d'une intensité racinienne, davantage d'ailleurs par leur présence scénique que par la complexité psychologique du livret, encore que la musique soit souvent capable à elle seule de pallier par sa force de condensation le schématisme des vers.

La Phèdre de Jessye Norman fait éclater le cadre historique ; elle est là, grandiose entre les colonnes, comme un formidable monument, une figure emblématique de la femme, rongée par le désir et le désespoir, qui meurt recroquevillée contre un pilier, avec cette voix d'une immense dignité aux vibrations infinies qui s'enracine au plus profond d'elle-même.

En face d'elle, l'Hippolyte de John Aler pourrait n'être qu'un gentil damoiseau effarouché, à la voix claire et joliment timbrée ; mais en tenant tête à ce monstre sacré avec une virulence indignée, il révèle une personnalité d'une force et d'une intransigeance qui font d'autant plus ressortir sa délicatesse à l'égard de Thésée (lorsque Hippolyte se refuse à dénoncer Phèdre) et d'Aricie.

Thésée lui-même a une tout autre envergure que chez Racine, et José Van Dam développe avec une voix splendide, qui n'a jamais été aussi émouvante, toute l'étoffe tragique de ce nouvel Orphée tentant d'arracher un ami cher à l'au-delà et découvrant, selon la prédiction de l'admirable trio des Parques, que *« l'enfer est chez lui » ;* il atteint au sublime dans le grand air où le héros accepte de ne jamais revoir son fils bien-aimé (sauvé par Neptune) qu'il avait condamné injustement.

L'ensemble de la distribution est d'une haute qualité, avec Rachel Yakar, Aricie aux inflexions exquises dans la tendresse et la mélancolie, Jules Bastin et ses trois savoureuses apparitions en Jupiter, Pluton et Neptune, Jennifer Smith (Diane) dont la voix fragile recèle tant de ravissants coloris dans la déclamation, et bien d'autres qu'il faudrait nommer, ainsi que les admirables choristes du Monteverdi Choir. Mais c'est à John Eliot Gardiner en premier lieu que l'on doit d'avoir retrouvé la vérité, la densité et la grandeur d'*Hippolyte et Aricie,* par une interprétation qui cerne le tragique et l'exquis dans la même intuition fulgurante, recréant le geste, le mouvement, la couleur, l'âme même de la musique. Et sous sa baguette, l'English Baroque Solists, plus parfait que l'an passé malgré deux cors de chasse un peu rétifs, mariait, comme Rameau lui-même, dans un style merveilleusement alerte, souple, étincelant et poétique, la danse au plus haut lyrisme.

JACQUES LONCHAMPT.

(1) *Phèdre* fut créée en 1677, plus de cinquante ans avant *Hippolyte* (1733).

Prochaines représentations les 22, 27 et 31 juillet.

Un entretien avec M. Jack Lang

(Suite de la première page.)

La droite agite le chiffon rouge, tout le monde fonce et oublie qu'elle a supprimé le Centre chorégraphique de Roubaix (1), refusé de construire à Paris des ateliers pour les peintres et les sculpteurs, sans parler de l'Exposition universelle... La polémique autour des maisons de la culture détourne l'attention des vrais changements apportés par le gouvernement depuis deux ans, comme si nous nous étions contentés de perpétuer cahin-caha la politique molle d'antan.

» Alors, faut-il détruire les maisons de la culture ? Ma réponse est qu'il faut les transformer. Et pour cela une seule règle, placer à la tête de chacune une personnalité forte, capable de les changer de l'intérieur, de leur sculpter une vraie identité. Tel est le sens de la nomination de M. Georges Lavaudant voici dix-huit mois à Grenoble. Et si la structure résiste, il faut la dissoudre, et ce fut ma décision à Nanterre pour M. Patrice Chéreau. D'autres nominations et décisions interviendront à La Rochelle, à Chalon-sur-Saône, à Nevers. Libre aux municipalités de refuser les paris ambitieux. Libre alors à l'Etat de s'en retirer.

Il ne s'agit pas d'imposer une nouvelle norme d'Etat, comme le voudrait l'esprit centralisateur qui sommeille en chacun d'entre nous. En tant que professeur de droit, je me méfie de cette maladie nationale : l'esprit légiste. Je refuse les décrets, la mise au cordeau : une maison de la culture par département, un orchestre par région... C'est abstrait, artificiel et ruineux ».

Les maisons de la culture et les centres d'action culturelle, précise le ministre, ne sont pas toute la culture. Mais sachons ne pas être victimes des mots. Les mêmes vocables abritent des réalités différentes. Certaines institutions sont des coquilles creuses, d'autres vivent avec intensité et ont pu faire naître des manifestations originales. C'est de là que sont nés, à Bourges, le Printemps, à Angoulême, le Festival de la B.D. et celui du jazz, à Rennes, celui des arts traditionnels et, à La Rochelle, l'une des radios libres les plus inventives, à Montbéliard, les rencontres vidéo-production, etc. Le Théâtre des Amandiers, à Nanterre, avec Patrice Chéreau n'est-il pas une vraie maison de la culture ? Je ne suis peut-être pas bon juge. J'ai infiniment de respect et d'amitié pour lui. Est-ce interdit à un ministre ? De même Chaillot, avec Antoine Vitez, ou le Théâtre de Saint-Denis, avec René Gonzales ne font-ils pas un vrai travail de maison de la culture. Peu importe les murs ou les noms qu'on leur donne, l'important est ce qui s'y fait. Et ce qui s'y fait dépend de la volonté artistique d'un homme et de son équipe.

» En définitive le rôle du ministère est modeste, mais il suppose de l'obstination – j'en ai – de l'ambition, de l'humilité, une attention de chaque instant. Nous avons entrepris de rajeunir et de moderniser l'édifice théâtral. La nomination de Jean-Pierre Vincent à la Comédie-Française est un symbole : il est l'administrateur le plus jeune, le premier qui soit un metteur en scène à part entière et qui vienne de la décentralisation. On ne régente pas la vie théâtrale à coups de décrets, c'est le choix des personnes qui guide d'abord nos actions ».

Qui choisir ? En dehors des maisons de la culture, la plupart des directeurs de centres dramatiques arrivent en fin de contrat. Qui sera renouvelé ? Qui sera remplacé et par qui ? Logiquement on regarde vers les compagnies dramatiques pour trouver des personnalités ayant acquis une certaine expérience et ayant fait leurs preuves. Mais tous ne souhaitent pas l'institution (ainsi Ariane Mnouchkine, Claude Régy, Peter Brook...), et les centaines de compagnies chaque année plus nombreuses qui envoient leur dossier à la direction du théâtre pour recevoir aide et reconnaissance sont trop jeunes pour prendre en charge un centre, à supposer qu'elles en possèdent les capacités artistiques.

« Les compagnies, *dit M. Jacques Lang,* forment un monde immense et composite. Depuis son arrivée à la direction du théâtre, Robert Abirached a reçu plus d'un millier de metteurs en scène. Il reste ici à concevoir un travail de clarification qui s'intensifiera dès cet automne et sera accompagné d'une véritable réhabilitation du théâtre amateur.

» Je suis moi-même un enfant du théâtre amateur et avec moi tant d'autres beaucoup plus doués comme Ariane Mnouchkine, Jean Gillibert, Patrice Chéreau... C'est une école admirable. Quand j'ai fondé le Festival de Nancy, il était réservé aux groupes étudiants. Par la suite, il s'est élargi et involontairement a semé la confusion : surtout après 1968. Tout le monde a voulu recevoir de l'argent et être reconnu. L'État n'a pas à reconnaître toutes les troupes qui s'auto-déclarent professionnelles. Pour la première fois cette année, la commission a décidé de supprimer son aide à certaines compagnies ou de la diminuer.

» Réhabiliter le théâtre amateur est une entreprise délicate et de longue haleine. Actuellement son budget est de 1 million. Mais son développement est l'un de nos objectifs prioritaires en collaboration avec le ministère du temps libre et les collectivités locales qui, à mon avis, devraient se charger des expériences débutantes et accompagner leurs premiers pas. L'État peut leur fournir des aides en équipement sans s'engager pour autant à leur accorder un statut professionnel. La vie artistique n'est pas une accumulation de prix d'excellence ni un assistanat généralisé. Avons-nous réussi à rétablir la justice, à supposer qu'elle existe dans ce domaine ?

Le paysage théâtral français s'est heureusement transformé depuis deux ans : ainsi la place faite aux auteurs contemporains, l'action d'Anne Delbé à Angers ou de Jean-Claude Penchenat dans la banlieue sud, de Jérôme Savary en Languedoc-Roussillon, l'activité des théâtres nationaux de région, des centres dramatiques. A Paris, il y a l'expérience de Jean-Claude Fall à la Bastille et des salles d'accueil comme la Tempête et l'Athénée. Faut-il les multiplier ? Je ne le crois pas. Je crois que c'est à la Ville de Paris, aujourd'hui comme toujours défaillante, de le faire. Au total, finissons-en avec l'esprit de système. Quand la vie est là, elle se moque des structures, elle les adapte, au besoin les bouleverse. Un théâtre, quelle que soit son appellation, quelle que soit la discipline qui s'y pratique, a besoin d'un visage, d'une personnalité. Il doit être un tronc avec des ramifications, avec des pousses. Un lieu est un lieu, le reste appartient au tempérament de chacun et dépasse le rôle de l'Etat. Pour le reste et pour l'avenir je suis optimiste. Comparé à celui des autres pays, le théâtre français est parmi les plus inventifs. Antoine Vitez se demandait récemment non sans raison si nous ne connaissons pas un nouvel âge d'or du théâtre. Nous le saurons plus tard.

Propos recueillis par
COLETTE GODARD.

(1) Lire page 26 notre article : « L'Opéra du Nord en sursis ».

Demandez le programme !

La floraison estivale de festivals ou manifestations en tous genres dans la région Provence-Côte d'Azur pose de plus en plus de problèmes de gestion et d'organisation aux responsables. A commencer par celui de l'information du public. L'Office régional de la culture avait bien ces dernières années pris l'initiative de publier une brochure-guide, *Provence terre des festivals,* tirée à 300 000 exemplaires. Mais la formule s'est révélée trop rigide. Les retards, les programmations ou changements de dernière minute en ont fait un recueil incomplet et pas totalement fiable.

En créant cette année une banque de données informatique, l'Office a pu « récupérer » quelque cinq cents manifestations, s'ajoutant aux mille cinq cents qu'elle répertoriait déjà. Le fonds qui contient les principales indications sur les lieux, dates, genres de spectacle et interprètes est mis à jour tous les matins.

Qui peut interroger cette banque et comment ? On estime à six cents le nombre de terminaux « minitels » disséminés dans les lieux publics, offices de tourisme, « points d'informations », campings, etc., des six départements concernés. Chacun pourra pianoter, ou faire pianoter, sur le clavier gratuitement en composant le (36) 13-91-55. (613-91-55 de Paris), une seule taxe téléphonique de base (60 centimes) est éventuellement à payer.

Cette première initiative devrait être complétée par d'autres développements l'an prochain. L'Office régional de la culture veut en effet offrir aux particuliers la possibilité de réserver leurs places à distance. Un catalogue des ressources culturelles de la région ainsi que des matériels détenus par des associations et un système de messagerie électronique devraient encore enrichir le fonds de l'Office. Une panoplie d'outils qui devraient faciliter les réunions de concertation que les organisateurs, pouvoirs publics et municipalités ont prévu de tenir l'an prochain afin d'améliorer la gestion des festivals et de coordonner les spectacles. – E.R.

CINÉMA

« LE JUSTICIER DE MINUIT », de J.L. Thompson

Il n'y a pas d'irresponsables

Après avoir joué, dans deux films de Michaël Winner, le champion de l'autodéfense et le vengeur pour salubrité publique, Charles Bronson se retrouve, avec quelques cheveux blancs et quelques rides en plus, policier à Los Angeles. Il se nomme Kessler et veut mettre hors d'état de nuire un maniaque sexuel, tueur de femmes. Celui-ci, Warren Stacey (Gene Davis), est – le spectateur peut vite le constater – un malade mental. Il aurait besoin d'un psychiatre, mais, justement, Kessler ne peut admettre que des criminels soient jugés irresponsables.

En s'élevant contre le laxisme de la justice américaine dans des cas de ce genre, Jack Lee Thompson plaide implicitement pour la peine de mort et ranime des passions dangereuses. Afin de confondre Stacey, qu'il a repéré, Kessler va fabriquer de fausses preuves, tel l'inspecteur Quinlan dans *la Soif du mal.* Dans le film d'Orson Welles, cependant, le débat sur la légalité volait bien plus haut et la mise en scène était géniale. Ici, le réalisateur ne recule devant aucune facilité, aucun effet manipulateur, pour que l'on admette la thèse de la vengeance implacable.

Désavoué par son adjoint, Kessler reconnaît sa supercherie au tribunal. Stacey, relâché, menace alors la fille du flic et se livre à un horrible carnage sur les amies de celle-ci. Et comme en « état de crime » il se met tout nu et porte des gants de caoutchouc, un érotisme morbide se mêle à la violence des scènes de meurtres au poignard, où les femmes hurlent, où le sang gicle, éclabousse. Donc, Bronson avait raison. S'il faut s'indigner, c'est, malgré la forte composition de l'acteur, de la bassesse d'une telle démonstration.

JACQUES SICLIER.

★ Voir les exclusivités.

■ Le producteur de cinéma australien Byron Kennedy, qui avait notamment financé la réalisation des films *Mad Max* est mort dans un accident d'hélicoptère, aux alentours de Sydney, le dimanche 17 juillet. Il était âgé de trente ans.

■ Le chef d'orchestre tchèque Jaroslav Krombholc est mort à Prague le samedi 16 juillet. Il était âgé de 65 ans.

Jaroslav Krombholc avait longtemps dirigé l'Orchestre du Théâtre national et l'Orchestre philharmonique tchèque avant de prendre en 1963 la direction de l'Opéra de Prague. En 1973 il avait été nommé chef de l'Orchestre symphonique de la radio tchécoslovaque.

« LE CERCLE DU POUVOIR »
de Bobby Roth

Cadres, prenez garde !

Les stages de formation et de promotion pour cadres dynamiques sont pratique courante. Si l'on en croit ce film, inspiré, paraît-il, d'une expérience réelle, et présenté au Festival de Deauville 1981, cela ne va pas sans dommages aux États-Unis.

Neuf couples, pris au mirage de la réussite, se retrouvent enfermés dans une luxueuse villa, où ils subissent, sous la direction d'une animatrice féroce et de son adjoint, des épreuves et des sévices épouvantables.

Brimés, frappés, contraints à révéler leur sexualité, à manger des ordures, à faire semblant d'enterrer l'un des leurs vivant, à s'humilier, à souiller la bannière étoilée, hommes et femmes vivent un calvaire (coûteux) destiné à tremper leur caractère, à déceler ceux ou celles qui seront de vrais chefs (ici, dans la publicité).

Le réalisateur prétend avoir fait œuvre sociologique et morale en dénonçant un fascisme larvé. On peut en douter devant la mise en scène complaisante de scènes sado-masochistes où Yvette Mimieux et John Considine jouent les tortionnaires excités. Et le triomphe d'un « héros » affirmant son individualismes contre l'esprit de la secte est, à la fin, pour le moins ambigu. – J. S.

★ Voir les films nouveaux.

La 51e Mostra de Venise :

priorité aux auteurs

La liste des films sélectionnés pour la 51e Mostra de Venise (31 août au 11 septembre) a été rendue publique par M. Gian Luigi Rondi, directeur du secteur cinéma de la Biennale de Venise. Sont annoncées vingt-huit avant-premières mondiales.

Parmi celles-ci, dans la série des films en compétition : *Streamers,* de l'Américain Robert Altman ; *le Déserteur,* de Giuliana Berlinguer (Italie) ; *Hanna K,* de Costa-Gavras (France) ; *E la nave va,* de Federico Fellini (Italie) ; *le Journal d'Edith,* de Hans W. Geissendorfer (R.F.A.) ; *Prénom, Carmen,* de Jean-Luc Godard (France) ; *la Force du sentiment,* d'Alexander Kluge (R.F.A.) ; *Glut,* de Thomas Korfer (Suisse) ; *Mère Marie,* de Sergej Kolossov (U.R.S.S.) ; *Crackers,* de Louis Malle (E.-U.) ; *Attention, il pourrait vous entendre,* de Carl Schultz (Australie) ; *Un amour en Allemagne,* d'Andrej Wajda (Pologne-R.F.A.).

***Onze films signés par de jeunes auteurs* seront également présentés en concours dans la section « Venise-jeunes ».**

A côté des traditionnelles sections hors concours (*« Venezia Notte », « Vénizia Giorno » et « Vénizia de Sica »*) seront organisés des « programmes spéciaux » consacrés respectivement aux cinéastes Joseph Mankiewicz et Georges Rouquier, sans compter une importante rétrospective René Clair.

SPECTACLES

théâtre

(Les jours de relâche sont indiqués entre parenthèses.)

Les salles subventionnées et municipales

COMÉDIE-FRANÇAISE (296-10-20), 20 h 30 : les Femmes savantes.

CHAILLOT (727-81-15), clôture annuelle.

PETIT ODÉON (325-70-32), clôture annuelle.

Les autres salles

COMÉDIE DE PARIS (281-00-11), 20 h 30 : George Dandin.

DAUNOU (261-69-14), 21 h : Un canapé-lit.

DÉCHARGEURS (236-00-02), 20 h : Mourir à Colone ; 22 h : Job scène du livre.

LUCERNAIRE (544-57-34) I. 18 h 30 : Stella Memoria ; 20 h 30 : les Mystères du confessional ; 22 h : Jeu même. — II. 18 h 30 : l'Esprit qui vole ; 22 h 15 : l'Intrus.

MARIGNY, salle Gabriel (225-20-74), 21 h : la Surprise.

POTINIÈRE (261-44-16), 20 h 45 : Il Signor Fagotto.

THÉATRE D'EDGAR (322-11-02), 20 h 15 : les Babas cadres ; 22 h, Nous on fait où on nous dit de faire.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (296-29-35), 19 h : Gertrude morte cet après-midi ; 20 h 30 : Tohu-Bahut ; 22 h : le Président.

BEAUBOURGEOIS (272-08-51), 19 h : Service non compris.

BLANCS-MANTEAUX (887-15-84), I. 20 h 15 : Areuh = MC2 ; 21 h 30 : les Démones loulou ; 22 h 30 : les Sacrés Monstres. — II. 20 h 15 : les Caïds ; 21 h 30 : Qui a tué Betty Grandt ?

CAFÉ D'EDGAR (322-11-02), I. 20 h 15 + sam. 23 h 30 : Tiens, voilà deux boudins ; 21 h 30 : Mangeuses d'hommes ; 22 h 30 : L'amour, c'est comme un bateau blanc. — II. 20 h 15 : Les blaireaux sont fatigués ; 21 h 30 : le Chromosome chatouilleux ; 22 h 45 : Y'a encore une bombe dans le berceau du gamin.

COMÉDIE ITALIENNE (320-85-11), 20 h 15 : Dieu m'tripote ; 21 h 30 : Des malheurs de Sophie ; 22 h 30 : Fais voir ton cupidon.

LE FANAL (233-91-17), 20 h : Attendons la fanfare ; 21 h 15 : l'Amant.

POINT-VIRGULE (278-67-03), 20 h 15 : Tranches de vie ; 21 h 30 : Casanova's babies ; 22 h 30 : l'Argent de Dieu.

THÉATRE DE DIX HEURES (606-07-48), 20 h 30 : le Baboud ; 22 h 30 : Romeliette et Julot.

Les chansonniers

CAVEAU DE LA RÉPUBLIQUE (278-44-45), 21 h : François, j'ai mal à mes sous.

Les concerts

ESCALIER D'OR, 21 heures : Ensemble Couperin, dir. : J. Belliard (Couperin).

HOTEL HEROUET, 18 h et 20 h 30 : A. Kremski (Couperin, Liszt, Debussy).

Jazz, pop, rock, folk

CAVEAU DE LA HUCHETTE (326-65-05), 21 h 30 : J. Lacroix.

FORUM (297-53-39), 21 h : Africa fête.

PETIT JOURNAL (326-28-59) 21 h 30 : le Vieux Truc.

PETIT OPPORTUN (236-01-36), 23 h : D. Huck, P. Balqueville, P. Diaz, R. Galeazzi.

Les festivals

FESTIVAL MEL BROOKS (v.o.) : Movies les Halles, 1er (260-43-99) ; 16 h, 20 h : le Grand Frisson ; 18 h, 22 h : la Dernière Folie de Mel Brooks.

FESTIVAL MARX BROTHERS (v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) : Monkey Business.

LES GRANDS SUCCÈS D'HUMPHREY BOGART (v.o.) : Action Rive Gauche, 5e (354-47-62) : le Faucon maltais.

HOMMAGE AUX ÉTOILES DU BOLCHOI ET A GALINA OURANOVA (v.o.) : Cosmos, 6e (544-28-80) : 18 h, Spartacus ; 20 h, Ivan le Terrible ; 22 h, le Lac des cygnes.

FESTIVAL JOHN FORD (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : le Massacre de Fort Apache.

FESTIVAL POLAR STORY (v.o.) : Action La Fayette, 9e (878-80-50) : les Fous du roi ; Olympic, 14e (542-67-42) : Échec à l'organisation.

DES CINEASTES ETRANGERS EN FRANCE : Studio-43, 9e (770-63-40), 18 h : le Drame de Shanghai ; 20 h : Marie légende hongroise ; 22 h : Salonique nid d'espions.

FESTIVAL A. TARKOVSKY (v.o.) : République Cinéma, 11e (805-51-33) : Stalker.

LES GRANDES REPRISES DE L'ESCURIAL : Escurial, 13e (707-28-04), 19 h 30 : Ludwig, requiem pour un roi vierge ; 17 h : l'Avventura.

FESTIVAL WESTERN (v.f.) : Grand Pavois, 15e (554-46-85), 22 h 25 : le Bon, la Brute et le Truand.

WARREN BEATTY (v.o.) : Calypso, 17e (380-30-11) : 16 h 30 : Le ciel peut attendre ; 18 h 15 : Macadam cow-boy ; 20 h 15 : Dollars ; 22 h 15 : la Maîtresse du lieutenant français.

BUSTER KEATON : Marais, 4e (278-47-86), Sherlock Jr.

Paris

FACULTÉ DE DROIT D'ASSAS, 20 h 30 : Philharmonie nationale des jeunes, dir. : A. Myrat (Stravinsky, Beethoven).

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La cinémathèque

CHAILLOT (704-24-24)
Relâche.

BEAUBOURG (278-35-57)
15 h, Grands classiques du cinéma : la Nuit de la Saint-Sylvestre, de Lupu Pick ; 17 h, Jours tranquilles à Clichy, de J.-J. Thorsen ; 19 h, Minuit, de Sang Hu.

Les exclusivités

A BOUT DE SOUFFLE MADE IN U.S.A. (A., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

ANNA (Port., v.o.) : Républic Cinéma, 11e (805-51-33).

L'ANNÉE DE TOUS LES DANGERS (Aust., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; St-Germain Village, 5e (633-63-20) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (320-30-19) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79).

L'ARGENT (Fr.) : Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Parnassiens, 14e (320-30-19).

LES AVENTURES DE PANDA (Jap., v.f.) : Templiers, 3e (272-94-56).

LES AVENTURES SEXUELLES DE NÉRON ET POPPÉE (It., v.f.) (**) : Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03).

LES AVENTURIERS DE L'ARCHE PERDUE (A., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

LES AVENTURIERS DU BOUT DU MONDE (A.) v.f. : Gaîté-Rochechouart, 9e (878-81-77).

LA BELLE CAPTIVE (Fr.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01).

CALIGULA, LA VÉRITABLE HISTOIRE (A.) (**) ; v.f. : Arcades, 2e (233-54-58) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

CARBONE 14, LE FILM : Le Marais, 4e (278-47-86).

LE CERCLE DES PASSIONS (Fr.-It.) (*), v.o. : Ambassade, 8e (359-19-08) ; v.f., Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40).

MERCREDI



Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
« LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES »
281-26-20 +
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

Lundi 18 juillet

LE CERCLE DU POUVOIR (A.) (**), v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). — V.f., Lumière, 9e (246-49-07).

LE CHOIX DE SOPHIE (A.), v.o. : Cinoches, 6e (633-10-82) ; U.G.C. Champs-Élysées, 8e (359-12-15). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

COUP DE FOUDRE (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

CREEPSHOW (A., v.o.) (*) : Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Gaumont Richelieu, 2e (233-56-70) ; Miramar, 14e (320-89-52).

DANS LA VILLE BLANCHE (Suis.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00) ; Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DE MAO A MOZART (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16).

DARK CRYSTAL (A., v.f.) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA DERELITTA (Fr.) : Studio des Ursulines, 5e (354-39-19).

LES DIEUX SONT TOMBÉS SUR LA TÊTE (Bost.-A.) ; v.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; Marignan, 8e (359-92-82). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24).

DIVA (Fr.) : Panthéon, 5e (354-15-04) ; Marbeuf, 8e (225-18-45) ; Calypso (H. sp), 17e (380-30-11).

LES FILMS NOUVEAUX

ESCROC, MACHO ET GIGOLO, film italien de Bruno Corbucci. V.o. : Studio-Médicis, 5e (633-25-97). V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Max-Linder, 9e (770-40-04) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Passy, 16e (288-62-34) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

LE JUSTICIER DE MINUIT (**), film américain de John Lee Thompson. V.o. : Forum, 1er (297-53-74) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18). V.f. : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Pathé-Wepler, 18e (522-46-01) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

MON CURÉ CHEZ LES THAILANDAISES, film français de Robert Thomas. Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Français, 9e (770-33-88) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Paramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Paramount-Orléans, 14e (540-45-91) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Maillot, 17e (758-24-24) ; Clichy-Pathé, 18e (522-46-01).

LES PRÉDATEURS (*), film britannique de Tony Scott. V.o. : Forum-Orient Express, 1er (297-53-74) ; Saint-Michel, 5e (326-79-17) ; Marignan, 18e (359-92-82) ; Parnassiens, 14e (329-83-11). V.f. : Impérial, 2e (742-72-52) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand-Pavois, 15e (554-46-85) ; Images, 18e (522-47-94).

QUARTIER DE FEMMES (**), film américain de Tom de Simone. V.f. : Paramount-Marivaux, 2e (296-80-40) ; Paramount-Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount-City Triomphe, 8e (562-45-76) ; Paramount-Opéra, 9e (742-56-31) ; Hollywood-Boulevards, 9e (770-10-41) ; Pramount-Bastille, 12e (343-79-17) ; Paramount-Galaxie, 13e (580-18-03) ; Paramount-Montparnasse, 14e (329-90-10) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount-Montmartre, 18e (606-34-25).

STELLA, film français de Laurent Heynemann. Gaumont-Halles, 1er (297-49-70) ; Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Saint-Germain-Huchette, 5e (633-63-20) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Saint-Lazare-Pasquier, 8e (387-35-43) ; Athéna, 12e (343-00-65) ; Fauvette, 13e (331-56-86) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; U.G.C.-Convention, 15e (828-20-64) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Wepler, 18e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

E.T. L'EXTRA-TERRESTRE (A.) ; v.f. : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ÉTÉ MEURTRIER (Fr.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; George-V, 8e (562-41-46) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; Français, 9e (770-33-88) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Montparnasse-Pathé, 14e (320-12-06) ; Bienvenüe-Montparnasse, 15e (544-25-02) ; Pathé-Clichy, 18e (522-46-01) ; Tourelles, 20e (364-51-98).

L'EXÉCUTEUR DE HONG-KONG (A. v.o.) : George-V, 8e (359-41-46) ; v.f., Berlitz, 2e (742-60-33) ; Arcades, 2e (233-54-58).

FAITS DIVERS (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18) ; Parnassiens, 14e (329-83-11).

FANNY ET ALEXANDRE (Suéd., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77).

LA FEMME DU CHEF DE GARE (All., v.o.) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

FEMMES (Fr.-Esp.) (**) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23) ; Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

FURYO (Jap., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Gaumont Champs-Elysées, 8e (359-04-67) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79). — V.f. : Français, 9e (770-33-88) ; Miramar, 14e (320-89-52) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50).

GAIJIN (Brés., v.o.) : Denfert (H. sp.), 14e (321-41-01) ; Châtelet Victoria (H. sp.), 1er (508-94-14).

GANDHI (Brit., v.o.) : Cluny Palace, 5e (354-07-76) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14). — V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Montparnos, 14e (327-52-37).

L'HISTOIRE DE PIERRA (Franco-Ital., v.o.) (*) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Studio de la Harpe, 5e (634-25-52) ; Lucernaire, 6e (544-57-34) ; Marbeuf, 8e (225-18-45).

L'HOMME BLESSÉ (Fr.) (*) : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Bretagne, 6e (222-57-97).

L'HOMME DE LA RIVIÈRE D'ARGENT (Aus., v.o.) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

HORRIBLE (A., v.f.) (*) : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10).

JE SAIS QUE TU SAIS... (It., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45).

LA LUNE DANS LE CANIVEAU (Fr.) : Epée de Bois, 5e (337-57-47) ; Ambassade, 8e (359-19-08).

MAYA L'ABEILLE (Autr., v.f.) : St-Ambroise, 11e (700-89-16).

LES MEILLEURS AMIS (A., v.o.) : Paramount City, 8e (562-45-76).

LE MONDE SELON GARP (A., v.o.) : Épée de Bois, 5e (337-57-47).

LUDWIG-VISCONTI (It., v.o.) : Olympic Saint-Germain, 6e (222-87-23) ; Pagode, 7e (705-12-15) ; Olympic-Balzac, 8e (561-10-60) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; Kinopanorama, 15e (306-50-50).

MONTY PYTHON, LE SENS DE LA VIE (Ang., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Impérial, 2e (742-72-52) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Hautefeuille, 6e (633-79-38) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; Saint-Lazare Pasquier, 8e (387-35-43) ; Nations, 12e (343-04-67) ; Mistral, 14e (539-52-43) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; P.L.M. Saint-Jacques, 14e (589-68-42) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; Pathé Clichy, 18e (522-46-01) ; Gambetta, 20e (522-46-01).

LE MUR (Franco-turc, v.o.) (*) : 14-Juillet Parnasse, 6e (326-58-00).

NANA LE DÉSIR (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; George-V, 8e (562-41-46). — V.f. : Maxéville, 9e (770-72-86) ; Français, 9e (770-33-88) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Fauvette, 18e (331-60-74) ; Montparnos, 14e (327-52-37) ; U.G.C. Convention, 15e (828-20-64) ; Clichy Pathé, 18e (522-46-01).

NEWSFRONT (Austr.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18).

NOUS ÉTIONS TOUS DES NOMS D'ARBRES (Fr.) : Le Marais, 4e (278-47-86).

OFFICIER ET GENTLEMAN (A., v.o.) : Marbeuf, 8e (225-18-45).

ON L'APPELLE CATASTROPHE (Fr.) : U.G.C. Montparnasse, 6e (544-14-27) ; U.G.C. Ermitage, 8e (359-15-71) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44) ; Paramount Orléans, 14e (540-45-91).

LA PALOMBIÈRE (Fr.) : Impérial, 2e (742-72-52) ; Colisée, 8e (359-29-46) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

PAULINE A LA PLAGE (Fr.) : Cinoches, 6e (633-10-82).

PIÈGE MORTEL (A., v.o.) : Studio de l'Étoile, 17e (380-42-05).

LE ROI DES SINGES (Chinois, v.f.) : Marais, 4e (278-47-86) ; Saint-Lambert, 15e (532-91-68) (H. sp.).

ROLLING STONES (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11).

TOOTSIE (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12) ; Biarritz, 8e (723-69-23). — V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LA TRAVIATA (It., v.o.) : Vendôme, 2e (742-97-52) ; Monte-Carlo, 8e (225-09-83).

LA TRILOGIE D'APU (Ind., v.o.) : 14-Juillet Racine, 6e (376-19-68).

LA ULTIMA CENA (Cub., v.o., h. sp.) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA VALSE DES PANTINS (A., v.o.) : Elysées Lincoln, 8e (359-36-14).

VICTOR, VICTORIA (A., v.o.) : St-Michel, 5e (326-79-17).

LA VIE EST UN ROMAN (Fr.) : Studio Cujas, 5e (354-89-22).

Les grandes reprises

AGENT X 27 (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

ANNIE HALL (A., v.o.) : Forum Orient-Express, 1er (233-63-65) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Publicis Champs-Elysées, 8e (720-76-23).

LES ARISTOCHATS (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

LE BAHUT VA CRAQUER (Fr.) : Ambassade, 8e (359-19-08).

BARRY LYNDON (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Saint-Germain Studio, 6e (633-63-20) ; Bonaparte, 6e (326-12-12) ; Marignan, 8e (359-92-82) ; v.f. : Lumière, 2e (246-49-07) ; Gaumont Sud, 14e (327-84-50) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06).

BAS LES MASQUES (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

BYE BYE BRASIL (A.) : Denfert, 14e (321-41-01).

CABARET (A., v.o.) : Noctambules, 5e (354-42-34).

C'EST MA VIE APRÈS TOUT (A., v.o.) : Cinéma Présent, 19e (203-02-55).

LES CINQUANTE-CINQ JOURS DE PÉKIN (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

LES CHIENS DE PAILLE (A., v.o.) (**) Forum, 1er (233-63-35) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Bastille, 11e (357-90-81) ; v.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Boulevard, 9e (246-66-44).

LES CONTES DE CANTERBURY (It., v.o.) (**) : Champo, 5e (354-51-60).

LE CONVOI (A., v.o.) : Parnassiens, 14e (329-83-11) ; v.f. : Marivaux, 2e (296-80-40) ; Arcades, 2e (233-54-58) ; Nation, 12e (343-04-67).

LES DAMNÉS (It., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

DELIVRANCE (A., v.f.) (*) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

LE DERNIER TANGO A PARIS (It., v.o.) (**) : Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36).

DOCTEUR JIVAGO (A., v.o.) : Forum, 1er (297-53-74) ; Cluny-Palace, 5e (354-07-76) ; Ambassade, 8e (359-19-08) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Richelieu, 2e (233-56-70) ; Bretagne, 6e (326-12-12) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Pathé Clichy, 16e (522-46-01) ; Gaumont-Gambetta, 20e (636-10-96).

DRIVER (A., v.f.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

EMMANUELLE (Fr.) (**) : Paramount City, 8e (562-45-76).

L'EMPIRE DES SENS (Jap., v.o.), (**) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23).

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

LES ENSORCELÉS (It., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

ERASERHEAD (A., v.o.) : Escurial, 13e (707-28-04).

L'ESPION QUI M'AIMAIT (A., v.o.) : Marignan, 8e (359-92-82) ; V.f. : Berlitz, 2e (742-60-33) ; Montparnasse Pathé, 14e (320-12-06) ; Grand Pavois, 15e (554-46-85).

EXHIBITION (Fr.) (**) : Rex, 2e (236-83-93) ; Rio Opéra, 2e (742-82-54) ; Ciné Beaubourg, 3e (271-52-36) ; Saint-André-des-Arts, 6e (326-80-25) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Biarritz, 8e (723-69-23) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Murat, 16e (651-99-75) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

L'EXTRAVAGANT Mr RUGGLES (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60).

FLESH (A.) (**) : Movies, 1er (260-43-99) ; Saint-Séverin, 5e (354-50-91) ; Olympic Balzac, 8e (561-10-60) ; Olympic Entrepôt, 14e (542-67-42).

FRANKENSTEIN JUNIOR (A., v.o.) : Studio Alpha, 5e (354-39-47).

GLISSEMENTS PROGRESSIFS DU PLAISIR (H. sp.) (Fr.) (**) : Denfert, 14e (321-41-01).

LA GUERRE DU FEU (Fr.) : Lucernaire, 6e (544-57-34).

HAIR (A., v.o.) : Olympic Halles, 4e (278-34-15) ; Paramount Odéon, 6e (325-59-83) ; Paramount Mercury, 8e (562-75-90) ; Paramount Montparnasse, 14e (329-90-10) ; V.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31) ; Paramount Gobelins, 13e (707-12-28) ; Convention Saint-Charles, 15e (579-33-00) ; Paramount Maillot, 17e (758-24-24).

LES HOMMES PRÉFÈRENT LES BLONDES (A., v.o.) : Contrescarpe, 5e (325-78-37).

IL ÉTAIT UNE FOIS DANS L'OUEST (It., v.f.) : Trois Haussmann, 9e (770-47-55).

L'ILE SUR LE TOIT DU MONDE (A., v.f.) : Napoléon, 17e (380-41-46).

JEREMIAH JOHNSON (A., v. f.) : Opéra Night, 2e (296-62-56).

JÉSUS DE NAZARETH (It., v.f.) : (1re et 2e partie), Grand Pavois, 15e (554-46-85).

KRAMER CONTRE KRAMER (A., v.o.) : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Quintette, 5e (633-79-38) ; Elysées Lincoln, 8e (359-36-14) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V.f. : Capri, 2e (508-11-69) ; Lumière, 9e (246-49-07) ; Athéna, 12e (343-00-65).

LETTRES D'AMOUR EN SOMALIE (v.f.) : Olympic, 14e (542-67-42).

MACAO, LE PARADIS DES MAUVAIS GARÇONS (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66).

MAD MAX II (A., v.o.) : Publicis St-Germain, 6e (222-72-80) ; v.f. : Paramount Opéra, 9e (742-56-31).

LA MAISON DU LAC (A., v.o.) : A. Bazin, 13e (337-74-39).

LE MASQUE DE FUMANCHU (A., v.o.) : Olympic Luxembourg, 6e (633-97-77).

MÊME A L'OMBRE LE SOLEIL LEUR TAPE SUR LA TÊTE (It., v.f.) : Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Rotonde, 6e (633-08-22) ; Ermitage, 8e (359-15-71) ; U.G.C. Gobelins, 13e (336-23-44) ; Convention St-Charles, 15e (579-33-00) ; Images, 18e (522-47-94).

MIDNIGHT EXPRESS (A., v.f.) (**) : Capri, 2e (508-11-69).

MONTY PYTHON SACRE GRAAL (A., v.o.) : Cluny Écoles, 5e (354-20-12).

MOROCCO (A., v.o.) : Action Ecoles, 5e (325-72-07) ; Mac Mahon, 17e (380-24-81).

LA MORT AUX TROUSSES (A., v.o.) : Ranelagh, 16e (288-64-44).

NEW YORK NEW YORK (version intégrale) (A., v.o) : Calypso, 17e (380-30-11).

NINOTCHKA (A., v.o.) : Action Christine, 6e (325-47-46).

LA NUIT DE L'IGUANE (A., v.o.) : Action Christine (bis), 6e (325-47-46).

PHANTOM OF THE PARADISE (A., v.o.) (*) Cinoches, 6e (633-10-82)) ; St-Lambert, (H. sp.) 15e (532-91-68).

LE PIGEON (It., v.o.) : Olympic Entrepot, 14e (542-67-42).

PINOCCHIO (A., v.f.) : La Royale, 8e (265-82-66) ; Napoléon, 17e (380-41-46).

POUR QUELQUES DOLLARS DE PLUS (A., v.o.) : U.G.C. Marbeuf, 8e (225-18-45) ; V.f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32).

POUR UNE POIGNEE DE DOLLARS (A., v.o.) : Paramount Montmartre, 18e (606-34-25).

LE PROCÈS PARADINE (A., v.o.) : Espace Gaîté, 14e (327-95-94).

LA RANCUNE (A., v.o.) : Studio des Acacias, 17e (764-97-83).

ROCKY I (A., v.o.) : Publicis Matignon, 8e (359-31-97).

RIZ AMER (It., v.o.) : Studio Logos, 5e (354-26-42) ; Olympic, 14e (542-67-42).

SPARTACUS (A., v.o.) : U.G.C. Biarritz, 8e (723-69-23) ; 14-Juillet Beaugrenelle, 15e (575-79-79) ; v.f. : Gaumont Halles, 1er (297-49-70) ; Grand Rex, 2e (236-83-93) ; U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; U.G.C. Odéon, 6e (325-71-08) ; U.G.C. Gare de Lyon, 12e (343-01-59) ; Paramount Galaxie, 13e (580-18-03) ; Bienvenüe Montparnasse, 14e (544-25-02) ; Pathé Wepler, 18e (522-46-01).

LA TAVERNE DE L'ENFER (A., v.o.) (*) : U.G.C. Danton, 6e (329-42-62) ; Normandie, 8e (359-41-18) ; Parnassiens, 14e (329-83-11) ; V. f. : U.G.C. Opéra, 2e (261-50-32) ; Maxéville, 9e (770-72-86) ; Fauvette, 13e (331-60-74) ; Images, 18e (522-47-94) ; Secrétan, 19e (241-77-99).

LE TROISIÈME HOMME (A., v.o.) : Champo, 5e (354-51-60).

LES VALSEUSES (Fr.) (**) : Montparnos, 14e (327-52-37).

VOYAGE AU CENTRE DE LA TERRE (A., v.o.) : Escurial Panorama, 13e (707-28-04).

WOODSTOCK (A., v.o.) : Péniche des Arts, 16e (527-77-55).

Les séances spéciales

L'AGE D'OR (Mex.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

AMERICAN GIGOLO (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 16 h.

ALIEN (A., v.o.) (*) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 15, 20 h 10.

BLADE RUNNER (*) (A., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 22 h 15.

BLUE COLLAR (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LES CADAVRES NE PORTENT PAS DE COSTARDS (A., v.o.) : Saint-Ambroise, 2e (700-89-16), 20 h 30, Boite à Films, 17e (622-44-21), 18 h.

CASANOVA, UN ADOLESCENT A VENISE (It., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 16 h 15.

LES CHARIOTS DE FEU (Brit., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04), 19 h.

CHERIE JE ME SENS RAJEUNIR (A., v.o.) : Studio Bertrand, 7e (783-64-66), 17 h 30, 19 h 25.

CLEMENTINE TANGO (Fr.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h 15.

DIALOGO DI ROMA (Fr.) : Olympic, 14e (542-67-42), 18 h.

ELEPHANT MAN (A., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h 10.

LES ENFANTS DU PARADIS (Fr.) : Ranelagh, 16e, (288-64-44), 20 h 30.

LE JAPON DE FRANÇOIS REICHENBACH (Fr.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 17 h 30.

LES JOCONDES (Fr.) : Saint-Ambroise, (11e) (700-89-16), 19 h.

JOHNNY GOT HIS GUN (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 20 h 15.

HAMMETT (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

LA HORDE SAUVAGE (*) (A., v.o.) : Palace, 15e (374-95-04), 21 h 15.

LILI MARLEEN (All., v.o.) : Rivoli-Beaubourg, 4e (272-63-32), 18 h 20.

LA NUIT DE VARENNES (It., v.o.) : Templiers, 3e (272-94-56), 20 h.

ORANGE MÉCANIQUE (**) (A., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 20 h 25.

LE PROCES (A., v.o.) : Olympic-Luxembourg, 6e (633-97-77), 24 h.

QUE LE SPECTACLE COMMENCE (A., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 22 h.

RÊVE DE SINGE (It., v.o.) : Châtelet-Victoria, 1er (508-94-14), 18 h 15.

SATYRICON (It., v.o.) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 16 h 5.

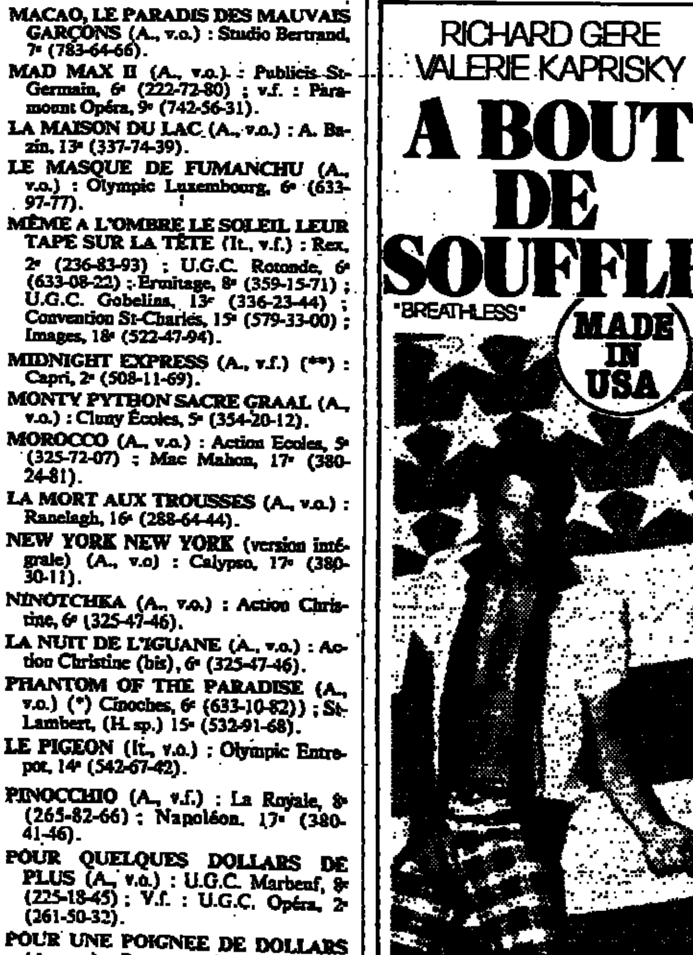
SUBWAY RIDERS (A., v.o.) : Saint-André-des-Arts, 6e (326-48-18), 24 h.

THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (A., v.o.) (*) : Studio Galande, 5e (354-72-71), 22 h 45, 0 h 30.

TOUTE NUDITÉ SERA CHATIÉE (Fr.) : Denfert, 14e, (321-41-01), 18 h.

YOL (Turc, v.o.) : Saint-Ambroise, 11e (700-89-16), 22 h.

POUR LES SALLES VOIR LIGNES PROGRAMMES



COMMUNICATION

VU

Catch à six

Réunissez sur un plateau trois femmes délurées, attirantes, journalistes de préférence, et trois hommes célèbres. Célèbres c'est beaucoup dire. Sauf s'agissant de Noah. Connus mettons, très connus dans l'Hexagone, niveau Drucker, Bigeard, Polac, B.-H. Lévy ou Collaro.

Trois mecs donc, et trois nanas. Allumez pleins feux les projecteurs et laissez mijoter pendant une heure, le dimanche soir sur TF 1 « Droit de question ». Et observez, c'est assez rigolo, les frémissements de plaisir, d'agacement, de trac, de soulagement, les insolences — rien de bien méchant — les chatouilles, les mordillements, les coups de griffes ou de patte, bref les vibrations que suscite sous la loupe de l'écran, le regard du Tout-Puissant, le public.

Ce regard, certains — les hommes de radio ou de télé — y sont plus habitués que d'autres. Ainsi Villers et Mourousi ont-ils accueilli avec le flegme souriant du vieux combattant les fléchettes décochées d'une main mutine par leurs interlocutrices. Celle de Mourousi, adorable — c'est paraît-il la fille de Bedos, Leslie, — avait affaire à forte partie. Lui, rien ne l'entame. Vous pouvez lui parler de n'importe qui, de n'importe quoi, de son goût pour le cuir, de son chauffeur en livrée, de sa propreté — il change de slip tous les jours, — il acquiesce ou il rectifie, totalement indifférent, ça se voit, ça se sent, à ce qu'on peut bien raconter sur lui.

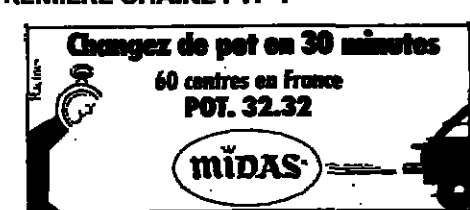
Là où ça devient intéressant, c'est quand s'installe sur la sellette, face à une petite blonde aguichante, taquine, assise jambes croisées sur le canapé, une brave bête un peu lourde, un peu gauche, Jacques Lanzmann, rougissant sous sa moustache, évoquant avec le sérieux d'un coureur de fond — prêt, partez ! — ses souvenirs de voyages, de longues marches ou de prison. Comme c'est la quatorzième édition — en ce moment il passe sans arrêt à la télévision, — au lieu de l'écouter, on le dévisage. On dirait qu'il le sent. Ça n'en est que plus marrant.

Côté spectacle, rien à redire. Côté compétition, les femmes, hélas, se font gentiment remettre à leur place par les hommes. Forts de leur expérience et de leur réputation, ils l'emportent haut la main. Allez les filles ! La prochaine fois, mettez donc un peu moins de miel et un peu plus de fiel dans vos propos.

CLAUDE SARRAUTE.

Lundi 18 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1



20 h 35 Cinévasion : Passion sous les tropiques.
Film américain de R. Maté (1952), avec R. Mitchum, L. Darnell, J. Palence, S. Giglio, R. Hoyos Jr (redif).
Un gangster new-yorkais charge un tueur d'abattre son ancienne maîtresse, qui se cache au Vénézuela. Celle-ci rencontre un boxeur. Il va la protéger.
Film d'aventures tourné en 3D (illusion du relief avec lunettes spéciales). Des stars au service d'effets spéciaux à peu près inexistants en version « plate ».

22 h 10 Journal de voyage avec André Malraux.
A la recherche des arts du monde entier.
De Florence à Rome en passant par Fontainebleau, la promenade imaginaire de l'auteur de la Condition humaine *: Botticelli, Michel-Ange, le maniérisme. Même si la série a pris de l'âge, elle reste l'une des meilleures de Jean-Marie Drot. A voir pour la personnalité fascinante, les gestes, les mains de Malraux.*

23 h 5 Journal.
23 h 20 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

20 h 35 Le grand échiquier, de Jacques Chancel,
avec l'Orchestre de Bordeaux-Aquitaine et Roberto Benzi.
23 h 15 Journal.

TROISIÈME CHAINE : FR 3

20 h 35 Cinéma : Histoires extraordinaires...
Film franco-italien à sketches 1967 (rediffusion).
Metzergeustein, de R. Vadim, avec J. Fonda, C. Marlier, P. Fonda, F. Prevost, P. Lemaire.
Une comtesse débauchée, dédaignée par son cousin, fait incendier les écuries de celui-ci et cause sa mort. Un mystérieux cheval noir lui apparaît.
William Wilson, de L. Malle, avec A. Delon, B. Bardot, K. Cristina, U. d'Orsi, D. Vargas.
Un jeune officier, poursuivi depuis son enfance par son double qui l'empêche de céder à sa cruauté, engage une étrange partie de cartes avec une femme dont il veut se venger.
Il ne faut jamais parier sa tête avec le diable, de F. Fellini, avec T. Stamp, S. Randone, M. Yaru, Polidor.
Un acteur anglais, alcoolique et drogué, vient en Italie pour tourner un western catholique. Une petite fille blonde jouant avec un ballon rouge l'obsède.
Trois adaptations de nouvelles d'Edgar Poe dont la plus originale, modernisée, est celle de Fellini, dans le tourbillon de fantasmes de ce cinéaste-auteur. On aime bien aussi le fantastique de Poe selon Louis Malle. Vadim s'est contenté d'utiliser Jane Fonda comme objet érotique.

22 h 30 Journal.
22 h 50 Magazine : Thalassa.
Port-Cros, une île sous surveillance (rediffusion).
23 h 15 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
Son album imaginaire.
23 h 20 Prélude à la nuit.
Adagio pour cordes, d'André Jolivet, par les solistes de Marseille, sous la direction de D. Erlih.

FRANCE-CULTURE

19 h 30, Présence des arts : en hommage à Alfred Hofkunst, exposition à Marseille.
20 h, La Canicule, de C. Palustran (redif.).
21 h, L'autre scène ou les vivants et les dieux : la lune et le voyage des âmes.
22 h 30, Nuits magnétiques.

FRANCE-MUSIQUE

Les émissions de France-Musique sont diffusées en direct d'Aix-en-Provence et de Marseille.

21 h, Concert (en direct de la cour du Conservatoire de Marseille) : musiques andalouses des seizième et dix-septième siècles, par l'Ensemble Ziryab.
23 h, Fréquence de nuit : l'amour ; à 23 h : Dix heures et demie du soir en été.

Mardi 19 juillet

PREMIÈRE CHAINE : TF 1

12 h Vision plus.
12 h 30 Le bar de l'été.
13 h Journal.
13 h 45 Série : Destination danger.
16 h 30 Croque vacances.
18 h Le rendez-vous.
18 h 10 Revoir à la demande : la Vie de Marianne.
19 h 5 Météorologie.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Jeu : Super défi.
19 h 45 Tour de France.
20 h Journal (et à 21 h 35 et 23 h 10).
20 h 35 Mardivertissement. Gala consécration Midem 83.
Emission de M. et G. Carpentier.
Avec U. Tozzi, K. Wiede, J. Higelin...
21 h 45 Télévision de chambre : Casting.
Téléfilm d'A. Joffe, avec B. Myers, M. Robin, E. Scob...
Un cinéaste tente de restituer à l'écran un amour parfait en exigeant que les acteurs le vivent eux-mêmes : la mise en scène hésite entre le conte naïf et le drame psychologique.
22 h 40 Regards entendus : Cueco, par Cueco.
Réal. Guy Olivier (production I.N.A.).
Un grand dessinateur contemporain par lui-même.
23 h 25 Un soir, une étoile.

DEUXIÈME CHAINE : A 2

10 h 30 ANTIOPE.
12 h Journal (et à 12 h 45).
12 h 10 Platine 45.
Avec Supertramp, Michel Jonasz, Talking Heads, les Civils et Marvin Gaye.
12 h 25 Tour de France.
13 h 35 Série : le Virginien.
14 h 45 Aujourd'hui la vie.
15 h 45 Dessins animés.
15 h 55 Sports été.
Tennis ; athlétisme.
18 h Récré A2.
18 h 30 C'est la vie.
18 h 50 Des chiffres et des lettres.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 40 Le théâtre de Bouvard.
20 h Journal.
20 h 35 Film : l'Entourloupe.
Film français de G. Pirès (1980), avec J.-P. Marielle, J. Dutronc, G. Lanvin, A. Jousset, J. Lanier, D. Laloux.
Satire du démarchage à domicile dont l'humour se perd dans la vulgarité, la peinture outrée et méprisante du monde rural. Dommage pour les dialogues d'Audiard et les acteurs.
22 h 10 En souvenir de Max-Pol Fouchet : Gauguin.
Réal. G. Pignol (rediffusion).
23 h 5 Journal.

TROISIÈME CHAINE

19 h 10 Journal.
19 h 15 Emissions régionales.
19 h 35 Pour les jeunes.
19 h 50 Dessin animé : Ulysse 31.
20 h Les jeux.
20 h 35 Film : la Ballade des Dalton.
Film français de R. Goscinny et Morris (1977), avec les voix de D. Ceccaldi, R. Goscinny, B. Haller, P. Trabaud, J. Balutin, G. Hernandez, P. Tornade.
Les frères Dalton apprennent, en prison, qu'ils doivent tuer huit personnes pour toucher l'héritage de leur oncle, dont le testament exige, de plus, le contrôle de Lucky Luke. Ils s'évadent et commencent leur besogne.
Belle réussite — surpassant le premier Lucky Luke *— d'un film d'animation d'après les célèbres bandes dessinées. A la parodie du western s'ajoute celle de la comédie musicale.*
21 h 55 Journal.
22 h 15 Bleu outre-mer.
Emission de M. Coletti.
« Il était une fois l'esclavage », reportage de Neron et Theolade (Guyane). « Simone Schwartz-Bart », interview de Jacqueline Maussion (Guadeloupe).
23 h 8 Une minute pour une image, d'Agnès Varda.
Son album imaginaire.
23 h 10 Prélude à la nuit.
Ballade nº 1 pour piano seul, de F. Chopin, par M. Lévinas.

FRANCE-CULTURE

14 h 5, Un livre, des voix : *Les yeux plus grands que le ventre*, de Cavanna.
14 h 45, Les après-midi de France-Culture : itinéraires ; à 15 h 20, Magazine international ; à 16 h 25, Micromag ; à 17 h, Raisons d'être.
17 h 32 Qu'entendre à Venise ? (Monteverdi, Stravinski ou Nono).
18 h 30, Feuilleton : Le grand livre des aventures de Bretagne.
19 h 25, Jazz à l'ancienne.
19 h 30, Sciences : la bio-énergie et l'homme moderne, avec A. Lowen.
20 h, Dialogues : l'homme, objet de la médecine. Avec N. Bensaïd et R. Sananès.
21 h 15 Rimbaud, trois manières (œuvres d'Amy, Britten, Henzé).
22 h 30, Nuits magnétiques : les Yeux secs (rediffusion).

FRANCE-MUSIQUE

En direct d'Aix-en-Provence et de Marseille

13 h 5, L'Arbre à chansons.
14 h, Portraits provençaux : de Mirabeau ; à 15 h, d'Ernest Blanc ; à 16 h, de Darius Milhaud.
17 h, Jazz : Nice-Antibes.
18 h, Une heure avec l'Ensemble baroque de Provence (en direct du cloître Saint-Sauveur) : intégrale des « pièces de clavecin en concert », de J.-P. Rameau.
19 h 5, L'imprévu.
21 h 30, Concert (en direct du Théâtre du Pavillon de Vendôme à Aix) : *Suite nº 1 en ut majeur*, de J.-S. Bach, et *Suites nº 1 et nº 3*, de G.-F. Haendel, par l'English Baroque Solists, dir. J.-F. Gardiner.
23 h 35, Jazz-Club (en direct du Hot Brass) : le quintette du trompettiste J. Walrath, avec G. Ferris, trombone.

LES RADIOS LOCALES PRIVÉES ET L'ARGENT

I. — *Mais de quoi vivent-elles donc ?*

Rappelez-vous. C'était il y a tout juste deux ans. Un phénomène étonnant alors en gestation allait bouleverser le paysage audiovisuel français et la douce léthargie estivale dans laquelle Paris semblait avoir sombré cachait mal la fièvre radiophonique qui, jour après jour, étendait ses ravages. Comment rêver vacances quand la Bastille, monopole si longtemps décriée, s'apprêtait enfin à être libérée ?

Deux ans ! Le temps, pour les stations libres, de s'installer, le temps de se griser... et puis de déchanter. Les discours conciliants n'empêchèrent pas toujours le brouillage ; nombre de promesses connurent des reniements et, en interdisant aux stations toutes ressources publicitaires, la grande loi qui proclamait enfin la liberté compromettait la clause qui pouvait, dans l'œuf, la tuer.

« *Nous ne voulons pas de radio fric !* », proclamait, le 22 septembre 1981, le premier ministre, M. Pierre Mauroy, sans préciser de quoi les stations allaient pouvoir vivre. Fort bien ! Risquons donc, aujourd'hui, une incursion dans le monde mouvant de la F.M. et celui de ses financiers. Confrontons promesses et recommandations avec une réalité qui, chaque jour, devient plus opaque. Distinguons petites débrouilles et grandes manœuvres, et osons appeler publicité ce qui en a le goût, la couleur et la motivation.

« *Nous n'avons pas encore d'espace à vendre.* ». Etalée sur une double page de l'hebdomadaire *Stratégies* en décembre 1982, l'annonce avait de quoi surprendre : A quoi bon s'adresser aux publicitaires et annonceurs si l'on ne peut rien leur offrir ? Mais le clin d'œil était évident : attention, semblait dire Gilda, la radio privée parisienne, auteur du message, l'autorisation de la publicité n'est plus qu'une question de temps... Rencontrons-nous et discutons. « *Gilda, c'est déjà un support, la publicité nous intéresse.* » Avis aux professionnels imaginatifs !

Est-ce la franchise de la démarche, la clarté des intentions ? Le message en tout cas fut reçu cinq sur cinq, et Gilda, toujours au grand jour, franchit un second pas — plus dangereux celui-là — en organisant les 2 et 3 juillet, en liaison avec *Stratégies*, *Ipsos* et le club des directeurs artistiques, un week-end de réflexion et d'expérimentation à l'antenne de spots publicitaires gratuits conçus pour cette « nouvelle race » de support. Là encore une opération réussie, non pas tant du point de vue de l'originalité des messages — souvent pâles copies des annonces de périphériques — que de celui des contacts et relations avec agences de publicité et maisons de production, nombreuses à s'être jointes à l'opération. Laquelle oserait aujourd'hui négliger ces nouveaux médias dont elles savent peu de choses, mais dont elles perçoivent clairement l'enjeu ?

« A ma montre... à quartz »

Que dire, en effet, du grenouillement actuel ? De ces paris insensés qui se font sur l'avenir et sur lesquels nombre de stations obtiennent prêts et cautions bancaires en aliénant toujours un peu plus leur autonomie ? De ces accords qui se concluent dans l'ombre entre ceux qui ont l'argent mais pas d'autorisation et ceux qui ont l'autorisation mais sont dénués de ressources permettant de l'exploiter ?

Prenons l'opération Conforama, menée sur l'antenne de R.F.M. au mois d'avril par l'agence Bélier. Cinq fois par jour, pendant cinq week-ends, a été diffusée sur l'antenne la chanson *Conforama* chantée depuis longtemps déjà sur les postes périphériques par Henri Salvador. Seulement, voilà : toute référence à la marque a été retirée du texte du chanteur, qui, cette fois, invite les auditeurs à téléphoner à la station pour savoir « *comment s'installer à l'aise* », des hôtesses étant prêtes à leur donner, hors antenne, toute précision sur les avantages des magasins Conforama, dépositaires d'autre part d'autocollants et cartes du club R.F.M. La station ne perçoit pas d'argent : c'est interdit. A moins que l'association de soutien à R.F.M. n'ait reçu quelque don... Ça n'est pas vraiment de la publicité, mais cela y ressemble étrangement. Subtil, non ?

Mais il est des allusions plus directes : du célèbre « *A ma montre Seiko à quartz...* », en passant par « *Mon walman Sony sur la tête* », « *Le temps de prendre mon stylo Waterman* », ou « *en garant ma petite R5* ». Sans oublier les bons vieux spots « *Du chic et du rythme, du choc et du rock, Disco 2000, la discothèque des p'tits loups branchés...* » et les cadeaux aux jeux par téléphone : « *Cette bonne réponse te donne droit à un bon d'achat dans la lingerie de la rue Gambetta. De quoi gâter ta maman pour la fête des mères, comme d'ailleurs toutes les mamans de Morlaix, qui bénéficient ce samedi d'une réduction de 30 %.* »

par ANNICK COJEAN

Et puis viennent les cartes d'auditeurs. Habile, le coup des cartes d'auditeurs ! Outre l'apport direct de cette manifestation de soutien à la radio (R.F.M. en a vendu plus de 9000), la carte ouvre maintes possibilités de promotion. On peut choisir par exemple de lire régulièrement à l'antenne la liste des aimables commerçants qui, sur présentation de la carte, consentent aux auditeurs divers avantages. On peut également faire de ces commerçants les dépositaires de tee-shirts autocollants et gadgets divers au logo de la station et en indiquer l'adresse à l'antenne le plus naturellement du monde, Radio-Jet à Paris allant jusqu'à préciser les réclames et promotions du jour chez les détaillants du quartier.

Mais la championne toutes catégories dans l'utilisation de la carte est sans doute la station parisienne soutenue par le secrétariat d'Etat au tourisme, La Voix du lézard, qui produit ou coproduit des programmes — notamment publicitaires — en prenant soin de ne tarifer aux annonceurs que la conception et la production des annonces, leur diffusion sur l'antenne — obligatoirement gratuite — se faisant par l'intermédiaire d'une annonce promotionnelle pour la fameuse « Carte du lézard ». Un exemple de prix ? 300 F (hors taxe) le message de 30 secondes, 2400 F les dix messages, 3600 F les vingt...

« Ils veulent parler ? Qu'ils paient ! »

Mais à quoi bon s'ennuyer à voiler des messages publicitaires ou même à monnayer des subventions pleines de contraintes. La radio est écoutée ? Beaucoup souhaitent s'y exprimer ? Eh bien, qu'ils achètent du temps d'antenne ! Il est à vendre ! C'est ainsi qu'une radio de Montpellier a fait ses choux gras des élections municipales du printemps. MM. et M[mes] les candidats voulaient parler à l'antenne ? Soit. Qu'ils paient (4000 F le passage sur les ondes) ! C'est ainsi aussi que certaines radios se sont livrées gaillardement à un découpage de leur grille qu'elles ont bradée ou concédée aux meilleurs payeurs. Premier secteur intéressé en province : l'économie sociale (mutuelles, assurances, banques...).

Paris, bien sûr, fait de la surenchère. Une radio a vendu jusqu'à 30000 F une heure trente d'émission et a mis au point à l'adresse des organismes intéressés toute une gamme de tarifs progressifs depuis la simple location de temps d'antenne jusqu'à la mise à disposition du standard téléphonique d'un animateur, d'un journaliste, et d'un studio-table ronde ! Quant à la petite radio Pétronille, faute d'obtenir des municipalités de la région de Pau des soutiens suffisants, elle a vendu une heure hebdomadaire de sa grille à l'association de réflexion des chrétiens L'arbre et la Source, et un autre aux associations de la ville d'Argelès-Gazos. 5000 F pour toute une année : le prix cette fois paraît dérisoire.

Mais le parainage — ou sponsoring — a lui aussi ses adeptes. Associations ou sociétés n'ont-elles pas intérêt à financer la promotion de leur secteur, à faciliter la diffusion de certaines informations ou simplement à associer leur nom à une opération prestigieuse ou innocente ? Beaucoup s'y sont essayées : la presse spécialisée, qui favorise la création d'émissions en rapport avec leur secteur de couverture (vidéo, informatique, musique classique...) ; la régie Renault, qui a financé la couverture par Gilda du Grand Prix de France de formule 1 du Castellet, dans lequel (mais pouvait-elle le prévoir ?) son concurrent termina premier ! Citroën, qui a donné son nom à la péniche itinérante d'où Radio Service Tour Eiffel diffuse cet été ses émissions. Les marques de cigarettes (Camel...), qui associent leur nom à un magazine d'aventures, une agence de voyages qui finance une émission sur l'exotisme, et combien d'ambassades et d'offices de tourisme étrangers sollicités pour parrainer les programmes portant sur leur pays !

Plus grave — et plus hypocrite, — la pratique du publi-reportage qui, aux frontières encore floues entre le sponsoring et le message publicitaire, rend l'auditeur incapable de distinguer l'informatif du publicitaire. Ce sont, par exemple, les interviews complaisantes : un artiste peu connu, pour la promotion duquel une attachée de presse zélée aura songé à dédommager généreusement la station. Ce sont également les interventions à l'antenne de certains spécialistes venus, sous prétexte de services divers, assurer à l'antenne leur propre publicité... De la recette diététique, donnée quotidiennement par le chef de ce restaurant lyonnais, en passant par les « trucs » de beauté confiés par une esthéticienne du Faubourg-Saint-Honoré, ou les conseils bancaires prodigués par la banque locale.

Ce sont, enfin, toutes les possibilités d'enquêtes ou de reportages motivés par des intérêts purement financiers. *Et l'auditeur finit par ne* plus savoir si la sélection des films à voir faite par N.R.J. est celle des critiques ou celle des financiers de la station, si les tests d'essais de la Golf GT I ou de la Renault 11 sont à peu près crédibles (nombre de constructeurs automobiles mettent leur parc de voitures à la disposition des radios), si la diffusion d'émissions en direct d'un festival, d'une foire, d'une cave en Champagne ou d'un supermarché est motivée par des considérations culturelles, journalistiques, ou uniquement publicitaires.

Petites combines... et petits gains

Mais si l'auditeur est trompé, les animateurs de la radio le sont aussi qui, en acceptant de gros soutiens, se privent de toute indépendance critique et se lient les mains : le publi-reportage ne résulte plus alors d'un contrat ponctuel mais d'une sorte d'obligation morale — la pire — à laquelle, tacitement, la radio a souscrit. Soutien municipal ou politique ? Cela signifiera — outre un ton et une orientation idéologique — l'obligation de couvrir en priorité certains événements de la vie municipale (Radio Première reçoit dans ce but 70000 F par an de la municipalité de Pontoise), du parti ou du mouvement « bienfaiteur ». Le risque aussi, comme à Brest, Chambéry et Saint-Etienne, de voir son existence compromise au premier changement de municipalité. Soutien d'un journal ? Cela impliquera une collaboration avec sa rédaction, le soutien de certaines opérations, le financement de la station faisant souvent partie du budget promotion du journal, à moins qu'il ne découle de quelque échange-marchandise ou publicité entre le journal et d'autres sociétés, ou d'une pseudo-souscription personnelle des membres de la publication.

Enfin, certaines grandes associations sont prêtes à favoriser toute initiative pouvant traiter un certain type d'information. C'est le cas de Médecins sans frontière ; c'est aussi celui de la Ligue contre le cancer qui a largement contribué au lancement de Digitale, montée à l'origine par des médecins ; c'est également le cas d'une trentaine de caisses régionales du Crédit agricole, impliquées dans des radios locales, pour « *aider au développement culturel du département* » et jouer le rôle d'« *informateur économique* », comme dans le Gers, le Morbihan, les Deux-Sèvres ou la Haute-Loire.

Enfin, faute de pouvoir manager davantage leur antenne, certaines radios ont constitué à côté de leur association initiale une S.A.R.L. qui leur permet de se lancer dans la « péri-radiophonie ». Des animations hors antenne de foires commerciales, de fêtes municipales, d'inaugurations diverses (2500 F le week-end chez un grand « pavillonneur »), à la production de disques, cassettes, l'organisation de concerts et de fêtes (une fête africaine a rapporté à une radio marseillaise l'équivalent de dix mois de loyer), l'exploitation d'un répondeur téléphonique fournissant info-services et annonces variées, sans compter — réponse du berger à la bergère — la création de petits hebdos gratuits comportant publicité, petites annonces et programmes de radio et de télévision. Ou, enfin, comme une petite radio du Sud-Ouest, le lancement d'un salon de thé avec « vue sur les studios » !

A petites combines, petits gains : la plupart des radios s'épuisent à gagner trois fois rien. Seules quelques stars prospèrent, à Paris, Lyon, Nantes ou bien Nice, qui se moquent des miettes que le gouvernement jette. Et tandis que Radio Atlantic, sans ressources, a dû interrompre des émissions commencées à Nantes depuis 1977, quelques requins parisiens (annonceurs, publicitaires, périphériques ou petits malins) préparent, dans l'ombre, des manœuvres à coup sûr fructueuses.

Prochain article :

LES NAIVES ET LES MALINS

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

140 A 200.000 et + **REGION NICE**

Nous sommes l'un des premiers groupes français de prévoyance.

Nos domaines d'activité sont largement diversifiés : **DE L'ASSURANCE AU TOURISME SOCIAL.**

Pour assurer notre développement, nous recherchons des

INGENIEURS INFORMATICIENS

GRANDES ECOLES

Nous utilisons les meilleures techniques de gestion et disposons de méthodes et d'outils informatiques particulièrement développés : ordinateurs IBM 3081 et 3033, réseau de plus de 600 terminaux.

Conditions générales d'emploi attractives.

Les candidats de la région parisienne seront reçus à Paris.

Adresser C.V. détaillé, prétentions et photo sous réf. 9996 à **VALENS CONSEIL**, BP 359, 75064 PARIS Cédex 02.

GROUPE INDUSTRIEL FRANÇAIS DE PREMIER PLAN

implantation internationale

Recherche pour Région Ouest

CHEF COMPTABLE

AYANT UNE CONNAISSANCE PARFAITE DES FINANCEMENTS A L'EXPORTATION

ANGLAIS INDISPENSABLE

Ecrire à : H.A.P. hall des petites annonces n° 951500 7 X — 44040 NANTES CEDEX

Associations culturelles et de formation de Franche-Comté, recherchent formateurs, expériences milieu difficile et compétences techniques, 25 ans minimum.
Ecr. s/n° 8.588 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

CHERCHE INFORMATICIEN

connaissant planning PERT, algorithmes chemin critique, etc. pour projet informatisation planning. Conditions de travail et d'emploi ouvertes et attractives. Envoyez S.V.P. C.V. à Mme SALLES, 36, square Michelet, 13009 Marseille.

VILLE DE VOIRON
Porte de la Chartreuse
24 km de Grenoble

Recrute d'urgence

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL

20/40.000 habitants
expérimenté
et

SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT

Expérimenté en gestion et informatique

Adresser c.v. détaillé et manuscrit avec photo à : Monsieur le Maire, Hôtel de Ville, 38501 VOIRON.

AVANT le 10 août pour le poste de S.G.
AVANT le 20 août pour le poste de S.G.A.

Délais de rigueur

GROUPEMENT D'ENTREPRISES COOPÉRATIVES
250 PERSONNES

Ville agréable, Sud AISNE
recherche

CADRE COMPTABLE ET FINANCIER DÉBUTANT

D.E.C.S. ou B.T.S.
+ 2 ou 3 ans expérience

Pour Compta géné — Bilan — compta budg. et prix de revient
Envoyer c.v. photo et prétentions à :
A.P.E.C. PICARDIE
B.P. 204
80002 AMIENS CEDEX
Réf. 186

La Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon

recherche

un(e) assistant(e) technique au commerce

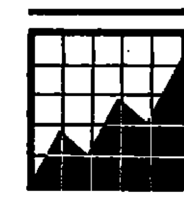
Au sein d'une équipe pluridisciplinaire, le titulaire du poste participera à l'aide technique apportée d'une part à des responsables de Petites et Moyennes Entreprises du secteur commerce, d'autre part à des groupements de commerçants, notamment pour la définition, le lancement et le contrôle de leur stratégie.

Les candidats (es) devront avoir reçu une formation de niveau supérieur (ex. : École Supérieure de Commerce...). Une expérience professionnelle minimale de trois années si possible dans la distribution ou en cabinet conseil (marketing, publicité), leur aura permis une très bonne pratique des techniques de gestion et de communication.

Les qualités suivantes seront exigées : capacité d'adaptation à des situations et à des interlocuteurs très variés, sens du travail en équipe, capacité d'animation, grande disponibilité, esprit ouvert et créatif.

Adresser lettre manuscrite, curriculum vitae, photo et prétentions sous référence DP 837 M à : Chambre de Commerce et d'Industrie de Lyon, Monsieur le Directeur du Personnel et des Relations Sociales, 20, rue de la Bourse, 69289 Lyon Cedex 01.

HAVAS CONTACT



DIRECTIONS . DIRECTIONS

Fonctions Nationales et Internationales

ENTREPRISE LEADER DU BTP
recherche
POUR SES FILIALES DE L'OUEST

1 Directeur Général

Maisons Individuelles

Vous êtes un professionnel de haut niveau de la maison individuelle. Vous avez une profonde expérience de tout ce qui constitue l'action commerciale dans ce domaine.

Nous vous proposons de prendre la responsabilité totale d'une unité de 400 maisons par an, suivi technique, gestion et surtout animation des équipes de vente.

Le poste est basé dans une ville universitaire. Le salaire annuel est de 250.000 F. et +

Si votre dynamisme et votre ambition font de vous le patron que nous recherchons, adresser un CV convaincant à No 27366 COFAP - 40, rue de Chabrol - 75010 Paris, *qui trans.*

SOCIÉTÉ D'INGENIERIE ET DE COMMERCIALISATION D'ÉQUIPEMENT INDUSTRIEL

recherche

SON DIRECTEUR COMMERCIAL

Pour son siège parisien afin de développer son activité à l'exportation

MISSION :
- Diriger, en s'appuyant sur un échelon hiérarchique intermédiaire, l'équipe d'ingénieurs et de commerciaux (une trentaine de personnes) chargée de la prospection et de la négociation des contrats.
- Proposer la politique commerciale de la société et la mettre en œuvre.
- Dans le cadre budgétaire qu'il aura proposé, piloter, contrôler et rendre compte de l'activité dont il aura la charge.

STATUT :
- Rattaché au Directeur Général,
- Participe au comité de direction.

PROFIL :
- Ingénieur d'une quarantaine d'années de grande expérience ;
- Excellent généraliste doté d'esprit de synthèse, doté d'imagination en même temps que de rigueur ;
- Excellente aptitude à animer et à diriger une équipe pluridisciplinaire.

RÉMUNÉRATION :
- Pourra atteindre 300.000 francs en fonction de l'expérience et de la formation.

Adresser candidature manuscrite, curriculum vitae et photo à GERENCE, 16, rue Cassette, 75006 Paris.

GROUPE MATAL recherche pour sa filiale **FRIGOFRANCE** : (C.A. 30 M.F.)

(leader sur le marché des automatismes et composants frigorifiques)

UN DIRECTEUR TECHNICO-COMMERCIAL

son ROLE sera, à partir d'études de marché, D'ANIMER les ventes et de PROPOSER la création de nouveaux produits.

PROFIL souhaité : INGÉNIEUR diplômé avec une expérience de la VENTE et de L'ENCADREMENT indispensable.

LE POSTE, basé à NANTES, nécessite de fréquents DÉPLACEMENTS à l'étranger et implique une parfaite maîtrise de l'ANGLAIS et si possible celle de l'ESPAGNOL.

Adr. curriculum vitae et prétent. à Association MATAL Formation, B.P. 7, LES SORINIÈRES, 44400 REZÉ-LES-NANTES.

DIRECTEUR (TRICE) POUR OFFICE DE TOURISME

(syndicat d'initiative intercommunal)

MISSIONS : information, animation, développement des loisirs, promotion en France et à l'Étranger, politique de congrès. Direction du personnel etc. Qualification et rémunération définies par la grille de la Fédération nationale.

Adresser candidature à : M. le Président de l'O.T.S.I., B. P. 216, 56102 LORIENT Cedex pour le 25 juillet au plus tard.

Assoc. rech. directeurs habit. 250 kms Paris maximum. Séjours linguistiques Angleterre août anglais courant exigé. 500-13-41.

Directeur

Afrique Noire

Importante société secteur tertiaire recherche pour créer sa filiale (territoire ex-AEF) son DIRECTEUR.

Agé de 30 ans minimum, il possède une expérience Afrique Noire dans une société de services ainsi que l'habitude des relations au niveau les plus élevés de l'Administration et des Affaires.

Contrat expatrié avec tous avantages attachés.

Les entretiens auront lieu en juillet et en août.

Ecrire manuscrit (+ photo) à

I. justet psychologue
18, rue des Grottes 84000 AVIGNON

MEDIA PA

SOCIETE D'ENTRETIEN ET D'HYGIENE DES LOCAUX INDUSTRIELS ET COMMERCIAUX
CA 120 millions, effectif plus de 1000 pers.
recherche

DIRECTEUR REGIONAL

(MEMBRE DU COMITE DE DIRECTION).

Définition du poste :
Véritable patron de son secteur (CA 25 millions, effectif 230 pers.), il a en charge :
- les résultats économiques,
- le développement du CA,
- la gestion du personnel,
- l'amélioration de la production.

Poste basé au **MANS** (72).

Rémunération élevée et motivante.

Profil souhaité du candidat :
formation supérieure école de commerce type Sup de Co ou équivalent, âgé de 30 ans minimum, expérience commerciale indispensable, capable de s'intégrer dans une entreprise à structure PME.

Ecrire lettre manuscrite précisant votre disponibilité, C.V. et photo s/réf 11132 à **PIERRE LICHAU S.A.**, BP 220 - 75063 PARIS Cédex 02 qui transmettra. Discrétion et réponse assurées.

Une importante Société de Commerce d'un pays d'AFRIQUE CENTRALE

(marchandises générales, produits frais, achat et exportation de café, plantations de café).

2000 personnes.

recherche

directeur général

Ce dirigeant doit avoir une expérience parfaite de l'Afrique Noire Francophone comme Responsable de société(s) traditionnelle(s) ou liée à l'activité de celle(s) ci.

Par son dynamisme et sa compétence, il devra moderniser cet ensemble, particulièrement en gestion.



Envoyer lettre manuscrite avec C.V., 4, rue Amiral Courbet, 75116 PARIS, sous référence 75189

RECRUTER POUR L'AFRIQUE NOIRE.

Union Carbide France

recherche

INGENIEUR MECANIQUE (ou ELECTRO-MECANIQUE)

Pour son usine de CALAIS.

Dans un premier temps, il sera responsable du service entretien au sein duquel il animera une équipe de 50 personnes environ, puis à bref délai, il prendra en charge la totalité du secteur entretien et travaux neufs.

Ce poste s'adresse à un ingénieur grandes écoles (Arts et Métiers, ICAM, Ecole Mécanique de Nantes ou équivalent), âgé de 34 ans environ, possédant déjà une expérience de plusieurs années dans un service de maintenance (ou production) d'une usine (industrie lourde de préférence) ayant dirigé du personnel et géré ses budgets.

Maîtrise de la langue anglaise indispensable.

Adresser lettre manuscrite + *C.V. détaillé* + photo et prétentions s/réf. 3428 M à **PIERRE LICHAU S.A.**, 10/21, résidence Flandre 59170 CROIX qui transmettra.

Centre hospitalier régional d'Orléans
recrute

1 INGÉNIEUR EN ORGANISATION

Placé sous la responsabilité du directeur du service organisation, méthodes et informatique, il dirigera une cellule d'organisation et sera associé à des opérations de réorganisation de l'établissement.
Il devra être diplômé de l'I.E.S.T.O. ou justifier des titres requis pour le recrutement des ingénieurs principaux hospitaliers ou d'un diplôme de l'Institut Européen d'Administration des Affaires de Paris, de l'Ecole des Affaires de Paris, de l'Institut Supérieur des Affaires, des Hautes Etudes Commerciales, de l'Ecole de Commerce de Paris, ou des Ecoles de Commerce de Province.

Adr. candid. avec c.v. au Directeur général du Centre hospitalier régional, B.P. 2439, 45042 ORLÉANS CEDEX.

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	La mm/col.*	La mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

COMMUNICATION INFORMATION

Un grand groupe industriel (40.000 personnes), cherche

Adjoint du Directeur de la Communication

Possédant une expérience d'une dizaine d'années dans le domaine de la communication en entreprise (Information interne, Relations Extérieures, Publicité, Edition), ce responsable de haut niveau doit être en mesure d'assister le Directeur dans l'animation d'une équipe de professionnels et le contrôle des actions engagées. De surcroît, il aura un domaine d'activité spécifique, dont il assumera à titre personnel l'intégralité des opérations, notamment sur le plan rédactionnel.

Sa formation supérieure (I.E.P., Doctorat) serait un gage de sa culture, de son ouverture d'esprit, de son aptitude à rédiger. L'anglais serait apprécié.

Le poste est basé à Paris-La Défense et comporte quelques déplacements en province.

Nous vous remercions d'adresser votre candidature (lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions) sous référence 75263 à

CONTESSE PUBLICITE

20, avenue de l'Opéra 75040 PARIS CEDEX 01, qui transmettra en toute discrétion.

---

csee 5 500 personnes dont 640 ingénieurs et cadres

CONTROLEUR DE GESTION d'une UNITE de 500 MF

AXEE SUR DES ACTIVITES ELECTROMECANIQUES ET GENIE CIVIL

Basé à Paris, adjoint du Directeur du Département, il assurera le contrôle de gestion de l'Unite et supervisera étroitement les activités export.

C'est pourquoi il devra avoir une expérience d'au moins 5 ans des affaires d'exportation BTP et la pratique de l'anglais. Nous souhaitons un ingénieur d'origine, de fort potentiel, capable d'accedet ulterieurement à des responsabilités plus importantes recouvrant à la fois des activités Genie Civil et Electromecanique.

COMPAGNIE DE SIGNAUX ET D'ENTREPRISES ELECTRIQUES, DPRH, Service Emploi et Developpement des Cadres 17, Place Etienne Pernet 75015 PARIS, avec C.V. et prétentions, s/réf. 608

emplois internationaux



(et departements d'Outre Mer)

AGRICULTURE SPECIALISTS

THE WORLD BANK

offers challenging fixed-term or career opportunities at its headquarters in Washington, D.C. for agricultural specialists to participate in the identification, preparation, appraisal, and supervision of agricultural development projects in developing countries. Applications are invited for current and anticipated vacancies in the following disciplines:

AGRICULTURISTS

with substantial experience in the organization, administration, and operation of agricultural services or enterprises. Sound practical experience, preferably in tropical countries, in farming, agriculture, or livestock production, with an understanding of farm production economics and agricultural finance.

IRRIGATION AND DRAINAGE ENGINEERS

with substantial practical experience on irrigation-drainage projects, and recent exposure to at least three of the following aspects: planning, design, construction, operation, maintenance, or administration.

FINANCIAL ANALYSTS

with professional experience gained at a senior level in financial management or analysis or public accounting when associated with commercial undertakings, commercial and investment banks, or public agencies, preferably dealing with agriculture or livestock industries.

QUALIFICATIONS:
- A University degree, preferably at postgraduate level
- five to ten years of practical experience in related fields, including familiarity with developing countries
- Good command of English. Knowledge of French highly desirable.

Salaries are competitive and are determined on the basis of qualifications and experience.

You will be working in Washington, D.C. in an international and highly professional environment. The position requires frequent international travel.

Please send detailed resume in English, quoting reference No: 3-1-FRA0103 to:



The World Bank
Staffing and Planning Division
1818 H Street, N.W.
Washington, D.C. 20433
U.S.A.

Dans le cadre de ses activités d'assistance technique à l'étranger

IMPORTANT ORGANISME D'ETUDES

recherche pour un

IMPORTANT COMPLEXE HYDRO-ELECTRIQUE EN CÔTE D'IVOIRE

LE CHEF D'AMENAGEMENT

qui assurera la maîtrise d'œuvre d'ensemble.

L'INGENIEUR ELECTROMECANICIEN

qui sera chargé du contrôle des équipements.
Expérience en matière de turbines indispensable.

Merci d'adresser votre candidature au CEBTP
12 Rue Brancion 75737 Paris Cedex 15.

Contralus

Lycée privé français U.S.A. cherche rentrée Septembre PROFESSEURS QUALIFIÉS Math, Physique, Sciences Naturelles
Tél. : (16-41) 54-23-35

SOCIÉTÉ MULTINATIONALE
Secteur Electronique-Electrotechnique

recherche pour son Départ.

ÉLECTRONIQUE DE PUISSANCE

de sa filiale française

1 INGÉNIEUR-TECHNICO-COMMERCIAL

Électronicien de formation. Parlant allemand, il aura la charge, au sein d'une équipe jeune et motivée, du suivi d'une partie de la clientèle en liaison directe av. nos usines situées en R.F.A.

Déplacements de courte durée à envisager en Allemagne et en France.

Adresser C.V., lettre manuscrite, photo et prétentions, nº 75.205, Contesse Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75040 PARIS cedex 01.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INGÉNIERIE ÉCONOMIQUE rech. pour séjour à l'étranger

INGÉNIEUR ÉCONOMISTE

(ponts et chaussées, Centrale, Mines...).

Ayant expérience confirmée (5 ans minimum) dans l'économie des transports et projets industriels.

Adr. c.v., photo et prétentions sous réf. 3011 à Axial Pub., 27, r. Taitbout, Paris-9e qui tr.

SOCIÉTÉ FRANÇAISE DÉCORATION FLORALE recherche pour ARABIE SAOUDITE ATTACHÉ COMMERCIAL ayant acquis une expérience au Moyen-Orient de négocation d'affaires dans le secteur du second œuvre du bâtiment ou de la décoration ou de l'horticulture de plaisance. Le candidat sera basé à Riyadh et bénéficiera d'un statut d'expatrié. Pratique de l'anglais indispensable, et arabe souhaité. Adr. c.v. en précisant le niveau de rémunération actuelle nº 873 à AG. HAVAS 06600 ANTIBES.

U.S.A., recherche chanteuse genre Piaf, même début, pour pianiste français. PO BOX 9, Simpsonville MD 21150 U.S.A.

LES EMPLOIS INTERNATIONAUX

Cette classification permet aux sociétés nationales ou internationales de faire publier pour leur siège ou leurs établissements situés hors de France leurs appels d'offres d'emplois.

emplois régionaux



UN ETABLISSEMENT INDUSTRIEL D'ETAT (1200 personnes) dont la vocation est l'étude, la fabrication, la mise au point d'équipements complexes pour la marine, propose 5 postes à des Ingénieurs diplômés en début de carrière.

- **Ingénieur d'études**
  ENSAM, ECL, INSA, ENSI
  Rattaché au Responsable d'un bureau d'études d'une vingtaine de personnes, son domaine principal d'activité sera l'hydrodynamique (conception de propulseurs sous-marins performants), la mécanique des structures (métalliques ou composites). Fonctions polyvalentes (étude, essai, industrialisation) comportant une part importante de calculs informatiques. **référence ZS 630 AM**

- **Adjoint du responsable**
  propulsion électrique
  ESE, ENSI électrotechnique/électrochimie.
  Développement, mise au point et industrialisation de systèmes de propulsion électrique pour engins sous-marins : moteurs, piles, électronique de puissance.
  Poste impliquant des liaisons avec des organismes ou industriels coopérants. **référence AT 631 AM**

- **Ingénieur logiciel**
  ENSAE, ESE... DEA, MST automatique
  Fonction à dominante automatique/informatique consistant à développer et gérer des logiciels pour des systèmes micro-informatiques embarqués (domaine du pilotage-guidage d'engins sous-marins).
  Travail d'équipe nécessitant la connaissance de langages temps réel. **référence DU 632 AM**

- **Ingénieur simulation numérique et dépouillement de données**
  ENSI, INSA, DEA, MST automatique
  Poste impliquant des travaux de simulation pour l'évaluation de performances de matériels. Dans ce cadre, cet ingénieur développera sur calculateur, à partir de mesures, des modèles de phénomènes acoustiques complexes impliquant les techniques d'identification, d'analyse statistique et fréquentielle.
  Fonction qui nécessite le goût de l'informatique scientifique et une solide "culture" technique (automatique, statistiques, traitement du signal).
  Une pratique courante de l'anglais est souhaitée. **référence CV 633 AM**

- **Ingénieurs moyens d'essais**
  ingénieur grande école (mécanique-électrotechnique)
  Cet ingénieur participera aux différentes phases de développement de moyens d'essais importants : définition des équipements, suivi de l'étude et de la réalisation chez les sous-traitants, mise au point et exploitation de ces moyens.
  Poste rapidement opérationnel nécessitant des compétences techniques très variées et une personnalité affirmée. **référence DW 634 AM**

Ces différents postes représentent des opportunités de carrière stable pour des ingénieurs diplômés réellement motivés par les techniques de pointe.

Lieu de travail : ville très agréable de la côte méditerranéenne.

Ecrire en précisant la référence.

etap 4.rue Massenet 75016 Paris

Importante Industrie en expansion Produits Modernes pour le bâtiment à Strasbourg recherche

JEUNE CADRE EXPORT
ESCE - ESC + formation export, ou similaire

- Disposant d'une experience de l'exportation de 3 à 5 ans, parlant bien l'anglais et l'espagnol.
- Mission :
  - Développement et gestion de nouveaux marches d'exportation.
  - Missions ponctuelles dans le monde entier.
- Voiture de fonction type R9.
- Larges possibilités d'avenir liees à la volonté exportatrice de la DG.

Adr. CV det. ss réf. 1058-01 à

SELETEC Conseil
67009 STRASBOURG CEDEX

Ville de BREST (France) recherche, par voie de mutation, de promotion de grade ou de détachement

UN DIRECTEUR DE SERVICES ADMINISTRATIFS

Cet agent sera chargé d'étudier les problèmes de formation professionnelle du bassin économique brestois et de la direction de la mission locale d'insertion sociale et professionnelle des jeunes. Une expérience dans les relations avec le monde économique et les formateurs ainsi qu'une attitude de compréhension des problèmes des jeunes seront particulièrement appréciées.

Adr. candid. + C.V. pr le 26 juillet, Service du Personnel (Section Recrutement), mairie BREST 29279 Cedex.

NICE
Ecole de français pour étrangers, recherche

PROFESSEUR

Exp., V.J.F. et D.V.V. exigée, plein temps, poste permanent
Ecrire sous le nº 41396 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

ATELIER RÉGIONAL DE MUSIQUE 59-62 à LENS recrute

1 ANIMATEUR MUSICAL

(délégué de secteur A.R.M.). A partir de septembre 1983. Bonne formation musicale. Pratique personnelle et expérience pédagogique indispensable.

Adresser c.v. détaillé, projets éventuels, etc. à : M. Alain DESPRES, directeur de l'A.R.M., 2, rue du Parvis-Saint-Edouard, 62300 LENS.

MAISON DE CAMPAGNE Recherche inspecteur(trice) des ventes, France, expérience boissons, vins et spiritueux souhaitée. Animation réseau + travail administratif. Lieu de travail MARNE + *déplacements* province. Salaire C.C. Champagne + intéressement. Env. c.v., photo, lettre man., prét. FIDAL, 11, rue Becquenois, 51095 REIMS CEDEX.

LA VILLE D'AMIENS
recrute

UN INGÉNIEUR SUBDIVISIONNAIRE

POUR LE SERVICE DES SPORTS

Chargé de la conception, de la mise en œuvre de la maintenance et de l'exploitation des équipements sportifs (patinoire, piscine, gymnase), il possédera une bonne connaissance du milieu sportif.

Recrutement selon conditions statutaires.

Adresser candidature et curriculum vitae à :
MAIRIE D'AMIENS B.P. 2720
80027 – AMIENS Cedex
AVANT LE 31 AOUT 1983

BANQUE RÉGIONALE DE L'EST
cherche

organisateur

alliant la connaissance de la technique bancaire à celle de la méthodologie de l'organisation et de l'informatique.

Le poste à pourvoir, qui s'intégrera dans un service organisation structuré, ne peut convenir qu'à un cadre confirmé.

Ecrire avec C.V. détaillé et photo sous No 75.196, CONTESSE PUBLICITE, 20, avenue Opéra 75040 Paris Cedex 01, qui transmettra.

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS



Le groupe des assurances nationales

(entreprise de 8 000 personnes — C.A. 10 milliards), développe pour sa société **INCENDIE - ACCIDENTS** un **PLAN INFORMATIQUE** ambitieux dans un environnement technique de pointe.

IBM 30-81 et 30-33
+ DE 1 000 TERMINAUX
IMPORTANTES BASES DE DONNEES
GEREES EN **IMS-DL 1**

Nous vous proposons de venir optimiser votre première expérience de 2 ou 3 années acquise après une formation **DUT INFORMATIQUE OU EQUIVALENT** en prenant en charge de nouvelles applications au sein de notre service **ETUDES**.

Si vous êtes intéressés par cette offre, adressez-nous votre candidature avec C.V. + photo s/réf. PC 74 à



Pascal CROUZAUD GROUPE DES ASSURANCES NATIONALES
Tour GAN Service du Personnel Cédex 13 - 92082 PARIS LA DEFENSE.

BERTIN & Cie

Société de Recherche Appliquée et d'Innovation Industrielle

Notre Division ENERGETIQUE recherche un

INGENIEUR GRANDE ECOLE

(X, ECP, MINES, ESE...)

pour développer ses activités dans les domaines suivants :
* **Utilisation rationnelle de l'énergie** (Bâtiment, Industrie, Transport).
* **Procédés nouveaux** mettant en œuvre la thermique, la thermodynamique et la combustion. réf. 870

Notre Division MECANISMES et SYSTEMES INDUSTRIELS recherche un

INGENIEUR MECANICIEN

Environ 10 ans d'expérience dans la **conception de machines spéciales et installations industrielles** pour contribuer à l'**expansion de cette activité** sur le plan technique et commercial. réf. 871

Envoyer C.V. et rémunération souhaitée avec référence choisie à :
Mr DUFOURMANTELLE, **BERTIN & Cie**,
BP 3, 78373 Plaisir Cédex.

Gérer notre nouvelle SICAV

Jeune Cadre de Formation Supérieure

Une Importante Banque située à Paris recherche pour sa Direction Financière le Gérant d'une SICAV qui doit être créée prochainement.
Ce poste conviendrait à un diplômé de l'Enseignement Supérieur (ESCAE, Sciences Po, Maîtrise de Gestion Dauphine...) possédant **2 à 3 années d'expérience dans l'analyse financière** de sociétés françaises cotées en Bourse, ainsi que de bonnes connaissances de la Bourse de Paris.
Une expérience de la gestion n'est pas indispensable.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous référence 4260 à **rsog carrières** 48, rue Saint Ferdinand - 75017 PARIS.

GAMMA INTERNATIONAL

conseil en organisation et systèmes d'information (Membre du Groupe Hay) recherche pour son département productique un :



Grande Ecole



département Productique

Vous avez acquis une expérience en CFAO chez un constructeur, un fournisseur de logiciels ou dans une grande entreprise industrielle.
Aujourd'hui, vous souhaitez valoriser votre expérience, élargir vos compétences et mener à bien des interventions pluridisciplinaires dans le domaine industriel au sein de groupes importants, en appliquant notamment de nouvelles méthodes : organisation d'atelier (méthode KAN BAN, cercles de progrès...) gestion de production (méthode MEGA), stratégie industrielle.
Votre première mission s'inscrira dans le cadre d'une intervention pluridisciplinaire au cours de laquelle :
- vous définirez l'architecture du système CFAO en l'intégrant au système gestion de production et au plan d'automatisation,
- élaborerez le cahier des charges de consultation des fournisseurs,
- assisterez le client dans le dépouillement des offres,
- concevrez les adaptations nécessaires, en assurerez la mise en oeuvre.

Une forte personnalité, une faculté d'adaptation, une aisance dans les contacts de haut niveau assureront la réussite de vos missions et votre évolution dans un groupe international de conseil.
Merci d'adresser votre dossier complet de candidature à Patrice Zygband, Directeur du Département Productique, Gamma International : 3 place de Valois 75001 Paris.

S.S.C.I.

Spécialisée dans l'informatique d'aide à la décision

recherche

DES INGÉNIEURS INFORMATICIENS

APL

Ayant acquis une expérience de 1 à 3 ans
RÉMUNÉRATION MOTIVANTE

Ecrire sous le nº T 041.500 M, RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

---

ingénierie informatique

SOPRA l'une des plus importantes entreprises françaises d'ingénierie en informatique recherche

Chefs de projets réf. 187 MCP

Ingénieurs diplômés de Grandes Ecoles ayant une parfaite maîtrise de la conduite de projets logiciels importants. Une compétence grands systèmes IBM, CII-HB ou Ingénierie de réseaux, sera très appréciée.

Ingénieurs réf. 187 MI

de formation supérieure ayant 2 à 5 ans d'expérience, connaissant l'un des matériels suivants : IBM (sous IMS ou CICS), BULL (sous TDS), BULL MINI 6 ou *DIGITAL*.

Postes à pourvoir à Paris et à Lyon.
Formation assurée à MEDIA, méthode de conception, d'architecture et de conduite de projets.

Adresser CV, photo, prétentions sous référence choisie à SOPRA recrutement, 90 rue de Flandre 75019 Paris.

média-system

SOPRA.
Constructeur d'informatique

---

futur collaborateur technique de l'exploitation informatique

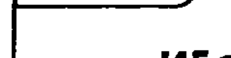
Titulaire du Baccalauréat :

- Vous maîtrisez la fonction pupitre sur l'un des Systèmes d'Exploitation DOS/MVS/GCOS.
- Vous maîtrisez la préparation technique par une réelle expérience sur l'un des Systèmes d'Exploitation DOS/MVS/GCOS.
- Votre expérience sur différents sites vous permet de conseiller et d'analyser finement.

Vous pouvez alors vous intégrer au sein d'un important groupe de **Conseil et d'Assistance techniques.**

Adressez votre candidature détaillée sous réf. SHA.7 à Mamrégies qui transmettra.

Mamrègies
3, RUE D'HAUTEVILLE - 75010 PARIS



OFFRE

145 emplois de chef de district stagiaire et 73 emplois de chef de circonscription stagiaire

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours des 6 et 7 septembre

OUVERTS AUX JEUNES :
— Nés entre le 1er avril 1954 et le 1er avril 1966,
— Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F1 à F4, F9, F10 ou d'un BTS des groupes III et V.

Rémunération brute annuelle : 82.000 F. environ
Carrière intéressante, emploi stable.
Avantages sociaux.

Ecrire à : Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel), (Adresse à demander à toute gare).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 31 JUILLET





OSCAR 1980 DE L'EXPORTATION
Prix de la performance exceptionnelle
1er CONSTRUCTEUR EUROPEEN DE SYSTEMES DE NAVIGATION INERTIELLE
2ème CONSTRUCTEUR MONDIAL DE TERMINAUX TELEX

Dans le cadre de ses activités :
TELE-INFORMATIQUE, COMMUTATION, TELEMATIQUE, TERMINAUX
recherche pour son CENTRE D'ETUDES ET DE DEVELOPPEMENT de Cergy-Pontoise

Ingénieurs d'Etude Logiciel
Ingénieurs d'Etude Electroniciens

de haut niveau

De formation Grande Ecole ou Universitaire, débutants ou ayant quelques années d'expérience.
Tous ces postes sont à pourvoir très rapidement.

Rejoignez une équipe dynamique en pleine expansion, en adressant CV et photo à M. Le Chef du Personnel - **SAGEM** - Chaussée Jules César - 95523 Cergy-Pontoise cedex - Tél. (3) 030.92.80.

Importante société de travaux publics présente dans 26 pays

recherche pour son Siège à
PARIS - LA DEFENSE

un responsable administratif comptable et financier

Le candidat retenu, de formation supérieure, sera chargé à la tête d'une équipe de mettre en place et d'assurer le suivi de la comptabilité, de la trésorerie, en liaison étroite avec les Services informatiques du Siège et du chantier. Les aspects administratifs et fiscaux de la comptabilité de chantier lui seront familiers.

Quelques années d'expérience sont indispensables pour briguer ce poste qui offre des perspectives de carrière.

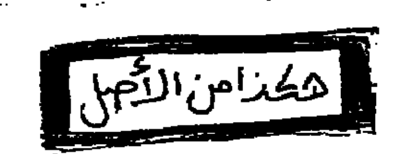
Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. 8916 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02 - qui transmettra

LEVI TOURNAY

Nous sommes l'un des tout premiers journaux français.
Nos lecteurs appartiennent en majorité à l'encadrement supérieur des entreprises, et nous voulons étoffer notre information scientifique, technique et industrielle.

Vous avez une bonne culture scientifique et technique, vous êtes disponible, mobile et curieux, vous aimez écrire.
Si le journalisme (statut pigiste) vous intéresse :

Écrivez-nous en joignant votre curriculum vitae sous nº T 041.502 M à : RÉGIE-PRESSE, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.



	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

IBM IBM IBM IBM IBM

Recherche

Pour sa Direction Financière et son Contrôle de Gestion

DE JEUNES CADRES FINANCIERS

Débutants ou ayant 2 à 3 ans d'expérience, diplômés d'une grande Ecole de Commerce : EXPERTISE COMPTABLE, H.E.C., ESSEC, ESCP, etc.

La Compagnie leur confiera des responsabilités successives dans différents domaines financiers.

Les postes impliquent un travail varié et des contacts à haut niveau.

Ils nécessitent une très bonne connaissance de l'anglais. Ils sont à pourvoir principalement à Paris et à Orléans.

Certains d'entre eux supposent une expérience Banque/Etablissement Financier (marchés monétaires, réglementation du Crédit).

Merci d'adresser votre candidature à : IBM France Département Recrutement Orientation Conseils - 2, rue de Marengo 75001 Paris en mentionnant la référence FIN M 1-07.

MASH

IBM IBM IBM IBM IBM

FNMF, recherche

chef de service ou adjoint *HF*

Assurances individuelles ou collectives

30 à 35 ans

ayant une expérience confirmée de la formation et des procédures administratives à un poste d'encadrement dans le secteur de la prévoyance ou des assurances individuelles ou collectives.

Le poste pourrait également convenir à un utilisateur très averti de l'informatique.

Formation exigée minimum DEUG Sciences-Eco ou équivalent.

FNMF

Adr. CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales 56 à 60, rue Nationale - 75649 Paris cedex 13

Une importante entreprise du secteur loisirs (C.A. 150 MF), à dominante internationale, cherche pour le centre de Paris,

son chef des services administratif et financier

Celui-ci prend en charge la comptabilité (avec l'assistance d'un chef comptable), la gestion (analyse des résultats, prévisions), la liaison avec *l'informatique, l'administration et le personnel.*

Âgé de 35 ans au moins, ESC, DECS, il a exercé des fonctions identiques ou voisines dans des entreprises caractérisées par l'existence d'une grande masse de transactions très diverses. Il est capable de travailler en anglais.

Notre consultant, Mme M.C. TESSIER, vous remercie de lui écrire (réf. 4387 LM).

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE ROYALE - 75008 PARIS
LYON - LILLE - BRUXELLES - LONDRES

MEMBRE DE SYNTEC

Le Monde

Dans le cadre de la restructuration de son équipe de Province, notre Direction des ventes recherche un Inspecteur des ventes dont la mission sera de

Développer et animer notre diffusion dans le Nord

Sur six départements, nous vous confierons le suivi commercial et la stimulation de la diffusion de notre titre auprès des grossistes dépositaires. Cette mission de développement passera par la réalisation d'actions promotionnelles dans votre région et par l'animation du retour d'informations sur les besoins de la diffusion et sur les attentes des clients finaux que sont les lecteurs.

Nous souhaitons rencontrer des éléments jeunes, de bonne formation commerciale (DUT techniques de commercialisation, ESC...) ayant une expérience de la vente de 2 à 3 ans. La connaissance et l'expérience de la diffusion de la presse leur permettront de réussir rapidement dans cette fonction.

Rémunération fixe + frais.

C'est avec plaisir que l'équipe de BJ FORCES vous conseillera. Merci d'écrire (CV, photo) sous réf. 202/1M, 55 avenue Bugeaud - 75116 Paris.

Un département de Bernard Julhiet Psycom

BJ FORCES

SOURCES

BANQUE INTERNATIONALE
INSTALLÉE A PARIS-8e

recherche

1 AGENT ADMINISTRATIF QUALIFIÉ (E)

Pour le traitement et le règlement des opérations sur euro-obligations.
Une expérience dans la fonction et une pratique de la langue anglaise sont requises.

Adr. c.v. et prétentions à RÉGIE-PRESSE sous n° T 041.490 M, 85 bis, rue Réaumur, 75002 PARIS.

C.C.P.A.

Centrale coopérative de productions animales « Sté de Services », en alimentation et productions animales,

recherche

Pour le développement de son activité informatique, orientée vers l'élevage :

INGÉNIEUR INFORMATICIEN

CHEF DE PROJET

(4-5 ans d'expérience minimum)

Devant devenir le chef du service Technico-économique des élevages.

Salaire annuel : 200.000 F et +

Écrire à : C.C.P.A.
Z.A. Beau Soleil. B.P. 220
95523 CERGY PONTOISE

---

2 jeunes ingénieurs
A. & M., ENSI...

Filiale d'un important groupe international, nous recherchons pour notre complexe industriel de BEAUCHAMP (95) 2 jeunes ingénieurs.

Au sein de notre **Service PROCESS**, ils seront responsables :

- du développement et de la mise en place des automatismes pour la conversion de nos produits,
- de la définition et du choix des équipements nécessaires aux projets actuels,
- de la coordination des actions de nos différents services (packaging, maintenance, engineering, production...).

Formation : A. & M., ENSI ou équivalent, débutant ou première expérience.

L'aspect créatif et diversifié des 2 postes devrait permettre une évolution au sein de notre Groupe.

Adresser : C.V., lettre, photo (retournée) à

A. BOUREAU - 3M FRANCE
Service Recrutement
Avenue Boulé
95250 BEAUCHAMP

3M

MEDIA BA

Importante entreprise de B T P présente dans 26 pays recherche

un responsable financier
de zone géographique

Le candidat retenu, de formation supérieure : HEC, ESSEC, Sup de Co, aura approfondi ses connaissances en *droit des affaires.*

Il sera basé au Siège de la Société, à la Direction financière.

Il y sera chargé du suivi des problèmes concernant la France et l'Afrique du Nord : montage, analyse, investissements, suivi du budget etc ...

Il parlera couramment l'anglais et sera disponible rapidement.

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions sous réf. **8919 à L.T.P. 31, Bd Bonne Nouvelle 75083 Paris Cedex 02** - qui transmettra

---

Société dynamique de conseil en management

recherche

pour mission d'organisation dans grandes entreprises françaises et internationales

UN CONSULTANT EXPÉRIMENTÉ

- Diplômé de l'enseignement supérieur.
- 4 à 5 ans de pratique en cabinet ou entreprise.
- Expérience en système informatisé indispensable.

- Rémunération élevée en fonction de l'expérience.
- Formation méthodologique assurée.
- Intégration à l'équipe dirigeante possible à court terme pour candidat de valeur.

Téléphon. à Isabelle ARMELIN au : 268-13-44 après 18 h.

Pour définir, puis mettre en œuvre le Schéma Directeur des systèmes d'information du Groupe, notre Direction Informatique Siège recherche un

INGENIEUR «BASES DE DONNEES»

Ce cadre sera intégré à l'équipe «Architecture d'Application» pour les missions suivantes :

- conception des bases de données principales du Groupe
- assistance à leur réalisation et à leur mise en place
- conseil aux concepteurs de nouveaux systèmes
- liaisons (conseil, audit) avec les directions informatiques du Groupe (BULL-Systèmes, BULL-Périphériques, BULL-Sems, BULL-Transac, réseaux commerciaux France et international).

Ce poste nécessite une formation supérieure et l'expérience de grands projets (bases de données, réseaux).

La connaissance des produits BULL et de la méthode MERISE serait appréciée (*formation* si nécessaire).

Lieu de travail : Paris (quelques déplacements à prévoir).

Adresser lettre manuscrite, CV, photo et prétentions en précisant la référence 437 M à

Cii Honeywell Bull
PC 0G021C
94, avenue Gambetta
75990 PARIS CEDEX 20

Bull

CAISSE NATIONALE DE
CRÉDIT AGRICOLE

recherche pour son service
«réseaux de transmissions de données»
à Saint Quentin en Yvelines (78)

un Chef de Division Exploitation

Il sera responsable de la conduite de l'exploitation des réseaux et des systèmes *de commutation de messages, et aura pour principales tâches :*

- assurer l'encadrement et la planification des activités du personnel d'exploitation (12 personnes)
- mettre en place les nouveaux produits matériels et logiciels (recette, installation, lancement)
- participer aux relations avec les fournisseurs et des utilisateurs
- participer aux études des nouveaux systèmes sous l'aspect exploitation.

Ce poste conviendrait à un diplômé d'études supérieures possédant 3 à 4 ans d'expérience et de solides connaissances en informatique et techniques de transmission.
Une expérience d'encadrement dans une unité de production est indispensable.

Adresser CV, photo, salaire et prétentions sous réf. **D 7/01** à
CNCA - Gestion des Personnes - 75710 Paris Brune

LEVI TOURNAY

---

carrière bancaire
relations avec les correspondants

Cadre de Classe VI ou VII, vous assistez le Trésorier de votre Banque à maintenir et développer des relations étroites avec la communauté bancaire internationale ; parfaitement bilingue Anglais, vous rendez régulièrement visite à vos interlocuteurs étrangers, notamment anglo-saxons ; vous souhaitez jouer un rôle plus large dans un établissement de premier plan.

Un grand groupe bancaire dispose d'un poste susceptible de vous convenir.

Adresser C.V. détaillé sous réf. 2106/JT à : M. DE TOMAS - 24, rue de l'Abbé-Groult 75015 PARIS

ANNONCES CLASSEES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS OFFRES D'EMPLOIS

2 RESPONSABLES DE PERSONNEL :

un même potentiel, deux missions différentes.

Une importante entreprise de **TRAVAUX PUBLICS** recherche deux hommes de personnel. Leur mission, bien distincte, prend place

• AU SIEGE SOCIAL, EN REGION PARISIENNE

Ce premier responsable est chargé du recrutement du personnel administratif et technique, de la maîtrise à l'encadrement, aussi bien pour le siège que pour les chantiers en France et à l'étranger. Il assure également toute la gestion de ce personnel : suivi, gestion des carrières, relations avec les partenaires sociaux, administration.
De formation supérieure ou possédant une première expérience, vous serez intégré à l'équipe en place et formé par elle aux méthodes de l'entreprise. A court ou moyen terme, vous prendrez une fonction autonome au siège ou au sein du groupe, en France ou à l'Etranger. (Réf. A)

• SUR UN CHANTIER, DANS LA MANCHE

Ce second poste implique, après une formation au siège en Région Parisienne, la responsabilité "Personnel" sur un gros chantier. Avec une large autonomie, vous aurez en charge les relations sociales, élément important de la réussite du chantier.
Une expérience de la gestion et des relations avec les partenaires sociaux vous est donc indispensable. Une formation spécifique Droit ou Gestion ainsi qu'une connaissance du milieu du BTP est souhaitable. En fin de chantier, vous réintégrerez le siège social ou l'une des filiales du groupe. (Réf. B)

Merci d'adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions, en rappelant la référence du poste choisi, à M. ROGER - 149, rue Saint-Honoré - 75001 PARIS qui transmettra.
Toute candidature sera traitée de façon confidentielle et recevra une réponse.

Nous employons 3800 personnes et notre chiffre d'affaires HT de 2,8 milliards de francs en 1982 correspond au tiers du marché national.

Nous implantons un réseau de mini-ordinateurs VAX en usines reliés entre eux et à notre ordinateur central IBM. ...

En 1985, vingt configurations seront opérationnelles.

Pour le Service Etudes de notre Département Informatique, nous recherchons un

ANALYSTE

Sous la responsabilité d'un Chef de Projet, il participera activement à la conception, à l'analyse et au développement d'applications en temps réel pour les usines.

Il encadrera une petite équipe de réalisation (2 à 3 personnes).

Nous souhaitons rencontrer un informaticien, diplômé de l'enseignement supérieur, ayant une expérience de 3 à 4 ans.

La pratique de la mini-informatique, et plus particulièrement la connaissance du matériel VAX, seront appréciées.

Lieu de travail : LA DEFENSE. Déplacements de courte durée.

Matériel : Siège IBM 4341/2 ; DOS/VSE/CICS.
Siège + Usines DEC VAX 11/730 et 750 VMS.

Merci d'adresser lettre manuscrite, CV, photo et salaire souhaité sous référence INF 37 à



Service du Personnel
Tour Générale - 5 place de la Pyramide - Cedex 22 - 92088 Paris la Défense

---

DUN & BRADSTREET FRANCE

100 millions de CA - 500 personnes - une expansion constante - des bénéfices
Nous sommes la filiale française d'un Grand Groupe Américain à PARIS.
Notre stratégie a pour but d'accroître notre position sur le marché. Ceci implique la création et le développement d'un Marketing dynamique.

CHEF DE PRODUITS SENIOR

Rattaché à la Direction Commerciale, vous serez chargé de coordonner l'ensemble du développement de notre produit «Information Commerciale» :
- mise en place d'outils de réflexion,
- développement d'un concept et d'une stratégie en termes de produits, prix, publicité, promotion.

Cette responsabilité, déterminante pour DUN ET BRADSTREET sera confiée à un HEC, ESSEC, ESCP, EDHEC ou équivalent, bilingue ayant une expérience marketing d'au minimum 5 ans, ayant déjà assuré la formation et l'animation d'Assistants Chefs de Produits.

Adressez votre dossier de candidature (lettre manuscrite, CV et prétentions) à DUN ET BRADSTREET - Direction du Personnel
17, avenue de Choisy 75013 PARIS

DUN & BRADSTREET FRANCE

Leader mondial de l'Information Commerciale

Jeunes ingénieurs, pouvoir dire : «Le chantier de La Hague, c'est un peu moi»

SGN, Société Générale pour les Techniques Nouvelles, est devenue en 5 ans la troisième société française d'ingénierie.

Sur 1 200 personnes elle compte 400 ingénieurs diplômés (X, Mines, Centrale...) dont la moyenne d'âge est inférieure à 40 ans.

Si, comme eux, vous êtes généraliste ou spécialiste en Génie Mécanique, Génie Electrique, Génie Chimique ou en Electronique, venez participer à la conception et à la réalisation de l'usine de retraitement des combustibles irradiés de la HAGUE, 1er investissement industriel en Europe.

En fonction de vos goûts et compétences, vous intégrerez soit nos équipes Etudes ou Procédés au Siège, soit celles de mise en route des ateliers sur le chantier.

La puissance de recherche du Groupe CEA/COGEMA dont nous sommes filiale est pour vous une garantie d'avenir et nos projets, y compris hors nucléaire, sont nombreux et ambitieux.

Pour vous intégrer dans notre environnement scientifique et technique de très haut niveau, merci d'adresser votre dossier de candidature sous référence ID à



Direction du Personnel
1 rue des Hérons - Montigny le Bretonneux
78184 St-Quentin-en-Yvelines

SNCF OFFRE

145 emplois de chef de district stagiaire et 73 emplois de chef de circonscription stagiaire

Possibilité de postuler pour les deux emplois

Recrutement par concours des 6 et 7 septembre

OUVERTS AUX JEUNES :
— Nés entre le 1er avril 1954 et le 1er avril 1966,
— Titulaires d'un baccalauréat C, D, E, F1 à F4, F9, F10 ou d'un BTS des groupes III et V.

Rémunération brute annuelle : 82.000 F. environ
Carrière intéressante, emploi stable.
Avantages sociaux.

Ecrire à : Direction Régionale S.N.C.F. (Division du Personnel), (Adresse à demander à toute gare).

CLOTURE DES INSCRIPTIONS LE 31 JUILLET



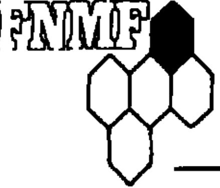
FNMF, recherche

agent de maîtrise

Connaissant la gestion des cotisations ou des prestations.

Une première expérience de plusieurs années de ces fonctions dans le secteur des services (Banques prévoyance, assurances, etc) est indipensable .

Formation DEUG ou DUT.



Adr. CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF, Division des Relations Sociales 56 à 60, rue Nationale - 75649 Paris cedex 13

CREDITS COMMERCIAUX
Société leader dans sa branche, recherche

CREDITMAN

— Etude de la solvabilité des entreprises
— Appréciation et suivi des risques de crédits commerciaux.

Jeunes diplômés de l'enseignement supérieur, dynamiques, pragmatiques.
Intéressés par la matière financière et les contacts humains.
Aimant les responsabilités.

Disponibles pour postes à pourvoir à Paris (quartier Etoile) et Métropoles Régionales.

Adresser lettre manuscrite, CV détaillé, prétent. et photo récente ss réf. 75250 Contesse Publicité 20, av. de l'Opéra, 75040 Paris cedex 01 q.tr.

Notre société implantée nationalement fabrique et distribue pour les entreprises et les particuliers une gamme complète de biens d'équipement.
La régionalisation de nos structures et notre expansion nous font rechercher un cadre :

Gestionnaire de talent

Depuis notre siège social à Paris, il devra administrer, vérifier et contrôler les ventes transmises par les Directions Régionales et aura pour mission de les informer, de suivre la facturation et les dossiers de crédit, en liaison étroite avec la Direction Générale.
Pour ce poste clé, il est en relation avec les services fonctionnels et dirige trois collaborateurs.

De formation supérieure, et avec des connaissances en droit commercial, le candidat possède une expérience de l'administration des ventes et du crédit et se distingue par ses qualités de dynamisme, de diplomatie et de fermeté.

Bernard Julhiet Psycom vous assure étude sérieuse de votre dossier (lettre, CV, photo), réponse et discrétion. Merci d'écrire sous réf. 206/2M, 55 av. Bugeaud - 75116 Paris.

Bernard Julhiet Psycom

Membre de Syntec

Nous prions instamment nos annonceurs d'avoir l'obligeance de répondre à toutes les lettres qu'ils reçoivent et de restituer aux intéressés les documents qui leur ont été confiés.

THOMSON-TITN

recherche pour son Département Temps réel :

• *Ingénieurs*

débutants ou 1 à 5 ans d'expérience pour réaliser du logiciel graphique et traitement d'images sur microprocesseurs, dans le cadre de projets importants.

* * *

Envoyez C.V., photo et prétentions sous la référence GS à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

Responsable Administratif et de Gestion

Une société de 800 personnes à Neuilly sur Seine recherche un dirigeant pour un des départements qui assure le suivi administratif de la clientèle et coordonne un budget important. On souhaite qu'il ait exercé une responsabilité administrative si possible dans le tertiaire, à défaut dans les services administratifs d'une entreprise industrielle.

Ses responsabilités seront larges, en particulier il devra :
— encadrer et stimuler un service comportant des cadres, des agents de maîtrise et une cinquantaine d'employés,
— avoir le souci de la rentabilité et organiser ou réorganiser son service pour l'adapter aux changements et évolutions des travaux à fournir,
— enfin, être un familier de l'informatique et de la bureautique pour donner les impulsions nécessaires.

Bonne rémunération et avenir possible.

Adresser CV et indiquer prétentions de salaire à No 27361 - COFAP - 40, rue de Chabrol 75010 PARIS, qui transmettra.

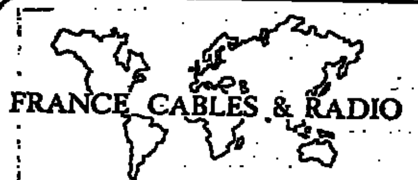
ANNONCES CLASSÉES

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lg. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS



Nous sommes une importante société au service de la communication dans les entreprises. Nous intervenons pour le conseil, l'audit et l'ingénierie de réseaux et de systèmes de télécommunications, de télématique et de bureautique.

Nous sommes chargés de la commercialisation des services de Communications d'Entreprises offerts par le satellite TELECOM 1.

Notre Direction du projet TELECOM 1, dans le cadre de l'expansion de son département des ventes à PARIS, recherche des Ingénieurs Commerciaux et Technico-Commerciaux parlant couramment anglais et disponibles pour de brefs séjours en province ou dans les pays européens limitrophes.

Les candidats devront avoir les profils suivants :

INGÉNIEURS COMMERCIAUX (Réf. CL/A1/M)

Agés de 30 à 35 ans environ, de formation secondaire au minimum, habitués des négociations à haut niveau et possédant une bonne expérience des réseaux et systèmes informatiques, ils seront chargés de la prospection d'entreprises privées, publiques et parapubliques pour la vente des services offerts par TELECOM 1.

INGÉN. TECHNICO-COMMERCIAUX (Réf. CL/A2/M)

Agés de 40 à 45 ans environ, de formation supérieure, spécialisés en informatique et réseaux de transmissions numériques, ils auront pour rôle :

- De procurer une assistance technique aux ingénieurs commerciaux ;
- De réaliser des études techniques et technico-économiques des besoins des entreprises en transmission numérique ;
- De négocier et faire notifier les dossiers techniques et contrats de service correspondants.

Leurs compétences devront leur permettre de concevoir et réaliser des études de réseaux clients prenant en compte LE concept de transport offert par TELECOM 1.

Nous vous remercions d'adresser votre dossier de candidature (lettre manuscrite, c.v., photo et prétentions), en précisant la référence du poste, à M. ROGER-VASSELIN, Direction du Personnel et des Relations Humaines, FRANCE CABLES ET RADIO, 73, rue de Richelieu, 75002 PARIS, qui vous assure réponse et discrétion.

Journaliste

collaborez à la nouvelle revue spécialisée, destinée au grand public, d'un GROUPE DE PRESSE IMPORTANT.

Vous assistez, à Paris, le Rédacteur en Chef de cette revue, laquelle connaît déjà un vif succès :
- secrétariat de rédaction ;
- prise en charge d'enquêtes, d'interviews et de reportages ;
- rédaction d'articles.

Nous souhaitons que vous ayez déjà participé à la réalisation d'un journal et que vous connaissiez l'anglais.

Nous vous remercions d'écrire sous référence M/3866 à Nicole DOGNIN qui étudiera votre candidature à titre confidentiel.

SERTI SELECTION
49, av. de l'Opéra
75002 PARIS.

---

sfim

SOCIÉTÉ DE FABRICATION D'INSTRUMENTS DE MESURE (91 MASSY)

recherche pour son service INFORMATIQUE - GESTION

ANALYSTE-PROGRAMMEUR

- DUT + 2 à 3 ans d'expérience développements applications transactionnelles ;
- connaissance matériel IBM 4341 - DOS/VSE - CICS - VSAM.

Ecrire avec C.V. et prétentions Direction des Affaires Sociales
B.P. 74 - 91301 Massy Cedex

Adjoint au directeur administratif HF
Paris 250000 F/an +

Très important groupe de génie thermique en plein développement, nous recherchons un adjoint pour notre directeur administratif.
Le candidat a une formation supérieure, et possède déjà une expérience du poste, acquise de préférence dans une importante société structurée dont les dominantes sont la gestion et la comptabilité générale et analytique.
Il devra seconder le directeur administratif dans l'intégralité de ses fonctions et être apte à prendre en charge une part importante des responsabilités. Il sera aidé dans sa tâche par une équipe de dix personnes et aura à intervenir auprès de nos différents centres régionaux pour superviser et animer les responsables de gestion.
Il possède une personnalité adaptable, capable de diriger et dynamiser une équipe, un esprit de «pionnier» et de concepteur, sachant faire preuve de rigueur dans l'application des méthodes de travail. Le poste à pourvoir est basé à Paris.

SD Consultants

Si vous pensez avoir le profil correspondant, adressez-nous votre candidature sous la référence 141 M, à S.D. Consultant, 33, rue Fortuny 75017 Paris. Réponse et discrétion assurées.

GROUPE ARCADE
(Groupement de Société de Crédit Immobilier, S.A.H.L.M. et CIL)

recherche un

RESPONSABLE DU SECTEUR LOTISSEMENT

- Placé sous l'autorité du Directeur du Département Aménagement il aura la responsabilité du montage et de la gestion des opérations de lotissement en Région Parisienne.

Le candidat retenu devra avoir :
- Une expérience similaire à cette fonction.
- Une maîtrise complète de ce type d'opérations.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions à :
GROUPE ARCADE, Référence Ph. B/Fl,
63, rue de la Victoire,
75009 PARIS.

FNMF, recherche

chef de service ou adjoint HF

Assurances individuelles ou collectives

30 à 35 ans

ayant une expérience confirmée de la formation et des procédures administratives à un poste d'encadrement dans le secteur de la prévoyance ou des assurances individuelles ou collectives.

Le poste pourrait également convenir à un utilisateur très averti de l'informatique.

Formation exigée minimum DEUG Sciences-Eco ou équivalent.

FNMF

Adr. CV détaillé, photo (retournée) et prétentions à FNMF,
Division des Relations Sociales
56 à 60, rue Nationale - 75649 Paris cedex 13

GROUPE SYSECA

SOCIÉTÉ DE SERVICES ET CONSEIL EN INFORMATIQUE
(650 personnes, C.A. 170 M.F.)
partenaire d'un groupe industriel de taille internationale.

Dans le cadre de notre stratégie d'expansion, nous offrons des postes :

d'INGENIEURS INFORMATICIENS

Formation : Grandes Ecoles, Doctorat, DEA, Maîtrise...
De 0 à 5 ans d'expérience,
désirant exercer leur activité dans les domaines suivants :

- SYSTEMES TEMPS REEL
- INFORMATIQUE INDUSTRIELLE
- LOGICIEL DE BASE
- SYSTEMES DE GESTION
- SYSTEMES DE COMMUNICATION
- SYSTEMES DE GESTION DE BASE DE DONNEES

Envoyer lettre manuscrite, C.V., photo et prétentions sous référence 1950 à
GROUPE SYSECA - Service du Personnel
315, Bureaux de la Colline
92213 SAINT CLOUD Cedex

IMPORTANT ORGANISME SOCIAL
A DIMENSION NATIONALE
(ASSURANCES, RETRAITES)
recherche

ANALYSTES-PROGRAMMEURS

Niveau bac + 2 souhaité.

Expérience minimum : 3 ans sur gros ou moyen système mettant en œuvre les techniques, bases de données et temps réel.
Connaissance d'une méthode d'analyse type PROTEE très appréciée.

Adresser CV détaillé, photo (retournée) et prétentions sous réf. 74594 à Contesse Publicité 20, av. Opéra 75040 Paris Cedex 01 qui transmettra

---

THOMSON-TITN

recherche pour son Département Temps réel :

• **Ingénieurs**

débutants ou 1 à 5 ans d'expérience pour réaliser du logiciel graphique et traitement d'images sur microprocesseurs, dans le cadre de projets importants.

★ ★ ★

Envoyez C.V., photo et prétentions sous la référence GS à THOMSON TITN - Rue Denis-Papin - Z.I. de la Vigne aux Loups - 91380 CHILLY-MAZARIN.

THOMSON-CSF COMMUNICATIONS

STAREC

recherche pour ses Laboratoires Antennes Hyperfréquences Applications spatiales et Aéronautiques :

INGÉNIEURS
RADIO-COMM.

SUPELEC, TÉLÉCOMM., E.N.S.I. ou équivalent débutants ou quelques années d'expérience

Envoyer C.V. ou téléph. à : STAREC, 12, avenue Carnot, 91300 MASSY. T. 920-13-30.

ASSOCIATION NATIONALE loi 1901 recherche

DOCUMENTALISTE

Envoyer C.V. et candidatures à F.N.D.I.R.P., 10, rue Leroux, 75116 PARIS.

Pour préparation P.C.E.M. 1, recherchons Assistants, Maîtres/Assistants, physique et chimie.
Ecrire sous le n° 268.932 M,
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

URGENT Association prof. artisans bâtiment 05 recherche ANIMATEUR(TRICE)
Rôle : organiser relat. don. d'ouvrage, structurer la profession, organiser groupts entreprises, dévelop. formation. Qual. : form. haut niv., exp. bâtiment, animateur, pédagogue, goût relat. soc., sens commercial, niv. Bacc. + 4. Ecr. AACAHA, 11, rue Louis-Balmens, 05000 GAP.

La CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE INTERDÉPARTEMENTALE VAL-D'OISE - YVELINES recherche

CONSEILLER en FORMATION

Responsable du suivi de la formation professionnelle continue, ainsi que de la coordination interdépartementale.
Formation supérieure.
Connaissance législation sur la formation.
Expérience en entreprise souhaitée.
Poste basé à PONTOISE (95000).

Écr. avec c.v., photo et prét. à C.C.I.I., Service du Personnel, 21, rue de Paris, 78011 VERSAILLES.

CAISSE RÉGIONALE D'ASSURANCE MALADIE D'ILE-DE-FRANCE recherche

2 MANIPULATEURS
D'ÉLECTRO-RADIOLOGIE

Titulaire du diplôme d'Etat pour services radiologiques.
17/19, rue de Flandre, Paris-11°.
1 bis, rue de la Pierre-Levée, Paris-11°.

Adresser lettre et C.V. détaillé à M. le Chef du Personnel de la CRAMIF, 17/19, rue de Flandre, 75935 Paris Cedex 19.

Ch. Nurse, logée nourrie pour enfant 6 mois à : Ste Adresse. Tél : (16-1) 660-40-18.

FIDUCIAIRE D'EXPERTISE ET DE RÉUNION COMPTABLE PARIS-16° recherche

CHEF DE MISSION

Adr. C.V. et photo et prét. à : C.G.S., 22, rue Boissière, 75116 PARIS.

DOO

78, Champs-Élysées recrute

INGÉNIEURS TEMPS RÉEL

HARD-SOFT sur micro-processeurs INTEL-MOTOROLA.
Tél. : 359-17-86, Mme BLIN.

AUTOLIAISONS BARNES GROUP

P.M.E. proche VERSAILLES C.A. : 35 M.F.
Filiale groupe international recherche

CHEF COMPTABLE

Directement responsable devant le PD-G, il supervisera la comptabilité générale (2 personnes), établira les situations et états financiers mensuels, les déclarations fiscales et sociales, le budget annuel.

Le candidat (niveau D.E.C.S.) n'aura pas obligatoirement une expérience similaire mais quelques années dans poste avec responsabilités.

Anglais apprécié

Envoyer lettre, C.V., photo et prétentions à :
M. DESBAUD, P.D.-G.,
AUTOLIAISONS BARNES GROUP
B.P. 43.
78180 VOISINS-LE-BRETONNEUX.

Recherchons chef comptable expérimenté, minimum 40 a., D.E.C.S. exigé. Formation bancaire et connaissance informatique. Anglais apprécié.
Ecrire avec C.V. et prétentions ou téléphoner pour rendez-vous au service du personnel :
BANK MELLI IRAN
43, avenue Montaigne
75008 Paris.
Téléphonez au : 723-78-57.

Société de promotion touristique et économique recherche DÉMARCHEUR COLLECTIVITÉS (comités d'entreprise, sociétés, etc.) pour vente de circuits et séjours touristiques ou voyages d'affaires et congrès).
L'introduction dans la clientèle visée sera plus un atout que la connaissance du marché du tourisme. Ce poste s'adresse à une personnalité dynamique capable de promouvoir un programme ambitieux. Rémunération : fixe + commissions + frais.
Ecr. s/n° 8.583, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Service de l'État recherche

2 COMPTABLES

- L'un, titulaire d'un D.E.C.S., pour exercer les fonctions de responsable du service comptabilité ;
- l'autre, titulaire d'un B.T.S. de compt., pr encadrer une section comptabil. générale.

Adresser C.V. et prétentions à UGAP, 209, rue de Bercy, 75585 Paris Cedex 12.

I.N.R.S. PARIS recrute

RESPONSABLE FORMATION EN ERGONOMIE ET PHISIOLOGIE DU TRAVAIL

Fonctions :
- encadrer équipes de formateurs en ergonomie, gestes et postures de travail, sauvetage-secourisme du travail...
- conduire des stages en ergonomie pour des médecins du travail et des ingénieurs.

Expérience :
- de l'intervention ergonomique en entreprise,
- de la formation des adultes.

Formation :
- Ingénieur, docteur, D.E.A. ergonomiste...

Lieu de travail :
proche banlieue SUD - PARIS.
Déplacements :
quelques semaines par an.
Adresser C.V., prét., photo à :
J.-F. SAUGIER
I.N.R.S.
30, rue Olivier-Noyer,
75680 PARIS Cedex 14.

CENTRE DE GESTION AGRÉÉ recherche pour poste stable

COLLABORATEUR

niveau école de commerce + bonne connaiss. comptables pour assurer service contrôle de dossiers, suppléance ponctuelle de direction, animation de réunions de formation ; connaissances informatiques souhait.
Ecr. s/n° 8.588, le Monde Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Assoc. recherche directeurs habit. 250 km Paris maximum, Séjours linguistiques Angleterre août, anglais courant exigé. Téléphone : 500-13-41.

Association vacances
Recherche
ANIMATEUR FAMILLE
urgence — Disponible jusqu'en septembre, pour centre montagne.
Téléphone : 526-21-21.

Ecole Privée (10e)

Recherche

PROFESSEURS

INFORMATIQUE
COMPTABILITÉ
COMMERCE

Pour sections : BAC et BTS
Exp. exigée et réussie
Téléphone : 246-41-40.

Vous avez entre 20 et 25 ans, vous suivez de préférence des études commerciales, vous êtes disponible pour l'été.

NOUS VOUS PROPOSONS DE GÉRER APRÈS FORMAT. UN PETIT MAGASIN ALIMENTAIRE

Présentez-vous au 14, rue de Clignancourt, PARIS-18e avec carte d'indentité, carte d'étud., carte de sécurité sociale, une fiche d'état civil, une photo. Ouvert tous les jours de 9 h à 17 h. sauf samedi, dimanche.

INGÉNIEUR

bureau d'études recherche

INGÉNIEUR BATIMENT

Tous corps d'États, minimum 5 ans d'expérience. études avant-projet, projet coûts, rationalisation méthodes de construction faisant appel à l'utilisation de matériaux locaux dans le cadre d'habitat rural individuel pour pays en voie de développement. Poste à Paris.
Anglais parlé.
Disponible immédiatement.

Ecrire sous le n° T 041.521 M
RÉGIE-PRESSE
85 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

Entreprise micro-informatique recherche

INGÉNIEUR DÉBUTANT

Envoyez C.V., prétent. et photo à M. LAMARRE, MID, 51 bis, av. République, 75011 Paris.

Association départementale d'informations et d'actions musicales en Essonne, support juridique de la délégation départementale de la musique et de la danse en Essonne

Recherche :

DEUX CHARGÉS(ÉES) DE MISSION

COMPÉTENCES REQUISES EN MUSIQUE ou/et DANSE
- Niveau licence.
- Expérience de l'animation ou de l'action culturelle souhaitée.

MISSIONS A ACCOMPLIR :
collabore aux missions dévolues au délégué départemental de la musique et de la danse en Essonne et à la mise en place des actions menées par l'Association.
Statut assimilé cadre
A plein temps. Rémunération : 6.500 F négociables
Pour tous renseignements, s'adresser à :
ADIAM 91
105, place des Miroirs,
91000 ÉVRY.
Téléphonez au (6) 078-28-63.

I.N.R.S. PARIS recrute

RESPONSABLE FORMATION
EN ERGONOMIE ET PHYSIOLOGIE DU TRAVAIL

Fonctions :
- Encadrer équipes de formateurs en ergonomie, gestes et postures de travail, sauvetage-secourisme du travail.
- Conduire des stages en ergonomie pour les médecins du travail et des ingénieurs.

Expérience :
- De l'intervention ergonomique en entreprise.
- De la formation des adultes.

Formation :
Ingén., Docteur, DEA ergonomiste...
Lieu de travail : proche banlieue SUD-PARIS.
Déplacements :
quelques semaines par an.

	La ligne*	La ligne T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	77,00	91,32
DEMANDES D'EMPLOI	22,80	27,04
IMMOBILIER	52,00	61,67
AUTOMOBILES	52,00	61,67
AGENDA	52,00	61,67
PROP. COMM. CAPITAUX	151,80	180,03

ANNONCES CLASSEES

ANNONCES ENCADRÉES	Le mm/col.*	Le mm/lig. T.T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,40	51,47
DEMANDES D'EMPLOI	13,00	15,42
IMMOBILIER	33,60	39,85
AUTOMOBILES	33,60	39,85
AGENDA	33,60	39,85

* Dégressifs selon surface ou nombre de parutions.

OFFRES D'EMPLOIS

FNMF, recherche

employés (ées)

Minimum BAC

Ayant maitrise des chiffres, sachant rédiger.

Eventuellement une expérience saisie sur écran utile.

FNMF

Adr. CV détaillé, photo (ret.) et prétentions à FNMF Division des Relations Sociales 56 à 60, rue nationale 75649 Paris cedex 13.

BANQUE PRIVEE - PARIS 8ème
recherche

CLASSE IV

pour IMPORTANT SERVICE TITRES

Expérience 5 ans minimum pour poste à responsabilités au sein de son service conservation.

Adresser lettre manuscrite, C.V., photo et prét. sous réf. 4500 M à O.C.B.F. 66, rue de la Chaussée d'Antin 75009 PARIS.

services vous assiste dans le recrutement bancaire

Dans le cadre de son développement
BUREAUTIQUE
CERCI recherche son

spécialiste en téléphonie

privée ou publique

Vous bénéficiez d'une expérience de 3 à 5 ans minimum dans ce domaine. Autonome sur ce projet en création, vous serez responsable d'une petite équipe de réalisation et aurez à utiliser l'outil informatique sur divers types de matériels.

Merci d'adresser c.v. sous réf.07.52 à E.Picard - CERCI - 56, rue Roger-Salengro 94120 Fontenay/Bois - Tél. 876.12.20

Cerci

Entretiens juillet ou août RER Val de Fontenay.

SOCIETE AMERICAINE ELECTRONIQUE DE HAUTE TECHNOLOGIE
recherche pour ORSAY (91)

CHEF DES SERVICES COMPTABLES

Possédant :
- DECS complet
- Pratique courante de la langue anglaise
- Pratique de la comptabilité anglo-saxonne
- Pratique de l'informatique.

Adresser C.V., photo et prétentions à TEKTRONIX - Direction du Personnel BP 13 - 91941 LES ULIS Cedex

Tektronix

GROUPE DE PRESSE CATHOLIQUE
« Enfance – Jeunesse »
PARIS
recherche

JEUNE CADRE MOTIVÉ

Promotion et animation des ventes
RESPONSABLE DE SECTEUR

Formation supérieure
Expérience de quelques années dans une fonction Vente Promotion Marketing.

Nombreux déplacements province
POSSIBILITÉ D'ÉVOLUTION.

Priorité aux qualités humaines : Dynamisme, créativité, rigueur, constance dans l'effort, goût et

sens du contact

Libre au 1er septembre

Envoyez C.V. détaillé, photo et prétentions sous la référence nº/18.033, sur enveloppe à : JEAN RÉGNIER PUBLICITÉ, 39, rue de l'Arcade, Paris (8e), qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIÉTÉ INDUSTRIELLE
Paris (8e)
recherche pour son siège social

COMPTABLE

— Formation B.E.P., Bac G2 ou équivalent acquis par expérience.
Connaissance en comptabilité informatique appréciée

Adresser C.V. détaillé, photo et prétentions sous la réf. 2.436 à TÉLEX P.A. Jonction, 34, bd Haussmann, 75009 Paris, qui transmettra.

Organisme de formation Paris, recherche

PROFESSEUR D'ANGLAIS

langue maternelle
Spécialisé dans le langage des travaux publics
Envoyer C.V. à COLUMBUS, 45, rue de Richelieu, 75002 PARIS.

secrétaires

Société pianos Daniel Magne Centre médical Bosendorfer recherche

SECRÉTAIRE STÉNODACTYLO

Bonne présentation, aimant contact clientèle. Anglais ou allemand apprécié.
Semaine 5 jours, mardi au sam. Adresser courrier avec C.V., photo, prét., 7, avenue Raymond-Poincaré, 75116 Paris.

représentation offres

URGENT
Les Editions Dominique Leroy recherchent

REPRÉSENTANTS

pour secteurs Paris et province pour la promotion de son catalogue de B.D. pour adultes et de romans au format de poche
Rémunération motivante % + Frais
Tél. pour R.-V. au 548-02-48 ou adresser C.V. + photo à : E.D.L., 70, r. du Cherche-Midi, 75006 Paris.

DEMANDES D'EMPLOIS

Chef comptable diplô. D.E.C.S. longue expér. Algérie, libre de suite.
29, rue de Meaux, 75019 Paris Tél. : 240-20-36 (le matin).

TRADUCTEUR
H. 48 ans de préférence mi-temps, anglais, italien, espagnol, allemand, russe juridique, commercial, technique, moyen. Ecr. s/nº 1.667 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Disponible le 1er septembre 83

INGÉNIEUR

LIBYE

10 ans d'expérience locale Direction d'agence ou chantier. Ecr. s/nº 1.513, *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Chef de fabrication édition (550 pts), 49 ans, libre rapidement suite à licenciement économique. Expérience de l'édition de luxe au roman. Formation typo, mise au point manuscrit, mise en pages, relations avec fournisseurs (pouvant se déplacer), contrôle travaux, devis, prix de revient, recherche poste approchant. — Tél. au : 255-43-89, après 19 h, ou écrire à R. KASTNER, 8, rue des Portes-Blanches, (18e).

Urgent : J.F. 29 ans cherche emploi jour ou nuit dans Paris standard (10 a.exp.) ou caissière. Tél. 258-27-17 de 9 h à 12 h.

INGÉNIEUR D'AFFAIRES

41 ans basé Abidjan 12 ans expérience Afrique désire améliorer sa situation. Recherche poste haut niveau (représentation industrielle, direction filiale, études...) en

AFRIQUE NOIRE ou DOM-TOM

(poste avec stabilité emploi. Contrat courte durée exclu) Actuell. en congés en France. Ecr. s/nº 1666 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Prof d'allemand 30 ans, exp. licenciée de la Sorbonne, cher. poste pour la rentrée 83. Etudie toutes propositions venant du secondaire ou d'un institut pour adultes.
Monique NASSOUR, 79, rue de Picpus, 75012 Paris. Téléphone : 340-97-26.

J.F. 22 ans, sérieuse, douce, dynamique, s'occuperait d'enfants de Monsieur seul, en Grèce. Téléphone : (53) 70-54-06.

ATTACHÉE DIRECTION

47 ans, dynamisme, initiatives, ayant dirigé petite entreprise, cherche poste.
Ecrire à RÉGIE-PRESSE sous Nº T041495 M
85 bis, rue Réaumur, 75002 Paris.

Femme références recherche emploi contacts étranger
Téléphone : 530-13-78.

J.F. D.E.A. Droit des aff. + exp. étud. ttes propos. sur Paris ou banlieue Sud
Téléphone : 438-00-01.

F. 47 ans, licence libre lettres, exp. 4 ans centre doc. géo. écon., 11 ans bibl. inst. Monet internat. Angl. All. cours not. esp. ch. poste tps compl. Paris, Région Paris.
Ecr. s/nº 1673 *le Monde* Pub., service ANNONCES CLASSÉES, 5, rue des Italiens, 75009 Paris.

Juriste, maîtrise de droit des affaires étudiera tte offre N.B. de stage. Libre dès septembre. Poste restante Ermont principal 95120-C. LIRA.

bateaux

Chris - Craft 37 pieds Radar. Gonio VHF survie Zodiac HB, Flying Bridge moteurs neufs Perkins, équipement complet pêche.
Pour visiter à flot : Tél. (16-94) 56-33-30.

EXCEPTIONNEL
A vendre péniche 38 m avec EMPLACEMENT DANS PARIS. Tél. (1) 226-20-48.

capitaux propositions commerciales

La machine à faire les pizzas « Ça marche », devenez distributeur. Sté chain-resto. Tél. : 245-13-45.

SOCIÉTÉ SUISSE
avec bureaux à Genève depuis 1970, import/export de matériel industriel et produits de consommation, nombreuses références et connexions internationales, produits de haut niveau, représentation, facturation, conseils financiers et juridiques, cherche à étendre ses activités sur la France. Etudie tout nouveau mandat ou proposition. Discrétion et efficacité assurées.
Réponse sous la référence : T 18-115-321, PUBLICITAS S.A., CH-1211 Genève 3.

PRÊTS PERSONNELS 19%
Frais après acceptation
EFITRA, téléph. 261-91-07.

formation professionnelle

Formation professionnelle au :
CENTRE INTERNATIONAL DE TRAITEMENT INFORMATIQUE
Informatique de gestion
Informatique industrielle
Electronique - Micro
Préparation au B.T.S.
- RÉSERVATIONS
- INSCRIPTIONS
- TESTS

à partir du 25 avril 1983.
Tél. : 205-24-63/241-83-63.

propositions diverses

REX-VIDÉO
500 titres disponibles bientôt 1.000
V.H.S U. 2.000
Location et vte de cassettes vte et location de vidéoscope Centre commercial de Bièvre 170, av. Adolphe-Pegeaud, 92160 ANTONY.
Téléphonez au : 668-58-53.

Les possibilités d'emplois à l'étranger sont nombreuses et variées (Canada, Australie, Afrique, Amériques, Asie, Europe). Demandez une documentation s/notre revue spécialisée *MIGRATIONS* (LM), 3, rue Montyon, 75429 PARIS CEDEX 09.

villégiature

A louer août villa la Gde-Motte. 6 pers. + 3 enfants, 0,8 MF la quinz. T. soir (66) 64-24-46.

Villa à louer à Bages d'Aude, petit village de pêcheurs à 5 mn de Narbonne.
Téléphone (68) 42-39-26.

L'immobilier

appartements ventes

3e arrdt

MARAIS-BONDEVILLE
Superbes prestations pour 4 P. Sud, avec cave et parking. Téléphone : 280-21-68.

5e arrdt

NEUF JARDIN PLANTES
1 et 3, RUE POLIVEAU
CONSTRUCTION GD LUXE
Livraison immédiate
3-4-5-P. et DUPLEX
Vis. témoin ts jours 14-19 h. Sauf mercredi et dimanche.

6e arrdt

RUE BONAPARTE Mº ST SULPICE
gd appt. de 8 p. à rénover 4e ét. sans asc., soleil, 2.600.000 F. 567-01-22

ODÉON CARACTÈRE
Séjour, chambre, 55 m². Téléphone : 354-42-70.

7e arrdt

ST-GUILLAUME. Lux. 354-42-70.
210 m² SUR JARDIN
Appt de récept. Soleil.

10e arrdt

Exceptionnel imm. P. de Taille 3 pces 76 m². 3e ét. vue sur canal St Martin cause départ province. 850.000 F. Tél. : 205-61-31 hres repas.

SUR CANAL imm. bourgeois 4 pièces tt cft park. possible 526 000 F. — 347-57-07.

11e arrdt

Mº BASTILLE
beau 3 P. balcon, imm. Pierre de T. asc. 420 000 F.
LERMS 355-58-88.

Vs cherch. un imm. bourgeois, un 2 P. cft refait ét. élevé asc. COGEFIM 347-57-07. propose à FAIDHERBE, 344 000 F. financement personnalisé.

PRÈS DE FG SAINT-ANTOINE beau 2 P. tt cft. Imm. briques. Prix :75.000 F - 347-57-07.

13e arrdt

2, SQUARE ARAGO
Bel imm. pierre de t., dble liv. + chambre, tt cft, calme, soleil. 600.000 F. Mardi, 16/19 h.

14e arrdt

PARC MONTSOURIS
Imm P. de T. style, grand 4 P. Tt cft, 80 m², 11 m² balcons, chbre de service. 800.000 F.
LERMS : 535-14-40.

15e arrdt

SEGUR 180 m²
3 ch., 2 bns, refait neuf. Appt tr. original. 842-57-00.

EXCEPTIONNEL récent VAUGIRARD 5e ét. ss vis-à-vis BEAU 2 P., grde cuis. équipée park, 510.000 F. 577-74-38

16e arrdt

EXCEPTIONNEL SUR BOIS

AV. MARÉCHAL-MAUNOURY Appt 358 m² + balcon, 3e ét. imm. 1965 + chbres serv. Park. J.-M. LEVET 763-12-03.

17e arrdt

VILLA LAUGIER
2 p. r. de ch. refait neuf. 290.000 F. — 763-44-39.

WAGRAM standing soleil, 4e ét. réception, 5 chambres, profession libérale. 268-05-44.

---

45 Bis Av. VILLIERS
Mº MALESHERBES
DUPLEX AVEC MEZZANINE de 2-4-5 P. et STUDIOS
LUXUEUSE RÉHABILITATION
visite lundi- mardi 14/18 h.

78-Yvelines

Particulier vend Parly-2
APPARTEMENT TYPE 2.
2e et dernier étage.
2-3 pièces, loggia vitrée, porte blindée, cave, parking extérieur. Prix 520.000 F. Parfait état. Téléphone :951-34-13.

92 Hauts-de-Seine

BOULOGNE. Charmant 3 p. rustique, plein soleil s/verdure de H.P. réf. neuf, exceptionnel. Téléphone : 878-41-65.

Province

APPT F-3 plein centre résidentiel Aix-en-Provence, Cabinet Matheron 13100 AIX-EN-PROVENCE ou téléph. au (42) 23-02-92.

CANNES. vend très bel appt 5/6 pces dans imm. stand., gar., terrasse, vue mer, 200 m plage. Px intéressant. Tél. le mat. 10 h-13 h (93) 33-03-47.

appartements achats

EMBASSY-SERVICE.
8, av. Messine, 75008 PARIS rech. URGENT APPART.
180 à 220 m²
ACHAT ou LOCATION
16e-8e ou 7e. Tél. 562-16-40.

Recherche 1 à 3 p. Paris, préf. 5e, 6e, 7e, 14e, 15e, 16e, 4e, 12e, avec ou sans travaux. PAIE COMPT chez notaire. Tél. 873-20-67, même le soir.

locations non meublées offres

Paris

202, bd Malesherbes balcon. grand. 5 P. service confort. 6 000 F. + ch. visite mardi 12 h 30/13 h 30 ou 325-20-77

Région parisienne

NOGENT-SUR-MARNE 2 P. tt conf., cellier, balcon, près port de plaisance. 1.700 F + ch. Téléphone :700-68-52.

locations non meublées demandes

Paris

EMBASSY SERVICE
8, av. Messine, 75008 PARIS rech. pour clientèle étrangère et diplomates APPARTS, HOTELS PART. et BUREAUX LOCATION ou ACHAT **562-78-99**

DIRECT à PARTIC. rech. pour cadres et employés IMPORT Sté INFORMATIQUE MULTINATIONALE mondialement connue appts 2 à 8 Pièces et villas loyers élevés accept. - 504-48-21. (P.121).

Région parisienne

Etude cherche pour CADRES villas, pav. toutes banl. Loyer garanti 10.000 F. 283-57-02.

immobilier information

HABITATIONS LECLERC STATION ET CASINO

Le nouveau casino élégant des Antilles

PORT-AU-PRINCE, HAITI

Légendaire terrain de jeu franco-haïtien, avec jardin de 12 hectares, style jungle, clos de murs. Pour éliminer le stress et faire le sybarite : 44 villas en pierre, situées dans un endroit retiré et sûr, regorgeant de fleurs, avec terrasses pour dîner. Elles sont rassemblées en petits groupes autour de 9 piscines semi-privées, plus 25 appartements ayant chacun sa terrasse. Grande piscine. Un casino luxueusement décoré, ouvert en 1982, attire aussi les clients des autres hôtels. Aménagements somptueux, comprenant salle/salon de musique pour 50 personnes. Salle à manger de 100 personnes, d'une splendeur médiévale. Vols quotidiens de New-York et Miami.

Brochure LM-816259.

8.000.000 de dollars.

309, Royal Poinciana Plaza
Palm Beach, FL 33480
Téléphone : (305) 832-7131.

locations meublées offres

Paris

Paris (17e), Mº Villiers, belles chbres meublées à la semaine, 380 F/490 F.T. . 227-01-19.

locations meublées demandes

Paris

SERVICE AMBASSADE
Pour cadres mutés Paris rech. du STUDIO au 5 P. LOYERS GARANTIS par Stés ou Ambassades - 285-11-06.

locations ventes

« LA CLOSERIE » à CHELLES. Maisons individuelles neuves habitables immédiatement en LOCATION, VENTE.
Bail de 3 ans avec promesse de vente.
Sur place maison témoin : 101, av. du Gend.-Castermant, R.N. 34, 77500 CHELLES.
Téléphone : 020-72-68.
Lundi de 14 h à 19 heures et de 14 h à 19 heures.
BOUTIQUE OCIL 522-22-22.

bureaux

Ventes

BUREAUX

VOUS CHERCHEZ 300 m² ET PLUS EN VENTE OU LOCATION.

APPELEZ SARI 776-44-88.

Locations

VOTRE SIÈGE SOCIAL
DOMICILIATIONS
S.A.R.L. - R.C. - R.M.
Constitutions de Sociétés
Démarches et tous services
Permanence téléphonique
Tél. : 355-17-50.

8e COLISÉE-ÉLYSÉES
SIÈGES DE SOCIÉTÉS
DOMICILIATIONS
250 F/350 F PAR MOIS
A.F.C. - 359-20-20.

Domiciliations 8e-2e
SECRÉTARIAT, TÉL., TÉLEX.
Loc. bureau, toutes démarches, pour constitution de sociétés.
ACTE S.A. 359-77-55.

VOTRE SIÈGE SOCIAL
Constitution de sociétés et tous services. Tél. : 355-17-50.

locaux industriels

Ventes

ENTREPOTS

VOUS CHERCHEZ 1.000 m² ET PLUS A LA VENTE OU LA LOCATION

APPELEZ SARI 776-44-88.

boutiques

Ventes

BOUTIQUES

VOUS CHERCHEZ 20 m² ET PLUS EN LOCATION, VENTE, CESSION

APPELEZ SARI 776-44-88.

immeubles

ACH. IMM. LIBRE, même av. gros travaux Paris/Banlieue. Tél. 590-86-06, de 7 h à 21 h.

maisons individuelles

La Garde-Freinet, 20 km St-Tropez. Maison vill. 100 m² (reste int. à term.). 280.000 F. Tél. : (48) 70-28-19.

pavillons

VENDS PAVILLON
A FOSSES (95) - Année 1973.
R.-de-ch. : séjour, 2 chambres, w.-c., entrée, cuisine, cellier, salle de bains.
Etage : 2 chambres, w.-c., douche. Terrain : 300 m². Garage.
Prix : 390.000 F.
Téléphone :472-20-06.

---

50 m Lycée d'Enghien et lac pavillon calme 6 p. 730.000 F. Téléphone : 030-21-95.

ST-RÉMY-LÈS-CHEVREUSE (FACE LAC), PAV. 9 P. tt cft, gd sous-sol, jardin 930 m². Garage. Prix : 1.100.000 F. Conviendrait commerçant. Lundi/mardi, de 14 h à 18 h, 6, RUE DE LA DIGUE.

villas

Ste-MAXIME. Vue panoram. Golfe St-Tropez. Villa meub., 6 ch. 1.700.000. (1) 590-86-06 ou (94) 96-06-44 hres rep.

CARPENTRAS (84)
vd maison 5 chbres séjour 2 gar. jard. Tél : (90) 85-50-21

propriétés

Autoroute du sud, très confortable maison neuve 170 m² avec mezzanine + merveilleuse grange habitable sur 3400 m² dans un cadre magnifique, finition Noël 83. Tél : 206-19-06.

A vendre
grande maison de 136 m² sur trois niveaux
et sur terrain entièrement clos de 2.200 m².
A 35' de Paris par le train et 45' par autoroute.
A SÉNÉCOURT, près de Liancourt (OISE).
Prix 850.000F.
Téléphoner de 14 h à 18 h à : M. SCHULZE :
Tél. : 16 (4) 473-15-81.

domaines

TEXAS OIL
530 acres (1 acre = env. 0,4 ha) irrigués de terres agricoles dans le Sud-Ouest du Texas. Gérance locale, équipement agricole moderne. 3 grandes maisons d'habitation, possibilité de disposer d'une partie des minéraux et d'un puits de pétrole en service. Les courtiers sont invités. Les personnes intér. doivent contacter Durwood Koelher, 1808 Great Oaks Dr., Round Rock, Texas 78664 U.S.A.

terrains

ENTRE HYÈRES ET LE LAVANDOU
TERRAINS exceptionnels à bâtir en bordure d'un lac, à quelques minutes des plages, de 550 à 3.200 m², à partir de 160.000 F (t.t.c.), crédit 80 % poss. Vis. s/place ts les jours.
« LA PINÈDE DU LAC »
Domaine de Valcros, La Londe.
Tél. : (94) 66-67-63.

DROME. Vds terrain C.S. Eau, électr., tél. 40 F le m². Tél. : (75) 76-07-32.

---

les annonces classées

Le Monde

sont reçues par téléphone
du lundi au vendredi
de 9 heures à 12 h. 30
de 13 h. 30 à 18 heures
au 296-15-01

INFORMATIONS « SERVICES »

RÉTROMANIE

Les belles lettres du « Guide Emer »

Tout chineur averti connaît le *Guide Emer*, formé des initiales de son fondateur en 1946 : Marc Roy. La dix-neuvième édition, parue dans sa forme traditionnelle en quatre volumes sous couverture mobile, n'est plus seulement une compilation de bonnes ou mauvaises adresses d'antiquaires, brocanteurs et galeries d'art, mais procède d'un sérieux effort de clarification et d'assainissement de ces professions aux frontières confuses.

Tout d'abord, plus de trois cents marchands ont été radiés sans appel, leur stock comportant plus de 80 % de meubles de fabrication récente — ce qui ne leur permet plus d'abuser du titre d'antiquaire. Pour les autres, il faut faire attention aux petites lettres — qui ne sont pas toutes de noblesse — qui figurent entre parenthèses après l'adresse (le code est donné page 80 du premier tome). « A » pour antiquaire désigne le vendeur qui se porte garant (en principe) de l'authenticité des meubles et objets proposés, en prenant la responsabilité de définir leur époque et leurs caractéristiques. Plus hasardeux, mais parfois plus avantageux, sont les achats chez les brocanteurs, affectés de la lettre «B». L'alliance AB annonce un compromis où l'on trouvera à boire et à manger, parfois du meilleur et pas toujours du pire. Un amalgame «BF» est attribué au « brocanteur-récupérateur, vendant occasionnellement des objets anciens », ou ferrailleur. Les marchands de tableaux et dessins se distinguent par la lettre «T». Un point d'interrogation après l'adresse signale un élément incontrôlé par les enquêteurs. Les noms en caractères gras correspondent à « activité et choix importants, à visiter en premier » — mais n'y a-t-il pas là une certaine complaisance pour ceux dont le commerce prospère, ce qui leur permet de s'offrir une publicité dans les pages du guide ?

Bien entendu, il ne faut pas prendre au pied de la lettre ce système signalétique, car le commerce d'antiquités réserve d'inépuisables surprises bonnes ou mauvaises, et l'on trouvera parfois des merveilles chez de modestes marchands.

Mais là où la nouvelle édition du *Guide Emer* apporte un bouleversement des valeurs établies, c'est par la multiplication d'une autre lettre qui sera décisive pour les véritables amateurs : il s'agit d'un «R» ajouté aux signes précédents comme un chromosome surnuméraire pour indiquer « un stock pouvant comporter, même en faible proportion, certaines pièces de reproduction ». Sur 12 500 marchands recensés en France, près de 4 000 avouent (par questionnaire) qu'ils présentent des meubles et copies de fabrication récente parmi les antiquités. A tout prendre, mieux vaut avoir un «R» de sincérité que de jouer le grand air de l'antiquaire sans en avoir la chanson ! Des enquêtes plus actives ont fait monter de 50 % le nombre des « R » par rapport à l'édition de 1979, qui avait apporté cette courageuse innovation.

L'existence de ce guide, unique en son genre, permet d'autre part de suivre l'évolution et les tendances d'une édition à l'autre. A Paris, la fermeture de 350 boutiques est plus que compensée par 370 ouvertures ; en province, pour 404 antiquaires « perdus », 600 de gagnés en 1983. Dans les grandes villes telles que Lille, Lyon, Marseille, Grenoble, la tendance à la fermeture l'emporte. Au total, 3 620 communes françaises comptent au moins un antiquaire, un brocanteur ou un marchand de tableaux. Pour le reste de l'Europe, le *Guide Emer* — qui a prospecté 28 pays (dont la Tchécoslovaquie et l'U.R.S.S.) — dénombre 35 000 commerces d'art ou d'antiquités. Le quatrième volume est consacré à un classeme,nt par spécialités et professions annexes (libraires, techniciens, fournisseurs, restaurateurs, experts, commissaires-priseurs).

Le domaine de la curiosité s'élargit avec de nouvelles spécialités : cannes anciennes, carrelages , costumes anciens, phonos, photos, cinéma, appareils de radio, poêles, publicités, scripophobie (titres périmés), etc. Et l'art érotique fait son apparition à la rubrique « Curiosa » : boutiques à Cannes, Colmar, Nice et Paris). Utile aux acheteurs, le *Guide Emer* l'est également aux vendeurs, à qui l'on ne saurait trop recommander de rendre visite aux spécialistes de la catégorie concernée, généralement capable de donner le plus juste prix.

De cette mine de renseignements, le répertoire des foires et salons d'antiquités et de brocante n'est pas le moins précieux au chineur, qui, dans cette longue liste de 300 localités, en trouvera 60 de plus qu'à l'édition précédente.

En dépit des difficultés économiques, les professionnels de l'antiquité ne se portent pas si mal.

F. G.

Le *Guide Emer* est vendu 186 F en librairie. Envoi sur demande 220 F : 50, rue de l'Hôtel-de-Ville 75004. Tél. : 277-83-44.

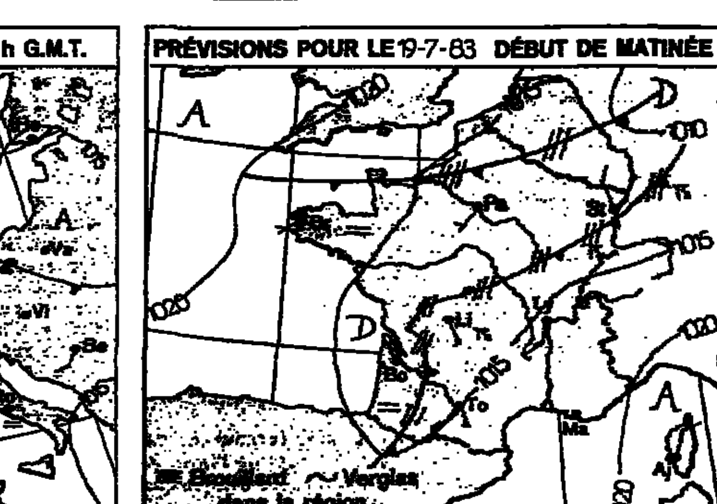
● *Foires et salons d'antiquités et de brocante en juillet.* — *Etaples* (62) : 22-24 juillet. *Draguignan* (83) : 22-24 juillet. *Houdan* (78) : 22-24 juillet. *La Voulte* (07) : 23-24 juillet. *Sainte-Christine* (49) : 24 juillet. *Monte-Carlo* (Biennale des antiquaires) : 24 juillet - 10 août. *Cour-Cheverny* (41) : 29-31 juillet. *Valence-d'Agen* (82) : 29 juillet - 3 août. *Le Molay-Littry* (14) : 30-31 juillet. *Apt* (83) : 30 juillet - 2 août.

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 18-7-83 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 19-7-83 DÉBUT DE MATINÉE



Évolution probable du temps en France entre le lundi 18 juillet à 0 heure et le mardi 19 juillet à minuit.

De l'air chaud, humide et instable circule dans un flux de sud-ouest à l'avant de la dépression du proche-Atlantique. De l'air plus frais atteindra mardi les régions du nord de la France, tandis que le champ de pression sera en hausse.

Mardi matin, des ondées orageuses seront observées du Massif Central au Centre et au Nord-Est ; sur les autres régions le temps sera souvent gris et brumeux, excepté près de la Méditerranée où les éclaircies seront prédominantes.

Au cours de la journée, un temps variable et plus frais (chute des températures maximales de 4 °C à 5 °C) s'établira sur les régions situées approximativement au nord de la Loire. De l'Aquitaine au Massif Central et à l'Est du pays, le temps sera encore chaud et lourd avec quelques foyers orageux isolés ; les orages risquent d'être plus forts et plus fréquents des Cévennes aux Alpes, et ils pourront atteindre les régions méditerranéennes et la Corse. Les températures maximales avoisineront 20 °C à 26 °C sur les régions du Nord, 27 °C à 31 °C plus au sud.

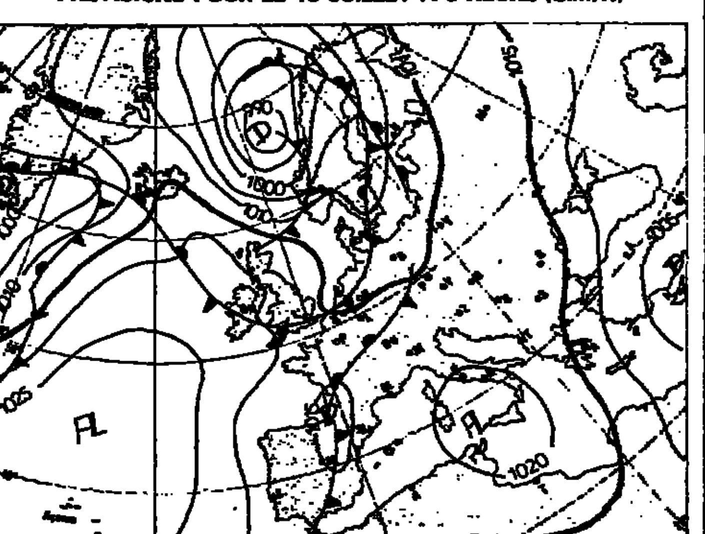
Pression atmosphérique réduite au niveau de la mer à Paris le 18 juillet à 8 heures : 1 016,5 millibars, soit 762,4 millimètres de mercure.

Températures (le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 17 juillet ; le second le minimum dans la nuit du 17 juillet au 18 juillet) :

Ajaccio, 29 et 19 degrés ; Biarritz, 27 et 19 ; Bordeaux, 30 et 18 ; Bourges, 30 et 17 ; Brest, 23 et 14 ; Caen, 27 et 15 ; Cherbourg, 22 et 15 ; Clermont-Ferrand, 31 et 19 ; Dijon, 32 et 17 ; Grenoble, 34 et 17 ; Lille, 31 et 15 ; Lyon, 33 et 20 ; Marseille-Marignane, 30 et 21 ; Nancy, 33 et 17 ; Nantes, 27 et 17 ; Nice-Côte d'Azur, 28 et 22 ; Paris-Le Bourget, 28 et 18 ; Pau, 28 et 18 ; Perpignan, 34 et 20 ; Rennes, 28 et 16 ; Strasbourg, 33 et 19 ; Tours, 28 et 18 ; Toulouse, 33 et 18 ; Pointe-à-Pitre, 32 et 24.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 32 et 21 degrés ; Amsterdam, 32 et 16 ; Athènes, 32 et 24 ; Berlin, 30 et 20 ; Bonn, 35 et 16 ; Bruxelles, 30 et 16 ; Le Caire, 34 et 22 ; îles Canaries, 25 et 21 ; Copenhague, 20 et 16 ; Dakar, 31 et 26 ; Djerba, 29 et 20 ; Genève, 32 et 17 ; Jérusalem, 31 et 18 ; Lisbonne, 25 et 16 ; Londres, 29 et 18 ; Luxembourg, 32 et 17 ; Madrid, 30 et 15 ; Moscou, 24 et 12 ; Nairobi, 22 et 11 ; New-York, 32 et 23 ; Palma-de-Majorque, 33 et 17 ; Rome, 31 et 19 ; Stockholm, 23 et 14 ; Tozeur, 35 et 25 ; Tunis, 32 et 17.

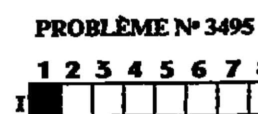
PRÉVISIONS POUR LE 19 JUILLET A 0 HEURE (G.M.T.)

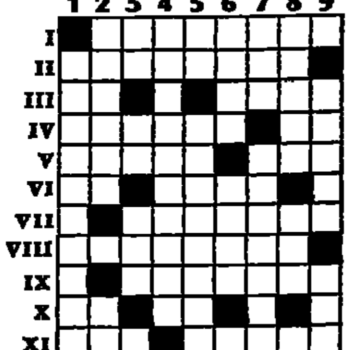


(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

MOTS CROISÉS

PROBLÈME N° 3495





HORIZONTALEMENT

I. Ont la responsabilité de la caisse. – II. Va de pis en pis. – III. Grecque. Quand elle est dure, on ne laisse rien passer. – IV. Très petite quantité de liquide. Possessif. – V. Passe à Lille. Fournit un fil très solide. – VI. Note. Est plus avantagé que les quadrupèdes. – VII. La transformation des choses. – VIII. N'ont pas de mal à tout emporter. – IX. Les Ruthènes, par exemple. – X. Mieux que rien. Préposition. – XI. Période de chaleur. *Ne sèche pas quand il est bon.*

VERTICALEMENT

1. Doit tout rendre, s'il ne veut pas être soupçonné de trahison. – 2. N'est ni de la soupe ni du rata. Dont la mise est au-dessous du minimum. – 3. Fleuve côtier. Actionné. Pas clairsemé. – 4. Le grand air de la montagne. – 5. Est souvent sur la planche. Une série d'exercices. – 6. Un défenseur de Paris. S'éprit d'un drôle d'oiseau. – 7. Qui devrait être remplacé. Donne le jour. – 8. Produit qui sert à l'entretien. Baie du Japon. – 9. Sécher lamentablement. Se mouille.

Solution du problème n° 3494

Horizontalement

I. Photographe. Tôt. – II. Hôtelier. Smash. – III. Arêtes. Triton. – IV. Rose. An. Edition. – V. Es. Enneigement. – VI. Ca. Tonneau. Te. – VII. Covalence. Trios. – VIII. Epine. Oraisons. – IX. Réaction. Do. – X. Têt. Entonnoir. – XI. Morte. Duel. Ana. – XII. Outr. Si. R.P.R. Ems. – XIII. Cet. Pothin. Bu. – XIV. Ile. Epeire. Osée. – XV. Eu. Uni. Te. Omise.

Verticalement

1. Phare. Cérémonie. – 2. Horoscope. Ou. Lu. – 3. Otés. Aviatrice. – 4. Tétée. Ancêtre. – 5. Olé ! Lette. Ten. – 6. Gisante. Pi. – 7. Ré. Néon. Œdipe. – 8. Art. Inconnu. O.I.T. – 9. Régner. Tertre. – 10. Idée. Adolphe. – 11. Estimation. Ri. – 12. Moteurs. Na ! Nom. – 13. Tanin. Ionone. Si. – 14. Os. Otton. Iambes. – 15. Thon. Essor. Suée.

GUY BROUTY.

VACANCES

L'Essonne a des idées

Dix-neuf communes ou associations de l'Essonne se sont associées, cet été, à l'opération « Vacances jeunes ». L'an dernier, six mille cinq cents Essonniens, âgés de dix à vingt ans, en avaient bénéficié. On pense faire mieux en *1983* car les crédits d'État sont passés de 420 000 francs à 612 000 francs. Voici quelques unes des actions les plus importantes ou les plus originales :

– Evry : cinq maisons de quartier proposent des camps de courte durée (deux à cinq jours), des activités sportives et culturelles. Renseignements : Maison de quartier du Chantier du Coq, 2, place Victor-Hugo.

– Corbeil-Essonnes : la municipalité offre des activités en ville (cinéma, sport, ateliers, etc.) et extérieures (camping d'une semaine, randonnées, escalades, visites de la région, planche à voile, etc). Renseignements : Mairie, place Galignani.

– Ris-Orangis : la ville organise une tournée musicale pour dix-huit personnes (dix adolescents, trois animateurs, cinq musiciens). Les participants peuvent s'initier aux divers aspects de l'organisation de concerts itinérants. Renseignements : Mairie, place du Général de Gaulle.

– Massy : le groupe d'action éducative et culturelle de la Poterne (G.A.E.C.), 6, square de la Poterne, propose à huit jeunes privés d'emploi de repeindre les locaux de l'association. En contrepartie, ils bénéficieront d'une semaine de vacances gratuite.

– Viry-Châtillon : le centre socio-culturel Saint-Exupéry, 44, rue de Provence, programme une randonnée équestre en Auvergne et une sortie sur les canaux de Bretagne pour les adolescents de douze à seize ans.

Enfin, vingt-sept micro-ordinateurs et leurs logiciels sont à la disposition des informaticiens amateurs à la Maison de quartier de Lisses, au centre Saint-Exupéry de Viry-Châtillon, à la M.J.C. de Savigny-sur-Orge, et sur la base de loisirs du Port-aux-Cerises, à Draveil. Renseignements D.D.A.S. de l'Essonne, tél. : (6) 077-96-90, poste 222.

PATRICK DESAVIE.

PARIS EN VISITES

MERCREDI 20 JUILLET

« Hôtel de Sully », 15 heures, 62, rue Saint-Antoine (Caisse nationale des monuments historiques).

« Le Marais », 14 h 30, statue Louis-XIII, place des Vosges (Arts et curiosités de Paris).

« La Sorbonne », 15 heures, 46, rue Saint-Jacques (Connaissance d'ici et d'ailleurs).

« L'Opéra », 15 heures, marches côté droit, Mme Hager.

« Hôtel de Lauzun », 15 heures, métro Pont-Marie, M. Jaslet.

« Ateliers des Gobelins », 15 heures, 42, avenue des Gobelins (Tourisme culturel).

EN BREF

ENVIRONNEMENT

POUR SAUVER LE MONT SAINT-MICHEL. — En complément de l'action des pouvoirs publics et avec le concours de l'Association Espaces pour demain, la Fondation de la nature et de l'environnement invite le public et les entreprises à participer au programme de désensablement de la baie du Mont-Saint-Michel

A cet effet, une double campagne de souscription sera lancée à l'automne prochain avec la collaboration de l'agence Havas (Futurs Loisirs) et de France Rail Publicité (filiale de la S.N.C.F.).

★ **Les souscriptions peuvent être adressées à la Fondation de France « Mont Saint-Michel », 40 avenue Hoche, 75008 Paris, C.C.P. Paris 3-6-9.**

STAGES DANS LE SUD-OUEST. — La PIEAM-CIE Garonne (Centre d'initiation à l'environnement) organise, pour l'été, une série de *stages itinérants, interrégionaux,* consacrés à l'espace Garonne-canal du Midi et utilise une péniche entre Blaye (Gironde) et Aigues-Mortes (Gard).

Les thèmes développés pendant les stages sont : le canal, l'architecture régionale, l'architecture et l'histoire des villes et cités situées sur le parcours du canal, l'agriculture, la flore, la faune, les équilibres écologiques et les interactions.

★ **PIEAM-CIE Garonne, canal du Midi, 18, rue Déodora, 31400 Toulouse. Tél. (61) 25-82-54.**

TOURISME

LA « COPIE CONFORME » DE LA GROTTE DE LASCAUX (près de Montignac, en Dordogne) est ouverte au public à partir du lundi 18 juillet. L'original, surnommé la « chapelle Sixtine de la préhistoire », en raison des superbes peintures rupestres qui l'ornent, a été fermée au public en 1963 : les nombreux visiteurs mettaient les peintures en péril de disparition. Le département de la Dordogne a consacré 7 millions de francs à la réalisation de cette « grotte-sosie » — Lascaux II, — qui est située à 80 mètres de la vraie grotte.

TRANSPORTS

LA R.A.T.P. ET LES AVEUGLES. — Soucieuse de faciliter l'insertion sociale des aveugles en leur ouvrant l'accès aux transports en commun, la R.A.T.P. communique que les chiens-guides d'aveugles sont désormais admis sur les réseaux R.A.T.P. pendant toute la durée du service.

La R.A.T.P. rappelle que les chiens (à l'exception des chiens-guides d'aveugles) même tenus en laisse, ne sont pas admis dans l'enceinte du métro et dans les autobus. Seuls sont acceptés les animaux de petite taille à condition qu'ils soient transportés dans des sacs ou des paniers.

JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au *Journal officiel* du dimanche 17 juillet :

UNE LOI

● Définissant les choix stratégiques, les objectifs et les grandes actions du développement de la nation pour *le IXe Plan* (première loi de Plan).

DES DÉCRETS

● Portant ouverture d'une souscription nationale pour l'édification d'un monument à la mémoire du président Pierre Mendès-France ;

● Portant modification des dispositions du code des assurances relatives à la réglementation des placements des entreprises d'assurances et de capitalisation ;

● Modifiant le décret du 29 décembre 1945 et relatif au maintien des droits à l'assurance-vieillesse des assurés visés à l'article 5 du décret du 24 novembre 1982 ;

● Modifiant le décret du 8 mars 1978 portant statut des praticiens à temps plein des établissements d'hospitalisation publics autres que les hôpitaux locaux ;

● Modifiant la liste des entreprises publiques et des sociétés nationales assujetties à la participation financière.

DES ARRÊTÉS

● Relatif à la formation des élèves instituteurs ;

● Portant nominations d'examinateurs spécialisés adjoints aux jurys des concours d'accès à l'École nationale de la magistrature et portant ouverture des épreuves d'accès au cycle préparatoire au second de ces concours.

LÉGION D'HONNEUR

Une erreur typographique a malencontreusement fait de M. Jean Lafenêtre, promu officier de la Légion d'honneur (*le Monde* du 15 juillet), un ancien contrôleur général des fraudes. Nous aurions dû imprimer : ancien conseiller général des Landes. Nous présentons à M. Jean Lafenêtre nos vives excuses et... nos félicitations pour sa promotion.

HISTOIRE

A-t-on retrouvé le navire amiral français de la bataille d'Aboukir ?

Le chasseur de mines *Vinh Long* est rentré à Toulon le 11 juillet après avoir été mis, par la marine nationale, à la disposition du Comité de sauvetage des navires de Bonaparte et de la Société française d'archéologie sous-marine (Sofras) pour la première mission de recherche des navires français coulés par la flotte britannique le 1er août 1798, lors de la bataille d'Aboukir (Égypte).

Grâce aux équipements du *Vinh Long* (télévision sous-marine, magnétomètre et sonar), grâce aux balises radio-électriques installées à terre par les membres du service hydrographique et océanographique de la marine, l'expédition, qui était arrivée à Aboukir le 22 juin, a localisé, à 30 centimètres près, deux épaves de vaisseaux français coulés il y a cent quatre-vingt-cinq ans presque jour pour jour. D'après les archives relatant par le détail la bataille d'Aboukir, il y a de bonnes *chances que l'une de ces deux* épaves soit *l'Orient*, le navire amiral de la flotte française.

Des photographies ont été prises et quelques objets — un fusil, des tire-fond de bronze (des sortes d'énormes clous d'assemblage de la coque) longs de 1,50 mètre, deux chaudrons de cuisine en cuivre rouge — ont été remontés. Dix plongeurs démineurs de la marine y ont travaillé avec le même enthousiasme que les trois « amateurs » de la Sofras... et le prince Napoléon.

L'Orient était le plus gros vaisseau de guerre de son époque : il était équipé de cent vingt canons répartis sur trois ponts, alors que ses contemporains n'étaient armés « que » de quatre-vingts ou soixante-quatorze canons. Son équipage était composé de mille hommes.

La marine française est très intéressée par cette recherche, le gouvernement égyptien aussi : le ministre de la culture et le secrétaire d'État aux antiquités d'Égypte sont venus à bord du *Vinh Long* avec l'ambassadeur de France au Caire. Un laboratoire de traitement des objets qui seront récupérés lors de campagnes ultérieures et un musée spécial pourraient être créés à Aboukir, où se trouve d'ailleurs l'école navale égyptienne.

Y. R.

Le Monde

régions

Ile-de-France

Désindustrialisation

Paris, qui n'a jamais pu endiguer la montée des surcoûts fonciers et lutter contre l'inadaptation des locaux industriels, a vu, phénomène désormais bien connu, fondre le nombre de ses emplois et de ses habitants. La petite couronne puis la grande couronne ont tout d'abord bénéficié de ce « redressement ».

Parallèlement, la région parisienne, premier pôle économique français, a subi les effets d'une vigoureuse politique de décentralisation — la part de la région dans les nouvelles constructions industrielles est passée du tiers du total en 1954 à 6 % en 1972 — et un affinage de son tissu industriel, les industries les plus banales et les emplois les moins qualifiés allant en s'amenuisant.

L'industrie régionale présente donc aujourd'hui quelques caractéristiques majeures. L'importance des industries à haute valeur ajoutée, comme la construction électrique et électronique, l'automobile, la parachimie et l'industrie pharmaceutique, ne cesse de croître. C'est vers ces activités les plus compétitives que se redéploient les activités traditionnelles.

Ainsi, une étude publiée récemment par l'INSEE sur les caractéristiques de l'investissement industriel en Ile-de-France indique que, entre 1973 et 1978, près de 50 % des investissements ont été réalisés dans la construction électrique, électronique et l'automobile. Inversement, les activités les moins représentées appartiennent à des secteurs en difficulté comme le textile, le bois, les meubles, le cuir ou le papier-carton. Mais, globalement, l'effort d'investissement ne parvient pas à stopper la réduction régulière des effectifs industriels en Ile-de-France. Outre l'annonce de licenciements dans le groupe Peugeot-Talbot-Citroën, c'est aujourd'hui la société Kodak-Pathé qui annonce le transfert à Chalon-sur-Saône de son usine de Vincennes.

OLIVIER SCHMITT.

KODAK QUITTE VINCENNES POUR CHALON-SUR-SAONE

2 300 emplois dans la bataille

Une direction attentive à la logique industrielle, un conseil général soucieux de préserver l'emploi, des salariés convaincus de faire les frais du redéploiement d'une multinationale, des pouvoirs publics peu enclins à trancher. Aucun doute, le transfert de l'usine Kodak-Pathé de Vincennes à Chalon-sur-Saône, décidé pour 1985, illustre toute l'ambiguïté de la « décentralisation économique ». Exemplaire, ce dossier l'est aussi car il pose aux collectivités locales et aux syndicats une redoutable question : que peut-on faire contre les desseins jugés néfastes d'une société multinationale basée aux Etats-Unis ?

« L'union fait la force ». Frappés par la similitude du destin des filiales européennes de Kodak, les syndicalistes de Vincennes et Harrow (Grande-Bretagne) confrontent irrégulièrement leurs observations depuis 1978. Le 17 juin 1983, ils se retrouvaient à Créteil pour une journée de travail. Mais cette fois, ils bénéficiaient du « soutien logistique » du conseil général du Val-de-Marne et du conseil du Grand-Londres, maîtres d'œuvre de la rencontre.

« Une première, et un franc succès », commente M. Roger Grevoul, premier vice-président de l'assemblée départementale et chef de file du groupe communiste. *« Une initiative utile,* renchérit M. Vlady Ferrier, délégué C.G.T. au comité d'entreprise de Vincennes. *Nos travaux et ceux des Britanniques aboutissent à la même analyse de la politique engagée par la maison mère ».* Cette analyse tient en une phrase : Eastman-Kodak — la moitié du marché mondial des produits photographiques — rapatrie les activités d'avenir outre-Atlantique en vertu d'une division internationale du travail à l'échelle du groupe, et transforme les filiales en sociétés de stockage et de distribution. *« Le déménagement,* affirme M. Ferrier, *constitue l'une des étapes de ce projet. »*

« Archifaux, réplique M. Georges Cloche, vice-président de Kodak-Pathé. *Il s'agit d'une décision purement française, nous en revendiquons l'entière responsabilité. »* La journée du 17 juin ? *« Elle relève du combat d'arrière-garde,* estime M. Cloche. *La C.G.T., majoritaire à Vincennes et non à Chalon, se bat avant tout pour sauvegarder son influence. »*

Démantèlement téléguidé, proclament les uns. Impératifs économiques, rétorquent les autres... Avec de tels postulats comment s'étonner que les deux parties ne trouvent aucun terrain d'entente ? Un seul exemple : le manque de place. *« Impossible de rester à Vincennes,* explique la direction, *notre nouveau séchoir de films n'y tiendrait pas, même en diagonale ! » « En l'absence de toute nécessité industrielle,* répond le délégué C.G.T., *le déménagement représente un incroyable gaspillage. »* Qu'il s'agisse des investissements de recherche, du reclassement du personnel ou des productions maintenues en France, les points de vue paraissent tout aussi inconciliables.

Une question de priorité

D'accord sur le constat, la C.G.T. et le conseil général divergent quelque peu sur le sens de la lutte. Pour M. Ferrier, également secrétaire du Syndicat national des ingénieurs et cadres des industries chimiques C.G.T., le départ pourrait se négocier s'il traduisait un développement des activités de pointe, telles que les supports magnétiques. De son côté, M. Grevoul pense avant tout aux 2 300 emplois de Vincennes et aux 10 millions de francs de taxe professionnelle collectés annuellement par le seul département.

« Nous exigeons, insiste-t-il, *la poursuite d'une activité industrielle qu'il faut garder à la France. »* Situant le débat à l'échelle nationale, le conseil général entend, selon les propos de son président, M. Michel Germa, *« utiliser au mieux les compétences et les responsabilités nouvelles que lui confère la loi de décentralisation »*. Que dit cette loi ? Les collectivités locales pourront *« favoriser le développement économique »* et protéger *« les intérêts économiques et sociaux »* de la population, sous réserve de respecter *« les règles de l'aménagement du territoire définies par la loi approuvant le plan national »*. Voilà pourquoi l'assemblée départementale réclame aussi l'intervention des pouvoirs publics.

Quel rôle pour l'Etat ?

Encore faut-il que les *« règles de l'aménagement du territoire »* coïncident avec l'intérêt du département. Or, du côté de la DATAR (Délégation à l'aménagement du territoire et à l'action régionale), on estime que l'implantation à Chalon *« colle avec les principes de la décentralisation »*. Mieux, on indique que le ministère de l'industrie a conclu l'an dernier que l'opération n'engendrerait pas de désinvestissement. M. Vlady Ferrier admet d'ailleurs que les syndicats ont obtenu *« un soutien de principe, mais seulement de principe »* lors des contacts établis avec les ministères de l'industrie, de la communication et de la santé. Conclusion de la DATAR : *« Il n'est pas dans notre rôle de nous indigner de ce transfert, d'autant que la Saône-et-Loire connaît de sérieuses difficultés. »* En avril 1983, en effet, le taux de chômage atteignait 11,3 % à Chalon-sur-Saône, contre une moyenne de 8,6 % pour la région Bourgogne. *« Compte tenu des dépôts de bilan en cours,* observe-t-on au cabinet régional, *il faut s'attendre à un accroissement d'un point ou deux dans les prochains mois. »*

Bref, M. Frédéric Lescure, président du conseil régional de Bourgogne, se félicite de la décision de Kodak. *« Le point le plus significatif,* ajoute-t-il, *reste pour moi l'arrivée à Chalon d'un centre de recherche* — pour lequel Kodak-Pathé a obtenu de la maison mère un crédit d'études de 17,5 millions de francs — *dans un site dominé par les activités de fabrication. »* Le 17 juin, M. Germa rappelait pour sa part que le Val-de-Marne a perdu plus de 25 000 emplois industriels entre 1975 et 1981...

Quelle que soit la validité des arguments défendus de part et d'autre, le processus de transfert paraît désormais irréversible. En revanche, les questions qu'il soulève — les nouveaux pouvoirs des conseils généraux et leurs limites, la cohérence entre politique nationale et priorités locales — demeurent.

Curieux paradoxe. Le « cas Kodak » fait naître une convergence d'intérêts fortuite entre une multinationale américaine et un gouvernement de gauche face à une confédération ouvrière soutenue par un conseil général communiste... C'est peut-être ce que l'on suggère à la DATAR lorsque l'on estime « qu' *« il s'agit plus d'un problème entre les pouvoirs publics et le Val-de-Marne qu'entre Kodak et les pouvoirs publics »*.

VINCENT HUGEUX.

APRÈS L'ANNULATION DE L'EXPOSITION UNIVERSELLE

Regrets et propositions pour 1989

L'annulation de l'Exposition universelle à Paris continue à susciter de nombreuses réactions chez les particuliers, les associations et les milieux professionnels. Ainsi, M. Claude Cymerman, un de nos lecteurs de Neuilly, jette un regard rétrospectif sur l'Expo de 1889, et rappelle son importance politique en citant le journal argentin *la Prensa* de l'époque : *« La France républicaine,* écrivait ce quotidien, *a le courage de fêter à la face de toute la Terre le centenaire de la révolution qui a proclamé les droits de l'homme et la souveraineté du peuple. Nous autres, Républiques américaines, nous lui devons l'hommage de notre adhésion ; nous devons accourir au rendez-vous. Le monde monarchique se retire du tournoi ; que le monde républicain montre son œuvre ! »* Notre correspondant note : *« L'Exposition dépassait largement l'économique et le scientifique, pour atteindre une dimension politique liée à l'expression de la liberté et des droits de l'homme. Je suis confondu — et consterné — devant la médiocrité des ambitions en ce domaine du maire de Paris et des élus de la capitale. »*

Le mouvement national de lutte pour l'environnement (M.N.L.E.) regrette la décision prise et explique ainsi sa position : *« L'Expo réalisée dans Paris* intra-muros *aurait entraîné avec l'adhésion progressive de tous les Parisiens la restructuration de grands espaces profondément dégradés. Elle aurait pu être le moyen de résoudre avec ambition et audace de très nombreux problèmes de transport, d'espaces verts, de qualité de cadre de vie. Tout en exaltant le rôle international de Paris, elle aurait été l'occasion d'une rénovation séculaire de l'environnement des Parisiens. »*

C'est avec *« surprise et amertume »* que la fédération parisienne du bâtiment a appris l'annulation du projet. Selon elle *« cette initiative aurait dû permettre le soutien d'une activité sinistrée (le bâtiment a perdu en Ile-de-France et en dix ans 100 000 emplois et 30 % de son chiffre d'affaires en francs constants), la formation d'une main-d'œuvre jeune, le maintien de l'emploi pendant plusieurs années »*. La Fédération affirme que *« les entreprises de l'Ile-de-France étaient prêtes à réaliser les travaux nécessaires à la tenue de l'Expo mais qu'un financement spécifique aurait dû être dégagé de manière à éviter d'amputer d'autres programmes de construction prévus en Ile-de-France »*.

Un colosse sur la Seine

Se tournant vers l'avenir, un lecteur de Bruxelles, M. Edwin Sterling, pense déjà à la commémoration, à Paris, du bicentenaire de la Révolution. Il propose au « *Monde* » de créer une rubrique intitulée « qui dit mieux » et qui accueillerait toutes les propositions touchant cette manifestation. Inaugurant en quelque sorte cette rubrique, M. Sterling écrit : *« Je propose d'édifier un colosse de Paris, digne successeur du colosse de Rhodes qui n'a jamais été reconstruit. Cette statue monumentale enjamberait la Seine et abriterait des salles d'exposition, de réunions et des restaurants. Le Symbole d'un homme en marche dans le ciel de France serait le bienvenu parmi les tours inhumaines des années passées... En 1989, il sera grand temps de rappeler au monde que depuis 1789 la France a souvent rempli le rôle de champion de l'individu et des droits de l'homme »*.

Enfin, M. Gilbert Padiou, de Nantes, se félicite du dénouement de l'affaire et justifie ainsi sa satisfaction : *« Paris n'avait-il donc pas assez de ses villes nouvelles et de ses grands projets déjà fort nombreux et dispendieux ? Je formule le souhait que la fête de 1989 soit celle de tout le pays et pas seulement celle de Paris dont on a assez parlé »*.

Géothermie : Villepinte en pointe

Il ne faut pas craindre d'innover pour réaliser des économies. C'est à ce principe qu'a obéi le conseil général de la Seine-Saint-Denis lorsqu'il s'est agi de résoudre une difficulté qui se posait dans le cadre de son programme d'épuration et d'assainissement. La zone d'aménagement concerté (ZAC) Paris-Nord 2, qui englobe la zone industrielle de Villepinte et le parc international des expositions de la Chambre de commerce de Paris (400 hectares) avait un besoin urgent d'un réseau primaire d'assainissement.

« Produisons nous-mêmes l'énergie dont nous avons besoin pour faire fonctionner ce réseau en construisant une centrale d'énergie électrique solaire », ont suggéré les ingénieurs de la direction départementale de l'équipement. Le conseil général, séduit par l'idée et surtout par le coût — 450 000 F — n'a pas tardé à donner son approbation, d'autant qu'il a pu bénéficier d'une subvention de l'Agence française pour la maîtrise de l'énergie.

La centrale, qui est actuellement en fonctionnement à Villepinte, répond aux besoins : économie d'installation, autonomie de production, économie d'exploitation. Le principe est simple : trente-deux modules photovoltaïques permettent de capter l'énergie solaire, qui est ensuite transformée par un générateur en énergie électrique, une énergie largement suffisante pour alimenter les appareils nécessaires au réseau d'assainissement. Cette centrale solaire, qui produit environ 770 kilowatts-heure par an, est la première et la plus importante réalisée en région parisienne.

K. L.

Nord-Pas-de-Calais

CULTURE ET « RETOMBÉES » MUNICIPALES

L'Opéra du Nord en sursis

De création récente puisqu'il a été fondé en mars 1981, l'Opéra du Nord traverse une passe difficile. On le dit en sursis. On ne saura qu'à la fin de l'année s'il poursuit ses activités et dans quelles conditions. En effet, le mariage entre les trois villes de Lille, Roubaix et Tourcoing, toutes trois socialistes à l'époque, pour développer l'art lyrique dans la région est remis en question depuis que les dernières municipales ont donné à M. Pierre Mauroy, maire de Lille, deux nouveaux interlocuteurs : à Roubaix, M. André Diligent (C.D.S.), et, à Tourcoing, M. Stéphane Dermaux (P.R.).

Trop coûteuse la culture ! C'est l'argument premier développé par les nouveaux élus de l'opposition à Roubaix comme à Tourcoing, qui ne font que reprendre et appliquer leurs propos de campagne électorale. Des chiffres ? Le budget de l'Opéra du Nord pour 1983 est de 47 millions de francs, couverts de la façon suivante : 14 millions de francs pour Lille, 2,5 millions de francs pour Roubaix, 2,5 millions de francs pour Tourcoing, 14 millions de francs par l'établissement public régional (E.P.R.), 9 millions de francs par l'Etat et 5 millions de francs de recettes propres. Des sommes importantes assurément, mais raisonnables si l'on compare ce qui se fait dans d'autres grandes villes.

Pour chaque municipalité, il convient, il est vrai, d'y ajouter les dépenses d'autres entreprises culturelles locales, comme par exemple l'Automne culturel de tourcoing, belle nanifestation dont on vient d'annoncer la suppression.

Des sommes qui pèsent plus lourdement encore quand on fait état d'autres priorités : sécurité des habitants, quartiers à rénover, misère des sans-emploi, zones dignes du quart-monde. Pour M. Diligent, à la tête d'une ville où la délinquance fait des ravages, la priorité va à la sécurité d'abord, sans pour autant dédaigner la culture : *« J'aime beaucoup Van Gogh, mais puis-je m'offrir une de ses toiles ? »* A Tourcoing, même tonalité avec une condamnation de la politique pratiquée naguère par les élus socialistes. Et l'on ajoute volontiers, non sans arrière-pensée : *« Nous faisons du social avant de faire de la culture. »*

L'Opéra du Nord, dont le directeur est M. Elie Delfosse, est ancré sur trois villes : au théâtre de Lille les grandes pièces, à Tourcoing un atelier de création, lequel est conduit par Jean-Claude Malgoire, et à Roubaix la danse. C'est précisément le corps de ballet, animé par Alfonso Cata, qui a été mis en cause par la nouvelle municipalité roubaisienne. Les 2,5 millions de francs semblent trop lourds aux élus qui ont envisagé le retrait de la ville du syndicat intercommunal, ce qui compromettrait par le fait même l'existence de l'opéra. La décision est reportée à la fin de 1983. En attendant, le corps de ballet a déjà réduit ses effectifs de 26 à 20 unités, en dépit de succès déjà très prometteurs.

Une action vigoureuse

Et puis il y a la crise. Depuis des décennies, les arguments économiques et financiers sont toujours avancés pour reporter toute action culturelle d'envergure. C'est pour cette raison d'ailleurs que le conseil régional, présidé alors par M. Pierre Mauroy, a, depuis une dizaine d'années, lancé une action très vigoureuse pour combler un retard évident par rapport à d'autres grandes régions. Ainsi sont apparus l'Orchestre national de Lille que dirige Jean-Claude Casadessus, une nouvel élan pour les troupes d'art dramatique, la Salamandre de Gildas Bourdet, le Centre dramatique du Pas-de-Calais de Martin Barbaz, le Chœur régional, un atelier régional de musique installé à Lens, etc. Par ailleurs, ont été aidés les centres d'animation culturelle, comme celui de Douai que le nouveau maire, M. Jacques Verdier, R.P.R., souhaite conforter, ceux de Boulogne-sur-Mer ou de Calais en formation ou celui de Tourcoing que la nouvelle municipalité a remis en cause et qui se trouve dans une situation précaire.

De 10 à 15 % du budget de l'établissement public régional ont été consacrés à la création de ces « outils » ou encore au renouveau de lieux de spectacles. Plus de 20 millions de francs ont été affectés à Roubaix à l'agencement d'une belle salle conçue spécialement pour les Ballets du Nord : une subvention qui n'est pas totalement couverte à ce jour et qui ferait sans doute l'objet d'un contentieux si l'on devait assister à l'éclatement de l'opéra.

Rigueur de gestion

Mme Monique Bouchez, adjointe au maire de Lille, qui préside le syndicat intercommunal de l'opéra, a accepté d'assumer encore cette fonction jusqu'à la fin de l'année. Si Roubaix, à cette date, quittait le syndicat, si Tourcoing, qui s'accommode de l'atelier lyrique, formulait des exigences excessives, il est évident que l'on irait vers l'éclatement et la dissolution du syndicat intercommunal. Pour Mme Bouchez, *« nous ne devons pas sacrifier la culture à la rigueur, mais nous devons pratiquer la rigueur dans la gestion des affaires culturelles. C'est ce que nous faisons. Le choix n'est pas entre le social et le culturel. La culture est une dimension sociale, ne serait-ce que par les emplois qu'elle crée (deux cent cinquante pour l'Opéra du Nord), et elle touche directement à la qualité de la vie. Il faut poursuivre cette action indispensable, quitte à s'adapter aux événements. »*

Il y a tout de même de bonnes chances que l'Opéra du Nord vive, s'il prend sa vraie dimension, car cette crise est révélatrice dans la mesure où elle se circonscrit à la seule monopole du Nord. Or ce qui est en cause, c'est bien un opéra régional. On notera à cet égard que la subvention accordée par la région est égale à celle de la ville de Lille, qui, pour les années de lancement, a consenti un effort exceptionnel. C'est pourquoi on devra vraisemblablement s'orienter vers une nouvelle structure, celle d'un syndicat mixte dans lequel l'E.P.R. prendrait toute sa place. Et il sera temps alors de penser aux autres villes du Nord et du Pas-de-Calais qui pourraient intervenir autrement que par la fourniture de bataillons de spectateurs aux scènes métropolitaines.

Il faut tout simplement décentraliser à l'intérieur même de la région. Il est une dizaine de salles de taille modeste suffisamment équipées pour accueillir des spectacles lyriques conçus pour elles. Le ballet a entamé une première tournée en Provence, l'Atelier lyrique est allé timidement dans le même sens. Il n'est pas question, bien sûr, de déplacer par exemple *les Maîtres-chanteurs de Nuremberg* donnés à Lille. Mais il faut concevoir en plus d'autres programmes à présenter dans les villes moyennes. Les mésaventures de l'Opéra du Nord peuvent être finalement bénéfiques dans la mesure où elles provoqueront une prise de conscience régionale.

Le Monde

économie

SOCIAL

LA RIPOSTE SYNDICALE AUX HUIT MILLE SUPPRESSIONS D'EMPLOIS

La C.G.T. lance un appel à la grève générale le 21 juillet pour le groupe Peugeot

Débrayages largement suivis le 18 juillet et grève générale dans le groupe Peugeot le jeudi 21 à l'appel de la C.G.T. Les syndicats organisent une réponse graduelle aux mesures de la direction – huit mille suppressions d'emplois – et annoncent des actions plus dures en septembre si les licenciements sont maintenus.

De notre envoyé spécial

Poissy. – Ce lundi, comme chaque matin, gare Saint-Lazare, deux trains réservés – quai 12 et quai 20 – démarraient à 6 h 10 vers le quai Talbot et les grands bâtiments de brique rouge de l'usine d'automobiles de Poissy. La prise de travail était à 7 heures. On se retrouvait dans les wagons surchargés par nationalité : pas ou peu de Français, des Antillais hilares malgré l'heure matinale, plus loin des Turcs taciturnes, ou encore ces trois Marocains, ouvriers du bâtiment B3. Ils ont désormais une histoire derrière eux puisque c'est au B3, noyau dur de l'usine où l'on monte les Solara et les Samba, qu'eurent lieu au printemps dernier les affrontements violents entre la C.S.L. et la C.G.T. Au chômage technique depuis dix jours, ils ont appris le plan de licenciement à la radio ou à la télévision. Sans véritable surprise puisque la direction avait depuis 1978 procédé à des milliers de licenciements en douceur, puisqu'ils en étaient depuis janvier à plus de trente journées chômées. Ils se sentent pourtant particulièrement menacés : leurs chaînes n'ont-elles pas été au premier rang de toutes les mobilisations, et la volonté de revanche de la C.S.L., le *« syndicat des patrons »*, n'est-elle pas sans limite ?

Qu'opposer à la fatalité ? Leurs trois ou cinq enfants qui ne rentreront jamais au pays, puisqu'ils ne parlent plus l'arabe ? La santé qu'ils ont perdue pour moins de 4 500 F par mois en soudant les ferrailles ? Ou encore l'impossibilité, à leur âge, « sans métier », de retrouver un emploi ?

« Ce que dit un ouvrier, affirme l'un d'eux, *ça ne compte pas. » « Mon père, qui a soixante-treize ans, est venu en vacances*, déclare un autre, *et m'a dit que la France c'était fini. »* Seul espoir aujourd'hui, les syndicats, en fait « le syndicat », puisque *« la C.G.T. et la C.F.D.T. c'est pareil ». « Ce sont les syndicats*, dit l'un comme beaucoup d'autres, *qui décideront, qui commanderont. »*

« Sur le dos des travailleurs »

Les syndicats étaient à pied d'œuvre lundi matin à l'entrée de l'usine. Chaque organisation avec ses militants au carré, ses tracts aux couleurs convenues : blanc pour F.O. qui pour être *« réaliste »* n'en dénonce pas moins cette restructuration de l'entreprise *« sur le dos des travailleurs »*, saumon pour la C.G.T., en présence de Mme Nora Trehel, femme de l'ancien maire (P.C.) de Poissy, revenue de vacances pour la circonstance, qui appelle, et elle seule pour l'instant, à une journée de grève le 21 juillet pour la rencontre du comité d'entreprise ; vert pour la C.F.D.T., qui avant toute action veut consulter la base ; enfin le bleu de la C.S.L., qui *« pour l'immédiat »* demande à tous *« de garder sang-froid et calme, la bataille contre les licenciements pouvant être longue »*. Et M. Leberre, secrétaire général du comité d'entreprise, ajoute : *« Les problèmes sociaux, les débrayages presque quotidiens depuis septembre, ont certainement ajouté au malaise. » « Les erreurs de fabrication*, estimera, lui, un délégué de la C.G.T., *c'est des conneries tout ça. »*

Ce matin au B-3 en tout cas, nombreuses sont les pauses autour d'un thé ou d'un café. *« Personne n'accepte les licenciements »*, assure le délégué syndical. Aux questions, les ouvriers présents répondront par des moues dubitatives, par des silences éloquents : *« Qu'est-ce qui va se passer ? »*, demande le délégué en arabe à l'un d'eux. Silence à nouveau et puis cet acte de foi : *« Ce sont les syndicats qui décideront. »* Un attentisme qui résulte en grande partie de l'absence de travail la semaine passée (chômée) alors que beaucoup espèrent encore une révision par la direction des 4 140 suppressions d'emplois (dont 3 836 ouvriers), lors du comité central d'entreprise de Talbot le 21 juillet (un comité semblable se tiendra le même jour chez Peugeot). En attendant, le débrayage auquel appelait la C.G.T le 18 juillet entre 9 h et 11 h puis dans l'après-midi est largement suivi.

La plupart des chaînes se sont arrêtées : *« Nous rencontrons demain le ministre de l'industrie*, affirme le représentant de la C.G.T. *Tout sera mis en œuvre pour arrêter le plan de licenciement. Rendez-vous en septembre pour une grève reconductible tous les jours si la direction persiste. » « Y a-t-il des avis parmi les camarades ? » « Ça va toucher plus fort les immigrés »*, lance un Sénégalais. *« Pas de division camarades. » « Notre analyse*, poursuit le délégué, *c'est que, après ces quatre mille licenciements, il y en aura quinze cents dans les autres collèges. La direction n'épargnera personne. »* Silence à nouveau parmi les immigrés extrêmement majoritaires dans ce bâtiment.

NICOLAS BEAU.

Les pouvoirs publics un peu désarmés

Devant plus de huit mille suppressions d'emplois chez Peugeot-Talbot – une ampleur sans précédent dans l'industrie automobile française – les pouvoirs publics sont quelque peu piégés. Le président de la République a répété à de multiples reprises que Peugeot était et resterait un groupe privé. Pas question donc d'une prise de participation de l'État au capital de la firme automobile sochalienne. Mais dès lors le gouvernement est assez désarmé. *« On peut difficilement vouloir que Peugeot se redresse financièrement et l'empêcher de procéder aux ajustements de personnel nécessaires »*, dit-on. M. Delors, ministre de l'économie, des finances et du budget, n'a d'ailleurs pas affirmé autre chose lorsqu'il a déclaré que la *« remise sur les rails »* du groupe passait par *« plusieurs milliers de suppressions d'emplois »*.

Une meilleure structure financière, ajoutait le ministre, répondant au quotidien *Libération*, permettrait à Peugeot de *« limiter les dégâts »* sur le plan social. Et M. Delors de préciser qu'il avait proposé une aide à Peugeot depuis plusieurs mois. Le groupe automobile, qui avait eu quelques inquiétudes à l'automne 1982 – et a dû modifier la présentation de ses comptes de 1982 pour minorer les pertes déjà importantes (2,14 milliards de francs), – a certes commencé à négocier avec les pouvoirs publics. Mais une telle négociation ne faisait par l'unanimité dans le groupe même où le vice-président, M. Jacques Calvet, et le représentant de la famille au directoire, M. Pierre Peugeot, y auraient été hostiles. La discussion entamée par le P.-D.G., M. Parayre, avait donc tourné court, et les pouvoirs publics n'auraient fait alors aucune proposition claire.

Le gouvernement va donc devoir se contenter de regarder attentivement chaque licenciement (il y en aurait près de trois mille) et de tenter d'obtenir des mesures de reclassement, voire la négociation, avec les pays d'origine de travailleurs licenciés ou mis à la retraite anticipée, de procédures de retour.

Il pourrait aussi être appelé à arbitrer entre Peugeot et son pool bancaire, si le constructeur automobile avait quelque difficulté à obtenir le financement nécessaire à ses investissements (ce que Peugeot se refuse à dire).

Les syndicats, en tout cas, n'entendent pas accepter sans réagir ces suppressions d'emplois. La C.G.T. a lancé des mots d'ordre de débrayage à Roissy, le 18 juillet, mais aussi une grève, annoncée pour le 21 juillet – jour où ces mesures seront communiquées aux comités d'entreprise ; la C.F.D.T., de son côté, s'interroge sur la possibilité de régler la question du sureffectif par une réduction de la durée du travail. – B.D.

M. Bergeron estime que la population immigrée a atteint *« un niveau qu'on ne peut plus dépasser »*

Interrogé dimanche soir 17 juillet sur les ondes de Radio-Monte-Carlo à propos des quelque huit mille suppressions d'emplois envisagées aux usines Peugeot-Talbot, M. André Bergeron, secrétaire général de F.O., a estimé que l'on ne pouvait *« accepter de tels événements sans réaction »*.

Selon lui, *« on a préféré utiliser la main-d'œuvre immigrée, peut-être payée moins cher que l'autre main-d'œuvre, plutôt que de s'engager suffisamment tôt dans la voie de la modernisation des fabrications »*. M. Bergeron a ajouté : *« Ça pose d'ailleurs une autre sorte de catégorie de problèmes, dont je parle depuis des années. Je suis persuadé que nous avons maintenant, dans le domaine de l'immigration, atteint un niveau qu'on ne peut vraiment pas dépasser. Le nombre des immigrés, c'est-à-dire les salariés eux-mêmes plus leurs familles, atteint 4,5 millions de personnes. Nous n'avons jamais connu une situation de cette sorte. »* Le leader de F.O., qui s'est défendu de toute accusation de racisme, de xénophobie ou d'hostilité à l'égard des étrangers, estime que le nombre des immigrés *« continue à augmenter »* et que *« nos frontières ne peuvent plus demeurer ce qu'elles sont, c'est-à-dire de véritables passoires. »*

[Trois jours après les déclarations de M. Jacques Chirac sur un thème similaire, les propos de M. Bergeron ne manqueront pas de susciter de vives réactions parmi les organisations de défense des immigrés. Pour sa part, le ministère de l'intérieur s'en tient aux statistiques du 31 décembre 1982, qui indiquent que la population étrangère atteignait, à cette date, le chiffre de 4 318 068 résidents (y compris 120 000 *« régularisés »*), soit 30 000 de plus qu'un an auparavant (0,72 %). En fait, la proportion de résidents étrangers au regard de l'ensemble de la population n'a pratiquement pas varié par rapport aux années 1930, où ce pourcentage avoisinait 7 %. – J.B.]

L'ÉCOLE DE TALBOT-POISSY RÉORIENTÉE VERS LA FORMATION PERMANENTE

Selon un communiqué de la C.S.L., l'école technique des usines Talbot à Poissy devrait fermer ses portes en juillet 1984. *« Cette décision brutale est totalement inadmissible »* pour la C.S.L.

Certains salariés voient dans la décision de la direction un signe confirmant une fermeture ultérieure des usines. Selon la direction des Automobiles Peugeot, l'école de Poissy n'est pas fermée mais *« réorientée »*. L'enseignement ne sera plus destiné aux jeunes sortant de l'école mais aux salariés ayant une expérience professionnelle. Le but de cette réorientation est de mieux adapter la formation et la qualification aux besoins en métiers.

● **Décrispation chez Delsey.** – La direction de l'usine de valises de Montdidier (Somme) s'étant engagée à ouvrir des négociations salariales mardi 19 juillet, les responsables C.G.T. ont accepté de libérer, le 15 juillet, l'accès des camions à l'usine, bloqué depuis le 24 juin.

● ERRATUM. – Sur la foi d'une dépêche d'agence, nous avions, dans nos éditions du 2 juillet, signalé la condamnation de deux dirigeants de Peugeot-Talbot : MM. Pecqueux et Eymery. Cette information est erronée, ces deux responsables ayant été relaxés. Deux autres dirigeants ont en revanche été condamnés, la direction d'Automobiles-Peugeot se refusant à communiquer leurs noms.

Les pharmaciens en grève se sont généralement conformés aux réquisitions préfectorales

La grève des permanences de nuit et de week-end des pharmaciens d'officine – qui protestent contre la diminution d'un point de leurs marges brutes – n'a commencé officiellement que dimanche 17 juillet, après un démarrage en ordre dispersé à travers la France lors du « pont » du 14 Juillet. Face à ce mouvement déclenché par la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France (F.S.P.F., 16 500 adhérents), les commissaires de la République de différents départements ont pris, on le sait, des arrêtés de réquisition en conformité avec le code de la santé (*le Monde* daté 17-18 juillet).

Malgré cette mesure, le nombre de pharmacies ouvertes a été nettement réduit, et des files d'attente se sont parfois formées devant les officines, où les pharmaciens ne délivraient les médicaments que sur ordonnance ou pour les cas d'urgence. Ainsi, dans la Nièvre et en Haute-Saône, où les pharmaciens ont été réquisitionnés, il a été impossible d'acheter de l'aspirine. Dans l'agglomération lyonnaise, depuis vendredi, quatre officines seulement sur deux cent vingt ont été ouvertes, et les clients y étaient dix fois plus nombreux que la moyenne habituelle. Dans l'Isère : quinze officines sur trois cent trente : dans le Calvados, la Manche et l'Orne, le mouvement a été suivi à 85 %.

Les réquisitions ont eu lieu notamment dans la Loire-Atlantique, le Maine-et-Loire, les Côtes-du-Nord, le Doubs, la Somme, le Nord, en Haute-Saône, en Haute-Garonne, dans le Tarn ou encore dans les Alpes-Maritimes où le mouvement devait commencer samedi soir. A Paris, deux pharmacies par arrondissement ont été réquisitionnées et la situation était pratiquement normale. Dans le Pas-de-Calais, le Finistère, la Sarthe, des accords sont intervenus avec les préfectures, nous signalent nos correspondants, et les pharmaciens ont eux-mêmes organisé un tour de garde minimum *« ramené à un véritable service d'urgence »*.

Dans l'ensemble, les pharmaciens se sont conformés aux réquisitions. Dans un premier temps, la F.S.P.F. avait envisagé une désobéissance aux mesures de réquisition. Mais devant la réaction du conseil de l'ordre désapprouvant une telle action, elle était revenue sur cette décision.

FAITS ET CHIFFRES

Automobile

● **Renault va accroître ses investissements en Argentine** pour porter l'usine de Cerdoba (711 kilomètres au nord de Buenos-Aires) *« à un niveau de technologie de premier ordre, comme il en existe en Europe, aux États-Unis et au Japon »*, a déclaré le directeur général de la filiale argentine, M. Jacques Ramondou. Renault s'apprête, en outre, à lancer un modèle entièrement nouveau sur le marché argentin au second semestre de 1984. Ces décisions sont interprétées comme un *« geste de bonne volonté »* au moment où les relations entre constructeurs et État sont tendues. – *(A.F.P.)*

● **Chrysler et Volkswagen pourraient construire en commun une petite voiture aux États-Unis**, a confirmé M. Lee Iacocca, président de Chrysler, dans une interview accordée à *Detroit Free Press*, le 13 juillet. Dans les discussions préalables entre la société américaine et le constructeur ouest-allemand, il aurait été envisagé d'utiliser l'usine Volkswagen de Westmoreland (Pennsylvanie) pour une éventuelle production en commun.

Commerce international

● **Réponse de la C.E.E. aux États-Unis sur les aciers spéciaux.** – Les ministres des affaires étrangères des Dix se réunissent le 18 juillet à Bruxelles pour prendre position contre la décision américaine de limiter les importations d'acier spéciaux. C'est l'ouverture d'une semaine européenne importante avec l'examen du financement futur de la Communauté (mardi 19), la préparation du budget 1984 (les 20 et 21) et la révision des politiques agricoles méditerranéennes (les 18 et 19).

Etranger

ÉTATS-UNIS

● **Les dépenses de santé ont représenté 10,5 % du produit national brut** (P.N.B.) en 1982, selon les statistiques publiées par le département de la santé et des services sociaux. Le montant des prestations médicales a atteint 322 milliards de dollars en augmentation de 12,5 % par rapport à 1981. Les divers échelons du pouvoir (État fédéral, États et responsables locaux) ont payé 42 % des frais médicaux, les particuliers un tiers, le reste étant pris en charge par les assurances privées. En 1965, les dépenses de santé ne dépassaient pas 6 % du P.N.B. aux États-Unis. (En France, la part des dépenses médicales dans le produit intérieur brut est passé de 5,7 % en 1970 à 8,1 % en 1982. L'augmentation de ces dépenses en 1982 a été de 18,4 % par rapport à 1981.)

PAYS-BAS

● **Budget d'austérité.** – Le gouvernement des Pays-Bas a adopté, samedi 16 juillet, un budget d'austérité pour 1984, qui prévoit des économies de 11,8 milliards de florins (32 milliards de francs). Le premier ministre chrétien-démocrate, M. Ruud Lubbers, a annoncé notamment une diminution des prestations sociales et des salaires des fonctionnaires, destinée à économiser 6,8 milliards de florins. La réduction des salaires des fonctionnaires, y compris des salaires minimums, entrera en vigueur au 1er janvier 1984 et, selon les syndicats néerlandais, pourrait atteindre 3,5 %.

Social

● **Selon la C.G.T., l'opposition ne respecte pas les contrats de solidarité.** – La Fédération C.G.T. des services publics a saisi récemment Matignon du fait que certaines communes gagnées par l'opposition ne respecteraient pas les clauses des contrats de solidarité signés avant mars 1983. Le cabinet du premier ministre a répondu qu'il avait demandé aux commissaires de la République d'intervenir avec fermeté auprès des maires concernés.

● **Retraite après trente ans de services pour certains mineurs.** – M. Bayle, directeur des services sociaux de Charbonnages de France, a confirmé récemment aux délégués syndicaux réunis à Carmaux (Tarn) que l'entreprise était prête à accorder la retraite, après trente ans de services aux mineurs du Centre-Midi victimes d'un accident du travail ou affectés d'une maladie – la silicose, par exemple.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVISES

	COURS DU JOUR		UN MOIS		DEUX MOIS		SIX MOIS	
	+ bas	+ haut	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –	Rep. + ou	Dép. –
$ E.-U.	7,7850	7,7880	+ 165	+ 200	+ 305	+ 350	+ 700	+ 820
$ can.	6,3100	6,3195	+ 160	+ 205	+ 295	+ 355	+ 715	+ 840
Yen (100)	3,2360	3,2390	+ 160	+ 185	+ 310	+ 340	+ 930	+ 985
DM	3,0055	3,0090	+ 195	+ 215	+ 370	+ 395	+ 1025	+ 1080
Florin	2,6910	2,6930	+ 150	+ 170	+ 300	+ 320	+ 830	+ 880
F.B. (100)	15,0220	15,0305	+ 480	+ 575	+ 925	+ 1055	+ 2150	+ 2525
F.S.	3,6780	3,6820	+ 245	+ 270	+ 475	+ 505	+ 1375	+ 1440
L (1 000)	5,0800	5,0835	– 170	– 125	– 355	– 280	– 1410	– 1240
£	11,8685	11,8885	+ 265	+ 340	+ 510	+ 605	+ 1245	+ 1470

TAUX DES EURO-MONNAIES

$ E.-U.	9 5/16	9 13/16	9 9/16	9 15/16	9 3/4	10 1/8	10 7/16	10 13/16
DM	4 9/16	4 15/16	4 11/16	5 1/16	4 7/8	5 1/4	5 1/4	5 3/4
Florin	5 3/4	6 1/4	5 3/8	5 3/4	5 1/2	5 7/8	6	6 3/8
F.B. (100)	7 3/4	9 1/4	8	9	8 1/8	9	9	9 3/4
F.S.	2 3/4	3 1/4	4 9/16	4 15/16	4 9/16	4 15/16	4 13/16	5 3/16
L (1 000)	13 1/2	15 1/2	15 1/8	16	15 5/8	16 5/8	17 1/2	18 1/2
£	9	9 3/4	9 5/16	9 15/16	9 1/2	10	10	10 5/8
F. franç.	12 1/4	12 1/2	12 1/4	12 1/2	13 1/8	13 1/2	16 3/8	16 3/4

Ces cours pratiqués sur le marché interbancaire des devises nous sont indiqués en fin de matinée par une grande banque de la place.

ÉNERGIE

LA SOIXANTE-HUITIÈME CONFÉRENCE DE L'OPEP A HELSINKI

Les ministres du pétrole cherchent à renforcer leur cohésion

Les conférences se suivent et ne se ressemblent pas. Succédant aux âpres disputes qui, deux semaines durant, avaient déchiré à Londres les treize pays de l'OPEP (Organisation des pays exportateurs de pétrole), la soixante-huitième conférence ordinaire de l'Organisation, ouverte lundi 18 juillet à Helsinki (Finlande), s'annonce « paisible », selon le mot du ministre indonésien du pétrole.

Entre Londres et Helsinki, la situation du marché pétrolier s'est considérablement assainie. La demande mondiale reste certes très faible et les capacités de production largement excédentaires — de 400 millions de tonnes par an selon l'Agence internationale de l'énergie. Mais les décisions douloureuses prises par l'OPEP en mars — baisse des prix officiels de 15 % et plafonnement de la production à 17,5 millions de barils par jour — ont permis jusqu'ici d'enrayer la chute des cours amorcée au début de l'année. La baisse des prix officiels à un niveau plus proche de celui atteint par les cours du marché libre — où s'échange le brut ne faisant pas l'objet de contrats à long terme — a limité la pratique généralisée de rabais occultes, qui faussaient le marché, et enrayé la spéculation.

La fixation d'un plafond et de quotas de production pays par pays, respectés par la majorité des pays membres, a rééquilibré le marché, où les cours se sont peu à peu raffermis, atteignant, voire dépassant, dans certains cas, aujourd'hui les prix officiels. La production de brut OPEP a faiblement augmenté, passant de 15,2 millions de barils par jour en moyenne au premier trimestre à 16,3 millions de barils par jour au second, pour atteindre 17 millions de bariLs par jour en juillet, restant toutefois dans les limites fixées à Londres.

Des quelques écarts commis par les pays membres, le seul notable a été le fait du Nigéria, soupçonné d'avoir porté sa production au second semestre à plus de 1,45 million de barils par jour pour un quota de 1,3 million. Ils ont pu être absorbés grâce à la marge de manœuvre créée par l'Irak, qui ne peut produire plus de 850 000 barils par jour alors que son quota officiel a été fixé à 1,2 million. Enfin la coopération implicite des pays producteurs non membres de l'OPEP — Grande-Bretagne, Norvège, Mexique — a grandement contribué à cette stabilisation, la plupart, échaudés par le désordre du début de l'année et peu désireux de voir les cours s'effondrer, ayant limité leur production et observé une politique de prix cohérente avec celle de l'OPEP.

Avertis par l'expérience et conscients du caractère hautement psychologique des mouvements de prix sur le marché international, les pays de l'OPEP semblent donc soucieux de ne rien faire qui puisse perturber le fragile équilibre durement acquis. Ils devraient donc éviter toute discussion sur les prix, Cheikh Yamani ayant même émis le souhait que le tarif actuel de 29 dollars par baril soit maintenu *« au moins jusqu'à la fin de 1985 »*, de même qu'une révision du plafond de production qui entraînerait inévitablement d'âpres disputes.

Dès l'automne pourtant — toutes les prévisions s'accordent, — la demande devrait repartir, les compagnies reconstituant leurs stocks — au plus bas — en prévision de l'hiver, pour atteindre, en ce qui concerne l'OPEP, au quatrième trimestre, de 18 à 20 millions de barils par jour. Ce sera, à l'évidence, un moment critique pour l'OPEP, l'expérience — en 1982 notamment — ayant montré que les pays membres, dès les premiers sursauts de la demande, seront tentés de rompre la discipline pour s'octroyer une part supplémentaire du marché. Déjà l'Iran a affirmé, selon le *Wall Street Journal*, qu'il souhaitait voir son quota porté de 2,3 millions de barils par jour à 3,2 millions, en précisant qu'il ne soumettrait pas cette demande formellement à la conférence d'Helsinki.

Trois sujets moins brûlants

Dans l'immédiat, trois sujets moins brûlants devraient être débattus par les ministres :

● *La situation du Nigéria, accusé d'indiscipline.* Les ministres pourraient lui demander non seulement de limiter sa production dans les limites du quota alloué, mais aussi de relever légèrement ses prix (de 30 à 30,5 dollars par baril), ceux-ci étant, compte tenu de la qualité des bruts nigérians, sous-cotés par rapport à ses concurrents.

● *La nomination d'un nouveau secrétaire général* pourrait constituer le point le plus délicat. Le précédent secrétaire, M. Nan Nguema, a quitté ses fonctions le 1er juillet. Théoriquement, les règlements de l'OPEP prévoient que chaque pays, par ordre alphabétique, a le droit de nommer un secrétaire général. Après le Gabon, ce serait normalement le tour de l'Iran de pourvoir ce poste. La République islamique a affirmé son intention de voir son candidat, M. Hassan Kheradman, directeur exécutif de la compagnie pétrolière nationale, élu à ce poste. Mais l'Irak, en guerre avec l'Iran, refuse cette solution, de même que plusieurs pays du Golfe opposés politiquement à l'Iran, Arabie Saoudite en tête. Une solution de compromis a été évoquée. Elle consisterait à modifier les règles d'élection et à nommer un Vénézuélien, M. Allirio Parra, membre de la délégation vénézuélienne à l'OPEP. Il semble toutefois que l'Iran ne soit pas prêt à accepter cette solution.

● *La politique à long terme de l'organisation* constitue le dernier sujet à l'ordre du jour. L'Arabie Saoudite devrait proposer un rapport préliminaire évoquant notamment la possibilité de contacts accrus avec les pays producteurs de pétrole non membres de l'organisation : Grande-Bretagne, Norvège, Mexique et U.R.S.S.

VÉRONIQUE MAURUS.

CONJONCTURE

SELON « THE ECONOMIST »

Les socialistes ont nationalisé les erreurs de leurs prédécesseurs

Selon *The Economist* du 16 juillet, *« les socialistes français ont eu la malchance de nationaliser les erreurs de leurs prédécesseurs »*. Pour l'hebdomadaire économique britannique, les six groupes nationalisés par le gouvernement Mauroy s'étaient affaiblis voilà bien des années sous les coups des hausses salariales successives depuis mai 1968 et les chocs pétroliers. *« Les politiques d'interventionnisme ont contribué à créer de puissantes industries dans les domaines du nucléaire, de l'aéronautique et des télécommunications*, note l'hebdomadaire, *mais les grands groupes bâtis sous la présidence Pompidou se sont trop endettés et ont été mal gérés. »*

En accord avec les analyses développées par la gauche française, le journal résume : *« Depuis le début, l'expansion des grands groupes d'industries français a manqué de financement »*. Une conclusion que la gauche ne manquera pas d'utiliser face aux critiques d'une droite qui la rend trop vite, donc, responsable de tous les maux actuels des groupes nationalisés...

Pour les années à venir, l'hebdomadaire est moins... rose. Il doute qu'un pays, qui doit déjà emprunter de lourdes sommes pour financer son budget, puisse également régler la facture de l'investissement industriel. *« Les problèmes viendront en 1985 et en 1986, si les groupes perdent encore de l'argent et sont incapables de financer eux-mêmes leurs investissements. »* Pour recouvrer leurs projets, ils devront *« conforter leur indépendance à l'égard des pressions politiques »*, qui se sont, poursuit *The Economist*, allégées d'ailleurs avec l'arrivée de M. Fabius au ministère de l'industrie et de la recherche. Remarquant que, depuis, Saint-Gobain a pu racheter en Bourse 20 % de la Compagnie générale des eaux et que les nationalisées font appel à cette même Bourse pour émettre des titres participatifs, *The Economist* souligne l'ironie de ce retour... aux sources du capitalisme.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOFIREM

GROUPE CdF

PRISE DE PARTICIPATION DANS SAPS-ENTREPRISES

La SOFIREM (Société financière pour favoriser l'industrialisation des régions minières) vient de faire un apport de 250.000 F dans le capital de la société SAPS-ENTREPRISES (Société d'application de produits spéciaux) qui passe ainsi à 1.250.000 F.

Cette société, spécialisée dans l'étanchéité des ouvrages d'art, vient d'acquérir un procédé de préfabrication de chape, développé par les laboratoires des Ponts et Chaussées et destiné notamment à la protection des ponts routiers.

Ce transfert de technologie sera mis en œuvre dans une nouvelle usine à ANZIN, près de Valenciennes, où 67 emplois seront créés.

La participation financière de la SOFIREM à ce développement s'élèvera à 1 million de francs, grâce à un prêt complémentaire de 750.000 F.

Le Monde des PHILATÉLISTES

ENERGIA

SICAV

La SICAV ENERGIA investit de préférence dans les valeurs liées à l'énergie, ainsi qu'à l'or et aux ressources naturelles.

L'actif net d'ENERGIA est passé de 181 703 727 F au 31 décembre 1982 à 216 238 848 F le 30 juin 1983. Au cours de la même période, la valeur liquidative de l'action est passée de 189,80 F à 218,04 F, soit une progression de 19,6 % en tenant compte du coupon de 9 F mis en paiement le 6 avril dernier.

Au 30 juin 1983, la répartition de l'actif par secteurs était la suivante :

	%	%
— Energie		34,64
dont : électricité, matériel électrique	15,62	
- pétrole, gaz naturel.	19,02	
— Or et métaux précieux .		18,59
dont : or	17,54	
platine	1,05	
— Métaux non ferreux ...		10,56
— Transports ferroviaires et ressources naturelles .		4,72
— Bois et papier		3,91
— Autres secteurs (chimie services publics)		2,31
— Automobiles		1,97
— Obligations françaises classiques et liquidités .		23,30
TOTAL........		100,00

Les Sicav de L'Européenne de Banque

EB

Situation au 30 juin 1983

	LAFFITTE EXPANSION Valeurs diversifiées	LAFFITTE RENDEMENT Valeurs de rendement	LAFFITTE TOKYO Valeurs japonaises	LAFFITTE FRANCE Actions françaises	LAFFITTE OBLIGATIONS Obligations françaises	LAFFITTE COURT TERME Obligations à court et moyen terme
ACTIF NET (millions de F)	617,2	264	1001,8	205,3	56,9	380,7
VALEUR DE L'ACTION (en Francs)	552,49	179,41	709,40	160,90	125,18	109.838,39
Dividende de l'exercice 1982 mis en paiement le 2-05-1983.						
	NET 22,30 contre 14,54 en 81	NET 14,20 contre 10,31 en 81	NET 28,58 contre 15,46 en 81	NET 8,82 contre 5,93 en 81	NET 14,71 contre 11,69 en 81	

AGRICULTURE

LE RASSEMBLEMENT DU MOUVEMENT RURAL DE LA JEUNESSE CHRÉTIENNE A ANGERS

Vous avez dit marginal ?

De notre envoyé spécial

Angers. — *« Quand la Terre tournera autrement*
» Tu verras la gueule, la gueule
» Quand la Terre tournera autrement
» Tu verras la gueule des gens. »

Des chansons comme cela, des slogans plus violents aussi, le Mouvement rural de la jeunesse chrétienne (M.R.J.C.), qui a rassemblé mille trois cents délégués les 14, 15 et 16 juillet à Angers, n'en est pas avare. Car ces chansons, c'est à la fois le travail et la fête mêlées, mixture qui peut caractériser ces trois journées. Il s'agissait, le précédent rassemblement ayant eu lieu en 1977, de faire le point sur l'orientation définie en 1980 par le M.R.J.C., à savoir la recherche d'un développement différent dans le monde rural, recherche qui allie les travailleurs (ou les chômeurs), les apprentis, les lycéens et les étudiants, les paysans. En d'autres termes, au M.R.J.C., on raisonne en terme d'espace et non en fonction des catégories socio-économiques qui occupent cet espace (*le Monde* du 14 juillet).

Seulement, il semble bien qu'à force de mobilisation et de préparation dans les régions le point était déjà fait et que, pour le rassemblement lui-même, la forme fut plus importante que le fond. Un grand déploiement de moyens fut utilisé, moyens du bord, et là l'imagination n'était pas en berne, mais aussi vidéo, projections, enregistrements, sketches, marionnettes : soit autant de procédés « médiatiques », dont la mise au point absorba une large part d'énergie.

Au fil du temps, les jeunes ruraux à short, à béret (pour les Basques), à bob et à barbe, se sont progressivement approprié l'espace de béton et de verre du palais des congrès d'Angers (à la climatisation défaillante). D'abord sagement les salles, puis les couloirs, puis les escaliers, le tout accompagné de ballets de chaises et d'affichage en tout genre.

« Et vous, qu'est-ce que vous faites ? » Le premier jour, ce fut un peu la foire, — normal, c'était au parc des expos... — aux réalisations des différentes régions. Le second, il s'agissait d'élaborer, à partir des expériences de terrain, des propositions, tournant en gros autour de quatre thèmes : la formation, les emplois, le foncier et l'animation rurale. Des hommes et femmes-sandwichs, habillés de carton où étaient inscrites les propositions, firent un défilé de mode. Un petit fanion rouge levé : on est d'accord. Un jaune, on est contre.

Peu à peu, la sélection s'opère. Sans grosses surprises, toutefois. Nombre de ces propositions ressortissent plus à la notion de thème d'action, généralités dont il est difficile de sortir. Il eût été sans doute plus profitable de partir des difficultés rencontrées lors des expériences de développement, de recenser ces difficultés et de voir où sont les verrous à faire sauter : administratifs, politiques, psychologiques... Puis vient le jeu de rôle, drôle ; quelques participants se déguisent en notables retords : maire, directeur du Crédit agricole, « industrielle », inspecteur d'académie, notaire, conseiller général et président du syndicat agricole majoritaire... Ils ont la charge de réfuter les arguments des militants, qui doivent alors affiner les leurs.

Le jeu serait gratuit — puisqu'en fin de compte il ne s'agit que de s'autosatisfaire en dénonçant, avec pas mal d'humour, la société capitaliste — s'il ne s'agissait en fait d'un exercice pédagogique.

Ce besoin de formation est d'autant plus évident si l'on sait que la moyenne d'âge des mille trois cents délégués du Mouvement tourne autour de vingt et un - vingt-deux ans, qu'il y a pas mal de vétérans dans ce mouvement de jeunes, et donc une forte proportion de très jeunes, 43 % des délégués étant soit apprentis, soit scolaires, pour 39 % qui travaillent, dont 11 % d'agriculteurs.

Le troisième jour devait être de travail encore, et de grosse fête aussi, avec des tables-rondes où causaient cette fois des aînés, les invités des mouvements alliés, syndicats paysans de gauche, mouvements ruraux et chrétiens, la C.F.D.T. également.

Apprendre et travailler au pays, cela s'exprime aussi en espagnol, en allemand et dans d'autres langues encore. Des représentants des mouvements ruraux étaient venus d'Allemagne fédérale, d'Espagne, du Portugal, du Sénégal, des Philippines, de Madagascar, du Pérou et du Nicaragua.

L'enjeu des luttes des paysans péruviens, philippins ou nicaraguayens est sans commune mesure avec les revendications des jeunes ruraux en France. Il n'empêche que, mêmes floues, après le rassemblement d'Angers, des propositions existent pour que le développement économique serve d'abord celui qui produit là où il produit. Comment ? Vous dites marginal ? *« Nous savons*, répond un intervenant, *que nos propositions comportent une part d'utopie, mais, en même temps, c'est déjà commencé. »* Que dire alors d'une utopie qui prend corps, animée par des décideurs de vingt ans qui, formés, deviendront peu ou prou des leaders du monde des villages ?

JACQUES GRALL.

AFFAIRES

PENNEL ET FLIPO (Prouvost S.A.) OBTIENT LA SUSPENSION PROVISOIRE DES POURSUITES

La société Pennel et Flipo, filiale de Prouvost S.A., vient d'obtenir du tribunal de commerce de Lille le bénéfice de la suspension provisoire des poursuites. Pennel et Flipo (calandrage et induction plastique) et la société Sublistatic (fabrication de papiers spéciaux pour impressions de tissus) — une autre filiale de Prouvost — constituent le secteur « diversification » du premier groupe français de textile (chiffre d'affaires de 6,70 milliards de francs).

Ces deux entreprises connaissent depuis plusieurs années des difficultés économiques, conséquence de la crise du marché européen des plastiques. (Pennel et Flipo a perdu l'an dernier environ 30 millions de francs pour un chiffre d'affaires de 600 millions de francs.)

M. Christian Derveloy, P.-D.G. du groupe Prouvost, avait récemment précisé (*le Monde* du 20 mai) qu'il cherchait à céder ces deux filiales ; le groupe entend à présent continuer son développement dans le seul textile, vocation de la firme qui a été fondée il y a plus de cent trente ans.

La suspension des poursuites devrait faciliter la restructuration et donc l'assainissement de Pennel et Flipo.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



de la Compagnie Générale des Établissements Michelin en 975.609 obligations de F. 820 nominal.

MODALITÉS DE SOUSCRIPTION.

Émission de 975.609 obligations de F. 820 nominal, convertibles en actions B.
Prix d'émission : F. 820.
Souscription des actionnaires par priorité : du 7 au 20 juillet 1983 inclus, à raison d'une obligation pour 4 actions A ou B.
Souscription du public : A partir du 21 juillet 1983.

CARACTÉRISTIQUES DES OBLIGATIONS.

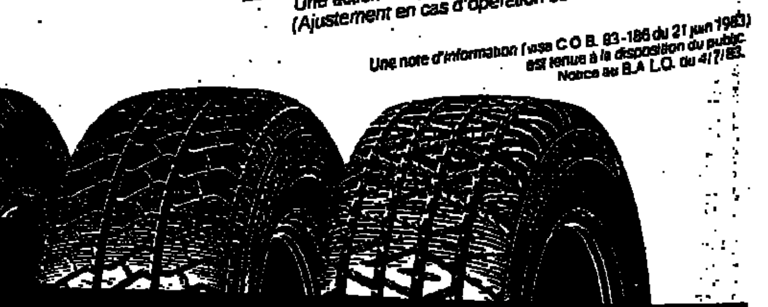
Jouissance : 11 août 1983.
Intérêt annuel : Payable le 1er janvier de chaque année
9 % l'an, du 11 août 1983 au 31 décembre 1985 inclus. (Premier coupon de F. 28,90 mis en paiement le 1/1/1984).
10 % l'an, du 1er janvier 1986 au 31 décembre 1988 inclus.
12 % l'an, du 1er janvier 1989 au 31 décembre 1991 inclus.
13 % l'an, du 1er janvier 1992 au 31 décembre 1994 inclus.
Cotation : Cote officielle (Bourse de Paris).
Amortissement normal : En totalité le 1er janvier 1995 à F. 1280 par obligation.
Taux de rendement actuariel brut au 11 août 1983 : 12,96 % (en cas de non conversion).

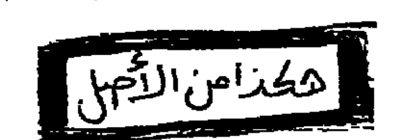
Amortissement anticipé :
• **Au gré des porteurs.**
à F. 1.000, le 1er janvier 1990, taux de rendement actuariel brut : 12,25 % ;
à F. 1.050, les 1er janvier 1991 et 1992, taux de rendement actuariel brut : 12,51 % et 12,24 % ;
à F. 1.150, les 1er janvier 1993 et 1994, taux de rendement actuariel brut : 12,76 % et 12,54 %.
A ce prix s'ajoute le montant intégral du coupon d'intérêt venant à échéance à la date du remboursement.
• **Au gré de l'émetteur,** selon les mêmes modalités, à la condition que la moyenne des cours de l'action B MICHELIN pendant les 20 bourses se terminant le 31 octobre précédant la date du remboursement, soit supérieure de 20 % au prix fixé pour ce remboursement.
La conversion en action pourra en ce cas, être demandée jusqu'au 31 mars suivant la date de remboursement.

CONVERTIBILITÉ EN ACTIONS AU GRÉ DES PORTEURS.

Délai de conversion :
A tout moment, à partir du 1er janvier 1984, jusqu'à trois mois après la date de mise en remboursement.
Rapport de conversion :
Une action B, jouissance courante pour une obligation. (Ajustement en cas d'opération sur le capital.)

Une note d'information (visa C.O.B. 83-186 du 21 juin 1983) est tenue à la disposition du public. Notice au B.A.L.O. du 4/7/83.





MARCHÉS FINANCIERS

BILAN HEBDOMADAIRE DE LA BANQUE DE FRANCE

Principaux postes sujets à variation (en millions de francs)

ACTIF	Au 07-7-1983
1) OR et CRÉANCES SUR L'ÉTRANGER	376 929
dont :	
Or	260 740
Disponibilités à vue à l'étranger	31 573
ECU	70 730
Avances au Fonds de stabilisation des changes	13 886
2) CRÉANCES SUR LE TRÉSOR	5 984
dont :	
Concours au Trésor public	
3) CRÉANCES PROVENANT D'OPÉRATIONS DE REFINANCEMENT	199 418
dont :	
Effets escomptés	84 779
4) OR ET AUTRES ACTIFS DE RÉSERVE A RECEVOIR DU FECOM	72 936
5) DIVERS	6 970
Total	662 219

PASSIF	
1) BILLETS EN CIRCULATION	186 845
2) COMPTES CRÉDITEURS EXTÉRIEURS	10 487
3) COMPTE COURANT DU TRÉSOR PUBLIC	8 262
4) COMPTES CRÉDITEURS DES AGENTS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS	63 562
dont :	
Comptes courants des établissements astreints à la constitution de réserves	20 760
5) ECU A LIVRER AU FECOM	70 401
6) RÉSERVE DE RÉÉVALUATION DES AVOIRS PUBLICS EN OR	306 114
7) CAPITAL ET FONDS DE RÉSERVE	2 563
8) DIVERS	13 980
Total	662 219

LES INDICES HEBDOMADAIRES DE LA BOURSE DE PARIS

(INSTITUT NATIONAL DE LA STATISTIQUE ET DES ETUDES ECONOMIQUES)

Indices généraux de base 100 en 1949	8 juil.	15 juil.
Valeurs franç. à revenu variable	1054,7	1047,1
Valeurs étrangères	3514,4	3524
Base 100 : 29 décembre 1972		
Valeurs franç. à revenu variable	152,2	151,1
Valeurs étrangères	475,5	476,8
Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice des valeurs françaises à rev. var. (base 100 au 31-12-1981)	131,4	130,5
Pétroles-Energie	117,7	116,7
Métallurgie	75,5	72,3
Chimie	136,1	134,9
Bâtim., mat. constr., trav. publics	110,5	110,5
Constructions mécaniques	102,4	100,9
Matériel électrique	149	148,9
Automobile et accessoires	110,5	108,6
Industr. de consom. non alim.	183	181,6
Agro-alimentaire	174,8	175,2
Distribution	86	84,5
Transports	130,5	130,8
Services	159,2	157,9
Assurances	100,7	99,2
Banques	147,7	146,1
Immobilier et foncier	137,3	136,6
Investissement et portefeuille	138,6	138,3
Valeurs industrielles (base 100, 1972)	154,8	153,5
Base 100 : 26 décembre 1980		
Valeurs françaises à revenu fixe (*)	102,8	103
Emprunts d'Etat (*)	104,1	104,7
Emprunts garantis et assimilés (*)	102,5	102,7
Sociétés (*)	102,5	102,6
Base 100 : 31 décembre 1972		
Emprunts garantis et assimilés (*)	90,1	90,3
Sociétés (*)	97,5	97,6
COMPAGNIE DES AGENTS DE CHANGE — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	126,2	125,4
Produits de base	114,5	113,4
Construction	107,3	107,4
Biens d'équipement	111,3	109,7
Biens de consom. durables	137,9	136,2
Biens de consom. non durables	168,1	166,5
Biens de consom. alimentaires	173,6	173,9
Services	110,8	110,5
Sociétés financières	135,4	134,1
Sociétés de la zone franc exploitant principalement à l'étranger	103,7	100,6
Valeurs industrielles	130	129,1
BOURSES REGIONALES — Base 100 : 31 décembre 1981		
Indice général	108,8	108,8

(*) indices provisoires.

LA VIE DES SOCIÉTÉS

CIBA-GEIGY. — Le chiffre d'affaires du groupe suisse pour le premier semestre progresse de 5 %, pour atteindre 7,84 milliards de francs suisses. L'influence des variations de changes a été négligeable. L'amélioration constatée provient de l'évolution favorable des affaires dans les divisions « colorants », « matières plastiques et additifs » et « pharmacie ».

En revanche, la diminution des surfaces cultivées aux États-Unis, notamment, et en France aussi, en raison des mauvaises conditions climatiques, a pesé sur les résultats de la division « agriculture ». Le bénéfice du groupe pour 1983 dépendra de la reprise économique enregistrée aux États-Unis et sur quelques autres marchés importants.

SOTHEBY PARK BERNET. — Propriétaire de la célèbre salle de vente londonienne Sotheby's, ce groupe devrait rentrer dans l'ère des bénéfices pour l'exercice se terminant le 31 août prochain. Son directeur table sur un résultat avant impôt de 4 millions de livres, contre un déficit de 3 millions l'an dernier. La saison des ventes 1982-1983 a été meilleure que la précédente, avec un chiffre d'affaires de 272,76 millions de livres, contre 267,50 millions.

Le redressement du marché de l'art a été particulièrement sensible dans la deuxième moitié de la saison, surtout aux États-Unis, où la salle des ventes du groupe a réalisé, au total, un chiffre d'affaires de 125 millions de livres, contre 106 millions en Grande-Bretagne et Irlande, et 41,5 millions dans le reste du monde.

Sotheby Park Bernet P.L.C. aura prochainement pour principal actionnaire le milliardaire américain Alfred Taubmann, qui vient de racheter 29,9 % de son capital détenus par le groupe américain G.F.I.-Knoll International ; il en possédait déjà 14 %.

INDICES QUOTIDIENS

(INSEE, base 100 : 31 déc. 1982)

	13 juil.	15 juil.
Valeurs françaises		
Valeurs étrangères		

Cie DES AGENTS DE CHANGE

(Base 100 : 31 déc. 1982)

	13 juil.	15 juil.
Indice général	125,5	125,4

TAUX DU MARCHÉ MONÉTAIRE

Effets privés du 18 juillet .... 12 1/2 %

COURS DU DOLLAR A TOKYO

	15 juil.	18 juil.
1 dollar (en yens)	241,35	240,50

BOURSE DE PARIS — Comptant — 15 JUILLET

VALEURS	% du nom.	% du coupon	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
3 %	28 30	2 387	Duc-Lamothe	230 20	....	Porcher	188 50	....	Femmes d'Auj.	74	....	Sod. Allumettes	272	....
5 %	41 50	2 280	Dunlop	4 60	....	Profils Tubes Est	7 70	....	Finextramer	245	245	Tenneco	410	....
3 % amort. 45-54	....	2 868	Eaux Bass. Vichy	852	....	Prouvost ex-Lain.R.	38 90	....	Finsider	0 40	....	Thorn EMI	75	....
4 1/4 % 1963	105 80	3 748	Eaux Vittel	700	....	Providence S.A.	313 50	....	Foseco	20 50	....	Thyssen c. 1 000	300	....
Emp. 7 % 1973	9440	..	Ecco	2025	....	Publicis	820	841	Gén. Belgique	366 80	360	Toray indust. inc	18 20	....
Emp. 8,80 % 77	110	1 298	Economats Centre	425	....	Raff. Souf. R.	159 30	....	Gevaert	398	....	Vieille Montagne	650	652
9,80 % 78/93	87 75	0 107	Electro-Banque	196	....	Ressorts Indust.	90 10	....	Glaxo	134 80	....	Wagons-Lits	381	....
8,80 % 78/86	89 15	5 208	Electro-Financ.	395	....	Ricqlès-Zan	130	135 20 d	Goodyear	315	....	West Rand	97	96
10,80 % 79/94	90 70	9 321	Elf-Antargaz	165	....	Ripolin	40	43 70 d	Grace and Co	482	....			
13,25 % 80/90	99 90	1 557	E.L.M. Leblanc	646	....	Risla (La)	10 70	....	Grand Metropolitan	54	53 50			
[illegible]	[illegible]	[illegible]	Entrepôts Paris	238 80	248 10 d	Rochefortaise S.A.	86 10	....	Gulf Oil Canada	152	....			

SECOND MARCHÉ

Hors-cote

Étrangères

SICAV 13/7

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net	VALEURS	Émission Frais incl.	Rachat net
Crédital	100 20	....	Nodet-Gougis	60	....	Br. Lambert	422	....	Horizon	550 11	525 16	Uniforcier	600 02	572 81
C. Sabl. Seine	116	....	OPB Paribas	110	105 60 o	Caland Holdings	115	....	I.M.S.I.	329 02	314 10	Ungestion	597 89	570 78
Darblay S.A.	103	112 40 d	Optorg	88 10	....	Canadian-Pacific	382	389	Indo-Suez Valeurs	631 58	602 94	Uni-Japon	984 21	939 58
De Dietrich	304 80	302 20	Origny-Desvroise	135	135	Cockerill-Ougre	18	....	Ind. française	11847 97	11847 97	Unirente	1639 68	1585 76
Dagremont	172 20	....	Palais Nouveauté	300	....	Cominco	417	....	Interobig.	9640 36	9203 21	Univer	12310 88	12310 88
Delalande S.A.	160	160	Paris-Orléans	110	110 10	Commerzbank	690	....	Intersélect France	244 66	233 57	Valorem	377 74	360 61
Delmas-Vieljeux	540	....	Part. Fin. Gest. Im.	193	210 90 d	Courtaulds	14 30	....	Intervaleurs Indust.	362 89	346 43	Valorg	10334 61	10283 19
Dév. Rég. P.d.C (Li)	111 20	114 20	Pathé-Cinéma	155	156	Dart. and Kraft	688	....	Invest. Obligataire	11286 22	11263 89	Valrail	114012 55	113898 86
Didot-Bottin	256	258	Pathé-Marconi	110	....	De Beers (port.)	92 50	....	Invest. St-Honoré	664 04	633 93	Worms Investiss.	710 54	678 32
Dist. Indochine	316	....	Piles Wonder	86	....	Dow Chemical	339	....	Laffitte-cri-terme	110808 91	110808 91			
Drag. Trav. Pub.	184	182 40	Piper-Heidsieck	275	....	Dresdner Bank	739	....	Laffitte-Expansion	602 08	574 79			

◆ : prix précédent.

Marché à terme

Compte tenu de la brièveté du délai qui nous est imparti pour publier la cote complète dans nos dernières éditions, nous pourrions être contraints parfois à ne pas donner les derniers cours. Dans ce cas ceux-ci figureraient le lendemain dans la première édition.

La Chambre syndicale a décidé de prolonger, après la clôture, la cotation des valeurs ayant été exceptionnellement l'objet de transactions entre 14 h. 15 et 14 h. 30. Pour cette raison, nous ne pouvons plus garantir l'exactitude des derniers cours de l'après-midi.

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
2105	4,5 % 1973	2123	2103	2103	2092	716	Europe n° 1	680	683	683	675
3066	C.N.E. 3 %	3085	3083	3083	3055	600	Facom	645	648	648	640
675	Agence Havas	690	700	700	696	820	Fichet-Bauche	835	835	835	820
380	Air Liquide	420 10	421	421	421	137	Financial	136	136 50	135 50	137 90

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
118	Pechelbronn	130	130 10	131	128	76	Vallourec	71 10	70 30	70 30	70 30	74	Imp. Chemical	79 50	79 80	79 80	79 60
390	Penhoet	390	392	393	....	1310	V. Clicquot-P.	1455	1470	1470	1470	145	Inco. Limited	147 10	151	151	149 50
600	Pernod-Ricard	660	662	663	650	735	Viniprix	722	703	703	698	1190	IBM	1248	1260	1260	1249
185	Pétroles (Fse)	182 50	181	181	179	900	Elf-Gabon	1020	1020	1020	....	52	Ito-Yokado	56 10	56 70	56 70	57
206	— (obl.)	207 50	207 50	207 50	206 50	280	Amax Inc.	272 60	267	267	268	380	ITT	446	464 50	464	....
43	— (certific.)	41 50	41 55	41 50	....	695	Amer. Express	691	703	703	705	70	Matsushita	68 65	69 05	69 05	69 05
124	Pétroles B.P.	121	121 80	121 80	119 50	610	Amer. Teleph.	636	650	649	645	840	Merck	944	945	945	945
170	Peugeot S.A.	184	184	184	....	205	Anglo Amer. C.	220 20	215	215	213 50	850	Minnesota M.	854	870	870	864
325	— (obl.)	331	330	330	....	1170	Angold	1215	1230	1230	1230	320	Mobil Corp.	313	323	323	319

Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours	Compensation	VALEURS	Cours précéd.	Premier cours	Dernier cours	Compt. Premier cours
315	Gén. Belgique	374	364	364	360	715	Unilever	725	728	720	....
1110	Gén. Electr.	543	541	540	....	720	Unit. Techn.	710	715	715	715
705	Gen. Motors	722	749	749	....	1160	Vaal Reefs	1285	1289	1289	1295
81	Goldfields	88 10	88 80	88 50	87	586	West Deep	622	612	611	615
230	Harmony	245	244 50	244	249 30	516	West Hold.	550	541	541	545
36	Hitachi	35 70	35 75	35 75	36	485	Xerox Corp.	460	472	470	462 60
555	Hoechst Akt.	616	625	625	631	3 08	Zambia Corp.	3 08	3	3 01	3

c : coupon détaché ; * : droit détaché ; o : offert ; d : demandé.

COTE DES CHANGES

MARCHÉ OFFICIEL	COURS préc.	COURS 15/7	COURS DES BILLETS AUX GUICHETS Achat	Vente
Etats-Unis ($ 1)	7 793	7 811	7 580	7 980
Allemagne (100 DM)	300 700	300 690	290	310
Belgique (100 F)	15 029	15 030	14 600	15 600
Pays-Bas (100 fl.)	268 790	269 170	256	276
Danemark (100 krd)	83 880	83 910	80	88
Norvège (100 k)	106 480	106 520	103	110
Grande-Bretagne (£ 1)	11 952	11 885	11 550	12 350
Grèce (100 drachmes)	9 236	9 240	8 250	10 250
Italie (1 000 lires)	5 086	5 084	4 847	5 300
Suisse (100 fr.)	367 280	367 500	354	375
Suède (100 krs)	101 320	101 420	96	108
Autriche (100 sch)	42 750	42 785	41 800	43 800
Espagne (100 pes.)	6 267	....	5 250	5 850
Portugal (100 esc.)	6 570	....	6 850	8 250
Canada ($ can 1)	6 321	....	6 160	6 480
Japon (100 yens)	3 230	....	3 100	3 280

MARCHÉ LIBRE DE L'OR

MONNAIES ET DEVISES	COURS préc.	COURS 15/7
Or fin (kilo en barre)	107600	108300
Or fin (en lingot)	108050	105950
Pièce française (20 fr)	689	684
Pièce française (10 fr)	408	.....
Pièce suisse (20 fr)	680	675
Pièce latine (20 fr)	649	646
Souverain	827	827
Pièce de 20 dollars	3985	3985
Pièce de 10 dollars	2010	2000
Pièce de 5 dollars	1255	.....
Pièce de 50 pesos	4360	4375
Pièce de 10 florins	674	681

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

A B C D F G H

ANCIEN PRÉSIDENT DU BURUNDI

M. Micombero est mort à Mogadiscio où il vivait en exil

L'ancien président du Burundi, Michel Micombero, est mort samedi 16 juillet à Mogadiscio (Somalie), où il vivait en exil depuis 1976. L'ancien chef d'État était hospitalisé depuis onze jours à la suite d'une crise cardiaque. Le président somalien, M. Syad Barre, a présenté ses condoléances « au peuple burundais ».

Né en 1940, dans une famille du clan des Hima, rattachée à l'ethnie tutsi, minoritaire au Burundi, Michel Micombero avait été formé à l'académie militaire de Bruxelles. Revenu dans son pays à l'indépendance, en 1962, il devint ministre de la défense en 1965. La même année, il sauvait la monarchie en faisant échouer une tentative de coup d'État militaire fomenté par des officiers appartenant à l'ethnie hutu, qui regroupe 85 % de la population du pays. En récompense, le roi Mwambutsa IV faisait de lui le chef de son secrétariat d'État.

Il se faisait remarquer par sa rudesse au service des intérêts de son clan et soutint le prince Charles Ndizeye lorsque ce dernier déposa son père, le 8 juillet 1966. Il était à l'époque chef d'état-major. Le prince Charles payait son tribut de reconnaissance en le nommant premier ministre. Le 28 novembre 1966, Michel Micombero destituait le jeune souverain et s'emparait à son tour du pouvoir en proclamant la république. Il tentait aussitôt de mener à bien une politique de réconciliation nationale, libérait des prisonniers politiques hutus et critiquait ouvertement les partisans du tribalisme. Mais l'opposition intérieure persistait. En octobre 1969, M. Micombero annonçait la découverte de coup d'État et l'exécution de plusieurs officiers hutus.

Les dix ans qu'il avait passés au pouvoir ont correspondu avec la prééminence de la minorité tutsi, qui a exercé pratiquement sans partage la responsabilité des affaires publiques. En 1972, il ne put empêcher la révolte des Hutus, sauvagement réprimée : les massacres ont fait entre cinquante mille et cent mille morts. Tous les ministres hutus étaient évincés du pouvoir.

Le 1er novembre 1976, un « conseil révolutionnaire suprême » dirigé par le lieutenant-colonel Jean-Baptiste Bagaza prenait le pouvoir et envoyait l'ancien président en exil en Somalie.

A Mogadiscio, M. Micombero avait cessé toute activité politique et travaillait pour des organisations humanitaires internationales. Il avait également passé un diplôme d'économie à l'Université nationale somalienne.

L'O.M.S. SE DÉFEND DE FAIRE PREUVE DE PARTIALITÉ A PROPOS DES VACCINS ANTI-HÉPATITE B

Aucun fabricant de vaccin contre l'hépatite B n'a fait l'objet d'une quelconque discrimination, déclare en substance M. Frank Trevor Perkins (Grande-Bretagne), chef de la division des produits biologiques de l'Organisation mondiale de la santé, dans un entretien publié par le *Quotidien du médecin* du lundi 18 juillet.

M. Trevor Perkins répond aussi aux doutes émis (*le Monde* du 13 juillet) quant à l'objectivité des avis que l'O.M.S. pourrait donner aux pays concernés sur la sécurité des vaccins actuellement disponibles et qui sont fabriqués aux États-Unis par le groupe Merck Sharp and Dohme et, en France, par l'Institut Pasteur Production (I.P.P.).

« *Le problème n'est pas que nous favorisions le vaccin américain, mais qu'il est le seul à propos duquel nous avons beaucoup d'informations, alors que nous en sommes totalement privés pour le vaccin Pasteur* », déclare le docteur Trevor Perkins. « *Au mieux de ma connaissance*, ajoute-t-il, *les informations complètes nous ont été promises pour très bientôt pour I.P.P., et de grands pas ont été faits pour réunir autour d'une table toutes les parties concernées afin d'aboutir à des dossiers acceptables. Nous tiendrons une réunion avec l'ensemble des producteurs et de leurs autorités nationales en décembre 1983.* »

« *Le comité d'experts ne s'est pas encore réuni pour les recommandations finales*, ajoute M. Jacques Hamon, sous-directeur de l'O.M.S., lui aussi interrogé. « *En somme*, conclut M. Perkins, *nous avons tous les protocoles de production et de contrôle de Merck, les études épidémiologiques réalisées en double aveugle et de façon indépendante par le centre d'Atlanta, et nous nous heurtons toujours au silence de la France...* » Silence dont le groupe Merck profite, semble-t-il, pour appuyer la publicité concernant son propre vaccin.

GRAVES INONDATIONS AU BRÉSIL

Brasilia (*A.F.P.*). — Des inondations catastrophiques, dues à des pluies diluviennes, ont submergé de vastes régions du Rio-Grande-do-Sul, du Panama et de Santa-Catarina, les trois Etats les plus méridionaux du Brésil. Blumenau, ville de 200 000 habitants, de l'Etat de Santa-Catarina, est à 80 % sous les eaux. Itaqui (Rio-Grande-do-Sul), ville située sur la rive brésilienne du fleuve Uruguay, est totalement isolée, privée d'eau potable, d'électricité et de téléphone.

Les pluies, qui ne cessent pas de tomber, ralentissent beaucoup l'arrivée des secours et empêchent de dresser un bilan précis de la catastrophe. Pour le moment, on aurait dénombré plus de soixante-dix morts et on estime à trois cent mille les personnes sans abri.

Les dégâts matériels sont énormes : ces Etats sont, en effet, des producteurs agricoles et industriels importants ; pour la seule agriculture, on estime les dégâts à 400 milliards de cruzeiros (15,6 milliards de francs). Le parc industriel est, lui aussi, très gravement touché.

● *Le Secours populaire français* ouvre une souscription pour les sinistrés du Pérou, où des pluies diluviennes ne cessent de tomber depuis des mois.

★ 9, rue Froissart, 75003 Paris. C.C.P. 654 37 H, Paris. Mentionner « inondations Pérou ».

● *Le cyclone tropical Vera*, qui a atteint les Philippines le 15 juillet, a fait au moins trente-cinq morts et soixante-deux disparus. Quarante mille personnes sont sans abri. Les dégâts matériels sont estimés, pour le moment, à 1,64 million de dollars (12,8 millions de francs). Les régions les plus touchées sont situées dans le sud-est de l'île de Luzon. — (*A.F.P.*)

● *Le bureau du nouveau club de gauche ESPACES 89* vient de répondre au président du Club 89, M. Michel Aurillac, ancien député R.P.R., qui lui avait écrit pour s'inquiéter des risques de confusion que pourrait provoquer l'appellation de cette nouvelle association (*le Monde* du 12 juilllet). « *Nous avons bien reçu votre lettre, dont nous avons apprécié l'humour, et nous vous répondrons sur le même ton*, écrit-il. *Beaucoup se sont interrogés sur les raisons du refus opposé par le maire de Paris à l'organisation de l'Exposition 89. Si l'on vous suivait, la raison serait pourtant simple. L'intitulé de cette manifestation risquait de provoquer une regrettable confusion avec votre association (...).* »

UNE DÉCLARATION DU NOUVEAU P.-D.G. DE TF1

« *Je vais ouvrir tous les placards* » affirme M. Hervé Bourges

M. Hervé Bourges, nouveau P.-D.G. de T.F.1, prendra ses fonctions mardi 19 juillet, après avoir rencontré à deux reprises son prédécesseur, M. Michel May. Samedi après-midi 16 juillet, il était l'hôte du « Club de la presse du tiers-monde », émission qu'il a créée sur Radio-France internationale, dont il était le directeur général. M. Alain de Chalvron avait invité cinq journalistes qui, après avoir interrogé M. Bourges sur son action à R.F.I. pendant dix-huit mois, lui ont posé des questions sur ses nouvelles fonctions à T.F.1.

A la faveur de la démission de M. Michel May, la Haute Autorité a reçu « *neuf présidentiables* », a révélé M. Bourges. A la question : « *Comment ferez-vous passer vos préoccupations tiers-mondistes dans les programmes d'une chaîne populaire ?* », M. Bourges a répondu qu'en effet l'actualité télévisée était peut-être « *trop franco-française* » par rapport aux graves problèmes qui se posent à l'échelle de la planète. « *On peut introduire le tiers-monde plus intensément par les magazines, par des dramatiques aussi, si l'on veut bien tenir compte de la place qu'occupent par exemple les immigrés parmi nous* », a-t-il précisé. « *Je crois à la culture par la télévision*, a dit encore M. Bourges. *Je souhaiterais qu'on fasse un grand* Dallas *français, mais je n'ignore pas que c'est aussi une question de moyens.* »

En ce qui concerne les effectifs — qualifiés de « *pléthoriques* » par le journaliste qui pose la question, — M. Bourges répond : « *Je vais me faire donner les clés de tous les placards de la maison* » et tenter de « *remettre l'ensemble de leurs occupants au travail. Créer une véritable équipe, basée sur le professionnalisme et l'ardeur au travail* ». Telles sont les dispositions d'esprit du nouveau P.-D.G., qui a demandé qu'on lui prévoit un bureau rue Cognacq-Jay, au sein de la rédaction, en plus de son bureau de P.-D.G. à la tour Montparnasse. Enfin, à la question : « *Comment avez-vous accueilli votre nomination à T.F.1 ?* », M. Bourges a répondu : « *Comme un honneur et comme un cadeau un peu empoisonné. Mais je n'ai pas l'habitude de me soustraire à mes responsabilités.* »

Sur France-Inter avec Philippe Caloni, lundi matin 18 juillet, M. Bourges a repris à son compte une formule d'André Malraux : « *Il existe une télévision pour passer le temps et une autre pour comprendre le temps.* »

DÉCÈS DE JEAN THÉVENOT

Notre confrère Jean Thévenot, bien connu des milieux de la radio, est décédé vendredi 15 juillet à son domicile parisien, à l'âge de soixante-sept ans.

D'un naturel souriant, cet aimable confrère a consacré sa vie à la recherche radiophonique, depuis l'époque de la Libération, au cours de laquelle il fut nommé — pendant la semaine d'insurrection parisienne — secrétaire général de la radiodiffusion française jusqu'à 1968, où il en fut écarté. Néanmoins, il continuait d'animer le magazine des « *chasseurs de son* », dont il avait fondé la confrérie. La radio perd en Jean Thévenot un de ses chercheurs les plus valeureux, doublé d'un homme d'une rare qualité.

[Né le 11 juillet 1916 à Givors (Rhône), licencié en droit et docteur ès sciences sociales et politiques, Jean Thévenot mène de front une activité de journaliste et d'homme de radio. Auteur et producteur d'émissions à la radiodiffusion nationale, il crée et anime notamment « Le magazine des chasseurs de son » sur France-Inter et France-Culture. Réunis en cassette par Radio-France, les meilleurs moments de ses émissions avaient reçu cette année le grand prix de l'académie Charles-Cros (patrimoine)].

L'ÉDITEUR TOULOUSAIN PIERRE PRIVAT EST MORT

L'éditeur Pierre Privat est décédé subitement dans la nuit de dimanche 17 à lundi 18 juillet à Toulouse. Il était âgé de soixante et un ans. Ses obsèques seront célébrées mercredi à 13 h 30 en l'église Saint-Jérôme de Toulouse.

[Né le 28 août 1922 à Baudean (Hautes-Pyrénées), Pierre Privat avait effectué ses études au collège Saint-Stanislas à Paris, puis à la faculté des lettres de Toulouse avant de succéder à l'une de ses tantes, Mme Madeleine Privat, à la tête de la société qui, depuis 1839, porte le nom de sa famille.

Considérée comme la plus ancienne société éditrice française de province, la maison toulousaine, qui dispose d'un fonds scolaire, religieux et régionaliste important, a connu dans les années 60 sous l'impulsion de Pierre Privat, un nouveau développement dans les domaines de l'histoire et des sciences humaines.]

Le numéro du « Monde » daté 17-18 juillet 1983 a été tiré à 443 574 exemplaires

REPLI DU DOLLAR : 7,78 FRANCS

Après sa pointe du vendredi 15 juillet 1983, et son record historique de 7,81 F à Paris, le dollar a fléchi lundi 18 juillet sur tous les marchés des changes.

A Francfort, son cours, qui avait dépassé 2,60 DM à la veille du week-end, est revenu à 2,59 DM, et, à Paris, il a reperdu 3 centimes à 7,78 F, le tout dans le plus grand calme. Ce repli est attribué aux nouvelles en provenance des États-Unis, où les autorités fédérales ont annoncé que la masse monétaire avait augmenté de 5,8 milliards de dollars pour la semaine se terminant le 6 juillet.

Cette augmentation, due essentiellement au versement trimestriel des pensions de la sécurité sociale et aux remboursements d'impôt effectués le 1er juillet, correspond aux prévisions des milieux financiers, qui, en quelque sorte, ont été rassurés, d'où la baisse du dollar.

CLOTURE DES LISTES MARDI SOIR POUR LES ÉLECTIONS A LA SÉCURITÉ SOCIALE

Les inscriptions des assurés âgés de plus de seize ans pour les élections des administrateurs des caisses de la Sécurité sociale, le 19 octobre prochain, seront closes mardi soir 19 juillet avant minuit.

Les candidats électeurs doivent se munir de leurs pièces d'identité, bulletins de salaire, titres de pension ou de remboursement d'assurance-maladie et justification de domicile.

LE TENNISMAN IVAN LENDL EST SUSPENDU PAR LA FÉDÉRATION TCHÉCOLOVAQUE

La Fédération tchécoslovaque des sports et son union de tennis ont « *provisoirement suspendu* » Ivan Lendl de l'équipe de Tchécoslovaquie pour la Coupe Davis et lui ont infligé une amende financière parce que le No 2 mondial a participé à un tournoi-exhibition au Bophuthatswana (Afrique du Sud).

Selon un communiqué du comité central de la Fédération, « *la participation d'Ivan Lendl au tournoi-exhibition en Afrique du Sud a été en désaccord avec les principes de la politique internationale de la Tchécoslovaquie* » et constitue une « *infraction aux obligations du représentant tchécoslovaque* ».

Les dirigeants du sport tchécoslovaque exigent de Lendl une « *explication écrite* » des motifs qui l'ont conduit à prendre part à ce tournoi-exhibition.

Selon l'agence C.T.K., qui a diffusé ces informations, Ivan Lendl « *a été informé de cette décision, a reconnu sa faute et a demandé au comité central de la Fédération des sports de pouvoir représenter dans le futur la Tchécoslovaquie* ».

QUATRE RUGBYMEN FRANÇAIS EN AFRIQUE DU SUD

Quatre joueurs français de rugby, Robert Paparemborde (R.C.F.), Jérôme Gallion (Toulon), Jean-Patrick Lescarboura (Dax) et Jean-Baptiste Lafond (R.C.F.) devaient partir, ce lundi 18 juillet, pour l'Afrique du Sud, où ils ont été invités à titre personnel pour disputer trois matches à l'occasion de la célébration du centenaire de la Western Province.

Ces invitations ont transité par la Fédération française de rugby, qui les a transmises en dépit du veto du gouvernement français à la tournée que l'équipe de France devait effectuer dans ce pays au mois de juin.

MORT D'UN PLONGEUR SOVIÉTIQUE

Le plongeur soviétique Sergei Shalibashvili, qui s'était grièvement blessé lors du concours de l'Universiade d'été à Edmonton (Canada), est décédé le samedi 16 juillet, à l'hôpital universitaire de cette ville.

Agé de vingt et un ans, le plongeur qui était originaire de Tbilissi en Géorgie, n'avait pas repris connaissance depuis qu'il avait heurté de la tête, le 9 juillet, la plate-forme du centre nautique Kinsmen où se déroulait le concours préliminaire de haut-vol. A la suite de cet accident, un entraîneur américain avait reproché aux responsables de l'équipe soviétique d'avoir demandé à Shalibashvili d'exécuter une figure qui dépassait ses capacités techniques.

UN HOMME D'AFFAIRES FRANÇAIS EST AUTORISÉ A QUITTER L'IRAN

Téhéran (*A.F.P.*). — Un homme d'affaires français, M. Jean-Pierre Conte, a pu quitter l'Iran dimanche 17 juillet, au terme d'une interdiction de sortie du pays de trois ans en raison d'un contentieux juridique.

M. Conte, directeur régional de la société Campenon Bernard, une importante entreprise de travaux publics maître d'œuvre de la moitié des barrages d'Iran, s'était vu signifier cette interdiction de sortie en juillet 1980 par le procureur de la révolution islamique du ministère de l'énergie.

Elle était due à une plainte de l'associé iranien de la société, une entreprise nationale, qui, après la révolution, avait considéré comme un détournement de fonds l'emploi de 301 millions de rials (27 millions de francs) sur le chantier d'alimentation en eau du complexe pétrochimique de Bandar-Khomeiny, au sud de l'Iran. Devant cette situation, le client, l'office de l'eau d'Ahwaz, avait lui aussi engagé une poursuite judiciaire contre Campenon Bernard. L'affaire n'a pas encore été jugée.